



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

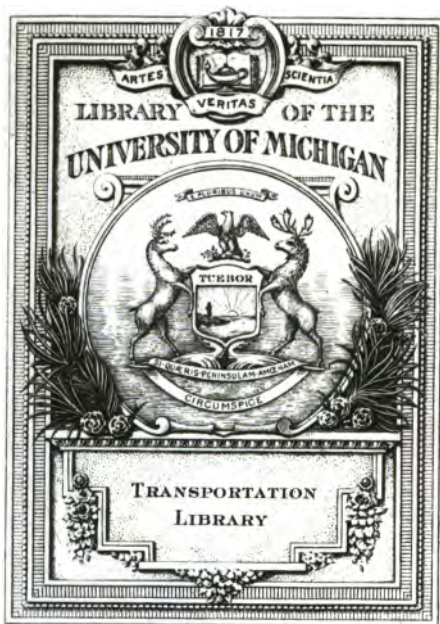
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

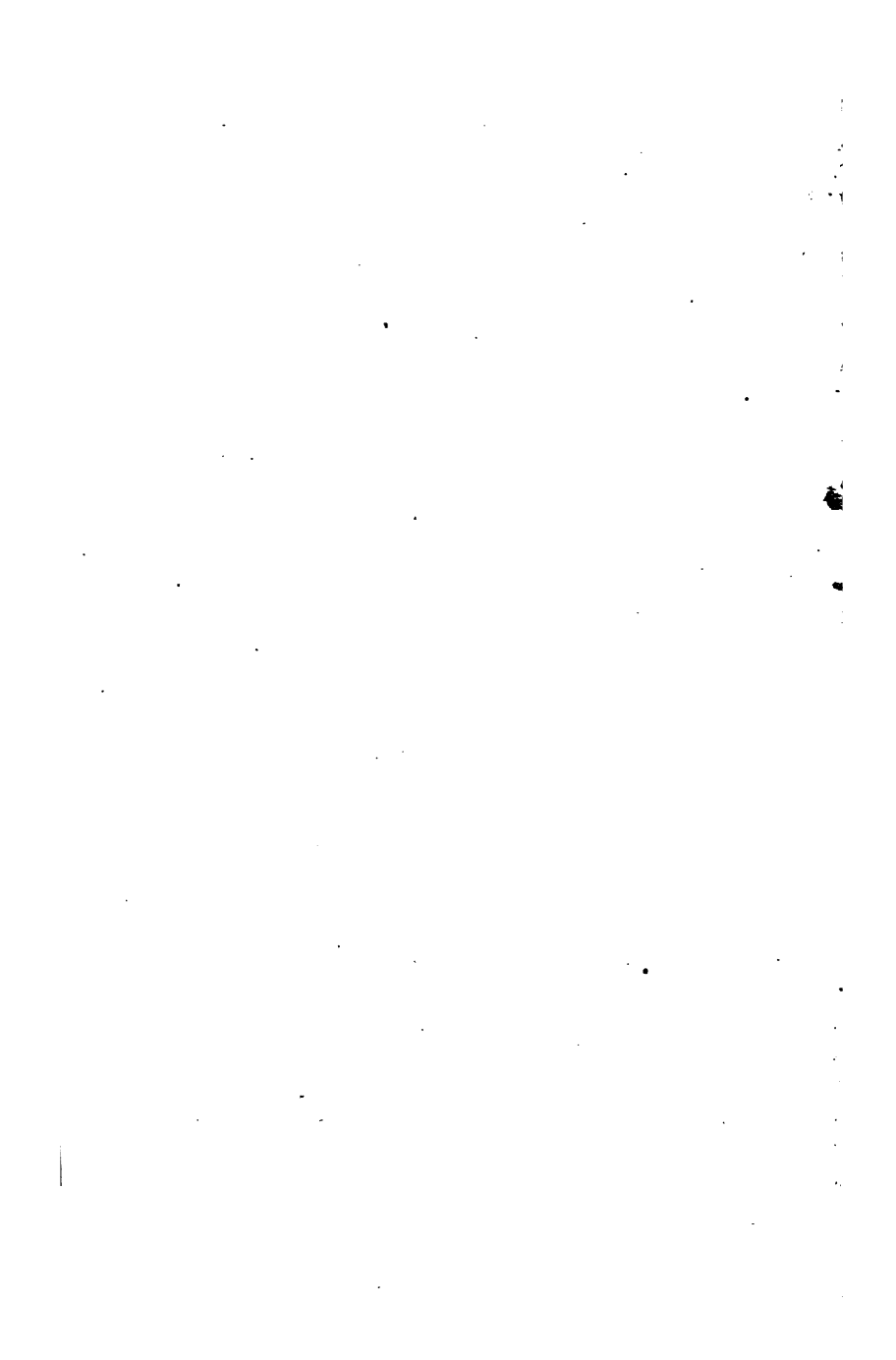
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



6

Transportation
Library

HTD
11163
.C49
1881



COMMENTAIRE
DES
CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES
IMPOSÉES AUX ENTREPRENEURS

COMMENTAIRE
DES
CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES
IMPOSÉES
AUX ENTREPRENEURS

Des Travaux des Ponts et Chaussées

Par ^{Louis} **CHATIGNIER**

NEUVIÈME ÉDITION

Revue, mise au courant de la jurisprudence et augmentée

DU

Cahier des Marchés des Travaux

DU SERVICE DU GÉNIE

PAR

Charles BARRY

ancien Auditeur au Conseil d'État

Docteur en droit

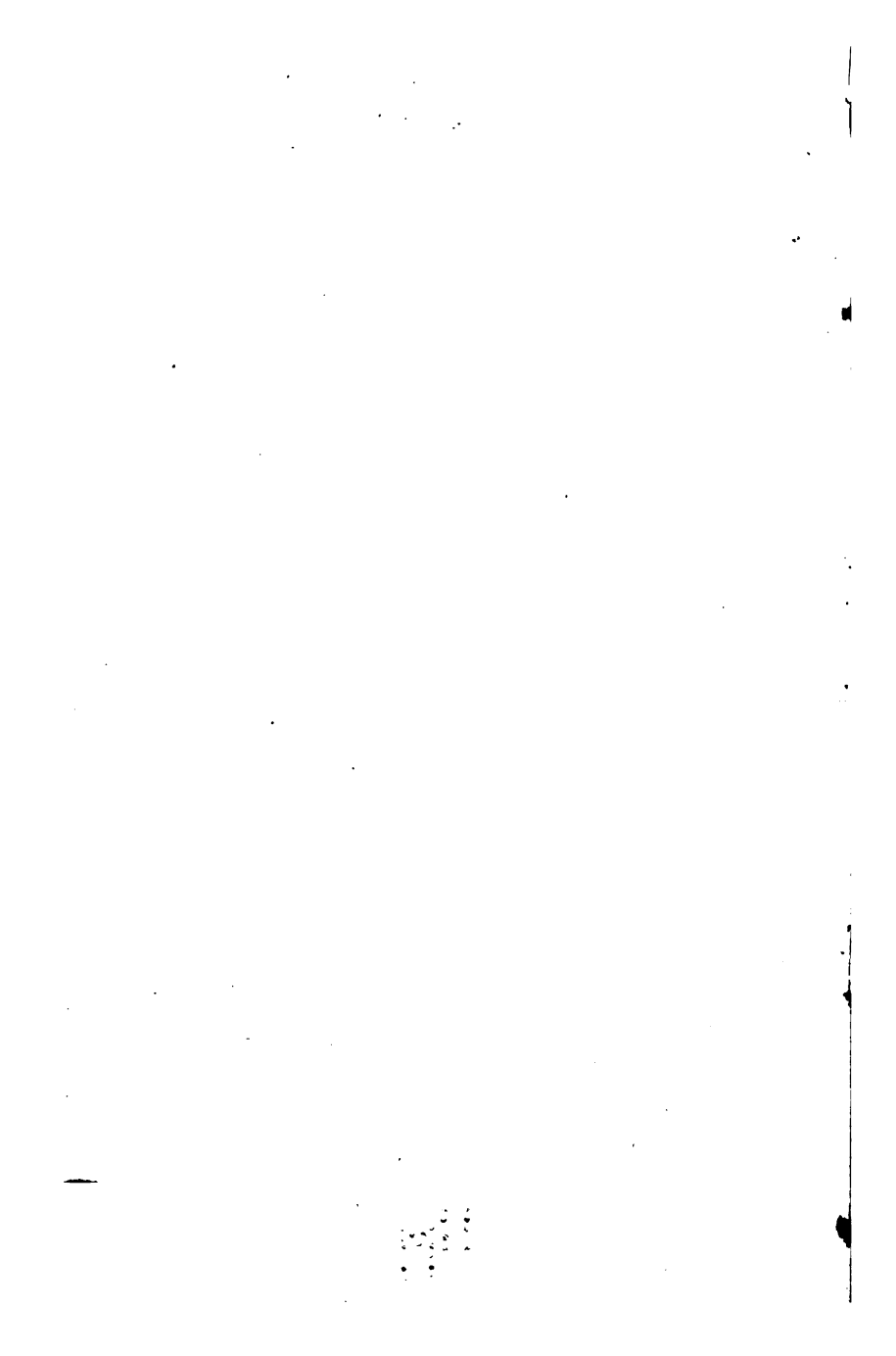
Avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation

PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE JURISPRUDENCE
MARCHAL, BILLARD ET C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION
Place Dauphine, 27

1884

Tous droits réservés.



De Forest
10-9-44
Transportation
Library

AVERTISSEMENT.

« Ce petit livre est maintenant assez connu pour n'avoir plus besoin d'une introduction auprès du public.

« Le bon accueil qu'il a reçu nous commandait de nouveaux efforts pour perfectionner encore notre travail. Mais nous n'avons pas cru devoir en changer le caractère en donnant une plus grande place à la doctrine ou à la controverse. C'est un ouvrage essentiellement pratique que nous avons voulu mettre dans les mains des intéressés : nous lui conservons ses proportions modestes dans lesquelles nous nous flattons qu'il pourra continuer à être utile. »

En écrivant ces lignes en tête de la 6^e édition de son *Commentaire*, M. Chatignier, que la mort devait bientôt après nous ravir, a tracé par avance la tâche de son successeur. La rapidité avec laquelle deux nouvelles éditions ont été épuisées prouve qu'il ne s'est pas trompé.

Nous nous sommes efforcé de conserver à l'œuvre de notre regrettable prédécesseur son caractère d'actualité, en analysant avec soin les décisions les plus récentes de la jurisprudence et en indiquant les changements introduits par les dernières circulaires ministérielles. Nous reproduisons, notamment à l'Appendice, le texte de la circulaire du 14 avril 1877 qui a modifié sensiblement les droits des Entrepreneurs en cas de suspension des travaux.

2-7-45

E. J. K.

Au moment où cette édition va paraître, les grands travaux publics sont sur le point de prendre un nouvel essor. Nous faisons des vœux pour que les Entrepreneurs en retirent honneur et profit et nous serons heureux si notre modeste travail peut les aider à sauvegarder leurs intérêts.

Moins de trois ans se sont écoulés depuis que nous écrivions cet avertissement et la confiance que les Entrepreneurs n'ont cessé de nous témoigner nous impose déjà le devoir de faire paraître la neuvième édition de notre *Commentaire*. Cette édition a été mise au courant des décisions administratives et contentieuses intervenues jusqu'au 15 juin 1881.

Les arrêts du Conseil d'État et du Tribunal des Conflits, cités dans cet ouvrage, se trouvent tous dans l'année correspondante du recueil de MM. Panhard et Hallays-Dabot; les arrêtés des Conseils de préfecture dans le recueil publié sous les auspices du Conseil de préfecture de la Seine et sous l'habile direction de MM. Garnier et Paul Dauvert.

Bien que nous ayons publié en 1879 un commentaire spécial du *Cahier des clauses et conditions générales des travaux du génie* (1), nous avons cru devoir en maintenir le texte aux *annexes* pour faciliter les recherches des Entrepreneurs et continuer à justifier le titre de *vade mecum* qu'on a bien voulu donner à cet ouvrage.

(1) Ces ouvrages se trouvent à la librairie de MM. Marchal et Billard.

CAHIER
DES CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES
IMPOSÉES
AUX ENTREPRENEURS DES TRAVAUX DES PONTS ET CHAUSSÉES

ARRÊTÉ

Le Ministre Secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Vu le cahier des clauses et conditions générales imposées, à la date du 25 août 1833, aux entrepreneurs des travaux des ponts et chaussées ;

Vu les procès-verbaux des délibérations d'une commission spéciale instituée en 1848, à l'effet de réviser les clauses et conditions générales de 1833, et le projet préparé par cette commission ;

Vu les délibérations sur ce projet du conseil général des ponts et chaussées, en date des 25 juin et 12 novembre 1849 ;

Vu la délibération de la section d'administration du Conseil d'État, en date du 17 janvier 1850 ;

Vu le nouvel avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 6 août 1866 ;

Sur la proposition du conseiller d'État, secrétaire général,

Arrête ce qui suit :

ART. 1^{er}. Tous les marchés relatifs à l'exécution des travaux dépendant de l'administration des ponts et chaussées, qu'ils soient passés dans la forme d'adjudications publiques ou qu'ils résultent de conventions faites de gré à gré, sont soumis, en tout ce qui leur est applicable, aux dispositions suivantes :

TITRE PREMIER.

ADJUDICATIONS.

2. Nul n'est admis à concourir aux adjudications, s'il ne justifie qu'il a les qualités requises pour garantir la bonne exécution des travaux.

A cet effet, chaque concurrent est tenu de fournir un certificat constatant sa capacité et de présenter un acte régulier de cautionnement ou au moins un engagement en bonne et due forme de fournir le cautionnement ; l'engagement doit être réalisé dans les huit jours de l'adjudication.

3. Les certificats de capacité sont délivrés par des hommes de l'art. Ils ne doivent pas avoir plus de trois ans de date au moment de l'adjudication. Il y est fait mention de la manière dont les soumissionnaires ont rempli leurs engagements, soit envers l'administration, soit envers les tiers, soit envers les ouvriers, dans les travaux qu'ils ont exécutés surveillés ou suivis. Ces travaux doivent avoir été faits dans les dix dernières années.

Les certificats de capacité sont présentés, huit jours au moins avant l'adjudication, à l'ingénieur en chef, qui doit les viser à titre de communication.

Il n'est pas exigé de certificats de capacité pour la fourniture des matériaux destinés à l'exécution des routes en empierrement, ni pour les travaux de terrassement dont l'estimation ne s'élève pas à plus de 20,000 francs.

4. Le cahier des charges détermine, dans chaque cas particulier, la nature et le montant du cautionnement que l'entrepreneur doit fournir.

S'il ne stipule rien à cet égard, le cautionnement est fait soit en numéraire, soit en inscriptions de rentes sur l'État, et le montant en est fixé au trentième de l'estimation des travaux, déductions faites de toutes les sommes portées à valoir pour dépenses imprévues et ouvrages en régie ou pour indemnités de terrain.

Le cautionnement reste affecté à la garantie des engagements contractés par l'adjudicataire jusqu'à la liquidation définitive des travaux. Toutefois, le ministre peut, dans le cours de l'entreprise, autoriser la restitution de tout ou partie du cautionnement.

5. L'adjudication n'est valable qu'après l'approbation de l'autorité compétente. L'entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité, dans le cas où l'adjudication n'est point approuvée.

6. Aussitôt après l'approbation de l'adjudication, le préfet délivre à l'entrepreneur, sur son récépissé, une expédition vérifiée par l'ingénieur en chef et dûment légalisée, du devis, du bordereau des prix et du détail estimatif, ainsi qu'une copie certifiée du procès-verbal d'adjudication et un exemplaire imprimé des présentes clauses et conditions générales.

Les ingénieurs lui délivrent en outre, gratuitement, une expédition certifiée des dessins et autres pièces nécessaires à l'exécution des travaux.

7. L'entrepreneur verse à la caisse du trésorier-payeur général le montant des frais du marché. Ces frais, dont l'état est arrêté par le préfet, ne peuvent être autres que ceux d'affiches et de publication, ceux de timbre et d'expédition du devis, du bordereau des prix, du détail estimatif et du procès-verbal d'adjudication, et le droit fixe d'enregistrement de un franc.

8. L'entrepreneur est tenu d'élire un domicile à proximité des travaux et de faire connaître le lieu de ce

domicile au préfet. Faute par lui de remplir cette obligation dans un délai de quinze jours, à partir de l'approbation de l'adjudication, toutes les notifications qui se rattachent à son entreprise sont valables, lorsqu'elles ont été faites à la mairie de la commune désignée à cet effet par le devis ou par l'affiche d'adjudication.

TITRE II.

EXÉCUTION DES TRAVAUX.

9. L'entrepreneur ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son entreprise, sans le consentement de l'administration. Dans tous les cas, il demeure personnellement responsable, tant envers l'administration qu'envers les ouvriers et les tiers.

Si un sous-traité est passé sans autorisation, l'administration peut, suivant les cas, soit prononcer la résiliation pure et simple de l'entreprise, soit procéder à une nouvelle adjudication à la folle enchère de l'entrepreneur.

10. L'entrepreneur doit commencer les travaux dès qu'il en a reçu l'ordre de l'ingénieur. Il se conforme strictement aux plans, profils, tracés, ordres de service, et, s'il y a lieu, aux types et modèles qui lui sont donnés par l'ingénieur ou par ses préposés, en exécution du devis.

L'entrepreneur se conforme également aux changements qui lui sont prescrits pendant le cours du travail, mais seulement lorsque l'ingénieur les a ordonnés par écrit et sous sa responsabilité. Il ne lui est tenu compte de ces changements qu'autant qu'il justifie de l'ordre écrit par l'ingénieur.

11. L'entrepreneur est tenu d'observer tous les règlements qui sont faits par le préfet, sur la proposition de l'ingénieur en chef, pour le bon ordre des travaux et la police des chantiers.

Il est interdit à l'entrepreneur de faire travailler les ouvriers les dimanches et les jours fériés.

Il ne peut être dérogé à cette règle que dans les cas d'urgence et en vertu d'une autorisation écrite ou d'un ordre de service de l'ingénieur.

12. Pendant la durée de l'entreprise, l'adjudicataire ne peut s'éloigner du lieu des travaux qu'après avoir fait agréer par l'ingénieur un représentant capable de le remplacer, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue à raison de son absence.

L'entrepreneur accompagne les ingénieurs dans leurs tournées toutes les fois qu'il en est requis.

13. L'entrepreneur ne peut prendre pour commis et chef d'atelier que des hommes capables de l'aider et de le remplacer au besoin dans la conduite et le métrage des travaux.

L'ingénieur a le droit d'exiger le changement ou le renvoi des agents et ouvriers de l'entrepreneur pour insubordination, incapacité ou défaut de probité.

L'entrepreneur demeure d'ailleurs responsable des fraudes ou malfaçons qui seraient commises par ses agents et ouvriers dans la fourniture et dans l'emploi des matériaux.

14. Le nombre des ouvriers de chaque profession est toujours proportionné à la quantité d'ouvrage à faire. Pour mettre l'ingénieur à même d'assurer l'accomplissement de cette condition, il lui est remis périodiquement, et aux époques par lui fixées, une liste nominative des ouvriers.

15. L'entrepreneur paye les ouvriers tous les mois, ou à des époques plus rapprochées, si l'administration le juge nécessaire. En cas de retard régulièrement constaté, l'administration se réserve la faculté de faire payer d'office les salaires arriérés sur les sommes dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits réservés par la loi du 26 pluviôse an II aux fournisseurs qui auraient fait des oppositions régulières.

16. Une retenue d'un centime est exercée sur les sommes dues à l'entrepreneur, à l'effet d'assurer sous

le contrôle de l'administration, des secours aux ouvriers atteints de blessures ou de maladies occasionnées par les travaux, à leurs veuves et à leurs enfants, et de subvenir aux dépenses du service médical.

La partie de cette retenue qui reste sans emploi à la fin de l'entreprise est remise à l'entrepreneur.

17. S'il y a lieu de faire des épuisements ou autres travaux dont la dépense soit imputable sur la somme à valoir, l'entrepreneur doit, s'il en est requis, fournir les outils et machines nécessaires pour l'exécution de ces travaux.

Le loyer et l'entretien de ce matériel lui sont payés aux prix de l'adjudication.

18. L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais les magasins, équipages, voitures, ustensiles et outils de toute espèce nécessaires à l'exécution des travaux, sauf les exceptions stipulées aux devis.

Sont également à sa charge l'établissement des chantiers et chemins de service et les indemnités y relatives, les frais de tracé des ouvrages, les cordeaux, piquets et jalons, les frais d'éclairage des chantiers, s'il y a lieu, et généralement toutes les menues dépenses et tous les frais relatifs à l'entreprise.

19. Les matériaux sont pris dans les lieux indiqués au devis. L'entrepreneur y ouvre, au besoin, des carrières à ses frais.

Il est tenu, avant de commencer les extractions, de prévenir les propriétaires suivant les formes déterminées par les règlements.

Il paye, sans recours contre l'administration, et en se conformant aux lois et règlements sur la matière, tous les dommages qu'ont pu occasionner la prise ou l'extraction, le transport et le dépôt des matériaux.

Dans le cas où le devis prescrit d'extraire des matériaux dans des bois soumis au régime forestier, l'entrepreneur doit se conformer, en outre, aux prescriptions de l'art. 145, C. for., ainsi que des art. 172, 173 et 175 de

l'ordonnance du 1^{er} août 1827, concernant l'exécution de ce code.

L'entrepreneur doit justifier, toutes les fois qu'il en est requis, de l'accomplissement des obligations énoncées dans le présent article, ainsi que du paiement des indemnités pour établissement de chantiers et chemins de service.

20. Si l'entrepreneur demande à substituer aux carrières indiquées dans le devis d'autres carrières fournissant des matériaux d'une qualité que les ingénieurs reconnaissent au moins égale, il reçoit l'autorisation de les exploiter, et ne subit, sur les prix de l'adjudication, aucune réduction pour cause de diminution des frais d'extraction, de transport et de taille de matériaux.

21. L'entrepreneur ne peut livrer au commerce, sans l'autorisation du propriétaire, les matériaux qu'il a fait extraire dans les carrières exploitées par lui en vertu du droit qui lui a été conféré par l'administration.

22. Les matériaux doivent être de la meilleure qualité dans chaque espèce, être parfaitement travaillés et mis en œuvre conformément aux règles de l'art; ils ne peuvent être employés qu'après avoir été vérifiés et provisoirement acceptés par l'ingénieur ou par ses préposés. Nonobstant cette réception provisoire et jusqu'à la réception définitive des travaux, ils peuvent, en cas de surprise, de mauvaise qualité ou de malfaçon, être rebutés par l'ingénieur, et ils sont alors remplacés par l'entrepreneur.

23. L'entrepreneur ne peut, de lui-même, apporter aucun changement au projet.

Il est tenu de faire immédiatement, sur l'ordre des ingénieurs, remplacer les matériaux ou reconstruire les ouvrages dont les dimensions ou les dispositions ne sont pas conformes au devis.

Toutefois, si les ingénieurs reconnaissent que les changements faits par l'entrepreneur ne sont contraires ni à la solidité ni au goût, les nouvelles dispositions

peuvent être maintenues; mais alors l'entrepreneur n'a droit à aucune augmentation de prix, à raison des dimensions plus fortes ou de la valeur plus considérable que peuvent avoir les matériaux ou les ouvrages. Dans ce cas, les métrages sont basés sur les dimensions prescrites par le devis. Si, au contraire, les dimensions sont plus faibles ou la valeur des matériaux moindre, les prix sont réduits en conséquence.

24. Dans le cas où l'entrepreneur a à démolir d'anciens ouvrages, les matériaux sont déplacés avec soin pour qu'ils puissent être façonnés de nouveau et employés s'il y a lieu.

25. L'administration se réserve la propriété des matériaux qui se trouvent dans les fouilles et démolitions faites dans les terrains appartenant à l'Etat, sauf à indemniser l'entrepreneur de ses soins particuliers.

Elle se réserve également les objets d'art et de toute nature qui pourraient s'y trouver, sauf indemnité à qui de droit.

26. Lorsque les ingénieurs jugent à propos d'employer des matières neuves ou de démolition appartenant à l'Etat, l'entrepreneur n'est payé que des frais de main-d'œuvre et d'emploi, d'après les éléments des prix du bordereau, rabais déduit.

27. Lorsque les ingénieurs présument qu'il existe dans les ouvrages des vices de construction, ils ordonnent soit en cours d'exécution, soit avant la réception définitive, la démolition et la reconstruction des ouvrages présumés vicieux.

Les dépenses résultant de cette vérification sont à la charge de l'entrepreneur, lorsque les vices de construction sont constatés et reconnus.

28. Il n'est alloué à l'entrepreneur aucune indemnité à raison des pertes, avaries ou dommages occasionnés par négligence, imprévoyance, défaut de moyens ou fausses manœuvres.

Ne sont pas compris, toutefois, dans la disposition

précédente le cas de force majeure qui, dans le délai de dix jours au plus après l'événement, ont été signalés par l'entrepreneur ; dans ce cas, néanmoins, il ne peut être rien alloué qu'avec l'approbation de l'administration. Passé le délai de dix jours, l'entrepreneur n'est plus admis à réclamer.

29. Lorsqu'il est jugé nécessaire d'exécuter des ouvrages non prévus, ou d'extraire des matériaux dans des lieux autres que ceux qui sont désignés dans le devis, les prix en sont réglés d'après les éléments de ceux de l'adjudication ou par assimilation aux ouvrages les plus analogues. Dans le cas d'une impossibilité absolue d'assimilation, on prend pour terme de comparaison les prix courants du pays.

Les nouveaux prix, après avoir été débattus par les ingénieurs avec l'entrepreneur, sont soumis à l'approbation de l'administration. Si l'entrepreneur n'accepte pas la décision de l'administration, il est statué par le conseil de préfecture.

30. En cas d'augmentation dans la masse des travaux, l'entrepreneur est tenu d'en continuer l'exécution jusqu'à concurrence d'un sixième en sus du montant de l'entreprise. Au delà de cette limite, l'entrepreneur a droit à la résiliation de son marché.

31. En cas de diminution dans la masse des ouvrages, l'entrepreneur ne peut élever aucune réclamation tant que la diminution n'excède pas le sixième du montant de l'entreprise. Si la diminution est de plus du sixième, il reçoit, s'il y a lieu, à titre de dédommagement, une indemnité qui, en cas de contestation, est réglée par le conseil de préfecture.

32. Lorsque les changements ordonnés ont pour résultat de modifier l'importance de certaines natures d'ouvrages, de telle sorte que les quantités prescrites diffèrent de plus d'un tiers, en plus ou en moins, des quantités portées au détail estimatif, l'entrepreneur peut présenter, en fin de compte, une demande en indemnité, basée

sur le préjudice que lui auraient causé les modifications apportées à cet égard dans les prévisions du projet.

33. Si, pendant le cours de l'entreprise, les prix subissent une augmentation telle que la dépense totale des ouvrages restant à exécuter d'après le devis se trouve augmentée d'un sixième comparativement aux estimations du projet, le marché peut être résilié, sur la demande de l'entrepreneur.

34. Lorsque l'administration ordonne la cessation absolue des travaux, l'entreprise est immédiatement résiliée. Lorsqu'elle prescrit leur ajournement pour plus d'une année, soit avant, soit après un commencement d'exécution, l'entrepreneur a le droit de demander la résiliation de son marché, sans préjudice de l'indemnité qui, dans ce cas comme dans l'autre, peut lui être allouée, s'il y a lieu.

Si les travaux ont reçu un commencement d'exécution, l'entrepreneur peut requérir qu'il soit procédé immédiatement à la réception provisoire des ouvrages exécutés, et à leur réception définitive après l'expiration du délai de garantie.

35. Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas soit aux dispositions du devis, soit aux ordres de service qui lui sont donnés par les ingénieurs, un arrêté du préfet le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé. Ce délai, sauf les cas d'urgence, n'est pas de moins de dix jours à dater de la notification de l'arrêté de mise en demeure.

À l'expiration de ce délai, si l'entrepreneur n'a pas exécuté les dispositions prescrites, le préfet, par un second arrêté, ordonne l'établissement d'une régie aux frais de l'entrepreneur. Dans ce cas, il est procédé immédiatement, en sa présence ou lui dûment appelé, à l'inventaire descriptif du matériel de l'entreprise.

Il en est aussitôt rendu compte au ministre, qui peut, selon les circonstances, soit ordonner une nouvelle adjudication à la folle enchère de l'entrepreneur, soit pro-

noncer la résiliation pure et simple du marché, soit prescrire la continuation de la régie.

Pendant la durée de la régie, l'entrepreneur est autorisé à en suivre les opérations, sans qu'il puisse toutefois entraver l'exécution des ordres des ingénieurs.

Il peut d'ailleurs être relevé de la régie, s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

Les excédants de dépense qui résultant de la régie ou de l'adjudication sur folle enchère sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui, en cas d'insuffisance.

Si la régie ou l'adjudication sur folle enchère amène au contraire une diminution dans les dépenses, l'entrepreneur ne peut réclamer aucune part de ce bénéfice, qui reste acquis à l'administration.

36. En cas de décès de l'entrepreneur, le contrat est résilié de droit, sauf à l'administration à accepter, s'il y a lieu, les offres qui peuvent être faites par les héritiers pour la continuation des travaux.

37. En cas de faillite de l'entrepreneur, le contrat est également résilié de plein droit, sauf à l'administration à accepter, s'il y a lieu, les offres qui peuvent être faites par les créanciers pour la continuation de l'entreprise.

TITRE III.

RÈGLEMENT DES DÉPENSES.

38. A défaut de stipulations spéciales dans le devis, les comptes sont établis d'après les quantités d'ouvrages réellement effectuées, suivant les dimensions et les poids constatés par des métrés définitifs et des pesages faits en cours ou en fin d'exécution, sauf les cas prévus par l'article 23, et les dépenses sont réglées d'après les prix de l'adjudication.

L'entrepreneur ne peut, dans aucun cas, pour les

métrés et pesages, invoquer en sa faveur les us et coutumes.

39. Les attachements sont pris, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, par l'agent chargé de leur surveillance, en présence de l'entrepreneur et contradictoirement avec lui ; celui-ci doit les signer au moment de la présentation qui lui en est faite.

Lorsque l'entrepreneur refuse de signer ces attachements ou ne les signe qu'avec réserve, il lui est accordé un délai de dix jours, à dater de la présentation des pièces, pour formuler par écrit ses observations. Passé ce délai, les attachements sont censés acceptés par lui, comme s'ils étaient signés sans réserve. Dans ce cas, il est dressé procès-verbal de la présentation et des circonstances qui l'ont accompagnée. Ce procès-verbal est annexé aux pièces non acceptées.

Les résultats des attachements inscrits sur les carnets ne sont portés en compte qu'autant qu'ils ont été admis par les ingénieurs.

40. A la fin de chaque mois, il est dressé un décompte des ouvrages exécutés et des dépenses faites, pour servir de base aux paiements à faire à l'entrepreneur.

41. A la fin de chaque année il est dressé un décompte de l'entreprise, que l'on divise en deux parties : la première comprend les ouvrages et portions d'ouvrages dont le mètre a pu être arrêté définitivement, et la seconde les ouvrages et portions d'ouvrages dont la situation n'a pu être établie que d'une manière provisoire.

Ce décompte, auquel sont joints les métrés et les pièces à l'appui, est présenté, sans déplacement, à l'acceptation de l'entrepreneur ; il est dressé procès-verbal de la présentation et des circonstances qui l'ont accompagnée.

L'entrepreneur, indépendamment de la communication qui lui est faite de ces pièces, est, en outre, autorisé à faire transcrire par ses commis, dans les bureaux des ingénieurs, celles dont il veut se procurer des expéditions.

En ce qui concerne la première partie du décompte, l'acceptation de l'entrepreneur est définitive, tant pour l'application des prix que pour les quantités d'ouvrages.

S'il refuse d'accepter ou s'il ne signe qu'avec réserve, il doit déduire ses motifs par écrit, dans les vingt jours qui suivent la présentation des pièces.

Il est expressément stipulé que l'entrepreneur n'est point admis à élever de réclamations, au sujet des pièces ci-dessus indiquées, après le délai de vingt jours, et que, passé ce délai, le décompte est censé accepté par lui, quand bien même il ne l'aurait pas signé, ou ne l'aurait signé qu'avec une réserve dont les motifs ne seraient pas spécifiés.

Le procès-verbal de présentation doit toujours être annexé aux pièces non acceptées.

En ce qui concerne la deuxième partie du décompte, l'acceptation de l'entrepreneur n'est considérée que comme provisoire.

Les stipulations des paragraphes 2, 3, 4, 5, 6 et 7 du présent article s'appliquent au décompte général et définitif de l'entreprise.

Elles s'appliquent aussi aux décomptes définitifs partiels, qui peuvent être présentés à l'entrepreneur dans le courant de la campagne.

42. L'entrepreneur ne peut, sous aucun prétexte, revenir sur les prix du marché qui ont été consentis par lui.

43. Dans les cas de résiliation prévus par les articles 34 et 36, les outils et équipages existant sur les chantiers, et qui eussent été nécessaires pour l'achèvement des travaux, sont acquis par l'Etat, si l'entrepreneur ou ses ayants droit en font la demande, et le prix en est réglé de gré à gré ou à dire d'experts.

Ne sont pas comprises dans cette mesure les bêtes de trait ou de somme qui auraient été employées dans les travaux.

La reprise du matériel est facultative pour l'adminis-

tration, dans les cas prévus par les articles 9, 30, 33, 35 et 37.

Dans tous les cas de résiliation, l'entrepreneur est tenu d'évacuer les chantiers, magasins et emplacements utiles à l'entreprise, dans le délai qui est fixé par l'administration.

Les matériaux approvisionnés par ordre et déposés sur les chantiers, s'ils remplissent les conditions du devis, sont acquis par l'Etat aux prix de l'adjudication.

Les matériaux qui ne seraient pas déposés sur les chantiers ne sont pas portés en compte.

TITRE IV.

PAIEMENTS.

44. Les paiements d'à-compte s'effectuent tous les mois, en raison de la situation des travaux exécutés, sauf retenue d'un dixième pour la garantie et d'un centième pour la caisse de secours des ouvriers.

Il est en outre délivré des à-comptes sur le prix des matériaux approvisionnés, jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes de leur valeur.

Le tout sous la réserve énoncée à l'article 49 ci-après.

45. Si la retenue du dixième est jugée devoir excéder la proportion nécessaire pour la garantie de l'entreprise il peut être stipulé au devis ou décidé en cours d'exécution qu'elle cessera de s'accroître lorsqu'elle aura atteint un maximum déterminé.

46. Immédiatement après l'achèvement des travaux, il est procédé à une réception provisoire par l'ingénieur ordinaire, en présence de l'entrepreneur ou lui dûment appelé par écrit. En cas d'absence de l'entrepreneur, il en est fait mention au procès-verbal.

47. Il est procédé de la même manière à la réception définitive, après l'expiration du délai de garantie.

A défaut de stipulation expresse dans le devis, ce délai est de six mois, à dater de la réception provisoire, pour

les travaux d'entretien, les terrassements et les chaussées d'empierrement, et d'un an pour les ouvrages d'art. Pendant la durée de ce délai, l'entrepreneur demeure responsable de ses ouvrages et est tenu de les entretenir.

48. Le dernier dixième n'est payé à l'entrepreneur qu'après la réception définitive et lorsqu'il a justifié de l'accomplissement des obligations énoncées dans l'article 19.

49. Les paiements ne pouvant être faits qu'au fur et à mesure des fonds disponibles, il ne sera jamais alloué d'indemnités, sous aucune dénomination, pour retard de paiement pendant l'exécution des travaux.

Toutefois, si l'entrepreneur ne peut être entièrement soldé dans les trois mois qui suivent la réception définitive régulièrement constatée, il a droit, à partir de l'expiration de ce délai de trois mois, à des intérêts calculés d'après le taux légal pour la somme qui lui reste due.

TITRE V.

CONTESTATIONS.

50. Si, dans le cour de l'entreprise, des difficultés s'élèvent entre l'ingénieur ordinaire et l'entrepreneur, il en est référé à l'ingénieur en chef.

Dans les cas prévus par l'article 22, par le deuxième paragraphe de l'article 23 et par le deuxième paragraphe de l'article 27, si l'entrepreneur conteste les faits, l'ingénieur ordinaire dresse procès-verbal des circonstances de la contestation et le notifie à l'entrepreneur, qui doit présenter ses observations dans un délai de vingt-quatre heures ; ce procès-verbal est transmis par l'ingénieur ordinaire à l'ingénieur en chef, pour qu'il y soit donné telle suite que de droit.

51. En cas de contestation avec les ingénieurs, l'entrepreneur doit adresser au préfet, pour être transmis avec l'avis des ingénieurs à l'administration, un mé-

moire où il indique les motifs et le montant de ses réclamations.

Si, dans le délai de trois mois à partir de la remise du mémoire au préfet, l'administration n'a pas fait connaître sa réponse, l'entrepreneur peut, comme dans le cas où ses réclamations ne seraient point admises, saisir desdites réclamations la juridiction contentieuse.

52. Conformément aux dispositions de la loi du 28 pluviôse an VIII, toute difficulté entre l'administration et l'entrepreneur, concernant le sens ou l'exécution des clause du marché, est portée devant le Conseil de préfecture, qui statue, sauf recours au Conseil d'Etat.

Paris, le 16 novembre 1866.

ARMAND BÉHIC.

COMMENTAIRE DU CAHIER
DES
CLAUSES & CONDITIONS GÉNÉRALES
DU 16 NOVEMBRE 1866

ARTICLE PREMIER

Tous les marchés relatifs à l'exécution des travaux dépendant de l'administration des Ponts et Chaussées, qu'ils soient passés dans la forme d'adjudications publiques ou qu'ils résultent de conventions faites de gré à gré, sont soumis, en tout ce qui leur est applicable, aux dispositions suivantes.

1. — Le système suivi depuis longues années dans notre pays pour l'exécution des travaux publics est l'*adjudication au rabais*, c'est-à-dire au profit de celui qui offre les conditions les plus avantageuses. Il a pour base la *publicité* et la *concurrence*, deux principes fondamentaux en cette matière, et auxquels il ne peut être dérogé que dans des cas exceptionnels spécialement prévus.

« Toutes les affaires doivent être traitées au grand jour, surtout quand il s'agit de travaux et de fournitures. Toutes les entreprises doivent être adjugées

« sous les yeux des populations et sous l'aiguillon de
« la liberté des enchères. *Publicité et concurrence*, voilà,
« malgré des assertions contraires, les meilleures règles
« en pareille matière. Il importe au plus haut degré que
« l'administration échappe, non-seulement à l'abus,
« mais au soupçon. » (Rapport du Ministre de l'intérieur, sur le décret de décentralisation du 29 avril 1861.)

2. — Les formes suivant lesquelles doivent être adjudugés les travaux des ponts et chaussées sont réglées par les ordonnances des 10 mai 1829, 4 décembre 1836 et le décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique, que nous reproduisons à l'appendice. Voici le résumé des dispositions dont il s'agit :

L'avis des adjudications à passer est publié, sauf les cas d'urgence, *un mois à l'avance*, par voies d'affiches et par tous les moyens ordinaires de publicité.

Les affiches font connaître : 1° le lieu où l'on peut prendre connaissance du cahier des charges ; 2° les autorités chargées de procéder à l'adjudication ; 3° le lieu, le jour et l'heure fixés pour l'adjudication

Les soumissions doivent, à peine de nullité, être écrites sur papier timbré (4 février 1876, Boyer) rédigées et déposées dans les formes prescrites. V. à l'appendice les circulaires des 10 juillet 1858 et 30 septembre 1878.

A l'instant fixé pour l'ouverture des paquets, le premier cachet est rompu publiquement, et il est dressé un état des pièces contenues sous ce premier cachet.

L'état dressé, les concurrents se retirent, et le préfet ou président arrête avec les membres qui l'assistent et l'ingénieur en chef la liste des *concurrents agréés*.

La séance redevient publique immédiatement après ; le préfet annonce la décision du bureau. Les soumissions sont alors ouvertes publiquement, et le soumissionnaire qui a fait les offres les plus avantageuses est déclaré adjudicataire.

Dans le cas où le rabais le plus fort est souscrit par

plusieurs soumissionnaires, un nouveau concours est ouvert séance tenante entre ces soumissionnaires seulement. Les rabais de la nouvelle adjudication ne peuvent être inférieurs à ceux de la première.

Si cette tentative amenait encore pour rabais maximum des chiffres égaux, il serait procédé à un tirage au sort entre les soumissionnaires qui les ont souscrits. (Circularité ministérielle du 31 juillet 1877.)

Enfin, les résultats de chaque adjudication doivent être constatés par un *procès-verbal* relatant toutes les circonstances de l'opération.

3. — L'administration, représentée par les autorités qui procèdent à l'adjudication, a un pouvoir discrétionnaire pour le choix des entrepreneurs à porter sur la liste des *concurrents agréés* : ainsi, il a été jugé que l'arrêté par lequel un préfet refusait d'admettre un entrepreneur sur cette liste ne pouvait être attaqué devant la juridiction contentieuse (arrêt du Conseil d'Etat du 9 janvier 1843, *Chovelon*. V. aussi 12 janvier 1877, *Guernel*).

On verra sous l'article 3 une disposition nouvelle destinée à éclairer le bureau sur le personnel des concurrents.

4. — Mais la liste des concurrents une fois arrêtée, et les soumissions de ces concurrents une fois ouverte, l'administration *doit* adjuger à celui qui a offert le plus fort rabais. Ici, le pouvoir discrétionnaire cesse, et si l'adjudication s'était faite autrement, les autres soumissionnaires seraient recevables à réclamer par la voie contentieuse.

Ils le seraient également dans tous les cas où ils articuleraient une violation des prescriptions réglementaires sur les adjudications, l'inaccomplissement par l'adjudicataire des conditions qui avaient été imposées à tous les concurrents.

La recevabilité du recours au contentieux, dans ces circonstances, a été admise par plusieurs arrêts du Conseil (28 janvier 1836, *Séguin*, — 26 juillet 1851, *Martin*,

— 9 janvier 1868, *Servat*). Le plus récent de ces arrêts a été rendu sur les conclusions de M. le commissaire du Gouvernement Aucoc, qui a très-bien établi que les concurrents à une adjudication ont intérêt et droit à faire maintenir la stricte observation des formes.

Mais pour que l'annulation de l'adjudication fût prononcée, il faudrait qu'il s'agit de la violation de formes essentielles intéressant soit le *principe de la libre concurrence*, soit la *bonne exécution de l'entreprise* (arrêt du 9 janvier 1868 précité), et non pas seulement d'irrégularités sans importance, comme le défaut de visa du certificat de l'adjudicataire ou le défaut d'élection de domicile dans sa soumission (arrêt *Servat*).

5. — L'entrepreneur qui a été déclaré adjudicataire signe le procès-verbal, et par là il confirme et rend définitif l'engagement qui, tant que sa soumission n'avait pas été acceptée, était resté à l'état de simple offre.

Le contrat est, dès ce moment, parfait *quant à lui* ; il ne l'est pas encore du côté de l'administration, ainsi que nous le verrons sous l'article 5.

6. — L'article 2 de l'ordonnance du 4 décembre 1836 énumère les cas exceptionnels où il peut être traité *de gré à gré*. Il nous suffira d'y renvoyer (voir à l'appendice).

Pour assurer l'exécution de cette ordonnance, une circulaire ministérielle du 10 avril 1878 a décidé que la décision approbative des marchés de gré à gré devrait toujours renfermer l'indication des motifs qui ont fait renoncer au principe de l'adjudication et le paragraphe de l'ordonnance en vertu duquel le marché a été passé.

L'article 3 autorise l'administration à soumettre les adjudications des travaux qui ne pourraient être sans inconvénients livrés à une concurrence illimitée à des restrictions qui n'admettront à concourir que des personnes préalablement reconnues capables et produisant les titres justificatifs exigés par les cahiers des charges.

Un arrêté du Ministre des travaux publics, en date du

9 avril 1878, a institué une commission chargée d'examiner l'honorabilité, la solvabilité et la capacité des entrepreneurs qui se présentent pour prendre part aux adjudications restreintes du service des bâtiments civils et des palais nationaux. Cette commission doit dresser, dans la deuxième quinzaine des mois de mars, juin, septembre et décembre, la liste des entrepreneurs admis à prendre part aux adjudications pendant le trimestre suivant (Voir cet arrêté aux annexes).

Le Conseil d'État a jugé que les dispositions des règlements qui exigent que tous les marchés, sauf dans les cas d'exception spécialement déterminés, soient mis en adjudication ne sont pas prescrites à peine de nullité, et que, dès lors, l'inobservation de ces dispositions ne saurait ouvrir un recours par la voie contentieuse ni au profit des entrepreneurs qui ont été privés du bénéfice de la concurrence, ni au profit de l'État dans l'intérêt de qui elles ont été édictées. (4 juillet 1873, Lefort; 18 mai 1877, Dalloz.)

7. — Quel est le caractère légal, juridique, d'un marché de travaux publics, tel que ceux dont il est question dans l'article 1^{er} ?

C'est, d'abord, d'être un contrat *synallagmatique*, puisqu'il y a deux parties qui s'obligent réciproquement l'une envers l'autre (art. 1102 du C. civ.); — et d'être aussi un contrat *commutatif*, puisque chaque partie s'engage à donner ou à faire ce qui est regardé comme l'équivalent de ce qu'on lui donne ou de ce qu'on fait pour elle (art. 1104, même Code).

Ce contrat offre sans doute des chances de gain ou de perte; mais cependant il n'est pas *aléatoire* de sa nature, comme nous l'avons vu soutenir souvent par des ingénieurs et par l'administration elle-même: l'équivalent des obligations de l'entrepreneur n'est pas, en effet, « une simple chance de gain ou de perte d'après un événement incertain, » c'est un prix ferme déterminé au moment de la formation de la convention.

Le marché de travaux publics offre, outre ces caractères généraux, le caractère particulier d'être un *louage d'ouvrage et d'industrie* (art. 1779 et suivants, C. civ.)

Du moment où il s'agit d'un contrat synallagmatique, l'égalité est de droit entre les deux parties. Au point de vue de la discussion et de la défense de ses intérêts, l'entrepreneur doit donc être exactement sur le même pied que l'administration.

Il n'en était pas ainsi, on le sait, sous le régime du cahier de 1833. — M. le ministre des travaux publics lui-même, dans sa circulaire du 21 novembre 1866 (Voyez à l'appendice), reconnaît que ce cahier impliquait une idée de suprématie, de supériorité de l'administration sur l'entrepreneur, qui était l'évidente violation du principe que nous venons de rappeler.

Cette idée si fausse et si injuste a fait son temps. Il y a sans doute; de celui qui exécute à celui qui fait exécuter, des rapports nécessaires de déférence et de subordination; mais il n'en est pas moins vrai que, juridiquement, au point de vue du lien de droit réciproque, une complète égalité doit régner entre l'État et l'adjudicataire.

8. — Il importe essentiellement, tant au point de vue des règles du fond qu'au point de vue de la compétence, de distinguer les marchés de travaux publics des marchés de fournitures.

Le marché de travaux public est régi, indépendamment du cahier des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux des ponts et chaussées, par les dispositions du Code civil sur le louage d'ouvrage, tandis que le marché de fournitures constitue un contrat de vente et est régi par les règles spéciales à ce contrat. Les difficultés qui s'élèvent entre les entrepreneurs de travaux publics et l'administration sont jugées par les Conseils de préfecture et le Conseil d'État; les contestations relatives aux marchés de fournitures sont jugées tantôt par l'administration, tantôt

par les tribunaux civils : lorsque le marché a été passé avec l'État, la compétence appartient, en vertu du décret du 11 juin 1806, au Ministre du département dont l'affaire ressortit, sauf recours au Conseil d'État ; lorsque le marché a été passé avec un département ou une commune, les contestations sont portées devant les tribunaux civils.

La distinction entre les marchés de travaux publics et les marchés de fournitures est donc très importante. La plupart du temps elle ne présente pas de difficulté ; ainsi les marchés qui n'ont pour objet qu'une fourniture de matériaux ou d'objets fabriqués, sont incontestablement des marchés de fournitures. Mais elle devient, au contraire, très délicate lorsqu'à la fourniture de l'objet il se joint un certain travail distinct de la fourniture elle-même. Ainsi, la fourniture d'une cloche destinée à une église communale, constitue un marché de fournitures (3 mars 1876, *Dencausse*) ; mais si la pose de la cloche doit être faite par les soins et aux frais du fournisseur, le marché est considéré par le Conseil d'État comme un marché de travaux publics (26 décembre 1867, *Goussel*, V. aussi 2 février 1877, *Lefèvre-Deumier*. V. sur cette question et sur toutes celles qui se rattachent aux marchés de fournitures, l'excellent petit traité que vient de publier un de nos confrères, M. Arsène Périer, avocat au Conseil d'État ⁽¹⁾).

Les traités passés avec les villes pour l'éclairage au gaz sont depuis longtemps considérés comme des marchés de travaux publics, à raison des travaux qu'ils nécessitent sur la voie publique. Le Conseil de préfecture est seul compétent pour connaître des contestations qui peuvent naître pendant l'exécution du marché et notamment pour fixer le sens des diverses clauses du

(1) *Des marchés de fournitures*. 1 vol. 1876, E. Plon et C^e, imprimeurs-éditeurs.

traité. (Tribunal des Conflits, 16 décembre 1876, ville de Lyon).

9. — C'est ici le lieu d'indiquer les différentes sortes de marchés de travaux publics.

On distingue le marché à forfait ou en bloc; le marché sur séries de prix et le marché à l'unité de mesure.

Dans le marché à forfait, l'entrepreneur s'engage à exécuter un ouvrage déterminé moyennant un prix invariable, quelles que soient les circonstances qui surviendront. Ce marché est rarement employé dans le service des ponts et chaussées.

Dans le marché sur série de prix, l'entrepreneur s'engage à exécuter les travaux qui lui seront commandés, moyennant un prix convenu d'avance pour chaque nature d'ouvrage (1). C'est le mode usité dans le service du génie militaire; il est employé par le service des ponts et chaussées pour les travaux dans lesquels il n'est pas possible d'évaluer les quantités d'ouvrages à exécuter.

Enfin dans le marché à l'unité de mesure on fixe, d'une part, la quantité des ouvrages à exécuter et, d'autre part, la série des prix de chaque ouvrage. C'est celui qui est principalement employé pour les travaux neufs par le service des ponts et chaussées.

10. — Nous n'avons pas à parler ici d'un mode particulier d'exécution de travaux publics connu sous le nom de *concession*. M. Aucoc définit la concession un contrat par lequel une ou plusieurs personnes s'engagent à exécuter un travail à la condition d'être rémunérées de leurs soins et de leurs dépenses, non pas par une somme d'argent que leur paye directement l'administration après l'achèvement du travail, mais par la perception d'une rétribution imposée pour un temps plus ou moins long aux particuliers qui profitent du travail. C'est le système fréquemment employé par l'État pour la cons-

(1) Voyez notre Commentaire du cahier des clauses et conditions générales des travaux du service du génie, p. 23 et suiv.

truction des chemins de fer, des ponts, etc. (V. M. Aucoc, *Conférences sur le droit administratif*, 2^e édition, n^{os} 707 et suivants).

TITRE PREMIER.

ADJUDICATIONS.

ARTICLE 2.

Nul n'est admis à concourir aux adjudications, s'il ne justifie qu'il a les qualités requises pour garantir la bonne exécution des travaux.

A cet effet, chaque concurrent est tenu de fournir un certificat constatant sa capacité et de présenter un acte régulier de cautionnement ou au moins un engagement en bonne et due forme de fournir le cautionnement ; l'engagement doit être réalisé dans les huit jours de l'adjudication.

Le bureau chargé de procéder à l'adjudication a un pouvoir discrétionnaire pour apprécier les engagements produits par les soumissionnaires et pour décider s'ils peuvent être admis pour tenir lieu d'un acte régulier de cautionnement (12 janvier 1877, *Guernet*, V. le commentaire de l'article 35).

ARTICLE 3.

Les certificats de capacité sont délivrés par des hommes de l'art. Ils ne doivent pas avoir plus de trois ans de date au moment de l'adjudication. Il y est fait mention de la manière dont les soumis-

sionnaires ont rempli leurs engagements, soit envers l'administration, soit envers les tiers, soit envers les ouvriers, dans les travaux qu'ils ont exécutés, surveillés ou suivis. Ces travaux doivent avoir été faits dans les dix dernières années.

Les certificats de capacité sont présentés, huit jours au moins avant l'adjudication, à l'ingénieur en chef, qui doit les viser à titre de communication.

Il n'est pas exigé de certificat de capacité pour la fourniture des matériaux destinés à l'entretien des routes en empierrement, ni pour les travaux de terrassement dont l'estimation ne s'élève pas à plus de 20,000 fr. (1).

1. — On remarquera la nouvelle disposition portant que *les certificats doivent être présentés par les soumissionnaires au visa de l'ingénieur en chef, huit jours au moins avant l'adjudication.* « Cet ingénieur, dit M. le ministre dans sa circulaire, ne peut, bien entendu, refuser le visa qui lui est demandé; mais la connaissance qu'il acquiert ainsi, avant l'adjudication, des noms des entrepreneurs, lui permet de prendre en temps utile, sur chacun d'eux, les renseignements à l'aide desquels il pourra lui-même éclairer le bureau chargé de prononcer sur l'admission des concurrents. »

2. — Le fonctionnaire ou homme de l'art, quel qu'il soit, auquel l'entrepreneur s'adresse pour obtenir un certificat, n'est pas obligé de le donner. Du moins, son refus procédant d'une appréciation toute personnelle, ne saurait être l'objet d'un recours devant la juridiction conten-

(1) *Ancien art. 1^{er} du cahier de 1833.*

tieuse (19 août 1835, *Culhat-Chassis*; 29 novembre 1878, *Letestu*; Tribunal des conflits, 10 avril 1880, *Gorry*)

— De même, les autorités qui procèdent à l'adjudication ont un pouvoir discrétionnaire pour apprécier la valeur des certificats produits devant elles. Leur décision sur ce point ne constitue qu'un acte de pure administration (25 novembre 1829, *Accolas*.)

3. — On a vu, sous l'article 1^{er}, que le défaut de visa du certificat de l'entrepreneur adjudicataire ne serait pas, pour les concurrents évincés, un grief suffisant contre la validité de l'adjudication, parce que ce n'est pas là une formalité essentielle (9 janvier 1868, *Servat*).

Il a même été jugé (29 novembre 1866, *Gris*) que, la clause du cahier des charges qui exigeait le certificat de capacité *étant dans l'intérêt exclusif de l'administration*, les concurrents évincés n'étaient pas recevables à attaquer l'adjudication pour défaut de production de ce certificat par l'adjudicataire. Mais la doctrine de cet arrêt nous paraît ébranlée par celle de l'arrêt postérieur du 9 janvier 1868 susénoncé. La production du certificat de capacité n'est-elle pas, en effet, une de ces conditions essentielles que tous les concurrents doivent remplir, et qui importent à la bonne exécution de l'entreprise ?

ARTICLE 4.

Le cahier des charges détermine, dans chaque cas particulier, la nature et le montant du cautionnement que l'entrepreneur doit fournir.

S'il ne stipule rien à cet égard, le cautionnement est fait soit en numéraire, soit en inscriptions de rentes sur l'État, et le montant en est fixé au trentième de l'estimation des travaux, déduction faite de toutes les sommes portées à valoir pour dé-

penses imprévues et ouvrages en régie ou pour indemnité de terrain.

Le cautionnement reste affecté à la garantie des engagements contractés par l'adjudicataire jusqu'à la liquidation définitive des travaux. Toutefois, le Ministre peut, dans le cours de l'entreprise, autoriser la restitution de tout ou partie du cautionnement (Ancien art. 2.)

1. — Le § 1^{er} reproduit purement et simplement l'article 5 de l'ordonnance du 4 décembre 1836. Le montant du cautionnement est laissé désormais à la discrétion de l'administration, qui pourra, dans certains cas, l'élever au-dessus du trentième de l'estimation des travaux, ou l'abaisser au-dessous. C'est seulement dans le silence du cahier des charges spécial que le cautionnement demeurera fixé au trentième.

On remarquera aussi la disposition nouvelle portant que le Ministre pourra, en cours d'exécution, autoriser la restitution de tout ou partie du cautionnement. « Cette mesure, toute bienveillante pour les entrepreneurs, dit la circulaire ministérielle du 21 novembre 1866, devra être appliquée toutes les fois qu'il n'en pourra résulter aucun inconvénient pour les intérêts de l'État. » Il y a là, en effet, un avantage réel et qui, dans certaines circonstances données, pourra devenir très-précieux pour l'entrepreneur.

2. — Le cautionnement ne constitue pas, comme le croient certains entrepreneurs, un *débit*, de telle sorte que l'adjudicataire puisse, si cela lui convient, se retirer du marché en abandonnant ce cautionnement à l'administration.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut l'entrepreneur dont la soumission a été acceptée et qui a signé le procès-verbal de l'adjudication passée à son profit, est

engagé d'une manière *définitive*. La stipulation de cautionnement ne change rien à la nature et à la portée de cet engagement : c'est purement et simplement une sûreté que se ménage l'administration, une garantie pour elle que les travaux seront exécutés conformément au devis et menés à bonne fin.

3. — C'est là, d'ailleurs, le seul objet du cautionnement, et il doit être, par conséquent, rendu après la réception définitive. Il ne saurait être étendu et appliqué à la responsabilité décennale après réception résultant contre les entrepreneurs en général de l'art. 1792, C. Civ. (2 décembre 1858, *Belond*, Cour d'appel de Pau, 3 avril 1865, *Soubirous*; 4 avril 1879, *Bouchet*). A plus forte raison, en cas de résiliation, ne reste-t-il pas affecté à la garantie des obligations du nouvel entrepreneur. (1^{er} avril 1881, *Rond*).

4. — Lorsque le cautionnement est en espèces, il produit un intérêt de 3 0/0 par an qui commence à courir soixante jours après le versement. (Loi du 28 nivôse an XIII, art. 2).

Lorsqu'il est en rentes sur l'Etat, il n'est pas nécessaire que ces rentes soient au porteur ni qu'elles soient transférées à l'administration : le dépôt du titre suffit (arrêt du Conseil du 28 janvier 1836, *Seguin*). En pareil cas, les arrérages sont touchés au profit du déposant et lui sont remboursés par la caisse dépositaire.

5. — Le cautionnement stipulé payable en rentes sur l'Etat n'est pas régulièrement complété au moyen d'obligations trentenaires. Néanmoins, cette irrégularité n'autorise pas l'administration à ajourner les travaux au delà du temps fixé par l'art. 34 des clauses et conditions générales (13 juin 1873, *Compoinville*).

6. — L'Etat possède sur les valeurs affectées au cautionnement un droit de gage, régi par les articles 2073 et suivant du Code civil, qui lui permet de se faire payer sur ces valeurs de préférence à tous les autres créanciers.

7. — Le cautionnement immobilier consiste dans une hypothèque conférée sur des immeubles appartenant à l'entrepreneur ou à un tiers, par un acte passé devant le préfet ou devant notaire.

8. — La loi du 4 mars 1793 confère d'ailleurs à l'Etat une hypothèque *générale* sur les biens immeubles de l'adjudicataire, en vertu de l'adjudication elle-même, et sans qu'il soit nécessaire qu'il y ait eu une affectation expresse.

Mais l'hypothèque dont il s'agit n'est point une hypothèque *légale* dispensée d'inscription : elle est au contraire assujettie aux formalités de l'art. 2146, C. civ. (arrêt de la Cour de cassation du 3 mai 1841, *Trésor public contre Séguin*). La même Cour a d'ailleurs jugé, le 12 janvier 1835 (*de Gayrosse*), que l'inscription prise par l'Etat sur les biens d'un entrepreneur de travaux publics, à raison de la créance éventuelle de l'Etat pour le cas de non-exécution des travaux, était valable, bien qu'elle ne contint pas une évaluation de la créance; qu'il suffisait qu'elle indiquât le montant de l'adjudication.

Du reste, l'administration des ponts et chaussées paraît avoir renoncé dans la pratique au bénéfice de cette disposition.

9. — Un décret en date du 26 pluviôse an II, sur lequel nous reviendrons plus loin, interdit aux créanciers particuliers des entrepreneurs, *autres que leurs ouvriers et fournisseurs*, toute saisie-arrêt sur les fonds à délivrer par l'Etat auxdits entrepreneurs. — L'exception ainsi faite au profit des ouvriers et fournisseurs constitue en leur faveur un *privilege*, c'est-à-dire un droit de préférence à tous autres créanciers sur ces fonds.

Ce privilege peut-il être étendu au *cautionnement* de l'entrepreneur? Pour soutenir l'affirmative, on s'est fondé : 1° sur les termes mêmes du décret du 26 pluviôse an II (*fonds DÉPOSÉS dans la caisse des receveurs pour être déliorés aux entrepreneurs*); 2° sur les décrets des 13 juin et 12 décembre 1806, relatifs au service de la

guerre, qui accordent préférence aux sous-traitants, et sur les fonds dus par l'Etat, et sur les cautionnements versés dans les caisses publiques.

Mais la Cour de Bordeaux, et après elle la Cour de cassation (arrêt du 31 juillet 1849, *Debrousse*), ont jugé « que les privilèges étaient de droit étroit, que le décret « de pluviôse an II ne mentionnait pas nominativement « le cautionnement, et que ses termes n'étaient pas tels « qu'on dût nécessairement l'y déclarer compris par « voie d'interprétation ; qu'enfin, le décret du 12 décembre 1806 devait être écarté comme étant spécial au service de la guerre. »

10. — La caution d'un entrepreneur est et doit rester étrangère aux opérations de l'entreprise : aussi il a été jugé qu'elle est sans qualité, soit pour réclamer la résiliation, soit pour critiquer les décomptes (15 mars 1849, *Rouvillois*).

11. — D'après le décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation administrative, il appartient aux préfets d'autoriser la mainlevée des hypothèques prises sur les biens des adjudicataires ou de leurs cautions, ainsi que le remboursement du cautionnement après la réception définitive.

Les formalités à remplir pour le retrait des cautionnements sont prescrites par une ordonnance du 3 juillet 1816 : elles seront indiquées aux intéressés dans les bureaux de la préfecture ou de l'agent du Trésor qui aura reçu le cautionnement.

12. — Le retrait du cautionnement effectué sans réserves peut contribuer à rendre l'entrepreneur non recevable dans ses réclamations (16 mars 1870, *Sogno*. V. le commentaire de l'art. 41.)

ARTICLE 5.

L'adjudication n'est valable qu'après l'approbation de l'autorité compétente. L'entrepreneur ne

peut prétendre à aucune indemnité, dans le cas où l'adjudication n'est point approuvée (1).

1. — L'entrepreneur régulièrement déclaré adjudicataire se trouve, dès ce moment, engagé d'une manière définitive ; mais l'administration ne l'est que lorsque, par son représentant, elle a approuvé l'adjudication ; jusqu'à là, le contrat reste suspendu de son côté. Il peut arriver, et il arrive quelquefois, qu'un adjudicataire ne voie pas son marché confirmé, et soit obligé de renoncer aux espérances qu'il avait pu fonder sur son exécution. — Il n'a, en pareil cas, aucune action contentieuse contre l'administration, et n'a le droit de prétendre à aucune indemnité (arrêt des 31 août 1830, *Nel* ; — 17 janv. 1849, *Cosse* ; — 13 février 1874, *Dussausoy* ; etc.). Tout ce que l'entrepreneur peut faire, en pareille occurrence, c'est d'adresser des observations, par la voie gracieuse, pour solliciter le maintien de son adjudication.

Depuis le décret du 13 avril 1861 ce sont les préfets qui approuvent les adjudications, à moins qu'il n'y ait réclamation ou protestation. (Voy. ce décret à l'appendice). Dans les autres cas, c'est au ministre qu'il appartient de les approuver.

L'adjudication des travaux qui s'exécutent au compte des communes n'est soumise qu'à l'approbation du préfet. (Ordonnance du 14 novembre 1837.)

2. — Mais si l'administration peut refuser d'approuver l'adjudication passée au profit d'un entrepreneur, il ne lui appartient pas de substituer un nouvel adjudicataire à l'adjudicataire primitif. Ainsi elle ne peut pas donner les travaux au soumissionnaire qui a fait le rabais le plus élevé après celui qui a été déclaré adjudicataire ; il doit être procédé à une nouvelle adjudication dans les formes voulues (26 janvier 1877, *Toinet*).

(1) *Ancien art. 3.*

3. — L'adjudication une fois devenue définitive, l'entrepreneur a un droit acquis à l'exécution de tous les ouvrages qui y sont compris, de telle sorte que l'administration ne peut plus lui retirer l'un de ses ouvrages pour le donner à un autre entrepreneur, ou l'exécuter elle-même, sans l'indemniser (28 juillet 1864, *Genève-Brault*; — 27 février 1874, *Colas*; — 14 mai 1875, *Mergoud*; — 25 mai 1877, *Ministre de l'intérieur*), et cela sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les travaux prévus au devis et les travaux imprévus ordonnés en cours d'exécution (7 janvier 1876, *Hospices de Bordeaux*. V. cependant 14 janvier 1881, *Département de la Sarthe*.)

4. — Nous ajoutons que c'est bien sur l'exécution des travaux qui figurent au procès-verbal d'adjudication que portent le droit comme l'obligation de l'entrepreneur et que ni l'administration ni l'entrepreneur ne pourrait se prévaloir de ce que la dépense à laquelle ils avaient été évalués se trouverait atteinte ou dépassée pour demander la résiliation du marché. (Conseil de préfecture de la Seine, 27 avril 1880, *Léger*. V. le Recueil périodique, 1881, page 3. V. le comm. dès art. 30 et 31.)

5. — Les marchés de gré à gré passés par les délégués d'un ministre sont également subordonnés à son approbation, à moins de nécessité résultant de force majeure ou d'une délégation résultant soit des règlements, soit d'une autorisation spéciale. Mais d'après la jurisprudence que nous avons indiquée sous l'art. 1^{er}, l'entrepreneur ne serait pas fondé à se prévaloir du défaut d'autorisation pour se soustraire à l'exécution du marché.

ARTICLE 6.

Aussitôt après l'approbation de l'adjudication, le préfet délivre à l'entrepreneur, sur son récé-

pissé, une expédition vérifiée par l'ingénieur en chef et dûment légalisée, du devis, du bordereau des prix et du détail estimatif, ainsi qu'une copie certifiée du procès-verbal d'adjudication et un exemplaire imprimé des présentes clauses et conditions générales.

Les ingénieurs lui délivrent en outre, gratuitement, une expédition certifiée des dessins et autres pièces nécessaires à l'exécution des travaux (1).

1. — Nous trouvons ici la nomenclature des pièces ordinaires du marché :

Le *procès-verbal d'adjudication*, dont nous avons déjà signalé l'importance et qui constate l'engagement de l'entrepreneur ;

Le *devis*, ou cahier des charges, qui contient la description détaillée et circonscrite de toutes les parties du travail, et indique le mode d'exécution des différents ouvrages, la manière de les évaluer, les conditions particulières et générales prescrites à l'adjudicataire. C'est la pièce principale, la loi du contrat ;

Le *bordereau des prix*, qui est divisé en deux parties bien distinctes : la première, qui est le *bordereau* proprement dit ; c'est celle qui doit servir de base à l'adjudication : les prix y sont énumérés sans aucun détail, et une observation, imprimée sur la première page, avertit le lecteur que ces prix « sont ceux sur lesquels porte le rabais de l'adjudication et qui doivent servir au règlement des comptes de l'entreprise ». La deuxième partie, sous le simple titre de *renseignements*, donne le détail des divers éléments du prix d'unité pour chaque

(1) *Ancien art. 6.*

ature d'ouvrage; elle ne sert à l'entrepreneur que pour l'aider à se rendre compte des calculs qui ont amené l'administration à proposer le prix du bordereau.

— Le *détail estimatif*, qui contient une évaluation de la dépense générale; — c'est une pièce accessoire dont les énonciations sont toujours subordonnées à celle du *devis* (16 décembre 1864, *Nercam*; — 8 mars 1866, *Doumencq*, et la circulaire ministérielle du 10 juillet 1858, à l'appendice).

— *L'avant-métré*, qui renferme l'évaluation des quantités d'ouvrage que l'administration se propose de faire exécuter, est aussi, en général, un simple renseignement dont les indications ne font pas loi.

2. — Cependant, l'avant-métré et le détail estimatif jouent un rôle important dans l'application des art. 30, 31, 32 et 33, lorsqu'il s'agit de décider si les travaux ont été augmentés ou diminués de plus du sixième; si les changements ordonnés ont eu pour résultat de modifier de plus d'un tiers l'importance de certaines natures d'ouvrages; enfin si la dépense des travaux restant à exécuter se trouve augmentée d'un sixième par suite de la variation des prix survenue au cours de l'entreprise. V. le commentaire de ces articles.

Il arrive quelquefois aussi qu'une disposition formelle du devis fait de l'avant-métré une pièce importante du contrat : c'est lorsqu'il est stipulé, par exemple, « qu'a-
« près le piquetage fait sur le terrain par l'ingénieur,
« l'entrepreneur devra, avant de procéder à l'exécution,
« se rendre compte dans un certain délai de l'exactitude
« du calcul des terrasses, tant pour le cube que pour
« les distances des transports, qu'il devra demander,
« avant l'expiration du délai, la vérification contradic-
« toire des parties de l'avant-métré qui lui paraîtraient
« présenter quelque erreur, et que les métrés partiels
« qui seraient dressés par suite de cette vérification,
« ainsi que les parties de l'avant-métré qui n'auraient
« donné lieu à aucune réclamation serviront de base au

« *règlement définitif du cube des terrasses et de leurs distances de transport.* »

En pareil cas, les cubes sont arrêtés à l'avance par une sorte de forfait, de telle sorte que si le cube réellement exécuté se trouve être inférieur à celui prévu par l'avant-métré, l'entrepreneur n'en a pas moins droit à tout ce dernier cube, de même que, dans l'hypothèse inverse, il ne peut rien réclamer en sus du chiffre prévu (arrêt du 23 janvier 1868, *Giordano*; — 13 février 1868, *Avril et Issouard*; — 26 décembre 1861, *Artigue*.)

Il n'en serait autrement que si des modifications de profil ou d'autres changements ordonnés en cours d'exécution avaient eu pour conséquence de modifier les résultats de l'avant-métré (10 juillet 1874, *Lann*).

3. — En cas de contradiction entre les énonciations du devis et celles des autres pièces du marché, c'est toujours au devis qu'il faut s'en tenir (10 avril 1867, *hospice de Vesoul*; 20 juin 1867, *Gobarge*; 14 mai 1875, *Mergoud*. V. aussi 16 déc. 1864, *Nercam*; 3 janv. 1881, *Crété*).

4. — Ces différentes pièces doivent être soumises à la signature de l'entrepreneur au moment de l'adjudication. — Jugé que l'avant-métré qui n'a pas été soumis au visa et à la signature de l'adjudicataire au moment de sa soumission ne constitue pas un des éléments obligatoires du contrat (10 décembre 1875, *Joret*).

L'entrepreneur n'est pas fondé à se prévaloir d'une erreur matérielle commise dans la copie du cahier des charges qui lui a été délivrée après l'adjudication et qui ne se retrouve pas dans le cahier des charges original dont il a eu connaissance au moment de l'adjudication (7 juillet 1876, *Legrand*).

5. — Les plans, dessins et profils servent de guides dans l'exécution: ce sont des documents qui regardent la partie purement technique des travaux et restent généralement sans importance dans le contentieux des marchés (12 décembre 1873, *Clément*).

6. — La remise des plans et dessins avec la mention

bon pour exécution autorise l'entrepreneur à prendre les mesures préparatoires aux travaux, telles que le transport et l'emmagasinage du matériel. En cas d'ajournement des travaux et de résiliation du marché, l'entrepreneur doit être indemnisé de ces dépenses par l'administration (5 juin 1874, *Beretta*).

ARTICLE 7.

L'entrepreneur verse à la caisse du trésorier payeur général le montant des frais du marché. Ces frais, dont l'état est arrêté par le préfet, ne peuvent être autres que ceux d'affiches et de publication, ceux de timbre et d'expédition du devis, du bordereau des prix, du détail estimatif et du procès-verbal d'adjudication, et le droit fixe d'enregistrement de un franc (1).

1. — Cet article se trouve modifié par la loi du 28 février 1872, relative aux augmentations d'impôt, qui a abrogé l'article 73 de la loi du 15 mai 1818, en vertu duquel les « adjudications au rabais et marchés pour constructions, réparations, entretien, approvisionnements et fournitures dont le prix doit être payé *directement* ou *indirectement* par le Trésor public, n'étaient assujettis qu'à un droit fixe de 1 franc. »

2. — Aujourd'hui les marchés dont le prix doit être payé *directement* par le Trésor public, c'est-à-dire les marchés de l'Etat, sont soumis à un droit gradué dont la quotité est déterminée par le montant de l'adjudication. Ce droit est de 5 francs jusqu'à 5,000 francs ; 10 francs jusqu'à 10,000 francs ; 20 francs jusqu'à 20,000 francs, et

(1) *Ancien art. 41.*

ensuite à raison de 20 francs par chaque somme de 20,000 francs ou fraction de 20,000 francs. (Loi du 28 février 1872, art. 1^{er}.)

3. — Les autres marchés de travaux publics, qu'ils soient passés pour le compte des départements (Cass., 16 août 1875, *Enregist. c. département d'Ille-et-Vilaine*, Sirey, 76, 1, 129), des communes ou des établissements publics, sont soumis au droit proportionnel de 1 franc pour 100 francs, édicté par l'article 51 de la loi du 28 avril 1816.

Par exception, les marchés de travaux ayant pour objet exclusif la construction, l'entretien et la réparation des chemins vicinaux ne sont soumis qu'à un droit fixe de 1 franc. (Loi du 21 mai 1836, art. 20.)

4. — Nous avons vu des receveurs de l'Enregistrement émettre la prétention de prendre pour base du droit d'enregistrement, non pas le montant des travaux tel qu'il est énoncé au procès-verbal d'adjudication, diminué du rabais consenti par l'entrepreneur, mais bien cette somme augmentée du sixième. Ces receveurs se fondaient sur l'article 30 du cahier des clauses et conditions générales, qui permet à l'administration d'augmenter la masse des travaux jusqu'à concurrence d'un sixième en sus du montant de l'entreprise.

Mais cette prétention ne nous paraît pas fondée. Il est de principe, en effet, que le droit proportionnel d'enregistrement n'est dû que sur les obligations pures et simples; les obligations éventuelles, suspensives ou conditionnelles ne sont passibles que du droit fixe, sous réserve du droit proportionnel à percevoir à l'événement.

Or, la disposition des articles 30 et 31 qui permet à l'administration d'augmenter ou de diminuer les travaux jusqu'à concurrence d'un sixième n'impose à l'entrepreneur qu'une obligation conditionnelle, puisque l'exercice du droit conféré à l'administration est subordonné à ses besoins et à sa volonté.

De même que l'entrepreneur ne serait pas fondé à se prévaloir de l'article 31 pour diminuer d'un sixième l'enregistrement de son marché, de même l'administration n'est pas fondée à invoquer l'article 30 pour l'augmenter d'un sixième (*Trib. de la Seine*, 8 mai 1878, *Société métallurgique du Périgord*.)

5. — Mais la régie peut réclamer des suppléments de droit lorsque le montant des travaux dépasse effectivement l'évaluation faite dans le contrat et sur laquelle l'impôt a été perçu lors de l'enregistrement (*Cass.*, 29 décembre 1875, *Fortin-Hermann*, *Sirey*, 76, 1, 427).

Il en serait autrement dans le cas où les travaux supplémentaires n'auraient pas été exécutés en vertu du marché primitif, mais proviendraient d'un nouveau marché fait verbalement entre les parties. Dans ce cas, il ne serait pas dû de supplément de droit. (*Cass.*, 4 avril 1864, *Joly*, *Sirey*, 1864, 1, 189.)

6. — Le traité passé avec une ville pour l'exécution des travaux de voirie et l'expropriation des immeubles atteints par le nouveau tracé constitue un contrat unique assujéti au droit proportionnel de 4 fr. p. 100 fr. sur l'intégralité de la subvention (*Cass. ch. réunies*, 12 juil. 1875, *Sirey*, 1876, 1. 134.)

ARTICLE 8.

« L'entrepreneur est tenu d'élire un domicile à proximité des travaux et de faire connaître le lieu de ce domicile au préfet. Faute par lui de remplir cette obligation dans un délai de quinze jours, à partir de l'approbation de l'adjudication, toutes les notifications qui se rattachent à son entreprise sont valables, lorsqu'elles ont été faites à la mairie de la commune désignée à cet effet par le devis ou par l'affiche d'adjudication. »

— Cette élection de domicile n'a d'effet que pendant la durée des travaux. Ainsi la notification au domicile élu de l'arrêté du conseil de préfecture rendu sur les réclamations relatives au décompte serait irrégulière et ne ferait pas courir le délai du pourvoi au Conseil d'État. (5 décembre 1873, *Martin et Bourdillon*. Voy. cep. 12 novembre 1880, *Renguet*. V. aussi p. 148.)

TITRE II.

EXÉCUTION DES TRAVAUX.

ARTICLE 9.

L'entrepreneur ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son entreprise, sans le consentement de l'administration. Dans tous les cas, il demeure personnellement responsable, tant envers l'administration qu'envers les ouvriers et les tiers.

Si un sous-traité est passé sans autorisation, l'administration peut, suivant les cas, soit prononcer la résiliation pure et simple de l'entreprise, soit procéder à une nouvelle adjudication à la folle enchère de l'entrepreneur (ancien art. 4.)

1. — L'administration avait traité avec telle personne déterminée, parce qu'elle connaissait sa capacité et sa solvabilité : elle est dans son droit en exigeant que le contrat soit maintenu dans les conditions où il avait pris naissance. Elle ne reconnaît donc que l'entrepreneur avec lequel elle a passé le marché, et ne peut jamais avoir affaire qu'à lui.

— On remarquera que le nouveau cahier n'interdit

plus, comme l'ancien, les sous-traités d'une manière absolue, mais seulement ceux qui auraient été passés *sans approbation*. Les sous-traités sont donc reconnus licites en eux-mêmes par le nouveau cahier qui, en cela, ne fait que se conformer aux habitudes de la pratique.

2. — L'art. 9 ajoute que, dans tous les cas, c'est-à-dire que le sous-traité ait été ou non autorisé, l'entrepreneur *reste seul responsable* tant envers l'administration qu'envers les ouvriers *et les tiers*.

Cette dernière rédaction tranche, *ce* semble, la question qui s'était élevée de savoir si l'unité de responsabilité de l'entrepreneur principal pouvait être invoquée contre lui par les ouvriers des sous-traitants et tâcherons. Un arrêt de la cour de Cassation du 7 juin 1846 (*Foriel*) l'avait ainsi jugé sous l'empire de l'ancien article 4, en se fondant sur la présomption que l'administration y avait stipulé l'unité de responsabilité aussi bien dans l'intérêt des tiers que dans le sien propre.

La doctrine de cet arrêt puise évidemment une nouvelle force dans la rédaction de l'article 9 beaucoup plus explicite que celle de l'ancien article 4.

Il existe d'ailleurs un autre arrêt beaucoup plus récent de la même Cour (7 février 1866, *Jouanny et Curel*), qui paraît véritablement topique, car il a statué dans une espèce où l'entrepreneur général avait sous-traité, sans le consentement de la compagnie dont il avait pris les travaux en adjudication, sous l'empire d'une clause identique à celle de notre article 9, c'est-à-dire stipulant que « dans tous les cas, l'entrepreneur demeurerait responsable tant envers ladite compagnie *qu'envers les ouvriers et les tiers*. » — Les premiers juges avaient vu dans cette clause une application intentionnelle de l'article 1121, C. civ., et avaient déclaré en conséquence l'entrepreneur général responsable. Leur interprétation a été maintenue par la Cour suprême, qui s'est fondée en droit sur ce « qu'aux termes de l'article 1121, C. civ.,

« on peut stipuler au profit d'un tiers lorsque telle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même. »

En cet état de la jurisprudence, les entrepreneurs auront soin de ne se dessaisir des sommes qu'ils pourraient devoir à leurs sous-traitants qu'après s'être assurés que ceux-ci ne doivent rien eux-mêmes à leurs propres ouvriers.

3. — Il est évident, en présence du nouveau texte, que la nullité des sous-traités n'est pas d'ordre public. Sous l'empire de l'ancien cahier, cette doctrine excessive avait déjà été repoussée par un arrêt de la Cour de cassation du 8 juin 1863 (*Billote*), jugeant que le sous-traité « ne présente évidemment en soi rien d'illicite ou de contraire aux bonnes mœurs et à l'ordre public; qu'il constitue simplement une infraction à l'une des clauses du contrat intervenu entre l'adjudicataire et l'administration, et dont celle-ci peut seule se prévaloir, si elle juge cette substitution de personne compromettante pour ses intérêts. »

4. — Il est bien entendu que l'entrepreneur peut avoir des associés ou cointéressés. Seulement, s'ils ne sont pas en nom dans le procès-verbal d'adjudication, ils n'ont qualité ni pour agir dans les instances qu'il peut y avoir à engager contre l'administration, ni pour suivre le règlement des décomptes (10 janvier 1873, *Dousset*; 28 novembre 1873, *Martin et Bourdillon*; 17 décembre 1880, *Mayoux*). Mais si l'entrepreneur adjudicataire avait cédé à un tiers sa créance contre l'administration, le cessionnaire aurait une action personnelle pour poursuivre le recouvrement de cette créance (15 juin 1870, *Mathieu*; 9 août 1870, *Ramon*; 9 août 1880, *Caune*).

M. Aucoc explique cette jurisprudence par la procédure spéciale organisée par le cahier des clauses et conditions générales pour la discussion des décomptes. Il ajoute que le droit de discussion des éléments du décompte, dans les conditions où il est accordé, a sans

doute paru au Conseil d'Etat une action exclusivement attachée à la personne, et qui, dès lors, ne peut pas être exercée par les créanciers, conformément à l'article 1166 du Code civil (t. II, n. 642).

5. — Si l'administration a résilié l'entreprise pour cause d'infraction à l'art. 9, l'entrepreneur est sans droit pour exiger la reprise de son matériel. Ainsi jugé le 9 mars 1854, *Colée*, et cela ne pouvait faire difficulté, la reprise du matériel étant, dans l'économie des clauses et conditions générales, une mesure de faveur. En pareil cas, cette reprise est purement facultative pour l'administration (Voy. l'article 43 ci-après).

6. — La sanction pénale de la prohibition portée à l'art. 9 peut aller jusqu'à la réadjudication à la folle enchère de l'entrepreneur. Cette dernière mesure aura pour effet de faire supporter à celui-ci la différence quelquefois très-grande qui existe entre les prix de la réadjudication et ceux de son propre marché. Il sera encore question de la *folle enchère* sous l'art. 35, à propos de la mise en régie.

ARTICLE 10.

L'entrepreneur doit commencer les travaux dès qu'il en a reçu l'ordre de l'Ingénieur. Il se conforme strictement aux plans, profils, tracés, ordres de service, et, s'il y a lieu, aux types et modèles qui lui sont donnés par l'ingénieur ou ses préposés, en exécution du devis.

L'entrepreneur se conforme également aux changements qui lui sont prescrits pendant le cours du travail, mais seulement lorsque l'ingénieur les a ordonnés par écrit et sous sa responsabilité. Il ne lui est tenu compte de ces change-

ments qu'autant qu'il justifie de l'ordre écrit de l'ingénieur (1).

1. — Aux termes de cet article, le droit de fixer l'époque du commencement des travaux est réservé aux ingénieurs. Toutefois cette disposition ne fait pas obstacle à ce qu'il soit alloué une indemnité à l'entrepreneur dans le cas où, par suite d'un fait imputable à l'administration, il a été empêché de commencer ses travaux pendant un laps de temps dépassant considérablement les délais qui avaient pu être prévus au moment de l'adjudication.

Il en est ainsi, notamment, lorsque l'administration a fait procéder à l'adjudication, sans s'être assurée qu'elle pourrait livrer en temps utile les terrains nécessaires à l'exécution des travaux (1^{er} juin 1872 et 26 février 1875, *Augustinetty*). (Voy. aussi 27 juillet 1870, *Bétourné*; — 29 novembre 1872, *Artigue*; — 2 mai 1873, *Monjalon*; — 4 juillet 1873, *Alaux*; 26 décembre 1873, *Augustinetty* et *Serratrice*; — 13 mars 1874, *Monjalon*).

A plus forte raison l'entrepreneur doit-il être indemnisé lorsqu'il a dû subir plusieurs mois de chômage après l'époque pour laquelle il lui avait été prescrit de se tenir prêt à attaquer les travaux. (11 décembre 1874, *Démonet*.)

Lorsque l'ouverture des travaux a été retardée plus d'une année, l'entrepreneur peut demander la résiliation du marché. Voy. le commentaire de l'art. 34. Voy. aussi le commentaire de l'art. 28.

2. — Dans la rigueur des principes, l'entrepreneur ne devrait être obligé d'exécuter que dans les termes strictement prévus par le marché, soit quant aux travaux eux-mêmes, soit quant à leur mode d'exécution. — Mais,

(1) *Anciens art.* 6 et 7.

en matière de travaux publics, il a paru nécessaire de déroger sur ce point au droit commun, et l'on a admis que l'entrepreneur devrait se conformer aux changements qui seraient prescrits pendant le cours des travaux, à charge par l'administration de lui en tenir juste compte.

Toutefois, il ne peut être question ici que de changements dans le mode d'exécution des travaux prévus qui ne seraient pas de nature à aggraver les charges de l'entreprise ou à altérer les bases mêmes de la soumission et du contrat. — S'il en était autrement, l'entrepreneur pourrait exiger une indemnité pour continuer le marché, ou même le faire rompre. — L'appréciation de la portée, du plus ou moins de gravité des changements ordonnés, appartient aux tribunaux administratifs.

Ainsi, dans une espèce où l'entrepreneur présentait les divers changements apportés en cours d'exécution, soit en ce qui concernait le cube des déblais ou les quantités de matériaux approvisionnés, soit en ce qui concernait l'exécution des travaux, comme ayant eu pour effet de *transformer radicalement le projet*, le Conseil d'Etat a repoussé sa demande d'indemnité en appréciant qu'il ne s'agissait que de *modifications de détails* qu'il appartenait aux ingénieurs d'ordonner, et à raison desquelles l'entrepreneur ne pouvait être admis à réclamer (30 juin 1866, *Alazard*; V. aussi 19 juin 1874, *Caillat*).

Mais réciproquement il a été jugé, le 18 juin 1860 (*ville d'Auxonne*), que les changements ordonnés dans cette espèce à l'entrepreneur équivalaient à la substitution d'un nouveau projet au projet primitif, et que cet entrepreneur avait été bien fondé à demander sa résiliation. Il s'agissait d'une entreprise de conduite d'eau où les tranchées, prévues à une profondeur de 3^m 60 seulement, sur une longueur de 700 mètres, avaient été portées à une profondeur de 6 à 9^m sur une longueur de 15 à 1800 mètres; ce qui nécessitait un système de blindage qui n'avait pas été prévu et une beaucoup plus grande épaisseur dans les maçonneries.

3. L'administration ne peut pas, sous prétexte de modifications aux projets, imposer à l'entrepreneur l'exécution de travaux complètement étrangers à son entreprise. Ainsi l'entrepreneur de la construction d'une route départementale est fondé à refuser d'exécuter, aux prix du bordereau, les travaux de raccordement nécessaires pour relier la nouvelle route à un chemin voisin (26 décembre 1873, *Augustinety et Sarratrice*.)

Elle ne peut pas non plus, comme nous l'avons vu sous l'article 5, distraire de l'entreprise une partie des travaux, pour les exécuter elle-même ou pour les donner à un autre entrepreneur.

— Lorsque les changements ordonnés, sans détruire l'économie du projet, ont occasionné une augmentation de dépenses dans l'exécution de certains ouvrages, l'entrepreneur a droit à une indemnité en réparation du préjudice qu'il a éprouvé (6 mars 1872, *Mady*; 28 avril 1876, *Costé*). V. le commentaire de l'article 28.

4. — Il n'y a d'obligation pour l'entrepreneur de se conformer aux changements dont s'occupe l'art. 10 *que lorsqu'ils ont été ordonnés par écrit*; son droit de s'abstenir jusque-là est formellement consacré par la nouvelle rédaction (23 août 1880, *Beldant*).

Il faut, d'ailleurs, que l'entrepreneur justifie de l'ordre écrit pour pouvoir réclamer la valeur des travaux exécutés en changement. — Beaucoup ont été punis de leur défaut de fermeté ou de précaution à cet égard, et les exemples abondent, dans la jurisprudence, de réclamations pour changements ou travaux supplémentaires rejetés faute par l'entrepreneur de justifier d'une autorisation. Ainsi ont échoué :

Un entrepreneur qui, d'après le devis, devait construire un mur *sans talus*, et qui disait avoir été obligé de le démolir pour le reconstruire *avec talus*, mais sans en fournir aucune preuve (arrêt du 27 février 1886, *Charageat*);

Un autre qui avait poussé, sans s'être muni de l'ordre écrit, les travaux de curage d'un canal en dehors des limites assignées par les profils (arrêt du 29 janvier 1839, *Thibault*);

Un autre qui alléguait avoir été obligé de faire pour ses remblais des emprunts de terre non prévus au devis, et qui n'avait pas fait constater cette nécessité (28 août 1837, *Clause*);

Un autre qui avait employé des moellons piqués, alors que le devis ne prévoyait que des moellons *smillés* (24 janvier 1856, *Vernaudon*; 22 décembre 1876, *Créze*); ou de la pierre de taille, alors que le devis ne prévoyait que des moellons (8 mars 1866, *Planche*; 13 février 1874, *Crète*).

Un autre qui réclamait pour supplément de mortier de chaux employé sur les reins d'une voute à recouvrir la maçonnerie de ciment, mais qui ne justifiait pas que cette dérogation au devis lui eût été imposée (30 juin 1866, *Alazard*, etc.; 20 février 1880, *Lebreton*); un autre qui avait ouvert deux chantiers au lieu d'un, dans l'intérêt de la bonne exécution de l'entreprise, mais sans ordre de l'administration (17 janvier 1879, *Maille*; V. le commentaire de l'article 29).

5. — Il peut arriver cependant, dans le cas où l'entrepreneur aurait eu l'imprudence d'agir sans ordre écrit, que les ingénieurs ne fassent pas difficulté de reconnaître plus tard, par exemple pendant l'instruction de la réclamation, l'existence des ordres verbaux en vertu desquels ont eu lieu les travaux litigieux.

Dans ce cas, et sous l'empire de l'ancien art. 7, le Conseil d'Etat avait admis, dans sa haute équité, qu'il pouvait être suppléé à l'ordre écrit par un ordre verbal reconnu par les agents de l'administration ou justifié par les pièces de l'instruction. C'est ce qu'il avait décidé notamment dans les espèces suivantes: 8 juin 1850, *Mombrun*; — 24 février 1853, *Cressonnier*; — 12 août 1854, *Jourdan*; — 8 février 1855, *Lescure*; — 15 avril 1855, *Roulet*.

Le Conseil avait même jugé d'une manière générale que l'art. 7 ne prononçant *aucune déchéance* à raison de l'absence d'ordre écrit, les entrepreneurs pouvaient être admis à réclamer toutes les fois qu'ils étaient en mesure de justifier, par d'autres moyens, qu'ils *avaient été obligés, dans l'intérêt de l'entreprise, d'exécuter les travaux contestés* (10 janvier 1856, *Nevvauet*).

Ces décisions doivent-elles conserver leur autorité en présence de cette prescription impérative du nouveau texte « qu'il n'est tenu compte des changements à l'entrepreneur *qu'autant qu'il justifie de l'ordre écrit* ? » — Nous hésiterions beaucoup à l'admettre. Le nouveau cahier nous paraît avoir voulu couper court à l'abus des ordres verbaux, abus que condamnait déjà avec force M. le ministre des travaux publics dans une circulaire du 23 juillet 1851. Le droit de résistance de l'entrepreneur, lorsqu'on ne lui fournit pas d'ordre écrit, est consacré formellement, nous le répétons, par l'art. 10; cette résistance ne peut plus, par conséquent, passer auprès des ingénieurs pour un acte d'insubordination ou l'exigence d'un esprit tracassier. L'entrepreneur n'aurait plus aujourd'hui d'excuse s'il se dépouillait lui-même des garanties qui lui sont données.

Il faudrait, croyons-nous, des circonstances exceptionnellement favorables pour que la jurisprudence que nous avons rappelée pût être désormais appliquée. — La prudence la plus vulgaire conseille de n'y pas compter et de se mettre en règle avant de sortir des termes du devis. (Voy. 27 juin 1871, *Simon*; — 11 juillet 1873, *Alaux*; — 28 novembre 1873, *Martin et Bourdillon*; — 9 janvier 1874, *Letestu*; — 27 mars 1874, *Picardeau*; 12 février 1875, *Beretta*; 22 décembre 1876, *Croze*; 11 mars 1881, *Ville de Toulouse*).

6. — En principe, il n'appartient qu'à l'ingénieur lui-même de donner l'ordre écrit qui permet à l'entrepreneur de réclamer le prix des changements effectués : le simple conducteur n'a pas ce droit, n'ayant pas de pou-

voir propre et n'étant que le subordonné de l'ingénieur. — Cependant s'il s'agissait d'un travail reconnu urgent et indispensable, il y aurait lieu de faire fléchir la rigueur du principe et d'admettre l'ordre écrit du conducteur. C'est ce qui résulte implicitement d'un arrêt du 23 avril 1857 (*Toussaint*). — Une autre décision antérieure (24 juillet 1847, *Colonna Leca*) avait jugé même, d'une manière plus générale, que l'ordre écrit du conducteur suffit, du moment qu'il n'a pas été révoqué par un ordre supérieur contraire : — le conducteur serait ainsi présumé avoir agi avec l'autorisation et sous la responsabilité de l'ingénieur, tant que celui-ci ne le désavoue pas. — Cette solution est, il faut le reconnaître, conforme aux exigences de la pratique : l'entrepreneur fera bien, toutefois, de s'assurer le plus tôt possible de la ratification expresse de l'ingénieur (V. 18 août 1857, *Courrière* et 18 février 1876, *Guide*).

7. — En matière de travaux communaux, il a été jugé que l'ordre écrit de l'architecte ne suffit pas pour couvrir l'entrepreneur, s'il s'agit d'une dérogation considérable aux conditions du devis qui n'a pas été autorisée par le conseil municipal (18 mai 1870, *Fleurant*; — Voy. 30 mars 1870, *Rouez*). L'autorisation du maire serait également insuffisante (31 mars 1865, *Briau*; — 9 avril 1873, *ville de Nîmes*).

Il en serait autrement si le cahier des charges obligeait l'entrepreneur à se conformer aux ordres écrits de l'architecte (22 mai 1874, *Bossan*; — 22 janvier 1875, *commune de Chabris*).

En dehors de cette circonstance l'entrepreneur ne pourrait obtenir le paiement des travaux imprévus qu'en prouvant qu'ils étaient nécessaires et que la commune en a profité (30 mai 1873, *Lannes*; — 3 juillet 1874, *commune de Cassis*; — 28 juillet 1876, *commune de Naves*; 6 juin 1879, *Ozanne*; 23 juillet 1880, *Trenet*.)

Mais le maire est compétent pour faire dresser les plans et devis en vue d'une construction projetée par la

commune, et la commune est tenue de payer les honoraires de l'architecte alors même que ces projets n'auraient été ni approuvés ni mis à exécution, s'ils constituaient d'ailleurs un travail complet et satisfaisant (9 janvier 1874, *Alaux*).

V. sur les travaux communaux 21 janvier 1869, *Krufft*, — 18 novembre 1869, *Castex*; — 14 mai 1875, *Courau*; — 8 février 1875, *commune de Chavanay*; — 9 juillet 1875, *commune de Corent*, (28 janvier 1877, *Racine*; 14 janv. 1881, *Sénard*; même date, *Routel*. V. aussi, notamment au point de vue de la compétence, les arrêts cités page 193).

8. — Une circulaire du 28 juillet 1852 a prescrit la tenue d'un *registre d'ordre de service* et réglé tout ce qui est relatif à la signature du registre par l'entrepreneur ou à la notification de l'ordre en cas de refus ou d'éloignement. (Voir à l'Appendice.)

ARTICLE 11.

L'entrepreneur est tenu d'observer tous les règlements qui sont faits par le préfet, sur la proposition de l'ingénieur en chef, pour le bon ordre des travaux et la police des chantiers.

Il est interdit à l'entrepreneur de faire travailler les ouvriers le dimanche et jours fériés. Il ne peut être dérogé à cette règle que dans le cas d'urgence et en vertu d'une autorisation écrite ou d'un ordre de service de l'ingénieur (1).

1. — Cette nouvelle rédaction replace l'ingénieur en chef et le préfet hiérarchiquement dans leurs rôles respec-

(1) Ancien art. 29.

tifs : — le premier ne peut que *proposer* les règlements ; c'est au préfet à les *faire*.

Mais l'ancien article 29 ajoutait une condition que nous aurions voulu voir conserver, bien qu'elle nous paraisse aller de soi ; c'est que, pour être obligatoires, les règlements dont il s'agit ne devront pas imposer de nouvelles charges à l'entrepreneur. — Peut-être aura-t-on jugé inutile de le dire. — En tout cas, un règlement de préfet qui imposerait en réalité de nouvelles charges à l'entrepreneur pourrait être déferé par celui-ci à qui de droit pour excès de pouvoirs, et motiver de sa part une demande d'indemnité. C'est ce que le Conseil d'Etat a reconnu, sous l'empire du cahier de 1833, dans une affaire où les ingénieurs, à la suite de plusieurs accidents, avaient interdit d'une manière absolue l'emploi du procédé dit des mines sèches, habituellement usité dans les travaux de la nature de ceux qui faisaient l'objet de l'entreprise (2 juin 1866, *Fabre*). Voy. le commentaire de l'article 28.

2. — Il serait désirable que la prescription contenue dans le deuxième paragraphe de cet article fût observée avec exactitude. Les entrepreneurs de travaux publics, qui concourent déjà puissamment à la prospérité nationale, rendraient à leur pays un nouveau et signalé service, en combattant, par leur exemple, le travail du dimanche, aussi dangereux pour la société que pour la famille et l'individu.

ARTICLE 12.

Pendant la durée de l'entreprise, l'adjudicataire ne peut s'éloigner des travaux qu'après avoir fait agréer par l'ingénieur un représentant capable de le remplacer, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue à raison de son absence.

L'entrepreneur accompagne les ingénieurs dans leurs tournées toutes les fois qu'il en est requis (1).

1. — Nouvelle rédaction plus raisonnable et plus conforme que l'ancienne à la nature des choses. D'après l'article 5 du cahier de 1833, l'adjudicataire ne pouvait s'éloigner du lieu des travaux *que pour affaires relatives à son marché*. — Cette condition inquisitoriale n'était pas et ne pouvait pas être observée dans la pratique; il convenait de ne plus la reproduire.

2. — Des absences assez fréquentes pour constituer un abandon des chantiers peuvent, lorsqu'elles compromettent les travaux, motiver une mise en régie et même la résiliation. (1^{er} février 1831, *Moneron*).

ARTICLE 13.

L'entrepreneur ne peut prendre pour commis et chefs d'atelier que des hommes capables de l'aider et de le remplacer au besoin dans la conduite et le métrage des travaux.

L'ingénieur a le droit d'exiger le changement ou le renvoi des agents et ouvriers de l'entrepreneur pour insubordination, incapacité ou défaut de probité.

L'entrepreneur demeure d'ailleurs responsable des fraudes ou malfaçons qui seraient commises par ses agents et ouvriers dans la fourniture et dans l'emploi des matériaux (2).

(1) *Anciens art. 5 et 27.*

(2) *Anciens art. 18 et 19.*

1. — Les employés de l'entrepreneur, quelque intelligents qu'ils soient, quelque capables qu'ils aient été de le remplacer *dans la conduite et le métrage des travaux*, ne doivent pas cependant être présumés agir pour lui et en son nom en toutes circonstances. Lorsqu'il s'agit d'actes importants et qui peuvent devenir compromettants pour les intérêts de l'entrepreneur, il faudra la preuve d'un mandat formel par lui donné à l'employé pour qu'il puisse être responsable du fait de ce dernier. C'est ainsi qu'il a été jugé très-justement qu'un employé de l'entrepreneur, qui avait signé au nom de celui-ci des états de situation, ne devait pas être présumé avoir eu les pouvoirs nécessaires, si l'entrepreneur le niait (30 juin 1842, *Beslay*).

2. — L'appréciation de l'*ingénieur* touchant les agents de l'entrepreneur dont il exigerait le renvoi ne saurait être souveraine, car elle peut être le résultat de l'erreur ou de la surprise. L'entrepreneur aurait incontestablement, en pareil cas, le recours à l'*ingénieur* en chef, d'abord, puis à l'administration supérieure.

3. — Il est évident que l'art. 13 ne donne pas aux ingénieurs le droit d'enlever à l'entrepreneur la direction de ses travaux et de l'obliger à nommer un représentant. Ce serait annuler la décision qui l'a reconnu apte à concourir à l'adjudication et compromettre gravement ses intérêts. Le Conseil d'Etat a décidé qu'en présence d'une pareille prétention l'entrepreneur avait à bon droit suspendu ses travaux. (V. arrêt du 6 mars 1874, *Aoon*).

ARTICLE 14.

Le nombre des ouvriers de chaque profession est toujours proportionné à la quantité d'ouvrage à faire. Pour mettre l'*ingénieur* à même d'assurer l'accomplissement de cette condition, il lui est

remis périodiquement, et aux époques par lui fixées, une liste nominative des ouvriers (ancien art. 20).

Dans le cas où le nombre d'ouvriers imposé à l'entreprise serait hors de proportion avec l'importance du travail à exécuter, l'entrepreneur serait fondé à réclamer une indemnité (6 juillet 1865, *Lann*; 14 janvier 1884, *Raskin*; conseil de préfecture de Belfort, 1^{er} juillet 1880, *Nercam*; Recueil périodique, 1880. page 297).

ARTICLE 15.

L'entrepreneur paie les ouvriers tous les mois ou à des époques plus rapprochées, si l'administration le juge nécessaire.

En cas de retard régulièrement constaté, l'administration se réserve la faculté de faire payer d'office les salaires arriérés sur les sommes dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits réservés par la loi du 20 pluviose an ii aux fournisseurs qui auraient fait des oppositions régulières (ancien art. 11).

1. — L'ancien cahier se bornait à rappeler que les salaires d'ouvriers étaient à la charge de l'entrepreneur, sans rien stipuler quant aux époques où ils devraient être obligatoirement acquittés. La circulaire du 21 novembre 1866 signale les inconvénients qui, dans certaines circonstances, sont résultés de cette latitude, et qui ont paru exiger une réglementation plus stricte.

Il y a, aujourd'hui, obligation pour l'entrepreneur de payer les ouvriers *tous les mois* au moins; nous venons plus loin (art. 44) que, de son côté, l'administra-

tion prend pour règle de payer tous les mois, également, l'entrepreneur.

2. — On comprend la sollicitude de l'administration pour un intérêt qui est à la fois d'humanité et d'ordre public; mais il s'agit d'une mesure de rigueur, et pour qu'elle soit prise contre l'entrepreneur, il faut que le retard soit régulièrement constaté.

Que faut-il entendre par là? Nous pensons qu'il devra intervenir un rapport d'ingénieur soumis à la contradiction de l'entrepreneur, puis une décision, sinon du ministre, au moins du préfet, décision contre laquelle l'entrepreneur pourra d'ailleurs se pourvoir par les voies de droit.

3. — Remarquons que c'est seulement pour les salaires des ouvriers que l'art. 15 réserve à l'administration la faculté de faire payer d'office. Les fournisseurs ne pourraient donc pas invoquer cette disposition exceptionnelle; mais le bénéfice du décret du 26 pluviôse an II, dont nous allons parler, leur est commun avec les ouvriers.

4. — Le décret ou loi du 26 pluviôse an II (1) interdit à tous créanciers particuliers des entrepreneurs de travaux pour le compte de l'Etat, de faire aucune saisie-arrest ni opposition « sur les fonds déposés dans les « caisses publiques pour être délivrés auxdits entrepreneurs, » tant que les salaires des ouvriers et les sommes dues pour fournitures de matériaux et autres objets servant à la construction des ouvrages ne sont pas payés.

Il confère donc par là fait un véritable privilège aux ouvriers et fournisseurs de l'entreprise au préjudice des créanciers particuliers de l'entrepreneur.

5. — Il résulte des termes mêmes de la loi en question

(1) Voir à l'appendice.

que le privilège est subordonné aux conditions suivantes. Il faut : 1° qu'il s'agisse de travaux publics pour le compte de l'Etat ; ce qui exclut l'application du décret du 26 pluviôse an II aux travaux des *communes* (lors même que l'adjudicataire aurait été soumis aux obligations ordinaires des entrepreneurs des travaux publics) : (arrêts de la Cour de cassation des 12 décembre 1831, *Coste* ; 18 janvier 1854, *Fèvre*) ; — aux travaux des *départements* (arrêts de la même Cour du 9 août 1859, *Mariannaud*) ; — aux travaux exécutés pour le compte des *compagnies de chemin de fer* (arrêt de la même cour du 16 juillet 1860, *Letermelier*).

— Il faut 2° qu'il s'agisse de fonds déposés dans les caisses des agents du Trésor pour être délivrés aux entrepreneurs, ce qui, ainsi que nous l'avons déjà vu sous l'article 4, soustrait le *cautionnement* aux atteintes du privilège.

— Il faut 3° que les créanciers qui l'invoquent soient, ou des ouvriers pour leurs salaires, ou des fournisseurs pour les matériaux ou objets ayant servi à la construction des ouvrages. Par conséquent, les sous-traitants de l'entrepreneur principal ne sauraient en jouir (arrêt de la Cour de Limoges du 26 janvier 1848, *Pitance*) ; mais on devra assimiler aux fournisseurs proprement dits les propriétaires dont les fonds ont subi la servitude d'extraction de matériaux dans l'intérêt de l'entreprise.

6. — Il doit régner une complète égalité entre tous ceux qui sont appelés à jouir du privilège, au moins jusqu'à l'ordonnancement des sommes dues par l'Etat. — En conséquence, la cession que l'entrepreneur aurait consentie de tout ou partie des sommes à lui dues par l'Etat, au profit de l'un des créanciers privilégiés, est nulle et sans effet à l'égard des autres (arrêt de la Cour de cassation du 22 janvier 1868, *Berthelot*). Dans cette affaire, l'entrepreneur avait cédé à l'un de ses fournisseurs des sommes à prendre sur sa retenue de garantie, laquelle ne pouvait devenir exigible qu'après la terminaison et

la réception des travaux. — Jusqu'à ce qu'elles soient ordonnancées et mises à la disposition de l'entrepreneur, les sommes qui lui sont dues par l'Etat doivent rester le gage commun de tous les privilégiés, sans préférence entre eux.

7. — De ce que les créanciers particuliers de l'entrepreneur ne peuvent faire aucune saisie-arrêt tant que les travaux ne sont pas terminés et les ouvriers et fournisseurs payés, il suit que l'agent du Trésor, nonobstant de telles oppositions, se libérerait valablement entre les mains de l'entrepreneur.

En vain les créanciers particuliers se prévaudraient-ils d'un acte de cession régulier et dûment signifié de leur débiteur. Les mêmes raisons d'intérêt public qui ont fait interdire les oppositions doivent faire interdire également les transports : les fonds destinés à payer les travaux sont placés par la loi hors de la main de tous les créanciers autres que les ouvriers et fournisseurs de l'entreprise (Cour de cassation, 21 mars 1855, *Gilbert*). Ce n'est qu'après la réception définitive, et lorsque toutes ces dettes spéciales sont payées, que les créanciers ordinaires recouvrent leurs droits.

8. — La Cour de cassation a décidé récemment que le privilège, établi par la loi du 26 pluviôse an II, s'exerce sur les sommes versées par l'Etat à titre de concours aux travaux exécutés par des administrations ou des sociétés (9 juin 1880, *Willems*).

ARTICLE 16.

Une retenue d'un centième est exercée sur les sommes dues à l'entrepreneur à l'effet d'assurer sous le contrôle de l'administration, des secours aux ouvriers atteints de blessures ou de maladies occasionnées par les travaux, à leurs veuves et à leurs enfants et de subvenir aux dépenses du service médical.

La partie de cette retenue qui reste sans emploi à la fin de l'entreprise est remise à l'entrepreneur (1).

Voir à l'appendice les arrêtés ministériels du 15 décembre 1848 et 22 octobre 1851, qui établissent le tarif des indemnités.

— La loi du 11 juillet 1868 a institué une caisse d'assurance en cas de décès et une caisse d'assurance en cas d'accidents, administrées par la caisse des dépôts et consignations, sous la garantie de l'Etat. Cette institution permet aux ouvriers de s'assurer des secours plus considérables pour eux ou pour leurs familles. Les propositions d'assurances et les primes annuelles sont reçues, dans les départements, par les trésoriers-payeurs généraux, les receveurs particuliers des finances, les percepteurs des contributions directes et les receveurs des postes (décret du 10 août 1868 portant règlement de ces caisses d'assurances).

— La retenue prévue par l'article 16 doit porter sur l'ensemble des travaux exécutés ; aussi bien sur ceux qui ont donné lieu à des allocations supplémentaires que sur ceux dont les prix étaient prévus au bordereau (10 juillet 1874, *Lann*).

ARTICLE 47.

S'il y a lieu de faire des épuisements ou autres travaux dont la dépense soit imputable sur la somme à valoir, l'entrepreneur doit, s'il en est requis, fournir les outils et machines nécessaires pour l'exécution de ces travaux.

Le loyer et l'entretien de ce matériel lui sont payés au prix de l'adjudication (2).

(1) Disposition nouvelle.

(2) Ancien art. 23.

Voir la circulaire du 30 juin 1869, dans laquelle le ministre signale les changements apportés par cet article aux dispositions correspondantes du cahier de 1838.

Il arrive fréquemment que les épuisements et la construction des batardeaux sont laissés aux soins et à la charge de l'administration. Dans ce cas, à défaut de stipulation spéciale, l'étendue des obligations de l'administration se détermine d'après la nature des travaux, les usages généralement suivis et les circonstances locales. Si la construction des batardeaux avait été défectueuse ou le fonctionnement des machines d'épuisement insuffisant, l'entrepreneur pourrait réclamer une indemnité (10 février 1868, *Beau* ; 1^{er} juin 1870 et 16 juin 1876, *Grias* ; 14 mai 1875, *Mergoud*).

ARTICLE 18.

L'entrepreneur sera tenu de fournir à ses frais les magasins, équipages, voitures, ustensiles et outils de toute espèce nécessaires à l'exécution des travaux, sauf les exceptions stipulées au *devis*.

Sont également à sa charge l'établissement des chantiers et chemins de service et les indemnités y relatives, les frais de tracé des ouvrages, les cordeaux, piquets et jalons, les frais d'éclairage des chantiers s'il y a lieu, et généralement toutes les menues dépenses et tous les faux frais relatifs à l'entreprise (1).

1. — Les faux frais comprennent toutes les dépenses qui sont nécessaires pour exécuter convenablement les

(1) Anciens art. 9 et 10.

travaux, suivant les prévisions du devis. L'article 18 n'en contient qu'une énumération purement énonciative.

Rentrent notamment dans les faux frais: les dépenses des échafauds, cintres, ateliers et bureaux (14 août 1852, *Geoffroy*), des ponts de service (17 juillet 1860, *Erard*), des cintres nécessaires pour construire les arceaux des portes et croisées dans l'entreprise d'une construction de caserne (9 août 1865, *Langlade*).

Mais il a été jugé (6 juillet 1863, *Gariel*) que dans une entreprise où l'emploi des cintres n'avait pas été prévu au devis, et où la nécessité de les employer ne s'était révélée qu'en cours d'exécution, à raison du mauvais état des voûtes à réparer, ces cintres, composés de pièces de charpente soigneusement assemblées, ne pouvaient être assimilés aux équipages et ustensiles ordinaires, et qu'il y avait lieu d'en tenir compte à l'entrepreneur.

De même lorsque l'importance des cintres a été changée en cours d'exécution, par exemple, par l'augmentation des arches d'un pont (20 juillet 1877, *Commune de Martigues*).

— Voy. sur la portée de l'article 18 les arrêts suivants : 1^{er} décembre 1876, *Primet*; 1876, *Serratrice et Sarlat*; 4 avril 1879, *Bouchet*; 16 mai 1879, *Hughes*; 4 juillet 1879, *Sogno*; 11 mars 1881, *Ville de Toulouse*.)

— Jugé également que, lorsque des matériaux destinés à la construction d'un souterrain devaient être fournis par l'Etat à l'entrepreneur) qui n'était chargé que de leur mise en œuvre), et qu'ils avaient été soumis à des recoupes, l'enlèvement des débris résultant de la taille et pose ne pouvait être considéré comme rentrant dans les faux frais de maçonnerie à la charge de l'entrepreneur (20 juin 1865, *Dagieu*; 12 août 1879, *Guillot*).

2. — L'établissement des chantiers et chemins de ser-

vice sur le terrain d'autrui, nécessite l'occupation temporaire de ce terrain.

Avant de procéder à de telles occupations, les entrepreneurs doivent prévenir les propriétaires et justifier d'une autorisation de l'administration, comme en matière de fouilles et extractions. Ils auront, à cet égard, à remplir les formalités que leur impose le nouveau décret du 8 février 1868 dont nous parlerons sous l'article suivant.

Le règlement de l'indemnité a lieu, d'ailleurs, de la même manière que pour les extractions de matériaux (voir à l'article suivant). — Cette indemnité doit comprendre le préjudice causé au propriétaire pour perte de récolte ou privation de jouissance des terrains occupés. Il semble qu'on y doive faire entrer également les frais jugés nécessaires pour remettre les lieux dans leur état primitif, tels que ceux d'enlèvement des matériaux ou terres laissés sur le terrain.

3. — L'obligation, pour l'entrepreneur, de supporter les charges et faux frais de l'entreprise, est absolue. Aussi le Conseil d'Etat a-t-il annulé un arrêté de conseil de préfecture qui, dans une espèce où un chemin de service avait été surtout pratiqué par les agents de l'administration, avait cru pouvoir affranchir l'entrepreneur de tout concours aux frais d'entretien de ce chemin ; et il a décidé qu'il y avait lieu seulement, dans un cas semblable, de décharger l'entrepreneur d'une partie des frais (23 novembre 1850, *Mourrier et Marcellin*).

Dans une autre affaire (7 mai 1852, *Alazard*), l'entrepreneur avait eu à déblayer des rochers à l'aide de la mine, et il était arrivé que des éclats projetés au loin avaient causé des dommages sur une propriété voisine où ils étaient retombés. Le propriétaire ayant réclamé une indemnité, l'entrepreneur prétendit qu'il y avait force majeure et que c'était à l'administration à réparer le dommage ; mais le conseil de préfecture et le Conseil d'Etat, considérant que l'emploi de la mine était prévu

par le devis et que les dommages résultant de ce moyen d'exécution rentraient dans les indemnités temporaires qui font partie des charges et faux frais de l'entreprise, repoussèrent ce système et condamnèrent le sieur Alazard à indemniser le propriétaire. (Voyez aussi 7 mai 1863 et 19 avril 1869, *Monnin*).

L'entrepreneur est seul responsable des accidents qui arrivent sur ses chantiers. L'administration ne pourrait être mise en cause qu'autant que ses agents auraient donné soit à l'entrepreneur, soit directement à ses ouvriers, un ordre ou une instruction pouvant engager sa responsabilité (19 novembre 1875, *Zeig*).

4. — Il va de soi que si l'entrepreneur doit indemniser les particuliers du préjudice qu'il leur cause par le fait de l'exécution des travaux, il ne saurait être rendu responsable des dommages qui résultent du plan même des travaux exécutés, par exemple de la dépréciation causée à une propriété par la construction d'un remblai destiné à soutenir la rampe d'accès d'un pont, qui la prive de l'accès dont elle jouissait auparavant sur le quai du fleuve. La décision contraire rendue par le Conseil d'Etat (18 juillet 1873, *Legrand*) ne doit être considérée que comme une décision d'espèce, reposant sur l'interprétation d'un article spécial du cahier des charges de l'entreprise. (Voyez 11 août 1869, *Alasseur*, et 3 décembre 1875, *David*).

Mais la responsabilité de l'entrepreneur se trouverait engagée s'il avait aggravé par sa faute le préjudice inhérent à la nature du travail, par exemple en retardant l'exécution des travaux et le rétablissement de la viabilité (14 juillet 1876, *Lejeune*).

5. — Lorsque l'entrepreneur a établi des chemins de service, qui ont continué à être utilisés après la résiliation de son marché, il a droit à une indemnité, car l'administration a pu tenir compte de l'existence de ces chemins pour déterminer les prix qui ont servi de base

à la nouvelle adjudication (11 décembre 1874, *Démont*). Voir le commentaire de l'article 36.

6. — Au nombre des *charges et faux frais* de l'entreprise, il faut mettre les subventions spéciales pour dégradations aux chemins vicinaux (loi du 21 mai 1836, art. 14). En vain, l'entrepreneur prétendrait-il que dans l'établissement des prix il n'a pas été tenu compte de ces subventions (4 février 1858, *Colin*; et les droits de navigation, 3 janvier 1881, *Datty*; 4 février 1881, *Lévêque*).

7. — Nous nous occuperons des *droits d'octroi* sous l'art. 42, ci-après.

8. — Rappelons, en terminant, que d'après l'article 48, ci-après, le dernier dixième n'est payé à l'entrepreneur que lorsqu'il a justifié du paiement des indemnités pour l'établissement des chantiers ou chemins de service.

ARTICLE 19.

Les matériaux sont pris dans les lieux indiqués au devis. L'entrepreneur y ouvre, au besoin, des carrières à ses frais.

Il est tenu, avant de commencer les extractions, de prévenir les propriétaires suivant les formes déterminées par les règlements.

Il paye sans recours contre l'administration, en se conformant aux lois et règlements sur la matière, tous les dommages qu'ont pu occasionner la prise ou l'extraction, le transport et le dépôt des matériaux.

Dans le cas où le devis prescrit d'extraire des matériaux dans des bois soumis au régime forestier, l'entrepreneur doit se conformer, en outre, aux prescriptions de l'art. 145 du Code forestier,

ainsi que des art. 472, 473 et 475 de l'ordonnance du 4^{er} août 1827, concernant l'exécution de ce Code.

L'entrepreneur doit justifier, toutes les fois qu'il en est requis, de l'accomplissement des obligations énoncées dans le présent article, ainsi que du paiement des indemnités pour établissement de chantiers et chemins de service (1).

1. — Cet article rappelle les devoirs de l'entrepreneur envers les tiers dont les propriétés se trouvent atteintes pour les besoins des travaux. A raison de l'importance du sujet, nous croyons devoir présenter ici une analyse très succincte des lois et règlements dont parle le § 3, en même temps que l'interprétation que leur a donnée la jurisprudence.

2. — D'anciens règlements autorisent l'extraction des matériaux dans les propriétés privées, pour l'exécution des travaux publics. Celui du 7 septembre 1755, qui est toujours en vigueur, permet aux entrepreneurs de prendre ces matériaux « dans tous les lieux qui leur seront indiqués par les devis et adjudication des ouvrages, sans néanmoins qu'ils puissent les prendre dans les lieux qui seraient fermés de murs ou autre clôture équivalente, suivant les usages du pays. »

Ainsi, deux conditions préliminaires et indispensables pour qu'un terrain puisse être frappé de la servitude d'utilité publique dont il est ici question : 1^o ce terrain doit avoir été désigné dans le devis de l'entrepreneur ou dans un arrêté préfectoral, pris par le préfet du département où est situé le terrain à occuper (12 novembre 1875, Juigné), portant autorisation spéciale de s'y intro-

(1) Ancien art. 9.

duire ; 2° il doit être ouvert, c'est-à-dire non fermé de murs ou de clôtures équivalentes dans les usages du pays. — Ajoutons toutefois que, sur ce dernier point, le droit de l'entrepreneur a été singulièrement amplifié par un second règlement en date du 20 mars 1780, qui explique que l'exemption dont il s'agit au règlement de 1755 ne regarde pas les *terres labourables*, prés, bois, vignes et autres héritages de même nature, *lors même qu'ils seraient clos*, mais seulement les cours, jardins et vergers attenants aux habitations et profitant des mêmes clôtures que celles-ci. Cette interprétation, jugée nécessaire pour faciliter l'exécution des ouvrages publics qui, sans cela, et dans certaines provinces surtout, eût été trop souvent entravée, a été consacrée par plusieurs arrêts du Conseil d'Etat (1^{er} juillet 1840, *de Champagne* ; — 29 nov. 1848, *Rolland* ; — 22 mars 1851, *Blancher* ; — 13 août 1861, *Martell*). Il en résulte que l'administration peut désigner et que l'entrepreneur peut fouiller tous les terrains, clos ou non, qui ne sont pas *dépendances closes des habitations*.

L'appréciation de ce dernier point varie nécessairement suivant les circonstances de chaque affaire. Dans une espèce jugée le 7 mars 1861 (*Thiao*), le Conseil a interprété le règlement de la manière la plus large et la plus favorable à la propriété : — Un arrêté préfectoral avait désigné, pour être soumis à la servitude d'extraction de matériaux, *25 hectares de terres labourables* faisant partie d'une ferme dirigée par le propriétaire lui-même, et qui *est entièrement entourée, soit par des clôtures, soit par une rivière*. Le propriétaire avait vainement réclamé du conseil de préfecture l'exemption applicable aux terrains clos ; mais, sur son pourvoi devant le Conseil d'Etat, il a obtenu l'arrêt suivant : « Considérant que si l'exception stipulée en faveur des lieux
« fermés ne peut, aux termes de l'arrêt du conseil du 20
« mars 1780, être étendue aux terres labourables et au-
« tres terres de même nature, quoique closes, elle est

« néanmoins applicable à tous les terrains *qui, compris dans la même clôture qu'une maison d'habitation, doivent en être considérés comme une dépendance* ; considérant que le domaine de Puyréaux, appartenant au sieur Thiac, se compose 1° d'une maison d'habitation et d'un parc ; 2° d'une ferme dont il dirige lui-même l'exploitation ; que le tout est entouré soit par des murs, soit par des clôtures équivalentes suivant les usages du pays, soit par la rivière de Bonnioure ; que les parcelles de terrain désignées pour y extraire des matériaux sont comprises dans l'enceinte de ce domaine ; qu'ainsi elles rentrent dans le cas d'exception prévu par les arrêts précités. » (V. aussi 12 juillet 1864, *Poullain* ; 8 août 1872, *Ledoux* ; et 6 août 1875, *Busquet*).

Dans une autre espèce (21 mai 1867, *Watel et Nobilet*), il a été jugé, au contraire, que l'exemption n'était pas applicable à la propriété fouillée, alors que sur divers points les haies servant de clôtures présentaient des solutions de continuité qui permettaient le libre accès de la propriété, et que les parcelles occupées étaient d'ailleurs éloignées de l'habitation et en étaient séparées par un cours d'eau. (Voyez aussi 26 décembre 1862, *Brulé-Grouzelle* ; — 31 décembre 1869, *de Janzé*).

La clôture établie postérieurement à la désignation du terrain par un arrêté du préfet permet au propriétaire de se prévaloir pour l'avenir de ce nouvel état de choses et affranchit sa propriété de la servitude établie par la loi (18 mars 1869, *Delom* ; V. 3 décembre 1880, *Péquart*).

3. — L'entrepreneur qui occupe un terrain régulièrement désigné par l'autorité administrative n'est pas responsable de l'illégalité dont cette occupation peut être entachée. (Cassation, 25 août 1868, *Brulé-Grouzelle*).

Mais le conseil de préfecture n'est pas compétent pour fixer la réparation des dommages causés par l'extraction de matériaux dans un terrain clos de murs et qui a été à tort désigné par l'autorité administrative (6 juillet 1877, *Ledoux*).

Du reste, lorsqu'il s'élève des doutes sur la régularité ou sur le sens de l'arrêté préfectoral d'occupation, l'autorité judiciaire doit surseoir à statuer et renvoyer l'examen de ces questions préjudicielles à l'autorité administrative (26 décembre 1874, *Denize*). — C'est au conseil de préfecture, sauf recours au Conseil d'Etat, qu'il appartient d'apprécier la régularité de l'arrêté d'occupation. Le Conseil d'Etat ne pourrait pas être saisi directement, pour excès de pouvoir (10 décembre 1880, *Gascoin*; 24 décembre 1880, *de Talhouët*, etc.).

4. — Une autre obligation de l'entrepreneur, qui est rappelée dans notre article 19, c'est celle de « *prévenir le propriétaire, avant de commencer les extractions, suivant les formes déterminées par les règlements* ». Jusqu'à ces derniers temps il n'existait aucun *règlement* qui déterminât d'une manière précise les formes à suivre à l'égard des propriétaires, et il en résultait de fréquentes contestations. Le 8 février 1868 a été rendu, sur le rapport de M. le ministre des travaux publics, un décret qui comble cette lacune et dans lequel on a cherché à concilier les besoins des travaux avec le respect dû à la propriété. Les entrepreneurs devront se pénétrer de ces dispositions, car elles seront pour eux d'une application usuelle (voir à l'Appendice).

Il en résulte en somme que le terrain ne peut être occupé et les travaux commencés qu'après les formalités suivantes : 1^o la notification administrative de l'arrêté d'autorisation au propriétaire ; 2^o à défaut de convention amiable, la notification par l'entrepreneur à ce dernier (par lettre chargée) du jour où il sera procédé par experts respectivement choisis, à la constatation des lieux, qui doit être faite de la manière prescrite au décret et dont il doit être dressé procès-verbal.

5. — Quelle sera la sanction de ces obligations de l'entrepreneur ? Il y en a une très sérieuse qu'a consacrée la jurisprudence : c'est que l'entrepreneur qui se serait permis d'opérer sans autorisation, ou bien en de-

hors des limites indiquées, deviendrait passible de poursuites devant les tribunaux ordinaires comme ayant commis, au préjudice du propriétaire, une violation de propriété, une véritable voie de fait. En pareil cas, l'entrepreneur perdrait sa qualité de représentant, d'ayant droit de l'administration, jouissant à ce titre du privilège de ne répondre que devant la juridiction administrative des dommages qu'il commet : il deviendrait un simple particulier justiciable, comme toute autre personne, des tribunaux ordinaires, pour ses fautes ou délits (voir notamment les arrêts sur conflit, rendus par le Conseil d'Etat les 15 mai 1856, *Galot*, et 25 février 1867, *Sol* ; et les arrêts du 16 août 1862, *Nicolas*, et 5 mai 1869, *Dufau*). — Et il en serait ainsi alors même que le propriétaire aurait consenti aux extractions (6 août 1861, *Pees*). — Il faut observer, toutefois, que lorsqu'il y a doute sur le point de savoir si l'entrepreneur a ou non dépassé la limite de ses droits, tels qu'ils avaient été fixés par l'administration, c'est là une question préjudicielle qu'il appartient à la juridiction administrative seule de résoudre : ceci est encore de jurisprudence constante (8 mai 1861, *Leclerc de Pulligny* ; — 17 juillet 1861, *Chemins de fer de Paris à Lyon* ; — 26 décembre 1862, *Brulé* ; — 24 février et 8 août 1865, *Watel*). — Le préfet ne pourrait pas ratifier les actes de l'entrepreneur au moyen d'une autorisation à laquelle il donnerait un effet rétroactif (15 juin 1861, *Roubière*).

6. — L'inaccomplissement des formalités prescrites vis-à-vis du propriétaire par le décret du 8 février 1868 devra-t-il entraîner les mêmes conséquences ? Nous le pensons. Il résulte, en effet, de l'ensemble de ce décret, spécialement de l'art. 7, que le propriétaire à l'égard duquel il n'aurait pas été procédé régulièrement, aurait le droit de défendre l'entrée de son terrain et de s'opposer aux travaux. L'entrepreneur qui passerait outre violerait donc le droit de propriété, il commettrait un fait répréhensible dont il serait seul responsable devant

les tribunaux ordinaires (17 février 1869, de *Mellanville*).

Ainsi, il faudra désormais, pour que l'entrepreneur soit en droit de revendiquer la juridiction administrative, non-seulement que le terrain ait été désigné et l'extraction autorisée par l'administration, mais encore que les formes prescrites par le nouveau décret aient été remplies vis-à-vis du propriétaire.

7. — Si l'entrepreneur a passé avec le propriétaire une convention pour fixer les conditions de l'occupation et les bases de l'indemnité à payer, les contestations qui peuvent s'élever sur l'exécution de cette convention doivent être portées devant les tribunaux civils, lors même qu'elle ne serait intervenue que postérieurement à un arrêté d'occupation (8 septembre 1861, *Villequier*; — 18 février 1854, *département au Morbihan*; — 17 janvier 1868, *Burnet*; — 5 mai 1869, *Dufau*).

De même, l'arrêté intervenu au cours de l'occupation amiable ne fait pas obstacle à ce que les indemnités réclamées, même pour dommages ultérieurs, soient réglées conformément à la convention intervenue, alors surtout que l'occupation a continué dans les mêmes conditions et sans interruption et qu'aucun départ n'a été établi entre les fouilles faites avant l'arrêté et les fouilles faites depuis. En conséquence, le Conseil de préfecture est incompétent pour statuer sur la demande d'indemnité (22 mai 1874, *Compagnie d'Orléans*).

8. — Lorsque les entrepreneurs doivent extraire des matériaux dans des carrières déjà existantes, ils demeurent soumis, bien entendu, aux lois de police qui, dans l'intérêt de la sûreté publique, règlent la distance à laquelle de pareilles exploitations doivent être tenues des routes et des habitations. C'est à eux à s'y conformer, à leurs risques et périls. Ainsi, il a été jugé que lorsqu'un entrepreneur avait poussé l'exploitation d'une carrière si près d'une habitation qu'il pouvait y avoir

péril pour celle-ci, l'administration pouvait faire cesser cette exploitation sans qu'il eût à réclamer aucune indemnité (8 juillet 1840, *Lixaute*).

9. — En ce qui touche les extractions à faire dans les bois soumis au régime forestier, il nous suffira de citer les dispositions de loi auxquelles renvoie l'art. 19. On les trouvera à l'Appendice.

10. — Comment doit se faire le règlement des indemnités dues aux propriétaires ?

Le décret du 8 février 1868 a innové encore sur ce point et introduit des dispositions qui ont pour but d'assurer plus de garantie à la propriété. A défaut de conventions amiables, le propriétaire est mis par l'entrepreneur en demeure de désigner un expert pour procéder contradictoirement avec le sien à la constatation de l'état des lieux. Cette constatation doit être faite de manière qu'en la rapprochant plus tard de celle qui suivra l'exécution des travaux on ait les éléments nécessaires pour évaluer la dépréciation du terrain et faire l'estimation du dommage. Les deux experts font eux-mêmes cette estimation si les parties y consentent. Après l'achèvement des travaux, il est fait une nouvelle constatation de l'état des lieux. A défaut d'entente entre l'entrepreneur et le propriétaire pour l'évaluation partielle ou totale de l'indemnité, il est procédé à une expertise définitive dans la forme fixée par l'art. 56 de la loi du 16 septembre 1807. V. à l'Appendice. L'expertise est absolument obligatoire, et un conseil de préfecture qui s'abstiendrait d'y recourir, sous prétexte de renseignements suffisants, verrait infailliblement son arrêté annulé par le Conseil d'État (5 août 1869, *Monet*). — Il a été jugé également qu'en cas de désaccord entre les experts, la tierce expertise est de rigueur, et que le conseil de préfecture ne peut se dispenser de l'ordonner (27 mars 1856, *Guion*; — 17 décembre 1857, *Chemin de fer de l'Ouest*).

Enfin, il doit nécessairement et à peine de nullité être procédé à la tierce expertise par l'ingénieur en chef du département (4 janvier 1878, *Almêras*; — 7 décembre 1877, *Ministre des travaux publics, Jarrault*; — 8 février 1878, *Holker*).

Si les travaux doivent durer plusieurs années, il est fait à la fin de chaque campagne une nouvelle constatation des lieux et procédé à l'évaluation de l'indemnité représentant les dommages déjà subis et qui peuvent être appréciés dès ce moment (18 décembre 1874, *Chemin de fer du Midi*).

11. — La fixation de l'indemnité doit avoir lieu suivant certains principes qui ont été posés par la loi et la jurisprudence. — Ainsi, d'abord, l'art. 55 de la loi du 16 septembre 1807 dispose formellement que, dans cette fixation, on ne doit pas avoir égard à la valeur des matériaux enlevés, mais seulement à la dépréciation causée à la propriété par les fouilles. C'est un avantage accordé aux entrepreneurs au préjudice de la propriété, il faut bien le reconnaître. Aussi l'article 55 de la loi de 1807 a-t-il donné lieu à de nombreuses réclamations, et il est à présumer qu'il ne tardera pas à être abrogé.

En attendant, il faut que l'indemnité soit complète, dans la mesure où la loi l'accorde. — Ainsi, jugé : 1° que l'indemnité devait être fixée non-seulement à raison de la privation de jouissance, mais en tenant compte aussi des frais pour débarrasser le terrain des déblais qui y auraient été laissés (8 janvier 1847, *Reig*); — 2° que si l'entrepreneur s'empare de cailloux qui auraient déjà été ramassés et entassés par le propriétaire sur son terrain, il doit rembourser à celui-ci les frais de ramassage (27 mai 1848, *Millet*).

12. — Le principe qu'on n'a pas égard à la valeur des matériaux devait recevoir exception au cas où des extractions ont eu lieu dans une carrière *déjà en exploitation*. — Cette exception est formulée dans le § 2 du même article 55.

La jurisprudence du Conseil d'État interprète ces mots « *carrière en exploitation* » en ce sens qu'il n'est pas besoin, pour que le propriétaire puisse se prévaloir de cette disposition de la loi, que l'exploitation soit régulière et actuelle ; il suffit qu'elle ait existé sérieusement avant la connaissance qu'a pu avoir le propriétaire de la désignation de son terrain, et que d'ailleurs elle n'ait point été abandonnée (21 décembre 1849, *de Rely* ; — 21 mai 1852, *Gasté* ; — 18 mai 1854, *Lebègue* ; — 23 juillet 1857, *Epivent* ; — 17 mars 1864, *Auray* ; — 31 janvier 1867, *Moegey* ; — 11 janvier 1874, *Cordier*).

Le Conseil décide également que, si les matériaux extraits, sans l'avoir été précisément dans l'ancienne exploitation, ont été trouvés dans la même propriété et sur le prolongement du même banc, il y a lieu encore de faire jouir le propriétaire du bénéfice de l'art. 55, § 2 (18 août 1857, *Marsaud* ; — 22 décembre 1859, *de Viart* ; — 18 février 1864, *Chemin de fer de l'Ouest* ; — 7 avril 1864, *Peccatore* ; — 8 mars 1866, *Jany* ; — 1^{er} avril 1869, *Watel* ; — 8 janvier 1875, *Manessier*). C'est là une question de fait que le Conseil apprécie d'après les éléments de l'instruction dans chaque affaire (V. 20 août 1864, *de Villequier* ; 8 mars 1866, *Thébault* ; 3 déc 1880, *Péguart*).

Le prix des matériaux extraits, dans le cas où il y a lieu d'en tenir compte, doit être fixé suivant le prix courant du pays, abstraction faite des besoins de l'entreprise à laquelle ils sont destinés ; le propriétaire ne doit pas profiter de cette dernière circonstance pour faire un bénéfice exagéré au détriment de l'État et de l'entrepreneur (1^{er} mars 1826, *Gallichet* ; — 4 mai 1826, *Tiolier* ; — 28 janvier 1864, *Viaud*).

De même, on ne saurait opposer au propriétaire les prix stipulés dans d'anciennes conventions qu'il aurait passées avec un entrepreneur pour des extractions antérieures (2 avril 1857, *de Poix*).

Lorsqu'un terrain où sont faites des extractions de matériaux est considéré comme carrière en exploita-

tion, et que, par conséquent, la valeur des matériaux extraits est payée au propriétaire, celui-ci ne peut recevoir, en outre, une indemnité à raison de la dépréciation du terrain occupé par les fouilles et de la perte des récoltes ou des clôtures existant sur ce terrain (6 mai 1858, *Godebauge*, et 18 février 1864, *Chemin de fer de l'Ouest*). Cette dépréciation et cette perte sont, en effet, une conséquence nécessaire de l'exploitation même de la carrière (mêmes décisions : 14 janvier 1869, *Guernet* ; — 1^{er} avril 1869, *Watel* ; — 4 mai 1877, *Chemin de fer du Midi*).

Par le même motif, c'est au propriétaire qu'il incombe de payer l'indemnité qui peut-être due à son fermier (20 mars 1874, *Chemin de fer du Nord*).

13. — Mais si l'entrepreneur avait causé des détériorations autres que celles nécessitées par l'exploitation proprement dite de la carrière, il pourrait être alloué au propriétaire une indemnité spéciale pour ces détériorations (3 mai 1850, *Debrousse* ; — 8 décembre 1853, *Mombrun* ; — 27 juin 1864, *Labourdette* ; — 23 juin 1876, *Villeneuve*).

14. — Il faut évidemment que l'exploitation antérieure, exigée pour qu'il y ait lieu au paiement des matériaux extraits, ait été faite pour le compte du propriétaire lui-même ; — si l'exploitation, par exemple, avait eu lieu pour le compte de l'administration, le propriétaire n'aurait plus le droit d'invoquer le § 2 de l'article 55 de la loi de 1807, à moins qu'il ne justifiat que la carrière ayant été déjà précédemment exploitée par plusieurs entrepreneurs de travaux publics, il s'était fait payer par ceux-ci une redevance à raison des matériaux extraits (18 mars 1858, *Fagot-Hervé* ; — 16 août 1860, *Lecerf* ; — 8 mars 1866, *Thébault* ; — 21 mai 1875, *Roubière*). Voy. cependant 18 décembre 1874, *Chemin de fer du Midi*.

15. — Il résulte de l'économie du décret du 8 février 1868

que le propriétaire ne peut exiger le paiement préalable de son indemnité. C'est ce que jugeait déjà le Conseil d'Etat (19 avril 1850, *Rouillé*; — 28 janvier 1864, *Dupens*).

L'indemnité préalable n'existe qu'en matière d'expropriation proprement dite.

16. — Les intérêts de l'indemnité ne courent que du jour de la demande, conformément au principe général de l'art. 1153, C. civ., et non du jour de la prise de possession par l'entrepreneur (29 août 1867, *Miossec*).

Quant aux frais de l'expertise, ils doivent être supportés par l'entrepreneur, lorsqu'il est jugé que ses offres étaient insuffisantes (6 juin 1856, *Metties*), à plus forte raison lorsqu'il n'avait fait aucune offre (7 avril 1865, *Chemin de fer du Nord*).

17. — Plusieurs arrêts avaient jugé que c'était au propriétaire de la carrière lui-même que l'indemnité était due et devait être payée, lors même qu'il en avait loué l'exploitation, sauf au locataire à exercer un recours contre lui (8 décembre 1853, *Mombrun*; — 22 juin 1854, *Micé*).

Mais le Conseil a changé sa jurisprudence sur ce point. Il admet maintenant que le locataire a qualité pour réclamer directement l'indemnité à l'entrepreneur (30 juillet 1863, *Marchon*; — 28 janvier 1865, *Bertrand*; — 5 août 1869, *Monet*).

18. — Un arrêt du 21 juillet 1824 (*Bourdon*) décide que, dans le cas où, après le traité passé entre le propriétaire et l'entrepreneur, le premier aurait vendu sa propriété, le traité ne peut être opposé à l'acquéreur que s'il a date certaine. — Lorsque la propriété a ainsi changé de maître, l'entrepreneur doit s'entendre avec le nouveau propriétaire avant de continuer son exploitation.

19. — D'anciens règlements, toujours en vigueur, interdisent l'exploitation des carrières à moins de 30 toises de distance du bord des grandes routes, et cette

disposition a été rendue applicable aux chemins de fer par la loi du 15 juillet 1845. Lors donc qu'une carrière en exploitation se trouve dans la zone grevée de cette servitude, et que le propriétaire réclame une indemnité à raison de l'obstacle apporté à son exploitation par des dépôts de déblais de chemin de fer, cette indemnité doit lui être allouée seulement pour la partie de son terrain qui est en dehors de ladite zone. — Quant à la partie placée dans l'intérieur de cette zone, l'indemnité ne doit représenter que la dépréciation que souffre le terrain considéré comme simple terrain de culture (2 avril 1857, *de Poix*). Voy. les arrêts du 24 février 1870, *Chemin de fer d'Orléans*, et du 16 février 1878, *Chemin de fer de Lyon*.

20. — Les propriétaires de terrains occupés doivent s'adresser d'abord aux entrepreneurs pour obtenir le dédommagement auquel ils ont droit. Mais, en cas d'insolvabilité des entrepreneurs, ils peuvent exercer leur recours contre l'administration, qui est responsable des dommages causés en vertu de son autorisation et pour l'exécution d'un travail public (27 avril 1877). Voy. aussi 16 mai 1872, *Reig*; — 13 mars 1880, *Vachier*.

21. — Notons enfin un changement de jurisprudence survenu depuis notre première édition. Le Conseil d'Etat admet aujourd'hui (9 mai 1867, *Stœckler*) que le droit de fouille et d'extraction appartient aux *simples fournisseurs* de matériaux tout comme aux entrepreneurs proprement dits. Cette assimilation donne à l'administration une satisfaction qu'elle réclamait depuis longtemps.

Le même droit est réservé aux adjudicataires de l'entretien du pavé de Paris par l'arrêt du Conseil du 7 septembre 1755 (12 novembre 1875, *Juigné*).

22. — Le décret de 1868 maintient l'assimilation, qui résultait déjà de la jurisprudence du Conseil d'Etat, entre l'extraction de matériaux et l'occupation tempo-

raire de terrain pour y établir les chantiers d'une entreprise, y déposer des matériaux, des déblais, etc. (V. arrêts du 1^{er} mai 1862, *Chemin de fer de l'Est*; — 30 mai 1863, *Giboulot*; — 31 août 1863, *Piard*; — 13 juillet 1864, *de Gualdy*; — 12 février 1870, *de Bessay*.)

Du reste, l'autorisation d'extraire des matériaux entraîne celle de déposer les matériaux sur le sol et de leur faire subir la façon nécessaire pour permettre leur transport sur le point où ils doivent être utilisés (8 août 1873, *Miquel*).

ARTICLE 20.

Si l'entrepreneur demande à substituer aux carrières indiquées dans le devis d'autres carrières fournissant des matériaux d'une qualité que les ingénieurs reconnaissent au moins égale, il reçoit l'autorisation de les exploiter, et ne subit, sur les prix de l'adjudication, aucune réduction pour cause de diminution des frais d'extraction, de transport et de taille des matériaux (1).

1. — C'est la reproduction du § 7 de l'ancien article 9.

Dans une espèce où l'administration avait fait effectuer le transport des matériaux par le moyen de prestations en nature, les ingénieurs prétendaient déduire ce transport en entier à l'entrepreneur; mais le Conseil a fait justice de cette prétention en décidant que la circonstance invoquée par l'administration l'autorisait seulement à déduire du prix de transport porté au devis la somme afférente aux transports exécutés par prestation, et qu'elle devait rembourser à l'entrepreneur le surplus (18 janvier 1845, *Sautin*).

(1) Ancien art. 9.

Dans une autre espèce (22 février 1855, *Andrieu*), l'administration voulait appliquer un prix spécial et bien inférieur à celui du devis à des matériaux que l'entrepreneur d'une route avait extraits de carrières plus rapprochées que celles indiquées au devis : le Conseil a également maintenu au profit de l'entrepreneur l'application du § 7 de l'ancien article 9 (16 juillet 1875, *Genevière*).

Mais il a été jugé avec non moins de raison que l'entrepreneur qui avait été autorisé, sur sa demande, à extraire dans une carrière plus rapprochée que celle prévue au devis, n'avait droit à aucune indemnité pour l'ouverture de la carrière qu'il avait abandonnée (16 août 1844, *Beisson*), ou à raison des difficultés d'extraction rencontrées dans la nouvelle carrière (16 août 1860, *Plagnol*). Il n'est pas fondé davantage à réclamer une plus value par cette carrière (1^{er} décembre 1876, *Primat*). V. 18 février 1876, *Guide*; — 13 juin 1879, *Miallot*.

2. — Lorsque la substitution de nouvelles carrières à celles prévues au devis a été prescrite à raison de l'impossibilité de se procurer dans ces dernières carrières des moëllons de nature à satisfaire aux exigences des constructions à édifier, l'entrepreneur est fondé à demander la réparation du préjudice que cette substitution a pu lui causer (2 février 1877, *Martin*). Voir le commentaire de l'article 29.

3. — Le Conseil d'Etat a décidé que l'entrepreneur ne peut réclamer par la voie contentieuse contre le refus que font les ingénieurs de lui accorder une autorisation de cette nature (10 août 1850, *Lance*; 10 mai 1878, *Chêne*).

ARTICLE 21.

L'entrepreneur ne peut livrer au commerce, sans l'autorisation du propriétaire, les matériaux

qu'il a fait extraire dans les carrières exploitées par lui en vertu du droit qui lui a été conféré par l'administration (1).

1. — Le droit d'extraction qui appartient à l'entrepreneur de travaux publics ne lui a pas été conféré dans son intérêt personnel, mais uniquement en vue d'un service public : les matériaux ne deviennent sa propriété qu'à la charge par lui de les employer exclusivement aux besoins de l'entreprise spéciale qu'il a soumissionnée. — C'est uniquement pour cela et à cause de leur destination d'utilité publique que le propriétaire a dû en souffrir l'extraction, sans même en recevoir la valeur intrinsèque (sauf le cas de carrière déjà en exploitation) : ce sacrifice n'aurait plus de cause légitime si les matériaux pouvaient être livrés au commerce. On comprend donc parfaitement la prohibition en principe portée par l'article 21.

2. — Mais la circulaire ministérielle du 21 novembre 1866 fait remarquer avec raison qu'une interdiction absolue telle que celle qui résultait de l'ancien article 9, § 8, était excessive ; « souvent l'entrepreneur ne peut
« employer tous les matériaux qu'il a extraits, soit parce
« que ces matériaux n'ont pas les qualités requises, soit
« parce que, pour se procurer les pierres qui lui sont
« nécessaires, il est obligé d'en extraire d'autres qui lui
« sont inutiles ; il était équitable, dès lors, de lui laisser
« la faculté de les vendre, *mais en y mettant pour con-*
« *dition qu'il y serait autorisé* par le propriétaire : par là
« tous les abus possibles seront évités. »

C'est en ce sens qu'a été rédigé l'article 21, qui correspond au dernier paragraphe de l'ancien article 9.

(1) Ancien art. 9.

3. — L'entrepreneur qui vendrait des matériaux sans l'autorisation du propriétaire s'exposerait à une réclamation en dommages-intérêts de la part de ce dernier. Cette réclamation pourrait être fondée sur ce que le fait même de la vente de matériaux prouverait qu'il a été causé à la propriété des dommages inutiles.

4. — Il a été jugé, le 11 août 1849 (*Quesnel*), que, lorsqu'un entrepreneur a fait des extractions au delà des besoins prévus par le devis, et qu'il a vendu l'excédant pour son compte personnel, l'indemnité à payer au propriétaire doit, en ce qui concerne les matériaux ainsi vendus et n'ayant pas servi aux travaux, être réglée, non plus par le conseil de préfecture, mais par les tribunaux ordinaires (Même décision : 23 mars 1870, *Baussen*).

Il en serait autrement si l'entrepreneur n'avait fait que se conformer aux conditions de la fabrication, qui comportait nécessairement un certain nombre de produits de qualité secondaire pour obtenir les briques de la qualité réclamée par l'administration (20 fév. 1880, *Hallauré*).

ARTICLE 22.

Les matériaux doivent être de la meilleure qualité dans chaque espèce, être parfaitement travaillés et mis en œuvre conformément aux règles de l'art ; ils ne peuvent être employés qu'après avoir été vérifiés et provisoirement acceptés par l'ingénieur ou par ses préposés. Nonobstant cette réception provisoire et jusqu'à la réception définitive des travaux, ils peuvent, en cas de surprise, de mauvaise qualité ou de malfaçon, être rebutés par l'ingénieur, et ils sont alors remplacés par l'entrepreneur (Ancien art. 12).

1. — La question de savoir si les matériaux sont ou non en état d'être reçus est assurément l'une de celles qui importent le plus aux intérêts de l'entrepreneur, et, par là même, qui sont le plus susceptibles de discussion. Les rédacteurs des clauses et conditions générales l'ont bien senti, car ils ont organisé une sorte de procédure spéciale en vue de ces contestations.

Seulement, il y a, sur ce point, entre le nouveau et l'ancien cahier une différence que nous devons noter : l'ancien article 12, après avoir indiqué les formalités à remplir pour la constatation des faits, ajoutait qu'il « *serait statué ensuite par l'administration ce qu'il appartiendrait* ». — Et il semblait que l'administration, partie contractante, s'attribuât ainsi le droit de se faire juge dans sa propre cause.

Dans le nouveau cahier, les questions de réception des matériaux sont bien soumises, en cas de contestation, à l'administration pour qu'elle en fasse un examen préalable (Voy. articles 50 et 51 ci-après); mais le droit pour l'entrepreneur de saisir en définitive la juridiction contentieuse, si l'administration supérieure a confirmé l'appréciation de ses ingénieurs, ce droit est expressément réservé; et c'était justice.

Il est donc certain qu'en cette matière il appartient aux tribunaux administratifs de dire si les matériaux rebutés l'ont été à tort ou à raison, et d'accorder, dans le premier cas, indemnité à l'entrepreneur.

2. — Lorsque les matériaux ont été reçus dans les formes prévues par le devis, c'est à l'administration qu'il incombe d'établir l'inexactitude des constatations contradictoires portées au procès-verbal de réception et de prouver la mauvaise qualité des matériaux (12 avril 1878, *département du Loiret*). 21 juin 1878, *département du Rhône* V. le commentaire de l'article 41.

3. — Le droit des ingénieurs se borne, d'ailleurs, à refuser les matériaux qu'ils croient défectueux : il ne

saurait aller jusqu'à faire sur ces matériaux des marques de nature à les déprécier commercialement ; et une indemnité est due si un préjudice de cette nature a été causé (5 juin 1846, *Jobert*).

4. — Un entrepreneur auquel les matériaux ont été rebutés, qui a d'abord contesté, mais qui ensuite s'est soumis sans réserve à la décision par laquelle l'ingénieur en chef maintenait le rebut, n'est plus recevable à revenir sur cette décision devant le Conseil d'Etat (18 août 1857, *Bacanain*).

ARTICLE 23.

L'entrepreneur ne peut, de lui-même, apporter aucun changement au projet.

Il est tenu de faire immédiatement, sur l'ordre des ingénieurs, remplacer les matériaux ou reconstruire les ouvrages dont les dimensions ou les dispositions ne sont pas conformes au devis.

Toutefois, si les ingénieurs reconnaissent que les changements faits par l'entrepreneur ne sont contraires ni à la solidité ni au goût, les nouvelles dispositions peuvent être maintenues ; mais alors l'entrepreneur n'a droit à aucune augmentation de prix, à raison des dimensions plus fortes ou de la valeur plus considérable que peuvent avoir les matériaux ou les ouvrages. Dans ce cas, les métrages sont basés sur les dimensions prescrites par le devis. Si, au contraire, les dimensions sont plus faibles ou la valeur des matériaux moindre, les prix sont réduits en conséquence (1).

(1) *Anciens art.* 7 et 14.

1. — Inutile, sans doute, de faire remarquer que cette rédaction est plus satisfaisante que celle de l'ancien article 14.

2. — Le remplacement des matériaux ou la reconstruction des ouvrages que les Ingénieurs n'auraient pas jugés conformes au devis donneront lieu souvent à contestations. Les articles 50 et 51 prévoient la manière dont ces contestations devront être instruites : la juridiction contentieuse peut être saisie par l'entrepreneur s'il ne se trouve pas satisfait de la décision de l'administration supérieure.

3. — Dans une espèce où le devis portait que les pavés fournis par l'entrepreneur seraient payés au mille, il avait été constaté que ces pavés n'avaient pas la dimension prescrite (18 cent. au lieu de 19 à 21). Jugé qu'en pareil cas l'ingénieur avait eu le droit de réduire le prix en proportion, et d'établir ce prix, non plus au mille, mais d'après le nombre de pavés contenus dans chaque mètre carré (24 juillet 1848, *Prévost*).

4. — Un entrepreneur alléguant qu'il avait dû donner à des bois employés par lui dans des encoffrements des dimensions plus fortes que celles prévues au devis, jugé, par application de l'ancien article 14, qu'il n'était pas recevable à demander une augmentation de prix (18 août 1857, *Courrière*).

Même décision sur application de l'article 23, à un entrepreneur qui avait modifié sans autorisation les dimensions des ouvrages de maçonnerie qui lui avaient été prescrites (10 novembre 1876, *Serratrice*). Voy. cependant 21 novembre 1876, *Ministre des travaux publics*.

5. — L'entrepreneur de la construction d'un pont qui, avec le consentement de l'administration, a substitué aux cintres prévus au projet des appareils différents qui comportaient l'emploi d'une quantité de bois plus consi-

dérable, mais qui lui permettaient de faire usage des matériaux qu'il avait à sa disposition, ne peut réclamer un prix supérieur à celui auquel il aurait eu droit s'il avait exécuté ces ouvrages conformément aux prévisions du devis (9 janvier 1874, *Letestu*). Mais, d'un autre côté, les ingénieurs font une fausse application de l'article 23 en n'allouant, pour celles des pièces qui avaient des dimensions supérieures au projet, que le prix qui serait dû si les indications du projet avaient été suivies, et en ne comptant, pour celles des pièces dont les dimensions étaient moindres que les dimensions réelles. En effet, l'administration, en autorisant l'entrepreneur à employer certaines pièces qui offraient moins de résistance que celles qui étaient portées au projet l'autorisait par là même à augmenter les autres dans la proportion nécessaire pour que la solidité de l'ensemble ne fût pas diminuée. En pareil cas, l'entrepreneur a droit au prix des cintres prévus au devis. (Même décision).

ARTICLE 24.

Dans le cas où l'entrepreneur a à démolir d'anciens ouvrages, les matériaux sont déplacés avec soin pour qu'ils puissent être façonnés de nouveau et remployés s'il y a lieu (1).

ARTICLE 25.

L'administration se réserve la propriété des matériaux qui se trouvent dans les fouilles et démolitions faites dans des terrains appartenant à l'Etat, sauf à indemniser l'entrepreneur de ses soins particuliers.

(1) Ancien art. 16.

Elle se réserve également les objets d'art et de toute nature qui pourraient s'y trouver, sauf à qui de droit (1).

Cette dernière clause est inscrite en vue d'échapper à l'application de l'article 716 du Code civil, qui attribue le trésor trouvé dans le fonds d'autrui pour moitié à celui qui l'a découvert, et pour l'autre moitié au propriétaire du fonds.

ARTICLE 26.

Lorsque les ingénieurs jugent à propos d'employer des matières neuves ou de démolition appartenant à l'Etat, l'entrepreneur n'est payé que des frais de main-d'œuvre et d'emploi, d'après les éléments des prix du bordereau, rabais déduit (2).

A moins d'une disposition formelle du cahier des charges, l'article 26 n'est pas applicable à une entreprise ayant principalement pour objet des fournitures de matériaux, dont il modifierait profondément les conditions. (14 juin 1878, *Dicert.*)

ARTICLE 27.

Lorsque les ingénieurs présument qu'il existe dans les ouvrages des vices de construction, ils ordonnent, soit en cours d'exécution, soit avant la

(1) Disposition nouvelle.

(2) Ancien art. 17.

réception définitive, la démolition et la reconstruction des ouvrages présumés vicieux.

Les dépenses résultant de cette vérification sont à la charge de l'entrepreneur lorsque les vices de construction sont constatés et reconnus (1).

La question de savoir si c'est à bon droit que la démolition a été ordonnée et effectuée est encore une de celles réservées par les articles 50 et 51 à la juridiction contentieuse, après l'instruction préparatoire qu'ils indiquent. V. arrêt du 28 juillet 1866 (*Guernet*) ; 4 juillet 1873 *syndicat de la Dives* ; — 21 juin 1878, *département du Rhône*).

Pas de doute qu'une indemnité ne dût être allouée à l'entrepreneur s'il faisait juger que les vices de construction allégués n'existaient pas.

ARTICLE 28.

Il n'est alloué à l'entrepreneur aucune indemnité à raison des pertes, avaries ou dommages occasionnés par négligence, imprévoyance, défaut de moyens ou fausses manœuvres.

Nesont pas compris, toutefois, dans la disposition précédente les cas de force majeure qui, dans le délai de dix jours au plus après l'événement, ont été signalés par l'entrepreneur. Dans ces cas, néanmoins, il ne peut être rien alloué qu'avec l'approbation de l'administration. Passé le délai de dix jours, l'entrepreneur n'est plus admis à réclamer (2).

(1) *Ancien art. 13* (disposition identique).

(2) *Ancien art. 25* (disposition identique).

1. — Le 1^{er} paragraphe de cet article va de soi. Il est naturel que l'entrepreneur supporte toutes les pertes et avaries qui ne peuvent être attribuées qu'à sa propre faute, c'est-à-dire à sa négligence, à son imprévoyance, à son défaut de moyens.

2. — Mais il faut admettre aussi qu'il en doit être autrement si les pertes sont arrivées par le fait de l'administration.

En thèse générale, et conformément aux principes du droit commun, l'administration doit indemniser l'entrepreneur toutes les fois qu'elle lui cause préjudice, soit par une faute de ses agents, soit par inobservation des conditions qui résultent du cahier des charges ou qui dérivent des dispositions de la loi.

Ainsi, par exemple, lorsque par suite de l'opposition des propriétaires qui n'ont pas reçu l'indemnité de dépossSESSION à laquelle ils avaient droit, ou par suite de retards dans l'expropriation des terrains, l'entrepreneur n'a pu commencer ses travaux à l'époque fixée, et se trouve forcé de laisser ses matériaux et son matériel sans emploi (7 mars 1834, *Deschandelier*; — 8 juin 1872, *Agustinetty*).

Lorsque, par suite de retards dans la livraison des terrains, l'entrepreneur a été plusieurs fois obligé de déplacer ses chantiers et de licencier ses ouvriers (4 juillet 1873, *syndicat de la Dives*; — 10 décembre 1875, *Chemin de fer du Tréport*). V. aussi le commentaire de l'article 10 et celui de l'article 34.

— Lorsque (ainsi que nous l'avons vu sous l'article 22) les ingénieurs ont fait apposer sur des matériaux par eux rebutés, des marques de nature à les déprécier (5 juin 1846, *Jobert*).

— Lorsque, par suite de l'insuffisance et de l'irrégularité des sondages qui avaient servi de base à l'adjudication, l'entrepreneur a été induit en erreur sur la nature du terrain à déblayer (8 février 1855, *Anssart Manem*).

— Lorsque, l'administration ayant interverti l'ordre des travaux, ou imposé l'exécution de travaux de nuit, il est résulté de l'exécution des ordres des ingénieurs une augmentation notable de dépense (12 août 1854, *Ville de Tarascon*; — 28 janvier 1876, *Haudost*).

Mais voyez les arrêts du 31 mai 1874, *Bouvet*, et 7 avril 1876, *Redon*.

— Lorsque, dans des travaux en rivière, l'ordre a été donné d'exécuter la maçonnerie des perrés pendant les mois de décembre et janvier, à l'époque des plus hautes crues, et que la gelée a avarié la chaux éteinte dans les bassins et dégradé la maçonnerie fraîchement exécutée (7 juin 1863, *Driot*). V. 18 juin 1880, *Boillot*.

— Lorsque l'administration a interdit à l'entrepreneur (dans l'intérêt de la sécurité des ouvriers) un mode d'exploitation des déblais que le devis ne défendait pas et qui était à la fois plus usuel et plus économique que le mode imposé par les ingénieurs (2 juin 1866, *Fabre*).

— Lorsqu'elle a obligé l'entrepreneur à substituer l'exploitation en carrière à l'exploitation en grande mine prévue par le bordereau pour l'extraction du granit (6 mars 1872 et 20 mars 1874, *Mady*).

— Lorsque l'administration a fait établir, au milieu des chantiers de l'entreprise, des machines à épuiser et une rigole d'écoulement d'une dimension telle que les communications entre les différentes parties des chantiers ont été entravées, qu'il y a eu nécessité pour l'entrepreneur d'installer, pour rétablir ces communications, un plancher sur la rigole, et que certaines parties des chantiers en ont éprouvé une humidité continuelle (30 juin 1866, *Alazard*, espèce dans laquelle l'entrepreneur a obtenu, de ce chef, une indemnité de 180,000 francs).

— Lorsque, par l'adjudication à un autre entrepreneur des travaux de construction d'un pont, qui faisaient partie de l'entreprise, et l'ordre de jeter un pont provisoire pour relier les chantiers situés sur les rives de la rivière, l'administration a modifié les conditions en

vue desquelles l'entrepreneur avait traité avec elle (27 février 1874, *Colas*).

— Lorsque l'administration a commandé l'achat d'un matériel qui s'est trouvé inutile pour l'exécution des travaux (11 mars 1881, *Ville de Toulouse*).

— Lorsque, par suite de la vitesse imprévue imprimée aux travaux par ordre des ingénieurs, l'entrepreneur a payé un prix plus élevé pour les matériaux et la main-d'œuvre (26 septembre 1874, *Colas*; — 18 juillet 1873, *Giroux*; — 24 avril 1874, *Bessières*).

— Lorsqu'au contraire l'entrepreneur a éprouvé un préjudice par suite des retards apportés à l'achèvement des travaux par le fait de l'administration (2 mai 1873, *Monjalon*; — 3 mars 1876, *Loiselot*; — 20 juillet 1877, *commune de Martigues*; — 9 août 1880, *Gellerat*). V. cependant 11 mai 1872, *Gonthier*; — 30 mai 1879, *Alauzet*. V. aussi le commentaire de l'article 34.

En un mot, l'entrepreneur sera admis à réclamer l'application des articles 1382 et 1384 du Code civil, dans tous les cas où l'administration ne pourra pas lui opposer une dérogation expresse à la loi générale de responsabilité.

3. — Le Conseil d'Etat a jugé qu'il n'appartient pas aux conseils de préfecture de connaître des réclamations relatives à des faits d'injustice et de partialité reprochés aux agents de l'administration (29 décembre 1876, *Dalby*). Jugé encore que c'est au ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'Etat, qu'il appartient de connaître d'une demande tendant à faire déclarer l'Etat responsable de la faute et de la négligence des agents de l'administration chargés de surveiller l'entrepreneur (20 novembre 1874, *Zeig*). V. aussi 20 mai 1874 (*Blanco*).

4. — Par une disposition toute d'équité, l'article 28 réserve, comme pouvant donner lieu à une indemnité au

profit de l'entrepreneur, les cas *de force majeure*. On entend par là ces accidents qu'il est impossible, avec toute la prudence humaine, de prévoir ou d'éviter. Ainsi, d'abord, les fléaux extraordinaires de la nature, tels qu'un incendie allumé par la foudre, la crue subite d'un fleuve, l'invasion d'une épidémie sur les chantiers, etc.; puis, en général, tous les obstacles impossibles à prévoir au moment de l'adjudication, et qui viennent ralentir les travaux ou les rendre plus difficiles qu'ils ne devaient l'être dans les conditions naturelles et normales du marché. — En cette matière, le point délicat est de distinguer, parmi les obstacles rencontrés, quels sont ceux qui sortent véritablement *des chances que comporte naturellement* tout marché de ce genre.

5. — Le Conseil d'Etat a vu des cas de force majeure, donnant ouverture à indemnité en faveur de l'entrepreneur, dans les espèces suivantes :

— Interposition d'un chemin de fer, exécuté depuis l'adjudication, qui était venu séparer les carrières du siège des travaux, et rendre par conséquent les transports plus onéreux (8 décembre 1853, *Hémery*).

— Augmentation dans le prix de la poudre qui a été la conséquence, dans le département des Alpes-Maritimes, de l'annexion de Nice à la France (22 avril 1868, *Giordano*).

— Rencontre par l'entrepreneur de travaux de dragage, dans le fond à draguer, de pieux et débris de fer que personne n'y avait soupçonnés, et qui avaient considérablement entravé et endommagé le matériel (22 février 1855, *Tessier*).

— Perte d'un ponton occasionnée par une tempête, et qui n'était point prouvée avoir été la conséquence de la négligence de l'entrepreneur (19 juillet 1855, *Decuers*).

— Crue de rivière ayant occasionné des dégâts aux travaux, bien que les ingénieurs objectassent que la cause principale de ces dégâts avait été l'obstacle ap-

porté à l'écoulement des eaux par un batardeau que l'entrepreneur avait placé en amont du pont pour protéger les travaux (29 mai 1856, *Devaux*; — 19 février 1868, *Beau*; — 6 août 1880, *Dessoliers*.)

— Trombe et ouragan ayant occasionné des accidents graves dans les travaux de conduite d'eau (19 mai 1864, *Bacquey*).

— Sécheresse exceptionnelle et grève des ouvriers maçons ayant désorganisé le chantier pendant un mois (21 juin 1878, *département du Rhône*).

— Invasion d'eau torrentielle dans la tranchée d'entrée d'un souterrain (19 novembre 1876, *Serratrice*).

— Inondation qui avait eu pour effet de rendre l'accès des chantiers impossible pendant plusieurs jours, et avait par suite désorganisé au moins momentanément ces chantiers (30 juin 1866, *Alazard*).

— Dégât causé par une tempête à un quai d'embarquement (30 janvier 1868, *Masson*).

— Epidémies ayant sévi sur les chantiers, en Sologne, avec un caractère de gravité exceptionnelle (6 mars 1874, *de Puymory et Masson*).

6. — Mais il a été jugé qu'il n'y avait pas force majeure dans le fait de pluies continuelles pendant une entreprise de fournitures de pierres pour l'empierrement d'une route, non plus que dans la rareté d'ouvriers produite par l'exécution voisine et simultanée de travaux publics plus importants, cette dernière circonstance pouvant seulement autoriser l'entrepreneur à demander la résiliation en vertu de l'article 33 (29 juin 1850, *Lévy*).

Il a été jugé également que lorsque l'entrepreneur s'était abstenu de faire faire les travaux d'urgence qui lui avaient été prescrits en vue d'une inondation probable, il ne pouvait réclamer à raison des pertes que cette inondation lui avait plus tard causées (8 avril 1858, *Dalbies*).

Enfin, un entrepreneur qui, volontairement et à ses

risques et périls, a préféré le transport des matériaux *par bateaux* au transport *par terre*, ne pourrait mettre à la charge de l'administration la perte, même par force majeure, de ces bateaux et de leur chargement (19 mai 1864, *Aubert*).

Les dommages causés aux travaux par le fait d'ouvriers employés sur un chantier voisin de l'entreprise ne constituent pas un cas de force majeure (19 mai 1864, *Bacquey*). Il en serait autrement si l'entrepreneur était victime d'un de ces faits de l'homme à raison desquels il n'aurait pas de recours possible contre leurs auteurs, par exemple l'invasion d'une armée ennemie. M. Aucoc, t. II, n° 655.

Sur l'état de guerre, V. 27 décembre 1878, *Lobereau* et le commentaire de l'art. 34.

7. — L'entrepreneur peut-il se prévaloir de l'augmentation des prix qui est résultée d'un cas de force majeure pour réclamer une indemnité? V. sur ce point le commentaire de l'article 33.

8. — Les circonstances dont l'entrepreneur entend se prévaloir, comme d'un cas de force majeure, doivent être signalées par lui dans le délai de dix jours après l'événement, délai fatal et de rigueur, passé lequel la réclamation serait frappée de déchéance.

L'art. 28 dit *signalées* et non *constatées*; — des ingénieurs avaient soutenu que c'était la *constatation* du cas de force majeure que l'entrepreneur devait demander dans le délai de dix jours, et ils élevaient en conséquence contre la réclamation une fin de non-recevoir. Il s'agissait de tassements dans des remblais de chemins de fer, tassements qui avaient considérablement déprécié le matériel de l'entrepreneur. Mais le Conseil a décidé que celui-ci avait suffisamment satisfait aux prescriptions de l'ancien art. 26, en *signalant* par lettres aux ingénieurs ces tassements à mesure qu'ils s'étaient produits, et qu'il n'était pas nécessaire que dans le délai

de dix jours il eût fait *constater* ces accidents (24 janvier 1856, *Briau et Poehet*).

— Même décision, le 19 février 1868 (*Beau*).

L'entrepreneur qui invoque comme un cas de force majeure les dégradations des joints de maçonnerie de moëllons simulés doit produire sa réclamation dans les dix jours de l'ordre qui lui a été donné de réparer ces dégradations. (21 décembre 1877 *Bru et Plantade*).

9. — Pour remplir convenablement les prescriptions de l'article 28, il est nécessaire que l'entrepreneur signale *par écrit* l'événement auquel il attribue le caractère de force majeure, et qu'il sollicite de l'ingénieur un accusé de réception, de manière que la date précise de sa réclamation ne puisse ultérieurement donner lieu à discussion.

Le délai est *fatal* et la fin de non-recevoir qui résulte de la non-observation de l'article 28 a été rigoureusement appliquée par la jurisprudence (12 janv. 1860, *Pidoux* ; — 13 juin 1860, *Berneau* ; — 6 mars 1872, *Mady* ; — 21 décembre 1877, *Bru et Plantade*).

— En vain l'entrepreneur invoquerait-il, pour s'y soustraire, la *notoriété publique* de l'événement (dans l'espèce, la chute d'un pont par suite d'une crue), (22 sept. 1859, *Bouffier*).

— En vain encore l'entrepreneur, qui réclame indemnité pour le préjudice à lui causé par les crues d'un fleuve, essaierait-il d'échapper à la fin de non-recevoir en disant qu'il fonde sa demande, non sur chaque inondation particulière, mais sur le retard causé par l'ensemble des crues, préjudice qui ne pouvait être constaté qu'à la fin des travaux. Il devait, après chaque inondation, faire dans le délai prescrit les déclarations qui auraient permis d'apprécier le dommage (19 mai 1864, *Jacquelot*).

10. — Cependant l'administration ne serait pas fondée à invoquer la fin de non-recevoir si elle reconnaissait

elle-même que l'accident devait être attribué au moins en partie à la force majeure et si elle avait consenti à prendre à sa charge une partie des dépenses nécessaires pour le réparer. De même si les ingénieurs avaient prescrit eux-mêmes d'évacuer les chantiers et avaient pris, de concert avec l'entrepreneur, les mesures nécessaires à cette évacuation (18 juin 1880, *Vigliano*).

ARTICLE 29.

Lorsqu'il est jugé nécessaire d'exécuter des ouvrages non prévus ou d'extraire des matériaux dans les lieux autres que ceux qui sont désignés dans les devis, les prix en sont réglés d'après les éléments de ceux de l'adjudication, ou par assimilation aux ouvrages les plus analogues. Dans le cas d'une impossibilité absolue d'assimilation, on prend pour terme de comparaison les prix courants du pays.

Les nouveaux prix, après avoir été débattus par les ingénieurs avec l'entrepreneur, sont soumis à l'approbation de l'administration. Si l'entrepreneur n'accepte pas la décision, il est statué par le conseil de préfecture (Anciens art. 9 et 22).

1. — Nous avons dit déjà qu'en matière de travaux publics on a regardé comme une nécessité de déroger au droit commun et d'imposer à l'entrepreneur l'obligation d'exécuter en dehors des termes et prévisions du devis. Cette obligation s'étend non-seulement aux changements dans les détails d'exécution des ouvrages prévus, mais même aux ouvrages non prévus qui seraient jugés nécessaires.

Indépendamment des dispositions restrictives contenues dans les articles 30 et 32 ci-après, la jurisprudence

du Conseil d'Etat a posé une limite aussi sage que judicieuse au pouvoir considérable que l'article 29 donne à l'administration. Le Conseil a décidé que l'administration ne peut pas, sous prétexte de modifications au devis, faire exécuter par l'entrepreneur un travail complètement nouveau et étranger à son entreprise. Ainsi l'entrepreneur des travaux de construction d'une route départementale est fondé à refuser d'exécuter, au prix du bordereau, les travaux du raccordement nécessaires pour relier la nouvelle route à un chemin voisin (26 décembre 1873, *Serratrice et Agustinetty*). V. le commentaire de l'article 10.

2. — L'art. 29 reproduit le fond des dispositions des anciens art. 22 et 9; mais il met bien plus nettement en saillie le droit de discussion de l'entrepreneur. « L'un des reproches les plus sérieux, dit la circulaire, qui fussent articulés contre l'ancien cahier des charges, portait sur la clause relative au règlement du prix des ouvrages non prévus au devis; cette clause, après avoir posé les bases d'après lesquelles ce règlement aurait lieu, semblait donner à l'administration seule le droit d'y pourvoir, sans que l'entrepreneur eût en quelque sorte le droit de contester la décision. — Dans le nouveau cahier, les bases anciennes sont conservées, *mais le droit de l'entrepreneur* est placé en regard de celui des représentants de l'administration, et s'il n'accepte pas le règlement approuvé par le ministre, la décision définitive est renvoyée au conseil de préfecture. Il n'est pas besoin d'insister pour faire comprendre combien la situation de l'entrepreneur est améliorée, puisqu'il saura dans un court délai à quoi s'en tenir sur le prix des nouveaux ouvrages qu'il doit exécuter, tandis que précédemment il restait dans une incertitude funeste à ses intérêts, quelquefois jusqu'à la liquidation complète de son entreprise. »

9. — Il y a souvent difficulté entre les ingénieurs et l'entrepreneur sur le point de savoir si les travaux à l'occasion desquels celui-ci réclame, sont ou non *précus*, les premiers combattant ordinairement la réclamation comme un moyen détourné de revenir sur les prix consentis. (V. ci-après l'art. 42).

Il s'agit, en pareil cas, de reconnaître si effectivement les travaux litigieux sont susceptibles de rentrer dans les éléments de composition des prix du marché, tels que le rédacteur du projet les avait conçus ; ou si, au contraire, ces travaux sont réellement et de bonne foi restés en dehors de toutes ses prévisions ; c'est-à-dire que pour trancher ces questions délicates, le juge doit, conformément aux principes du droit commun, rechercher *la commune intention des parties* plutôt que s'arrêter à la lettre de la convention (art. 1156 du Code civil).

C'est à ce point de vue équitable et vraiment juridique, d'ailleurs, que s'est placé le Conseil d'Etat dans les espèces que nous allons rapporter.

— Dans la première, il résultait de la déclaration même de l'ingénieur, auteur du projet, que le prix des déblais de rocher, porté au sous-détail, avait été composé par lui d'après des expériences faites exclusivement sur *du grès*. Or, les déblais que l'entrepreneur avait rencontrés étaient du *roc calcaire*, et il demandait un nouveau prix pour cette nature de rocher beaucoup plus difficile que l'autre. Le Conseil d'Etat a vu là effectivement un travail imprévu, et il a alloué un prix nouveau (9 juin 1849, *Gras*).

— Dans une seconde espèce, le devis annonçait que *des sondes ouvertes à l'avance sur toute la longueur de la partie à adjudger mettaient l'entrepreneur à même d'apprécier la nature des couches à déblayer sous le rapport des mains-d'œuvre de fouille et de charge, et que le prix ne subirait aucune modification, quelle que fût la nature des couches*. Or, les sondes ouvertes à l'avance avaient révélé des déblais de terre mélangés de

rocher tendre, et l'entrepreneur s'était rendu adjudicataire sur la foi de cet état de choses. Mais les sondages annoncés par le devis avaient été faits à la hâte, incomplètement et sur un piquetage provisoire; et il arriva que l'exécution rencontra, non plus des déblais de terre et de rocher, mais du rocher pur d'une grande dureté et d'une extraction très-difficile. L'entrepreneur, induit dans des pertes considérables, réclama devant le conseil de préfecture. Les ingénieurs ne manquèrent point de lui opposer et le principe de l'irrévocabilité des prix, et la disposition du devis précitée, disant que cette disposition constituait un forfait qu'il avait accepté à ses risques et périls. Le conseil de préfecture jugea en ce sens. Mais, en appel, et devant le Conseil d'Etat, l'affaire changea bientôt de face; l'entrepreneur demanda et obtint qu'il fût procédé à des expertises et enquêtes minutieuses dont le résultat fut d'établir : 1° que l'exécution avait porté tantôt sur des points *en dehors* de la ligne des sondages annoncés aux devis, tantôt dans des couches bien inférieures à celles où s'étaient arrêtés ces sondages; 2° que les déblais exécutés dans ces conditions anormales différaient totalement de ceux révélés par les sondages des ingénieurs. En présence de ces constatations, le Conseil d'Etat, « considérant que la « position irrégulière de certaines sondes, et les données inexactes résultant de ce que tous les sondages « avaient été arrêtés à plusieurs mètres au-dessus du « niveau de la voie, *avaient induit l'entrepreneur en erreur sur la véritable nature des travaux à exécuter,* « et que, dans ces circonstances, il n'y avait lieu de « maintenir l'application du prix moyen stipulé par le « devis », décida qu'il s'agissait réellement de travaux imprévus, et alloua à l'entrepreneur une indemnité de 148,000 fr. qui, avec les intérêts accordés du jour de la demande, porta la somme recouvrée par l'entrepreneur à 177,000 fr. (8 février 1855, *Anssart Manem*).

— Dans une autre affaire, le devis indiquait, comme

nature de terrains à extraire, du sable, de la vase et quelques parties d'*argile* : l'entrepreneur justifiait qu'il avait rencontré une couche continue de *tuf* de 2 à 3 mètres de profondeur, et réclamait un nouveau prix. Il a été fait droit également par le Conseil d'Etat à sa réclamation (24 janvier 1856, *Bonnefons*).

— Mêmes décisions ; dans une espèce où le devis portait que les déblais de roche seraient de nature schisteuse et où l'on avait rencontré de la roche d'une autre nature (10 novembre 1876, *Serratrice*) ; — dans une espèce où le devis indiquant le transport *au tombereau*, l'entrepreneur avait été obligé, par des crues imprévues, de substituer à ce mode de transport l'emploi de manœuvres multiples, où le batelage entraînait pour partie (5 janv. 1860, *Joly*).

— Dans une espèce où le devis prévoyait que les piles et culées d'un pont seraient fondées sur un *rocher* qui serait dérasé, et où ce rocher ayant fait défaut il avait fallu fonder dans l'eau à une grande profondeur en substituant la maçonnerie de béton à la maçonnerie de libage (7 janv. 1864, *Feuillade*).

— Dans une autre où l'entrepreneur avait dû : 1^o employer pour des chapes du mortier de *ciment* au lieu du mortier de *chaux* prévu ; 2^o donner aux murs d'une cuvette qui étaient prévus à parements droits une forme circulaire (30 juin 1866, *Alazard*), etc.

— Dans une autre où les dragages exécutés l'avaient été à une profondeur plus grande que celle prévue au devis (26 août 1867, *Bernasse et Léger* ; — 27 mars 1874 *Picardeau*).

— Dans une autre où le prix avait été fixé pour de déblais *de terre mêlée de pierres* et où l'entrepreneur avait rencontré du rocher dont l'exploitation avait exigé l'emploi du pic et de la mine (20 février 1868, *Testanière*).

Dans une espèce où il n'avait été procédé au rejointoiement et au ragréage des maçonneries qu'après l'achèvement de l'ouvrage, alors que le bordereau avait

été rédigé dans la prévision que ce travail serait exécuté dès que le mortier aurait commencé à faire prise (9 janv. 1874, *Letestu.*)

— Dans une affaire où les fondations avaient dû être posées à une profondeur beaucoup plus grande que celle qui avait pu être prévue au moment de l'adjudication (30 janv. 1874, *Grelault*).

— Dans une affaire où les pieds-droits des maçonneries avaient dû être fondés par puits (10 novembre 1876, *Serratrice*).

— Dans un autre où l'entrepreneur, qui devait effectuer les déblais *dans un terrain quelconque*, avait rencontré des souches et des fascines qui rendaient les travaux beaucoup plus dispendieux, quelle que fût la nature du terrain (28 janvier 1876, *Haudost*). V. aussi le commentaire de l'article 10

Dans une entreprise de dragages où l'entrepreneur avait rencontré de vieilles maçonneries et des débris divers non prévus au devis (23 janv. 1880, *Leborgne*; — 6 août 1880, *Dessoliers*). V. aussi l'arrêt *Grelault* précité.

— Dans une espèce où l'entrepreneur avait reçu l'ordre d'employer dans les maçonneries des débris de roc, provenant des fouilles, et qui avaient donné lieu à une taille supplémentaire (12 août 1879, *Guillotin*).

Dans une autre où la moyenne des transports s'était trouvée changée par suite de la résiliation de l'entreprise survenue au cours des travaux (29 décembre 1876, *Dalby*). V. 6 mars 1872, *Mady*; — 10 novembre 1876, *Serratrice*.

4. — Nous avons analysé dans nos précédentes éditions, comme faisant prévaloir d'une manière très remarquable l'esprit de la convention sur son texte, les arrêts des 23 janvier 1862, *Oliva*; — 16 décembre 1863, *Nercam*; et 2 juin 1866, *Fabre*.

Dans l'affaire *Nercam*, notamment, il s'agissait de travaux de chemin de fer. Le cube des déblais à exécu-

ter était de 330,000 mètres environ sur lesquels on avait prévu 304,000 mètres de rocher désignés simplement dans le devis comme « déblais de rocher adhérent au massif de la montagne » et payés 2 fr. 20 c. le mètre cube. Mais il était justifié que les ingénieurs avaient établi ce prix dans la pensée que tout le rocher à enlever serait à peu près de même nature que celui des couches superficielles, si bien qu'ils n'avaient fait procéder à aucun sondage préliminaire dans l'intérieur des masses. Il était justifié, d'autre part, que les couches superficielles une fois enlevées, le rocher changeait sensiblement de nature et devenait d'une difficulté telle que le prix de revient était quatre ou cinq fois plus élevé que celui du devis. Dans ces circonstances, en vain l'administration invoqua-t-elle les termes du devis (qui n'admettait qu'une seule classe de rocher sans distinction, celle du *rocher adhérent au massif de la montagne*) et la disposition de l'ancien art. 11. Le Conseil d'Etat, considérant que le prix moyen de 2 fr. 20 c. par mètre cube de déblais de rocher avait été fixé *dans la prévision que tous les déblais seraient d'une nature à peu près analogue à celle des couches de la superficie*, prévision qui ne s'était pas réalisée, a renvoyé l'entrepreneur devant l'administration pour y faire fixer le nouveau prix auquel il avait droit pour les déblais de rocher autres que ceux des couches superficielles. V. aussi les arrêts des 21 février 1873, *Debord*; — 6 mars 1874, *de Puymory et Masson*.

L'absence de sondages est naturellement une circonstance qui exerce une grande influence dans les questions de cette nature. Pour les parties de travaux inaccessibles, les concurrents sont obligés de suivre la foi de l'administration. La responsabilité des imprévus retombe donc justement sur celle-ci lorsque, par défaut de sondages exacts et complets auxquels seule elle pouvait procéder, la véritable nature du terrain n'a pas été révélée avant l'adjudication.

Dans l'affaire de Puymory et Masson, les ingénieurs

faisaient valoir que, dans la Sologne, le sous-sol est tellement variable que toute appréciation exacte est véritablement impossible; que des sondages à quelques mètres seulement de distance, peuvent donner des résultats entièrement opposés; ils ajoutaient que c'est précisément pour cette raison que le devis ne reconnaissait qu'une seule classe de déblais.

Le Conseil n'en a pas moins accordé une indemnité aux entrepreneurs, par le motif que les déblais avaient présenté des difficultés exceptionnelles d'extraction qui n'avaient pu être appréciées d'avance ni par les ingénieurs ni par les entrepreneurs; tandis que le prix avait été établi d'après la difficulté moyenne qu'avaient présentée les travaux de canalisation exécutés antérieurement dans la Sologne.

La jurisprudence que nous venons d'exposer a été également consacrée par la Cour de cassation, dans un arrêt où les principes juridiques sur lesquels elle s'appuie sont nettement établis. V. Cass., 23 juin 1873, *Chemin de fer de l'Est c. Simette*; Sir. 1873, 1.330 et les arrêts cités en note.

A plus forte raison l'entrepreneur a-t-il le droit de réclamer une indemnité lorsque les déblais imprévus ont été rencontrés en dehors du tracé qui a servi de base au devis et au bordereau des prix; par exemple, lorsque l'axe de la route a été modifié par l'administration postérieurement à l'adjudication des travaux (12 février 1875, *Beretta*. V. aussi 11 mai 1862, *Gonthier*), ou lorsque les déblais de roche ont été rencontrés sur l'emplacement d'une gare dont la construction a été décidée au cours de l'exécution des travaux (10 juillet 1874, *Lann*).

5. — Dans ces dernières années l'administration a modifié la rédaction des cahiers des charges de manière à donner de plus en plus au marché le caractère d'un contrat aléatoire. En présence de stipulations formelles, le Conseil d'Etat s'est vu dans plusieurs circonstances, dans l'impossibilité de restituer l'entrepreneur contre

son erreur; dans d'autres affaires, au contraire, il a fait droit aux réclamations de l'entrepreneur. Il importe de rapprocher ces différents arrêts et d'analyser les espèces avec soin pour se rendre un compte exact de la jurisprudence du Conseil d'Etat. V. les arrêts des 12 décembre 1873, *Clément*; — 20 février 1874, *Tersouly et Many*; — 29 mai 1874, *Vidal*; — 10 juillet 1874, *Lann*; — 22 décembre 1876, *Croze*; — 29 décembre 1876, *Dupont*; — 8 mars 1878, *Lapierre*; — 10 mai 1878, *Chêne*; — 17 janvier 1879, *Maille*; — 13 juin 1879, *Soulaïse*; — 12 août 1879, *Guillotin*; — 3 décembre 1880, *commune de Fay*. V. aussi le commentaire de l'article 42.

6. — L'entrepreneur doit avoir grand soin de faire constater, en cours d'exécution, les ouvrages imprévus pour lesquels il veut réclamer, au moins dans le cas où ces ouvrages ne pourraient plus être constatés ultérieurement; car, s'il n'était plus possible, au moment où il réclame de les reconnaître, sa requête serait nécessairement rejetée (30 juin 1842, *Beslay*; — 30 juillet 1857, *Bourdon*; etc.)

Il doit faire constater également l'insuffisance des carrières prévues, ou, en cas de refus de l'administration, s'adresser au conseil de préfecture pour provoquer cette constatation; — à défaut de cette précaution et de tout ordre autorisant la nouvelle exploitation la demande d'un nouveau prix serait difficilement admise (8 juin 1850, *Bernard*; — 19 avril 1859, *Fourrier*; — 13 juin 1879, *Soulaïse*; — 26 novembre 1880, *Ville de Fontenay*).

7. — D'après la nouvelle rédaction, le droit pour l'entrepreneur de faire fixer le nouveau prix par le conseil de préfecture, à défaut d'entente avec l'administration, existe dans tous les cas et de quelque manière qu'ait été fait le règlement proposé par les ingénieurs (d'après les éléments de l'adjudication, par assimilation, ou d'après les prix courants du pays).

D'après l'ancien article 22, au contraire, l'entrepreneur n'était fondé à demander l'estimation contradictoire qu'en cas d'impossibilité absolue d'assimilation avec les ouvrages les plus analogues du devis (26 août 1846, *Pierron et Mangini*). — La question de savoir s'il y avait assimilation possible avait donc alors un intérêt qui n'existe plus aujourd'hui.

8. — Lorsque les travaux en dehors de l'adjudication n'ont fait l'objet d'aucune convention écrite entre l'entrepreneur et l'administration, celle-ci ne saurait prétendre que l'entrepreneur doit être réputé avoir voulu exécuter au prix de son marché : — le prix ne peut alors être réglé que par experts (4 mai 1825, *Alloard*).

De même, en présence d'un marché purement verbal fait avec l'entrepreneur sans conditions (pour l'exécution des travaux de défense aux fortifications de Paris, pendant la guerre) il y a lieu de fixer le prix des travaux d'après la commune intention des parties, en tenant compte des circonstances exceptionnelles dans lesquelles ils ont été exécutés (3 décembre 1875, *Ministre de la guerre*).

9. — Les nouveaux prix convenus ou alloués par le conseil de préfecture pour les travaux non prévus ne doivent pas subir le rabais de l'adjudication (à moins de convention expresse contraire). — (Ainsi jugé par arrêts des 10 sept. 1855, *Troye et Danjou* ; — 10 janvier 1856, *Humbert-Droz* ; — 9 février 1860, *Dupeu* ; — 2 juin 1866, *Fabre* ; — 26 juillet 1867, *Pascal*).

Le rabais de l'adjudication, en effet, se restreint naturellement aux prix mêmes de cette adjudication, les seuls que l'entrepreneur ait pu apprécier à l'avance.

— Si le nouveau prix est rendu nécessaire seulement par des conditions nouvelles d'exécution d'un ouvrage prévu, il faut distinguer : — ou bien ce nouveau prix aura été composé exclusivement avec les prix du bordereau de l'entreprise, alors il devra supporter le rabais de l'adjudication ; — ou bien il aura fallu pour l'établir

recourir à des éléments autres que ceux de l'adjudication (expertise, conventions particulières, etc.), alors il sera affranchi du rabais (11 juill. 1867, *Henry* ; — 27 mars 1874, *Picardeau* ; — 9 juillet 1875, *commune de Corenc* ; — 19 déc. 1880, *Armagnacq*).

Les nouveaux prix à allouer à l'entrepreneur pour les transports de matériaux extraits de lieux d'approvisionnement plus éloignés que ceux qui avaient été indiqués au devis, doivent être calculés d'après la distance réellement parcourue et non d'après les éléments de formule (plus favorables, dans l'espèce) prévus par le cahier des charges (4 juin 1875, *commune d'Orcetière*).

ARTICLE 30.

En cas d'augmentation dans la masse des travaux, l'entrepreneur est tenu d'en continuer l'exécution jusqu'à concurrence d'un sixième en sus du montant de l'entreprise. Au-delà de cette limite, l'entrepreneur a droit à la résiliation de son marché.

ARTICLE 31.

En cas de diminution dans la masse des ouvrages, l'entrepreneur ne peut élever aucune réclamation tant que la diminution n'excède pas le sixième du montant de l'entreprise. Si la diminution est de plus du sixième, il reçoit, s'il y a lieu, à titre de dédommagement, une indemnité qui, en cas de contestation, est réglée par le conseil de préfecture (1).

(1) *Ancien art. 39 (§ 3).*

1. — Cet article et les suivants, sauf l'article 32, jusques et y compris l'article 37, s'occupent de l'importante matière des résiliations.

En droit commun, les marchés de travaux, une fois conclus, ne peuvent plus être modifiés en cours d'exécution que du consentement des deux parties. — Le maître d'ouvrage (c'est-à-dire celui qui l'a donné à faire) n'a que le droit, fort considérable assurément, de résilier le marché s'il ne lui convient plus de continuer, à la charge d'ailleurs de dédommager l'entrepreneur de toutes ses dépenses, de tous ses travaux et de tout ce qu'il aurait pu gagner dans l'entreprise (art. 1794, C. civ.).

L'administration des ponts et chaussées a, comme tout maître d'ouvrage, le droit de résilier par sa seule volonté. Elle est seule juge de l'opportunité de cette mesure, et, lorsqu'elle l'a prononcée, aucune autre autorité qu'elle même n'a le droit de la réformer. La juridiction contentieuse ne peut qu'apprécier les conséquences de la résiliation au point de vue de l'indemnité à allouer à l'entrepreneur : ceci est de jurisprudence constante (Voir notamment 26 juin 1856, *Murgues*).

Mais l'administration a, de plus, par dérogation à la loi commune, et par une prérogative qui a paru nécessaire dans l'intérêt public, le droit de modifier le contrat en cours d'exécution. Nous en avons vu une application sous l'article 10, en ce qui touche les *changements de détail*.

En voici une plus grave : Le nouveau cahier, comme l'ancien, stipule pour l'administration le droit d'augmenter ou de diminuer la masse des travaux jusqu'à concurrence d'un sixième, en sus du montant de l'entreprise (19 nov. 1880, *Vigneau*; — 26 nov. 1880, *Hunebelle*).

Au delà de cette limite, seulement, l'entrepreneur a droit à la résiliation.

Mais l'entrepreneur qui se trouve ainsi évincé de son

marché ne devra-t-il pas au moins être indemnisé? Le cahier de 1833 lui refusait tout dédommagement. Le nouveau cahier distingue entre le cas d'augmentation et celui de diminution. Dans le premier cas, il n'accorde à l'entrepreneur que le droit de se retirer, « parce que, » dit la circulaire ministérielle, les conditions de son « contrat ne sont pas sensiblement modifiées, et qu'il ne « souffre pas, par là même, de dommage dont il y ait « lieu de l'indemniser. » (26 décembre 1873, *Serratrice*).

Dans le deuxième cas, celui de diminution de plus d'un sixième, l'article 31 accorde au contraire un dédommagement à régler par le conseil de préfecture, parce que, dit le même document, la situation n'est plus la même : « l'entrepreneur a dû organiser ses moyens « d'action, préparer ses outils, ses matériaux, le nombre des ouvriers, en rapport avec le montant de l'estimation : tout à coup on vient réduire ce montant « d'un tiers, de la moitié ou de plus encore ; voilà pour « lui des dépenses improductives, il est juste de l'en dédommager. »

Cela est très-vrai, et il faut applaudir à cette innovation équitable ; mais on peut regretter qu'elle n'ait pas été étendue au cas où l'entrepreneur est obligé de se retirer par suite d'une augmentation de plus d'un sixième. — Sans doute, le préjudice sera, en général, moins grave que dans le cas précédent ; mais n'est-ce pas cependant encore un dommage réel que cette éviction, par le fait de l'administration, d'un marché à l'exécution duquel l'entrepreneur avait un droit acquis ? Le temps perdu qui eût pu être employé utilement ailleurs, la privation d'un légitime bénéfice, ne sont-ce pas là, par exemple, des éléments sérieux d'indemnité ? Nous aurions donc désiré, quant à nous, que l'administration acceptât l'application pure et simple de l'article 1794, Code civil, toutes les fois qu'il y a résiliation par suite de modifications qu'elle-même a apportées aux travaux.

2. — Il est évident que c'est par oubli que l'article 31 n'a pas mentionné expressément, comme l'article 30, le droit de résiliation de l'entrepreneur. — Il résulte de la circulaire ministérielle que, dans le cas de diminution de plus d'un sixième, le droit à l'indemnité est accordé à l'entrepreneur *en outre* du droit à la résiliation.

Bien que la circulaire ministérielle ne parle que du dédommagement des *dépenses*, il nous paraît que l'indemnité, dans le cas prévu par l'article 31, devra être fixée dans les termes de l'article 1794 du Code civil, c'est-à-dire qu'elle devra comprendre les bénéfices présumés. (V. le commentaire de l'art. 34.)

3. — En l'absence de dispositions contraires au devis l'article 31 régit toutes les entreprises notamment l'entreprise d'entretien d'une route (1^{er} av. 1881, *Vigneau*).

4. — C'est sur la *masse des travaux*, et non pas seulement sur certaines parties de l'entreprise, que doivent être calculées les augmentations ou diminutions d'un sixième qui sont invoquées comme causes de résiliation (25 avril 1867, *Delsol*). Ainsi l'article 31 n'est pas applicable dans le cas où, sans qu'il ait été apporté aucune augmentation à la masse des travaux, la dépense s'est trouvée augmentée de plus d'un sixième d'après la classification définitive des déblais qui n'avait été établie que provisoirement par l'avant métré (19 février 1857, *Bresseau*). On verra, d'ailleurs, sous l'article suivant, que les modifications dans l'importance des diverses natures d'ouvrages peuvent, lorsqu'elles atteignent une certaine proportion, justifier une demande d'indemnité de la part de l'entrepreneur. V. le commentaire de cet article et l'arrêt du 29 décembre 1876, *Chevallier*. Voy. aussi le commentaire de l'article 5. § 4.)

5. — Lorsque le cahier des charges réserve à l'administration le droit d'ordonner des travaux non prévus au devis sans limitation de quotité, il appartient à

Conseil de préfecture de décider à quel moment les dépenses auront dépassé les prévisions dans des proportions assez notables pour que l'administration ne puisse plus exiger aucun autre travail (7 mai 1875, *fabrique de Pludal*. V. 29 novembre 1872, *Artigues*.)

Réciproquement, si l'administration s'est réservé le droit de faire fournir par l'entrepreneur les matériaux et les journées des ouvriers en régie, elle ne doit pas user de cette faculté d'une manière excessive, de telle sorte qu'une partie notable de l'entreprise se trouve transformée en une fourniture de main-d'œuvre et de matériaux (14 mai 1875, *Mergoud*).

6. — La faculté accordée à l'administration par l'article 31, a pour but de lui permettre d'opérer les modifications au projet qui seraient reconnues nécessaires à la bonne exécution des travaux. Il en résulte qu'elle ne peut plus en user après la cessation absolue des ouvrages et postérieurement à la demande de résiliation formée par l'entrepreneur (7 janvier 1876, *hospices de Bordeaux*), et qu'elle ne saurait s'en prévaloir pour ordonner la suspension absolue des travaux, après l'exécution des cinq sixièmes du montant de l'adjudication et pour retirer ainsi à l'entrepreneur une portion des ouvrages à exécuter (21 mai 1875, *Dessoliers*. V. le commentaire des articles 5 et 34). La circulaire ministérielle du 24 avril 1877, dont il sera question sous l'article 34, paraît en contradiction sur ce point avec la jurisprudence du Conseil d'Etat.

7. — D'après l'article 43 ci-après, l'entrepreneur, obligé de se retirer par suite d'une augmentation de plus d'un sixième dans la masse des travaux, n'a pas le droit d'exiger la reprise de son matériel par l'administration : cette reprise n'est que facultative.

L'entrepreneur est présumé se trouver assez dédommagé par la faculté qui lui est donnée de se retirer immédiatement (12 août 1879, *Champanois*).

Si l'administration, cependant, consentait à la reprise du matériel, le prix en devrait être fixé, non plus d'*après sa valeur première*, mais d'*après sa valeur au moment de la reprise* (3 décembre 1857, *Cailhavel*).

8. — A plus forte raison, devait-on, dans l'ordre d'idées où l'on se plaçait, ne pas accorder la reprise du matériel à l'entrepreneur résilié pour cause de diminution de plus d'un sixième, celui-ci recevant une indemnité.

9. — Le droit qu'a l'entrepreneur de demander sa résiliation pour augmentation ou diminution de plus d'un sixième doit être exercé par lui pendant l'exécution. Il serait non recevable à s'en prévaloir, soit après avoir touché le solde de l'entreprise (3 juillet 1852, *Delalande*), soit même après l'achèvement des travaux (23 juin 1853, *Nougaret*).

Mais lorsque l'entrepreneur a fait valoir son droit en temps utile, l'effet de la résiliation remonte au jour de la demande, et il doit être payé, d'après leur valeur réelle, des travaux qu'il a effectués postérieurement (11 mai 1872, *Gonthier*).

10. — L'entrepreneur est fondé à demander la résiliation de son marché, en vertu de l'article 30, dès qu'il reçoit l'ordre d'exécuter un nouveau projet qui doit entraîner une augmentation de plus d'un sixième de la masse des travaux ; il n'est pas tenu d'en continuer l'exécution jusqu'à concurrence du chiffre résultant de l'adjudication augmenté d'un sixième (2 juin 1876, *Blanc*. V. aussi les arrêts du 23 décembre 1852, *Maye*, et 26 décembre 1873, *Serratrice* ; — 30 mai 1879, *Alauzet* ; — 9 août 1880, *Géllerat* ; — 3 décembre 1880, *Villabessy*).

ARTICLE 32.

Lorsque les changements ordonnés ont pour résultat de modifier l'importance de certaines

natures d'ouvrages, de telle sorte que les quantités prescrites diffèrent de plus d'un tiers, en plus ou en moins, des quantités portées au détail estimatif, l'entrepreneur peut présenter, en fin de compte, une demande en indemnité, basée sur le préjudice que lui auraient causé les modifications apportées à cet égard dans les prévisions du projet.

1. — Voilà une disposition nouvelle et fort équitable. Dans toute entreprise, il y a des natures d'ouvrages plus avantageuses que d'autres, et les soumissions sont le résultat de calculs, d'appréciations, fondés sur la compensation des unes avec les autres, d'après leurs proportions respectives. Or, il peut arriver que les augmentations ou diminutions, sans atteindre un sixième de la masse des travaux, renversent pourtant ces proportions qui avaient servi de base à la soumission de l'adjudicataire.

« Il peut se faire, comme dit la circulaire, que l'on « n'augmente que les ouvrages qui lui donnent des « pertes ou du moins un bénéfice presque nul, tandis « que l'on diminuerait ceux qui devaient lui être profitables. » Alors, et si l'équilibre est rompu d'une manière notable, il y a un préjudice réel pour l'entrepreneur, préjudice dont l'ancien cahier ne tenait pas compte.

L'article 32 vient réparer cette lacune ; et si les quantités prescrites dans chaque nature d'ouvrages se trouvent modifiées *de plus d'un tiers, en plus ou en moins, des quantités portées au détail estimatif*, l'entrepreneur est admis à présenter en fin de compte une demande en indemnité.

Jugé que l'entrepreneur était fondé à réclamer une indemnité, par application de cet article : — Lorsque le détail estimatif prévoyant 646 mètres 6 centimètres cubes d'enrochements, dont 448 mètres 88 centimètres prove-

nant d'une ancienne digue, et 197 mètres 18 centimètres à fournir par l'entrepreneur, et 186 mètres de perrés; il résultait du décompte des travaux qu'il avait été exécuté 1,085 mètres cubes 52 centimètres d'enrochement, tous fournis par l'entrepreneur, et 1,301 mètres 94 centimètres de pierrés (11 mai 1870, *Vertut*. Arrêt rendu à notre rapport et sur la plaidoirie de M. Chatiguier).

— Lorsque, d'après les prévisions de l'avant-métré, le cube des déblais à exécuter dans le rocher ne devait pas excéder 12,179 mètres 86 centimètres; et qu'en réalité ce cube avait atteint 23,035 mètres 36 centimètres (5 décembre 1873, *Roques*).

— Lorsque la hauteur des perrés, qui ne devait pas excéder 2 mètres, a été portée à 4 mètres et qu'ainsi la superficie de cette maçonnerie, qui devait être de 719 mètres 99 centimètres dans les prévisions du projet, a été en réalité de 1,520 mètres 70 centimètres (21 décembre 1877, *Bru et Plantade*).

— L'administration ne pourrait se prévaloir, à titre de compensation, de la suppression d'une autre maçonnerie, qu'autant qu'il s'agirait de deux maçonneries de nature identique. (Arrêt précité).

— Elle ne serait pas fondée non plus à opposer à titre de compensation les bénéfices que l'entrepreneur aurait pu réaliser sur l'exécution des autres ouvrages prévus au devis (17 janvier 1879, *Maille*).

Lorsque le devis et le bordereau des prix prévoient l'emploi dans les maçonneries des moëllons provenant des déblais, l'entrepreneur n'est pas fondé à se prévaloir du silence du détail estimatif à l'égard de cette nature d'ouvrage, pour demander une indemnité en vertu de l'article 32 (3 août 1874, *Leglos et Moref*).

2. — Le Conseil d'Etat a décidé que l'article 32 n'allouant d'indemnité à raison des modifications dans l'importance de certaines natures d'ouvrages qu'au cas où ces modifications sont le résultat des ordres donnés par l'administration au cours des travaux, il s'en suit que

l'entrepreneur n'est pas fondé à se prévaloir de cet article à raison de l'augmentation dans le cube des déblais de roc résultant de la classification définitive des déblais, qui avait été établie provisoirement par l'avant métré et qui devait, d'après le devis, être déterminée par des métrés contradictoires dressés au cours d'exécution (29 décembre 1876, *Chevalier*). Comp. l'arrêt du 19 février 1857, *Bresseau*.

On peut se demander si cette jurisprudence remplit bien le but que s'est proposé l'auteur du cahier des clauses et conditions générales, en adoptant les articles 30, 31 et 32, c'est-à-dire de permettre aux soumissionnaires d'établir leurs calculs sur les bases du détail estimatif, en les garantissant contre les changements notables qui pourront y être apportés pendant l'exécution des travaux. Dans cet ordre d'idée, il semble qu'il importe peu que ces changements soient dus à la volonté de l'administration ou à l'insuffisance des évaluations de l'avant métré, ces évaluations n'eussent-elles, d'ailleurs, qu'un caractère purement provisoire.

3. — L'entrepreneur n'a pas de réserves à faire, au cours de l'exécution des travaux, relativement à l'application de l'article 32; il suffit qu'il présente sa réclamation *en fin de compte*, c'est-à-dire lors de la présentation du décompte définitif (21 décembre 1877, *département de Seine-et-Marne*).

Mais il est tenu d'établir le préjudice qui lui a été causé. Les travaux supplémentaires ne constituent pas des travaux imprévus, auxquels le rabais de l'adjudication ne serait pas applicable de plein droit. (7 décembre 1877, *département de Seine-et-Marne*).

Il ne peut pas non plus se prévaloir de l'article 32 pour demander la reprise par l'Etat du matériel spécial que les modifications apportées au projet par les ingénieurs l'auraient obligé de créer pour l'exécution des travaux ainsi modifiés (21 mai 1875, *Dessoliers*).

4. — En cas de résiliation, la proportion déterminée

par l'article 32 se calcule en tenant compte seulement de la partie de l'entreprise exécutée au moment de la résiliation (6 mars 1872, *Mady*; — 10 novembre 1876, *Serratrice*). V. 29 décembre 1876, *Dalby*.

5. — Dès que l'augmentation ou la diminution prévue par l'article 32 se trouve atteinte, l'entrepreneur doit être indemnisé du préjudice effectif que lui a causé la modification apportée aux prévisions du projet.

Il n'y a pas lieu de déduire du montant de l'indemnité la perte qu'il aurait eue à supporter si l'augmentation ou la diminution avait été limitée au tiers de la quantité prévue (Avis de principe du Conseil général des ponts et chaussées du 31 janvier 1878).

ARTICLE 33.

Si, pendant le cours de l'entreprise, les prix subissent une augmentation telle que la dépense totale des ouvrages restant à exécuter d'après le devis se trouve augmentée d'un sixième comparativement aux estimations du projet, le marché peut être résilié, sur la demande de l'entrepreneur.

1. — Il s'agit ici d'un cas de résiliation produit par un fait auquel l'administration et l'entrepreneur sont également étrangers, et qui est, pour ainsi dire, de force majeure : l'augmentation des prix en cours d'exécution.

— Il faut aujourd'hui, pour que l'augmentation des prix puisse autoriser une demande en résiliation de la part de l'entrepreneur, que la dépense totale des ouvrages restant à exécuter d'après le devis se trouve augmentée d'un sixième, comparativement aux estimations du projet.

Ainsi disparaissent désormais les difficultés qui s'élevaient sur le sens du mot *notable* qu'employait l'ancien article 39.

Le nouveau cahier résout également la question, discutée sous l'empire de l'article 39 du cahier de 1833, de

savoir si, pour établir l'augmentation notable des prix, l'on doit prendre pour termes de comparaison avec les prix actuels les prix courants au moment de l'adjudication, ou les prix portés au détail estimatif (V. 30 décembre 1871; *Bétourné*). L'augmentation doit porter sur les prix qui résultent du devis, sans déduction, par conséquent, du rabais de l'adjudication. (21 juin 1878, *département du Rhône*).

Il faut, de plus, que l'augmentation se soit produite pendant le cours de l'entreprise. Ainsi l'article 33 serait inapplicable si la différence entre les prix de main-d'œuvre payés par l'entrepreneur et ceux prévus par le devis existait déjà au moment de l'adjudication et si aucune augmentation des prix de journée de toute nature ne s'était produite au cours de l'entreprise (13 juin 1879, *Syndicat de la Soulaise*).

2. — Dans le cas prévu par l'article 33, l'entrepreneur *n'a que le droit de se retirer du marché*; l'augmentation notable des prix n'est pas imputable à l'administration : celle-ci ne lui doit donc ni indemnité s'il continue ses travaux, ni la reprise de son matériel en cas de résiliation (5 déc. 1873, *Martin*; — 9 juin 1876, *Guéret*, etc.).

3. — Il ne pourrait davantage réclamer une augmentation sur les prix des travaux exécutés antérieurement à sa demande en résiliation (16 décembre 1864, *Nercam*; — 11 mai 1872, *Robert*, etc.).

4. — Mais si l'augmentation des prix provenait *du fait de l'administration*, l'entrepreneur ne serait-il pas fondé à réclamer une indemnité, tout en demandant la résiliation du marché, ou en continuant les travaux, si bon lui semblait ?

La réponse à cette question est écrite dans l'article 1382 du Code civil. Si l'augmentation des prix provient d'un acte de l'administration contraire aux conditions du marché ou aux prescriptions du droit commun, l'entrepreneur puise dans l'article 1382 le droit de réclamer une indemnité, et la faculté que lui donne l'article 33 du

cahier des conditions générales de demander la résiliation du contrat ne fait pas obstacle à l'exercice de ce droit. Ainsi il lui est dû une indemnité lorsque l'augmentation des prix a eu pour cause la vitesse extraordinaire imprimée aux travaux par ordre des ingénieurs ou, au contraire, des retards imprévus provenant du fait de l'administration. V. les arrêts cités p. 88 et le commentaire de l'article 34.

Il a été jugé, au contraire, que l'entrepreneur n'a d'autre droit que celui d'obtenir la résiliation, lorsque l'augmentation des prix provient de nombreuses adjudications passées dans le voisinage par l'administration (19 mai 1864, *Jacquelot*). L'administration, dit M. Aucoc (t. II, n° 656) n'a fait qu'user de son droit en adjugeant d'autres travaux. (V. aussi 20 mars 1874, *Mady*).

5. Le Conseil d'État a décidé qu'il n'est pas dû d'indemnité à raison de l'augmentation des prix causée par un fait de force majeure ; il s'agissait, dans l'espèce, d'une épidémie qui avait sévi sur les chantiers (6 mars 1874, de *Puymory et Masson*). V. aussi 16 janvier 1874, *Gauthier*. Nous espérons que cette décision ne fera pas jurisprudence, car elle nous paraît reposer sur une confusion. En pareil cas, la demande de l'entrepreneur est fondée non pas sur l'augmentation des prix, mais bien sur l'événement qui a causé cette augmentation et qui est de nature à motiver l'allocation d'une indemnité, en vertu de l'article 28 du cahier des conditions générales (V. 2 mai 1873, *Monjalon*; 21 juin 1878, *département du Rhône*.)

6. — L'augmentation notable des prix, et en général les causes de résiliation que peut invoquer l'entrepreneur, doivent être signalées par lui en cours d'exécution, et il doit former sa demande en résiliation lorsqu'elles se produisent. — S'il attendait la terminaison des travaux et le règlement des comptes, il serait non recevable dans sa réclamation ultérieure (8 juin 1850, *Ber-*

nard; — 29 juillet 1858, *Talichet*; — 16 août 1860, *Plagnol*; — 7 juin 1865, *Driot*; — 6 juillet 1865, *Lemière*; — 5 décembre 1873, *Martin et Bourdillon*).

7. — Mais, lorsqu'il est établi : 1° que les prix de la main-d'œuvre et des matériaux ont subi une augmentation notable; 2° que l'entrepreneur a demandé sa résiliation pendant que cette augmentation existait encore, si la résiliation n'a été prononcée par l'administration qu'à une époque bien postérieure, il y a lieu d'indemniser l'entrepreneur, à partir du jour où il a demandé sa résiliation, du préjudice qui est résulté pour lui de la continuation de son entreprise dans ces circonstances, mais en ce qui touche seulement l'augmentation des prix de la main-d'œuvre et des matériaux (8 février 1855, *Bertrand*; — 19 avril 1859, *Dupond*; — 13 juillet 1866, *Lachaud*; — 19 août 1867, *Bartissol*; — 14 février 1868, *Beau*; — 15 juin 1870, *Mathieu*; — 11 mai 1872, *Gonthier*; — 5 mai 1876, *Crouzet*; — 24 mai 1878, *Escarraquel*).

8. — La question de savoir si l'entrepreneur se trouve ou non dans les circonstances qui l'autorisent à demander la résiliation, est du ressort de la juridiction contentieuse; et il a été jugé par plusieurs arrêts évidemment toujours applicables, qu'en pareil cas le conseil de préfecture aurait tort de se déclarer incompétent pour renvoyer à l'administration elle-même (20 juillet 1836, *Delamarre*; — 15 septembre 1843, *Coppignaux*).

L'entrepreneur n'est pas fondé à se prévaloir de l'augmentation qui ne s'est produite que postérieurement à l'abandon de ses travaux (31 mars 1876, *Sérail*); non plus que de l'augmentation purement momentanée et qui n'existait plus au moment où il a formé sa demande de résiliation (8 mars 1878, *Lapierre*).

9. — On remarquera que, dans le nouveau cahier, l'ad-

ministration s'est dépouillée du droit qui lui était conféré par le cahier de 1833 de résilier le contrat lorsque les prix viennent à diminuer d'une manière notable. M. le ministre explique, dans sa circulaire, que cette faculté ne trouvait à s'exercer que dans des circonstances infiniment rares, qu'elle aurait le plus souvent donné lieu à des difficultés insolubles, et qu'il lui a paru opportun d'y renoncer.

ARTICLE 34.

Lorsque l'administration ordonne la cessation absolue des travaux, l'entreprise est immédiatement résiliée. Lorsqu'elle prescrit leur ajournement pour plus d'une année, soit avant, soit après un commencement d'exécution, l'entrepreneur a le droit de demander la résiliation de son marché, sans préjudice de l'indemnité qui, dans ce cas comme dans l'autre, peut lui être allouée, s'il y a lieu.

Si les travaux ont reçu un commencement d'exécution, l'entrepreneur peut requérir qu'il soit procédé immédiatement à la réception provisoire des ouvrages exécutés, et à leur réception définitive après l'expiration du délai de garantie (1).

1. — Nous avons à signaler ici une amélioration capitale du nouveau cahier.

Nous avons déjà cité la disposition du droit commun (art. 1794, C. civ.), d'après laquelle si le maître de l'ouvrage peut toujours résilier le marché quand bon lui

(1) *Ancien art. 36.*

semble, c'est à la charge de dédommager l'entrepreneur « de toutes ses dépenses, de tous ses travaux et des « bénéfices qu'il aurait pu réaliser dans son entre « prise. »

On sait comment le cahier de 1833 s'était affranchi de cette obligation si juste et si naturelle, et quelles critiques avaient soulevées les articles 36 et 40 de ce cahier :

D'une part, aucune précision pour fixer le sens de ces expressions élastiques *ajournement indéfini*, si bien qu'une suspension de travaux ayant duré plus d'un an avait pu être considérée comme n'ayant pas le caractère d'un ajournement indéfini (14 juin 1855, *Dixmier*; — 19 juillet 1855, *Bardinous*).

D'autre part, et surtout, limitation du dédommagement maximum de l'entrepreneur, dans une situation si préjudiciable à ses intérêts, au *cinquantième* du montant des dépenses restant à faire !

— Aucune disposition de l'ancien cahier n'appelait d'une manière plus pressante un retour aux principes de la justice et du droit.

Dans le nouveau cahier, l'administration ne renonce pas, bien entendu, au droit de résilier le marché par sa seule volonté : nous avons déjà dit qu'elle a, à cet égard, un pouvoir discrétionnaire et que la juridiction contentieuse ne peut apprécier que les conséquences de la mesure au regard de l'entrepreneur. Mais, et c'est là l'innovation considérable, en ce qui touche ces conséquences, l'administration se soumet désormais franchement à l'article 1794 du Code civil, puisqu'elle pose en faveur de l'entrepreneur le principe d'une indemnité à laquelle elle ne met plus de limites, et qu'elle laisse par là même dans le droit commun et à l'appréciation du conseil de préfecture.

En outre, on ne retrouve plus dans la nouvelle rédaction ces mots si vagues d'*ajournement indéfini* : l'administration s'impose de ne pouvoir ajourner les travaux

pour plus d'un an. Au delà de cet espace de temps, commence pour l'entrepreneur le droit à résiliation et à indemnité.

Enfin, la circulaire ministérielle fait remarquer que l'ancienne formule ne donnait à l'entrepreneur que le droit de requérir la réception provisoire des travaux exécutés, puis leur réception définitive après l'expiration du délai de garantie ; tandis que la nouvelle prononce la *résiliation immédiate pour le cas de cessation absolue des travaux*, et donne à l'entrepreneur en cas d'ajournement de plus d'une année, le droit de la demander.

2. — L'entreprise est résiliée de plein droit, par application de l'article 34, dans le cas où le ministre des travaux publics a approuvé un projet nouveau pour l'exécution des travaux et a invité l'ingénieur en chef à faire procéder à une nouvelle adjudication (7 décembre 1877, *Joly et Delafoy*).

3. — L'entrepreneur qui a été déclaré adjudicataire le 10 août 1870 et n'a reçu l'ordre de commencer les travaux que le 17 août 1871 a droit à la résiliation de son marché, et l'administration n'est pas fondée à se prévaloir de ce qu'un ordre de service aurait prescrit certaines opérations de piquetage comme devant avoir lieu le 1^{er} dudit mois, pour soutenir qu'elle n'a pas laissé passer le délai fixé par l'article 34 (20 février 1874, *Planche*). — Bien que l'administration, en ajournant l'ouverture des travaux, n'ait prescrit qu'un ajournement moindre d'une année, la résiliation est acquise à l'entrepreneur s'il est établi que, depuis l'adjudication, les travaux avaient été, de fait, ajournés, malgré les réclamations de l'entrepreneur, de sorte que la suspension des travaux a duré plus d'une année (6 février 1874, *Planque*).

Jugé que l'ajournement commencé le 20 octobre 1873,

qui a pris fin le 20 octobre 1876, n'a pas duré plus d'une année et ne peut motiver la résiliation (9 mai 1879, *Catani*).

4. — L'administration n'est pas fondée à se prévaloir pour refuser à l'entrepreneur le bénéfice de l'article 34, de ce que, au moment où la cessation absolue des travaux a été ordonnée, les travaux exécutés avaient dépassé les cinq sixièmes du montant de l'adjudication (21 mai 1875, *Dessoliers*). V. le comment. de l'art. 31.

5. — Elle n'est pas fondée davantage à refuser la résiliation de l'entreprise par le motif que l'ajournement des travaux aurait été la conséquence de l'état de guerre ou qu'il aurait été rendu nécessaire par des circonstances de force majeure. — Mais, en pareil cas, l'administration est dispensée « des conséquences de la résiliation prévues par l'article 34, » c'est-à-dire des dommages-intérêts auxquels donne droit, en principe, la résiliation de l'entreprise (6 février 1874, *Foucaux*; 8 mai 1874, *Ladouceur*; 5 juin 1874, *Beretta*; 20 juillet 1877, *Petit*). C'est l'application de l'article 1148 du Code civil.

6. — Si l'administration avait laissé les travaux suspendus avant de les déclarer en état de cessation absolue ou d'ajournement et de prononcer par conséquent la résiliation, le préjudice causé par cette suspension préliminaire pourrait donner lieu au profit de l'entrepreneur à une indemnité spéciale et distincte (23 janvier 1862, *Belly*; 12 juillet 1871, *Boccacio*; 14 février 1873, *Lartigue*; — 9 août 1880, *Gellerat*).

Il en serait de même si les travaux, sans être complètement suspendus, avaient subi par le fait de l'administration, un ralentissement préjudiciable à l'entrepreneur (13 mars 1874, *Monjalon*; — 29 décembre 1876, *Dupont*). V. toutefois, 20 mai 1874, *Barthélemy*; — 9 mai 1879, *Catani*; — 3 janvier 1881, *Datty*. V. aussi Cass. 20 janvier 1879, *Congar* et les arrêts cités p. 88.

A moins que la suspension ou le ralentissement des

travaux n'ait été le résultat d'un cas de force majeure (9 février 1877, *Violet*; — 11 mars 1881, *Ville de Toulouse*). Voy. aussi le commentaire de l'article 33.

— A moins encore que la suspension des travaux n'ait été motivée par le défaut de crédits disponibles (29 décembre 1876, *Chevalier*). Voy. le commentaire de l'article 49.

7. — L'indemnité prévue par l'article 34 pour le fait même de la résiliation de l'entreprise est étrangère à celle qui peut être due aux entrepreneurs à raison du dommage que leur a fait éprouver le ralentissement prolongé ou la suspension des travaux provenant du fait de l'administration (arrêt précité du 13 mars 1874). Il en résulte que le Conseil de préfecture a pu allouer cette dernière indemnité, tout en refusant de prononcer la résiliation de l'entreprise (18 décembre 1869, *Mau-blanc*; — 13 février 1874, *Fleurant*; 2 juin 1876, *Blanc*;) et qu'elle est due dans le cas même où cette résiliation n'a pas été demandée par l'entrepreneur (2 mai 1873, *Monjalon*; 30 juin 1876, *Dallemagne*; 16 mai 1877, *Gasc*). Voyez aussi le commentaire de l'article 28, et celui de l'article 49.

La doctrine contraire émise dans l'arrêt du 16 mars 1870 (*Sogno*), sous le régime du cahier de 1833, doit être considérée comme abandonnée. Voy. toutefois 21 décembre 1877, *Bru et Plantade*.

8. — Les éléments de l'indemnité de résiliation, due à l'entrepreneur, consistent d'abord dans le bénéfice qu'il aurait réalisé sur les travaux.

— Ce bénéfice doit être calculé, non d'après les prix courants de l'époque à laquelle l'adjudication a eu lieu, mais d'après ceux que l'adjudication aurait eu à payer, si l'entreprise avait suivi son cours (5 janvier 1877, *Ministre des travaux publics, C. Ladouceur*). Le Conseil d'Etat l'évalue généralement au dixième du prix des travaux (13 août 1867, *Commune de Dangé*).

— Il doit être calculé sur l'ensemble des travaux restant à exécuter, sans que l'administration ait le droit d'en déduire le sixième prévu par l'article 31 (7 janvier 1876, *Hospices de Bordeaux*). V. le commentaire de cet article — et en y comprenant les travaux imprévus ordonnés avant la suspension des travaux (même arrêt). V. 14 janvier 1881, *départ. de la Sarthe*.

— L'indemnité doit comprendre, en outre, les pertes et faux frais de toute nature provenant de la résiliation de l'entreprise (7 av. 1876, *Rodarie*; 11 juill. 1879, *Foucaux*).

9. — Pour évaluer l'indemnité due à l'entrepreneur pour la suspension des travaux, on doit tenir compte « de la partie des frais généraux indépendante de l'activité imprimée aux travaux, des dépenses d'entretien du matériel inactif, et de l'intérêt tant du capital que ce matériel représente que du fonds de roulement nécessaire à l'entreprise » (circulaire ministérielle du 14 avril 1877). Il faut y ajouter l'intérêt du cautionnement et de la retenue de garantie et le préjudice causé à l'entrepreneur par l'impossibilité d'employer son temps et son industrie (26 février 1875, *Agustinetty*; 29 janv. 1875, *Foucaux*).

La perte éprouvée par l'entrepreneur, par suite de la nécessité de laisser improductif le capital engagé dans son entreprise, doit être calculée à raison de 6 p. 100 par an, et non à raison de 5 p. 100 seulement (26 septembre 1871, *Masson*).

10. — La situation de l'entrepreneur, dans les deux cas prévus par notre article, méritait assez de faveur et d'intérêt pour qu'il y eût reprise obligatoire de son matériel par l'Etat. Telle est, en effet, comme nous le verrons, la disposition de l'article 43.

11. — Une circulaire du ministre des travaux publics du 14 avril 1877 a prescrit d'introduire, dans les devis des grandes entreprises, des « clauses spéciales destinées

à compléter les clauses et conditions générales » et qui apporteront, pour les entreprises auxquelles elles seront appliquées des modifications importantes aux conditions qui résultent de l'article 34 du cahier de 1866, et de la jurisprudence du Conseil d'Etat.

Nous avons eu occasion d'apprécier les nouvelles clauses établies par la circulaire ministérielle, et de discuter les raisons sur lesquelles l'administration s'est fondée pour prescrire ces changements ¹. Nous reproduisons d'ailleurs le texte de la circulaire à l'Appendice. Nous nous bornerons donc à en résumer les dispositions :

— Le cahier des charges devra indiquer, entre deux limites assez rapprochées, la durée probable des travaux et fixer l'indemnité annuelle à laquelle l'entrepreneur aura droit dans le cas où la limite extrême se trouvera dépassée.

— Si l'entreprise se prolonge au-delà d'un nombre d'années déterminé, l'administration et l'entrepreneur, chacun de son côté, auront le droit de provoquer la résiliation, sous réserve du paiement d'une indemnité

— Il en sera de même au cas de cessation absolue des travaux ou de leur ajournement pour plus d'une année.

— Dans l'un et dans l'autre cas, l'indemnité due à l'entrepreneur sera fixée d'avance à un « quantum proportionnel » qui ne devra pas dépasser le dixième des dépenses restant à faire, *déduction faite du sixième du montant de l'entreprise.*

— Enfin l'entrepreneur n'aura pas le droit d'exiger la reprise de son matériel.

(1) Des modifications apportées au cahier des clauses et conditions générales par la circulaire du ministre des travaux publics du 14 avril 1877, broch. de 42 pages, éditée chez Marchal, Billard et C^e. (Extr. du *Journal des Travaux publics.*)

Ces dispositions dérogent, tout à la fois, aux articles 31, 34, 43 et 49 du cahier des clauses et conditions générales.

ARTICLE 35.

Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas soit aux dispositions du devis, soit aux ordres de service qui lui sont donnés par les ingénieurs, un arrêté du préfet le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé. Ce délai, sauf le cas d'urgence, n'est pas moins de dix jours à dater de la notification de l'arrêté de mise en demeure.

A l'expiration de ce délai, si l'entrepreneur n'a pas exécuté les dispositions prescrites, le préfet par un second arrêté, ordonne l'établissement d'une régie aux frais de l'entrepreneur. Dans ce cas, il est procédé immédiatement en sa présence ou lui dûment appelé, à l'inventaire descriptif du matériel de l'entreprise.

Il en est aussitôt rendu compte au ministre, qui peut, selon les circonstances, soit ordonner une nouvelle adjudication à la folle enchère de l'entrepreneur, soit prononcer la résiliation pure et simple du marché, soit prescrire la continuation de la régie.

Pendant la durée de la régie, l'entrepreneur est autorisé à en suivre les opérations, sans qu'il puisse toutefois entraver l'exécution des ordres des ingénieurs.

Il peut d'ailleurs être relevé de la régie, s'il

justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

Les excédants de dépenses qui résultent de la régie ou de l'adjudication sur folle enchère sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui, en cas d'insuffisance.

Si la régie ou l'adjudication sur folle enchère amène au contraire une diminution dans les dépenses, l'entrepreneur ne peut réclamer aucune part de ce bénéfice qui reste acquis à l'administration (1).

1. — En thèse générale, et suivant le droit commun, l'inexécution d'une convention par une partie donne lieu à sa résiliation, avec dommages-intérêts pour l'autre partie. Le créancier peut aussi, d'après l'article 1144 du Code civil, être autorisé à faire exécuter lui-même l'obligation *aux dépens du débiteur*. La mise en régie n'est qu'une application de ce dernier principe.

Seulement, en matière ordinaire, il faut que le créancier soit *autorisé* par justice, nul n'ayant le droit de se faire juge de sa cause; c'est-à-dire que les tribunaux seuls peuvent enlever au débiteur l'exécution personnelle de l'obligation, après appréciation des circonstances.

En matière de travaux publics, et dans le système des clauses et conditions générales, les choses ne se passent pas ainsi. C'est l'administration elle-même qui se constitue juge de la question d'inexécution. Aucune intervention de la juridiction contentieuse sur cette grave question de la dépossession de l'entrepreneur. C'est là une

(1) Ancien art. 21.

situation anormale que ne justifie peut-être pas suffisamment les exigences du service, et qui aurait pu être modifiée dans le sens du droit commun si l'on eût adapté à la juridiction administrative la procédure simple et prompte du *référé*. Quoi qu'il en soit, il faut tenir pour certain, sous le nouveau cahier comme sous l'ancien, que l'administration est seule juge de l'opportunité d'une mise en régie : la juridiction contentieuse ne peut pas discuter cette question d'opportunité, et elle serait radicalement incompétente pour annuler ou faire cesser la mesure une fois prononcée. Nous dirons tout à l'heure quel est son rôle en pareille matière.

2. — Mettre les travaux d'un entrepreneur en régie, c'est substituer à sa place un gérant qui est l'homme de l'administration, et qui poursuit l'exécution pour le compte et aux frais de l'entrepreneur jusqu'à ce que le marché soit ou résolu complètement ou terminé, alternative qui reste au choix de l'administration. C'est une mesure transitoire, moins radicale que la réadjudication à folle enchère, et qui permet d'ailleurs à l'entrepreneur de bonne volonté de s'en faire relever, s'il justifie des moyens nécessaires. Cependant, telle qu'elle est, cette mesure est ordinairement fort préjudiciable aux intérêts des entrepreneurs qui la subissent : aussi ont-ils droit à de sérieuses garanties.

Dans le cahier de 1833, ces garanties étaient assez sommaires, et elles résultaient plutôt de la jurisprudence que du texte lui-même. Le préfet pouvait, en cas de retard dans l'exécution des travaux, prescrire tout de suite et par un seul arrêté l'établissement d'une régie si l'entrepreneur n'avait pas, dans tel délai, satisfait aux ordres des ingénieurs. — Aujourd'hui il ne suffira plus d'un *seul arrêté* pour prononcer la mise en régie de l'entreprise ; le préfet devra, *par un premier arrêté* en quel que sorte préparatoire, mettre l'entrepreneur en demeure d'avoir, dans un certain délai qui ne pourra

être moindre de dix jours, à satisfaire aux conditions du devis ou aux ordres de service. Ce n'est qu'à l'expiration de ce délai que le préfet, s'il y a lieu, ordonne par un *second arrêté* l'établissement de la régie, et il est alors procédé immédiatement à l'inventaire du matériel contradictoirement avec l'entrepreneur.

L'établissement de la régie ne sera régulier que si ces conditions ont été observées.

3. — La régie une fois régulièrement établie, reste-t-il à l'entrepreneur des voies de recours contre cette mesure, et quelles voies ? Il y a ici une distinction que nous avons déjà fait pressentir. La mesure en elle-même, nous l'avons dit, est purement administrative, et la juridiction contentieuse ne pourrait en discuter la convenance sans s'immiscer dans des considérations tout à fait en dehors de ses attributions. Mais, si le conseil de préfecture est incompétent pour connaître de l'opportunité de la mise en régie, il en est tout autrement lorsqu'il s'agit d'apprécier, non plus la mesure en elle-même, mais ses conséquences au regard de l'entrepreneur.

Ainsi, l'entrepreneur est admis à soutenir devant le conseil de préfecture qu'il ne se trouvait pas dans un des cas prévus pour une mise en régie, que ce n'était point par son fait que les travaux languissaient, etc. ; il peut dire encore que les formes nécessaires n'ont pas été observées à son égard, et demander, par suite, non pas que la mesure soit rapportée, mais que ses conséquences ne retombent pas à sa charge. On rentre là, en effet, dans l'une des principales attributions des conseils de préfecture, à savoir, la connaissance des difficultés qui s'élèvent sur le sens et l'exécution des marchés des travaux publics.

Cette distinction entre les attributions respectives de l'administration et de la juridiction contentieuse, en cette matière, est consacrée par de nombreux arrêts

30 juillet 1863, *Daumer*; — 7 janvier 1864, *Raoult*; — 9 août 1865, *Delalée*; — 3 janvier 1881, *Crété*).

4. — S'il n'a pas été procédé régulièrement, ou si la régie est déclarée mal fondée par le conseil de préfecture, les conséquences onéreuses en sont laissées à la charge de l'administration.

C'est ce qui devrait être décidé, par exemple, s'il n'y avait pas eu d'arrêté préparatoire de mise en demeure; — si cet arrêté n'avait pas été notifié à l'entrepreneur; — si le délai imparti pour satisfaire à la mise en demeure avait été moindre de dix jours, sans que l'urgence fût invoquée; 31 décembre 1878, *Ville de Toulon*; — 4 avril 1879, *Bouchet*). S'il était établi que l'entrepreneur s'était soumis à l'arrêté de mise en demeure, tout en réservant son droit (10 mai 1875, *Joret*), — si enfin, et au fond, il était justifié que les ordres de service des ingénieurs imposaient à l'entrepreneur des obligations autres que celles qui résultent des clauses et conditions générales et du devis de l'entreprise (14 février 1861, *Dupont*; — 23 avril 1880, *Beldant*); ou qu'il lui était impossible de remplir dans le délai fixé (9 avril 1868, *Martine*; — 29 juin 1869, *Fabre*; — 6 mars 1874, *Avon*). Voy. 16 avril 1880, *Gauthier*.

L'administration n'est pas tenue de faire précéder l'arrêté de mise en demeure d'un procès-verbal constatant que les conditions de l'adjudication ne sont pas remplies par l'entrepreneur. — Mais lorsque l'arrêté de mise en régie a été pris plus de 6 mois après l'arrêté de mise en demeure, la régie est irrégulière, s'il n'a pas été suffisamment constaté que, dans cet intervalle, l'entrepreneur n'avait rien fait pour se conformer aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure (16 janvier 1874, *Gauthier*).

5. — L'inventaire descriptif du matériel, qui doit suivre immédiatement l'établissement de la régie, ne constitue pas une formalité essentielle à la validité de la régie (12 janvier 1877, *Guernet*; — 3 janvier 1881, *Crété*).

Mais l'entrepreneur est fondé à demander la réparation du préjudice que l'administration a pu lui causer en le dépossédant sans inventaire ni état de situation préalables de son matériel et de ses approvisionnements (4 juillet 1873, *syndicat de la Dives*) et à se prévaloir du défaut d'inventaire pour contester les comptes produits par la régie (16 janvier 1874, *Gauthier*; — 4 avril 1879, *Bouchet*).

La nomination d'un *régisseur* n'est pas non plus indispensable à la régularité de la régie, surtout si elle n'a pas été sollicitée par l'entrepreneur. Arrêt de 1874, précité.

6. — Sous le régime de l'ancien cahier, le Conseil d'Etat veillait également avec soin à ce que le peu de garanties laissées à l'entrepreneur ne lui fussent pas enlevées. Ainsi, il avait été jugé que les conséquences de la régie devaient rester à la charge de l'administration dans le cas où la régie avait été organisée sans mise en demeure préalable adressée à l'entrepreneur, ni fixation de délai (15 décem. 1846, *Pluvinet*; — 6 juin 1844, *Lesellier*).

Même décision, alors que l'arrêté de mise en régie n'avait pas été notifié à l'entrepreneur (25 mai 1841, *Roger-Berdoly*), ou alors que la régie avait été organisée avant l'expiration du délai accordé à l'entrepreneur (12 août 1848, *Nobilet*). Il a été jugé en outre que l'entrepreneur devait être indemnisé, non seulement du préjudice qu'il avait éprouvé, mais encore du gain qu'il aurait réalisé s'il avait dirigé lui-même les travaux (10 déc. 1875, *Joret*). Voy. 4 avril 1879, *Bouchet*.

7. — Il peut arriver, en effet, que la réparation résultant de la simple décharge des conséquences de la régie ne soit pas jugée suffisante. Toute latitude est laissée à la juridiction contentieuse pour apprécier et fixer le chiffre du dommage causé par une régie mal fondée. Cela avait déjà été jugé (24 janv. 1856, *Aubert*) contre

la prétention qu'élevait l'administration de soumettre l'indemnité à allouer en pareil cas à la limite du cinquième du montant des travaux restant à faire. — Dans une espèce jugée le 9 avril 1868 *Martine et Léon*) il a été décidé que l'entrepreneur devait être à la fois exonéré des pertes que la régie mal fondée avait faites sur une partie de l'entreprise, et indemnisé à raison de la privation du bénéfice réalisé par ladite régie sur une autre partie. V. 6 juillet 1863, *Cherrier*; — 6 mars 1874, *syndicat de la Dives*; — 14 janv. 1881, *dép. de la Sarthe*.

L'entrepreneur dont les travaux ont été mis en régie sans motif légitime est fondé à demander la résiliation de son marché (21 mai 1875, *commune de Parempuyre*).

8. — Les opérations de la régie se faisant aux frais et pour le compte de l'entrepreneur, il en résulte : 1° que celui-ci a le droit, pendant l'exécution, de suivre ces opérations, et d'obtenir communication de toutes les pièces comptables, sans que, bien entendu, il puisse entraver la marche des travaux; c'est ce que le nouveau texte dit expressément :

2° Qu'il a le droit également, après l'exécution, de réclamer un compte de *clerc à maître* de toutes les dépenses de la régie (arrêt du 14 fév. 1834, *Vourgère et Raquin*). Mais c'est là un droit personnel à l'entrepreneur, il n'appartiendrait pas à ses créanciers (même arrêt).

L'entrepreneur peut demander le rejet de toutes dépenses qu'il démontrerait provenir d'une *mauvaise gestion du régisseur*. Les dilapidations, s'il venait à en être constaté, les avaries causées par négligence ou imprudence, en un mot toutes les fautes lourdes du régisseur, doivent rester à la charge de l'administration, responsable de son agent (31 août 1837, *départ. des Deux-Sèvres*; — 18 janv. 1845, *Richard*). V. 7 janv. 1877, *Guernet*.

L'entrepreneur ne peut être tenu de payer les honoraires du conducteur des travaux chargé de la direction de la régie (19 décembre 1879, *Chazotte*).

9. — D'après la rédaction de l'ancien article 21, il sem-

blait que si l'administration supérieure ne jugeait pas devoir ordonner la continuation de la régie, il y eût en quelque sorte nécessité de procéder à la réadjudication *sur folle enchère de l'entreprise*.

La pratique, à la vérité, démentait à cet égard le texte, et il arrivait souvent que l'administration consentait à une résiliation pure et simple avec réadjudication pour son propre compte.

Le nouveau texte est plus clair et dispose que le ministre pourra, suivant les circonstances, soit ordonner une nouvelle adjudication à folle enchère, *soit prononcer la résiliation pure et simple du marché*, soit prescrire la continuation de la régie. Il est bien entendu, cependant, que la résiliation avec réadjudication à la *folle enchère*, c'est-à-dire aux risques et périls de l'entrepreneur, est dans le droit rigoureux de l'administration. En pareil cas, si la réadjudication s'opère à des prix supérieurs à ceux de la première (et c'est ce qui arrive le plus souvent), la différence se recouvre au profit de l'Etat, d'abord sur le cautionnement du premier entrepreneur, ensuite sur les sommes qui peuvent lui être dues pour les travaux déjà exécutés; enfin, en cas d'insuffisance de ses ressources, par les voies de poursuites ordinaires tant contre lui que contre sa caution.

10. — Il a été jugé le 15 juin 1841 (*Bau*), que l'administration pouvait, après avoir mis l'entrepreneur en demeure, faire procéder immédiatement non pas à la mise en régie, mais à la réadjudication à la folle enchère. Cette jurisprudence paraît aujourd'hui abandonnée. (Voy. l'arrêt Noël cité ci-dessous); elle nous semblerait, en effet, contraire à l'esprit du nouvel article qui, en échelonnant les mesures de rigueur, selon leur gravité, a assuré à l'entrepreneur une garantie dont il ne doit pas être privé.

Dans tous les cas, lorsque l'arrêté de mise en de-

meure a subordonné la résiliation du marché à l'organisation d'une régie, la résiliation prononcée sans qu'il ait été préalablement procédé à la mise en régie est irrégulière, et l'entrepreneur doit être déchargé des conséquences de l'adjudication sur folle enchère qui l'a suivie (25 juillet 1873, *Noël*).

— La commune qui, après la mise en régie, a traité de suite directement avec un autre entrepreneur, n'est pas fondée à se plaindre de ce que le conseil de préfecture a prononcé la résiliation du marché (20 juillet 1877, *commune de Martigues*).

11. — L'acte par lequel l'administration ordonne la réadjudication à la folle enchère de l'entrepreneur n'est d'ailleurs pas susceptible de recours contentieux (27 octobre 1837, *Barbe*.)

12. — Il va sans dire qu'il ne peut être apporté aucun changement aux conditions auxquelles a eu lieu la première adjudication. Mais l'entrepreneur n'est pas recevable à se plaindre de ce que le bureau chargé de procéder à la nouvelle adjudication aurait refusé d'admettre des promesses de cautionnement fournies par des soumissionnaires et qui seraient cependant identiques à celles qui avaient été acceptées lors de la première adjudication. L'administration a un pouvoir discrétionnaire à cet égard en vertu de l'article 2. (12 janvier 1877, *Guernet*).

13. — Lorsque la résiliation de l'entreprise a été la suite d'une mise en régie régulière et fondée, l'entrepreneur ne peut réclamer d'indemnité d'aucune sorte (10 janvier 1856, *Nepoauet*). C'est, en effet, par sa faute que la résiliation a lieu. Mais lorsque la régie est mise à la charge de l'administration, il est fondé à demander un prix de location représentant l'usure du matériel dont l'administration s'est servie pendant la régie (3 janvier

1873, *Murco*; — 21 février 1873, *Daumer*; — 4 juillet 1873, *syndicat de la Dives*; — 2 juillet 1880, *Joret*).

14. — On remarquera enfin la disposition nouvelle qui porte que l'entrepreneur pourra être relevé de la régie une fois prononcée contre lui, s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

ARTICLE 36.

En cas de décès de l'entrepreneur, le contrat est résilié de droit, sauf à l'administration à accepter, s'il y a lieu, les offres qui peuvent être faites par les héritiers pour la continuation des travaux (4).

Cet article, nouveau, comble une lacune de l'ancien cahier, en rappelant la règle posée par l'art. 1795 du Code civil. Il est clair qu'un contrat où le choix de la personne a été un élément déterminant pour l'une des parties ne saurait survivre à cette personne.

L'administration reprend, en cas de décès de l'entrepreneur, le matériel de l'entreprise, si les héritiers ou ayants cause en font la demande (voir l'art. 43)

Lorsque deux entrepreneurs ont soumissionné conjointement l'exécution de travaux qui ont fait l'objet d'une adjudication unique, chacun des deux soumissionnaires est obligé pour le tout, et dès-lors le décès de l'un des entrepreneurs n'entraîne pas la résiliation de l'entreprise (7 février 1873, *Guernet*).

Lorsque la soumission et le procès-verbal d'adjudication sont signés du nom seul de X... l'administration est fondée à soutenir qu'elle n'a traité qu'avec cet entrepre-

(4) Disposition nouvelle.

neur personnellement, alors même que les termes de la soumission révéleraient l'existence d'une société établie entre cet entrepreneur et des tiers (10 janv. 1873, *Dousset*).

En cas de malfaçon, les héritiers de l'entrepreneur peuvent bien être condamnés à des dommages-intérêts, mais non à exécuter des travaux personnellement (13 décembre 1878, *Escarraquel*).

ARTICLE 37.

En cas de faillite de l'entrepreneur, le contrat est également résilié de plein droit, sauf à l'administration à accepter, s'il y a lieu, les offres qui peuvent être faites par les créanciers pour la continuation de l'entreprise.

Le crédit et la solvabilité de l'entrepreneur ayant été l'une des conditions de l'adjudication, si cette solvabilité disparaît par l'état de faillite de l'entrepreneur, le marché se trouve naturellement rompu. — Le failli, d'ailleurs n'est plus maître de ses droits, et sa personnalité s'efface pour faire place à un être moral, la masse des créanciers.

OBSERVATION GÉNÉRALE SUR LA MATIÈRE DES RÉSILIATIONS.

— Nous venons de passer en revue, sous les 8 articles précédents, les divers cas de résiliation du marché qui sont prévus par le cahier des clauses et conditions générales. Ces cas peuvent se classer ainsi :

— Cas de résiliation par le fait et la volonté de l'administration (modifications dépassant une certaine mesure, par augmentation ou diminution de la masse des travaux, — cessation absolue, — ajournement pour plus d'un an).

— Cas de résiliation par suite de circonstances qui ne sont imputables à aucune des parties (augmentation notable des prix, — décès de l'entrepreneur).

— Cas de résiliation par la faute de l'entrepreneur (inexécution du marché ou des ordres de service, — état de faillite, sous-traité).

Ce sont là, en effet, les différentes situations qui se rencontrent le plus habituellement dans la pratique ; — mais le droit à résiliation peut trouver à se produire dans d'autres circonstances que celles-là. Il faut alors suivre les règles du droit commun. Ainsi, de même que la faculté de résiliation par sa seule volonté (art. 1794, C. civ.) pourra être invoquée par l'administration, même en dehors des cas prévus par le cahier, mais toujours, bien entendu, sous réserve d'indemnité, comme cela a été jugé par les arrêts du 6 juil. 1863, *Charier* ; — 19 mai 1864 et 27 déc. 1865, *Bacquey* ; — 26 août 1867, *commune de Froncle* ; — de même l'entrepreneur conserve vis-à-vis de l'administration, le droit qui appartient à tout contractant arguant de l'inexécution d'une convention d'en demander la résolution contre l'autre partie, *avec dommages-intérêts* (art. 1184, C. civ.). Toute infraction aux stipulations du devis ouvre un droit à indemnité en faveur de l'entrepreneur, comme nous l'avons vu sous l'art. 28 ; elle lui permet, en outre, de demander la résiliation du marché, si elle modifie les conditions principales en vue desquelles ce marché a été conclu. — Dans cet ordre d'idées, et comme ayant fait application du principe posé dans l'art. 1184, on peut citer les arrêts des 13 juin 1860, (*ville d'Auxonne*) ; et 28 mars 1866, (*syndicat de Varades*), le premier jugeant en faveur de l'entrepreneur que le droit de demander la résiliation pour modifications aux conditions réciproquement acceptées (dans l'espèce modifications fondamentales au projet) est inhérent au contrat ; — le second, prononçant la résiliation pour cause d'inexécution des conditions stipulées en faveur de l'entrepreneur, et

admettant le principe de dommages-intérêts contre le syndicat, maître de l'ouvrage. V. aussi 12 août 1879, *Krohn*.

On trouve encore une autre application de l'art. 1184 dans l'arrêt du 25 mars 1865, (*Demeure*) où c'est l'administration, cette fois, qui, en présence de l'insuffisance constatée des ressources de l'entrepreneur, fait prononcer contre lui la résiliation de l'entreprise, en vertu des principes du droit commun.

Enfin le Conseil d'Etat a prononcé la résiliation du marché, avec dommages-intérêts au profit de l'entrepreneur, dans une affaire où l'administration avait distrait de l'entreprise la construction d'un pont qui devait mettre en communication les chantiers situés sur les rives opposées d'un cours d'eau et prétendait mettre à la charge de l'entrepreneur la construction du pont provisoire nécessaire pour l'exécution des travaux (27 fév. 1874, *Colas*).

Ainsi, il doit être bien entendu que les causes de résiliation non prévues par le cahier des ponts et chaussées retombent sous l'empire de la loi générale.

— L'entrepreneur qui s'est engagé à reconstruire l'église d'une commune moyennant une somme déterminée est fondé à soutenir que les conditions dans lesquelles il s'était engagé ont été complètement changées et à demander la résiliation de son engagement lorsque la commune ne l'a mis en demeure d'exécuter son obligation qu'après un retard de neuf années (24 novembre 1876, *Monge*).

— Le Conseil d'Etat a jugé que la résiliation des travaux d'un premier lot prononcée à la suite d'une mise en régie légalement établie n'autorise pas l'entrepreneur à demander, par voie de conséquence, la résiliation des travaux du deuxième lot, alors que ces derniers travaux ont été adjugés, d'une manière entièrement distincte, non à cet entrepreneur seul, mais à cet entrepreneur et à un tiers (31 janv. 1873, *Colleye*).

Quant aux cas où la résiliation serait demandée par

l'entrepreneur, non plus comme un droit, mais comme une pure faveur, pour se décharger des suites d'un marché reconnu onéreux, ils ne relèvent que de l'administration elle-même, au gracieux ; et il est bien clair que si celle-ci consent à se départir de ses droits et à délier l'entrepreneur de ses engagements, il ne saurait être question d'indemnité de quelque nature que ce soit (20 avril 1854, *Preire et Cochois* ; — 20 juillet 1867, *Pascal* ; — 4 juillet 1873, *syndicat de la Dives*).

Même observation, et à plus forte raison, à l'entrepreneur qui se serait exposé à la résiliation pour infraction à l'article 9 du cahier (interdiction de sous-traiter sans autorisation). (Voyez en ce sens arrêt du 9 mars 1854 *Colvée*).

TITRE III.

RÈGLEMENT DES DÉPENSES.

ARTICLE 38.

A défaut de stipulations spéciales dans le devis, les comptes sont établis d'après les quantités d'ouvrages réellement effectuées, suivant les dimensions et les poids constatés par des métrés définitifs et des pesages faits en cours ou en fin d'exécution, sauf les cas prévus par l'article 23, et les dépenses sont réglées d'après les prix de l'adjudication.

L'entrepreneur ne peut, dans aucun cas, pour les métrés et pesages, invoquer en sa faveur les us et coutumes (1).

(1) *Ancien art. 30.*

1. — Puisqu'il s'agit ici de l'établissement des comptes, et par conséquent de l'établissement des cubes, ce peut être le lieu de dire quelques mots des difficultés relatives au *foisonnement*. On appelle ainsi, comme on le sait, l'accroissement de volume que prend une certaine masse à déblayer après son extraction ou son déblitage. Cet accroissement peut, pour certaines natures de déblais, atteindre des proportions considérables ; aussi donne-t-il souvent lieu à la réclamation de la part des entrepreneurs. Mais il ne peut pas toujours en être tenu compte.

Si par exemple, comme cela arrive fréquemment, le devis a stipulé que « toutes les fouilles et les déblais » *seraient mesurés en déblais et non en remblais*, l'entrepreneur ne peut prétendre qu'il doit lui être fait état du foisonnement : cette demande, en effet, tendrait à faire mesurer et payer comme remblais, contrairement au devis, les déblais provenant des fouilles (9 février 1860, *Dupeu*; — 5 mai 1864, *Boisard*; 3 janv. 1881, *Crété*).

Il faudra donc, pour qu'il puisse être tenu compte du foisonnement, que le devis n'ait rien dit de contraire. — Ainsi, dans une espèce récemment jugée (30 juin 1866, *Alazard*), des déblais réservés pour remblais devaient être payés un certain prix par mètre cube, et les *déblais transportés aux décharges publiques* un prix supérieur. Le devis indiquait bien que le cube total des déblais serait déterminé d'après les profils des fouilles, et le cube des déblais employés en remblais d'après le profil des remblais ; mais il ne statuait rien sur le mode d'établissement du cube des déblais transportés aux décharges publiques. Les ingénieurs l'avaient fixé en déduisant du cube total des déblais celui des déblais employés en remblais, chaque mètre cube de remblais ainsi formé étant considéré comme l'équivalent en volume d'un mètre cube de déblais ; or, comme par suite du foisonnement des terres extraites pour être employées en remblais, il avait fallu moins d'un mètre cube de déblais

pour former un mètre cube de remblais, l'entrepreneur soutenait qu'en calculant ainsi le cube des déblais transportés aux décharges publiques, on lui faisait tort de ceux des déblais qui représentaient le foisonnement des terres employées en remblais. Sa réclamation a été jugée fondée, et le foisonnement ayant été évalué au dixième du cube total des remblais, il lui a été alloué, en plus de ce qui était porté au décompte pour les déblais transportés aux décharges publiques, une somme de 29,713 fr. V. aussi 3 janvier 1881, *Crété*.

2. — Conformément au principe posé dans le § 2 de l'ancien art. 30 et reproduit dans le nouvel art. 38, il a été jugé que c'était à tort qu'un conseil de préfecture, se fondant sur *les usages du commerce*, avait décidé qu'au poids réellement livré de ciment de Vassy le poids des barils serait ajouté, pour établir les quantités auxquelles devaient être appliqués les prix fixés par le bordereau pour le ciment de Vassy (4 septembre 1856, *Saint-Georges*).

3. — Mais il doit être tenu compte de l'usage lorsqu'il s'agit d'interpréter les clauses du marché. Jugé, en conséquence, que si, d'après le devis descriptif, le prix du mètre cube de pierres de granit comprend le débit et le déchet, cette clause doit être entendue en ce sens que le prix comprend les déchets provenant du débit et qu'elle n'a pas pour objet de déroger à l'usage d'après lequel il est tenu compte des parties qui ont dû nécessairement être retranchées pour donner aux pierres la forme exigée pour l'emploi auquel elles sont destinées (7 mai 1875, *Fabrique de Pludual*) Voy. aussi 7 mai 1875, *Commune de Gorron*).

ARTICLE 39.

Les attachements sont pris au fur et à mesure de l'avancement des travaux par l'agent chargé de

leur surveillance, en présence de l'entrepreneur et contradictoirement avec lui : celui-ci doit les signer au moment de la présentation qui lui en est faite.

Lorsque l'entrepreneur refuse de signer ces attachements ou ne les signe qu'avec réserve, il lui est accordé un délai de dix jours, à dater de la présentation des pièces, pour formuler par écrit ses observations. Passé ce délai, les attachements sont censés acceptés par lui comme s'ils étaient signés sans réserve. Dans ce cas, il est dressé procès-verbal de la présentation et des circonstances qui l'ont accompagnée. Ce procès-verbal est annexé aux pièces non acceptées.

Les résultats des attachements inscrits sur les carnets ne sont portés en compte qu'autant qu'ils ont été admis par les ingénieurs (1)

1. — Les art. 39, 40 et 41 règlent avec plus de clarté et de détails ce qui faisait l'objet de l'ancien art. 32.

L'art. 39 est spécial aux attachements tenus en cours d'exécution : il faut le rapprocher des art. 9, 10 et 11 du règlement du 28 sept. 1849 sur la comptabilité des travaux publics.

2. — Ce n'est que pour les réserves sur les attachements que le nouveau cahier conserve le court délai de dix jours qui était le délai général du cahier de 1833 pour toutes pièces de comptabilité.

Nous verrons, sous les articles suivants, que pour les

(1) Ancien art. 32.

décomptes proprement dits, le délai pour signer ou faire des réserves est porté à vingt jours.

3. — Il faut appliquer aux réserves à faire sur les attachements ce que nous dirons sous l'art. 41 de la manière de les formuler sur les décomptes.

Ainsi l'entrepreneur ne peut revenir sur les énonciations contenues aux carnets d'attachement dressés contradictoirement pour constater le cube des terrassements supplémentaires et signés par lui sans réserves (24 nov. 1876, *Ministre des travaux publics, c. Gianoli*).

Du reste, lorsque les carnets d'attachement constatent seulement la nature et la quantité de matériaux employés, l'entrepreneur ne peut être considéré comme ayant renoncé, en signant sans réserves, à en discuter le prix. (30 janvier 1868, *Masson*).

4. — Lorsqu'il n'a pas été tenu d'attachements réguliers, l'importance de travaux doit être déterminée au moyen d'une expertise (9 juin 1876, *Aubert*; 11 mars 1881, *Ville de Toulouse*). V. aussi le commentaire de l'article 22.

5. — Sur le point de départ du délai de dix jours, V. 3 janvier 1881, *Crété*.

ARTICLE 32.

A la fin de chaque mois, il est dressé un décompte des ouvrages exécutés et des dépenses faites, pour servir de base aux paiements à faire à l'entrepreneur.

Reproduction sous une forme abrégée de l'art. 17 du règlement de 1849 sur la comptabilité des travaux publics (comptabilité du conducteur), qui établit seulement une mesure d'administration ne constituant aucun droit à l'entrepreneur.

ARTICLE 41.

A la fin de chaque année, il est dressé un décompte de l'entreprise, que l'on divise en deux parties : la première comprend les ouvrages et portions d'ouvrages dont le métré a pu être arrêté définitivement, et la seconde les ouvrages et portions d'ouvrages dont la situation n'a pu être établie que d'une manière provisoire.

Ce décompte, auquel sont joints les métrés et les pièces à l'appui, est présenté, sans déplacement, à l'acceptation de l'entrepreneur; il est dressé procès-verbal de la présentation et des circonstances qui l'ont accompagnée.

L'entrepreneur, indépendamment de la communication qui lui est faite de ces pièces, est, en outre, autorisé à faire transcrire par ses commis dans les bureaux des ingénieurs, celle dont il veut se procurer des expéditions.

En ce qui concerne la première partie du décompte, l'acceptation de l'entrepreneur est définitive, tant pour l'application des prix que pour les quantités d'ouvrages.

S'il refuse d'accepter ou s'il ne signe qu'avec réserve, il doit déduire ses motifs, par écrit, dans les vingt jours qui suivent la présentation des pièces.

Il est expressément stipulé que l'entrepreneur n'est point admis à élever de réclamations, au sujet des pièces ci-dessus indiquées, après le

délai de vingt jours, et que, passé ce délai, le décompte est censé accepté par lui, quand bien même il ne l'aurait pas signé, ou ne l'aurait signé qu'avec une réserve dont les motifs ne seraient pas spécifiés.

Le procès-verbal de présentation doit toujours être annexé aux pièces non acceptées.

En ce qui concerne la deuxième partie du décompte, l'acceptation de l'entrepreneur n'est considérée que comme provisoire.

Les stipulations des paragraphes 2, 3, 4, 5, 6 et 7 du présent article s'appliquent au décompte général et définitif de l'entreprise.

Elles s'appliquent aussi aux décomptes définitifs partiels qui peuvent être présentés à l'entrepreneur dans le courant de la campagne (1).

1. — Nous avons signalé dans nos précédentes éditions, à propos de l'ancien article 32, l'importance et les périls de cette disposition. Nous avons rappelé que les déchéances pour réclamations tardives, ou pour insuffisance de motifs, étaient très-fréquentes; qu'il arrivait souvent que les intéressés se méprenaient sur le vrai caractère des pièces qui leur étaient soumises et perdaient ainsi des droits qu'ils auraient conservés s'ils eussent été mieux éclairés. Nous revenons sur cette observation, qui garde toute son actualité, puisqu'il s'agit toujours, dans le nouveau texte comme dans l'ancien, d'une déchéance irrévocable.

(1) *Anciens art. 32 et 33.*

Quelques mots, d'abord, de la nouvelle rédaction, pour constater que l'administration a donné satisfaction à une demande bien légitime en élevant à *vingt* jours le délai beaucoup trop court de *dix* jours de l'ancien cahier; — pour faire remarquer aussi, avec la circulaire ministérielle, qu'il y a une disposition nouvelle : celle qui divise les décomptes de fin d'année en deux parties comprenant, la première les ouvrages dont le métré a pu être arrêté définitivement, la seconde ceux dont la situation n'a pu être établie que d'une manière provisoire. M. le ministre espère que cette disposition pourra prévenir un certain nombre de contestations.

2. — Il était effectivement de jurisprudence, sous le régime de l'ancien cahier, que la déchéance, faute de réserves en temps utiles, s'appliquait aux décomptes *provisoires* ou *partiels* présentés en cours d'exécution, aussi bien qu'aux décomptes *définitifs* (31 mai 1851, *Roussel-Agnus*; — 23 avril 1857, *Toussaint*; — 24 juin 1858, *Saintex*).

Le nouveau texte ne permet plus cette interprétation. Il est certain aujourd'hui que pour tout décompte concernant des ouvrages ou parties d'ouvrages dont la situation n'a été établie *que d'une manière provisoire*, l'acceptation de l'entrepreneur ne sera que provisoire aussi.

La déchéance ne peut plus s'appliquer qu'aux décomptes ayant un caractère *définitif*, qu'ils soient du reste partiels ou généraux. Tout se réduira donc désormais, dans les difficultés de cette nature, à rechercher le vrai caractère de la pièce; et si, comme M. le ministre en manifeste le vœu, les ingénieurs observent toujours la division indiquée par notre article, il est permis de croire que la solution sera facile.

3. — Sous la réserve de ce qui vient d'être dit, la

déchéance, lorsqu'elle devient applicable, s'étend d'ailleurs aussi bien aux réclamations portant sur les *prix* des ouvrages qu'à celles qui portent sur les *quantités*. Notre article le dit expressément, et cela avait déjà été jugé par le Conseil d'État (4 mai 1854, *Deroy*).

— Elle s'étend également aux réclamations qui concernent la partie du décompte relative aux changements ordonnés en cours d'exécution, aussi bien qu'à celles qui concernent les travaux indiqués au devis (22 août 1853, *Morizot*; — 17 janvier 1879, *Maille*).

— Il a été jugé même que la déchéance s'appliquait aux réclamations qui ne s'attaquent pas au décompte lui-même, par exemple à une réclamation d'indemnité à raison du préjudice causé par la résiliation de l'entreprise (24 mai 1854, *Juve*), et à une demande tendant à obtenir diverses indemnités pour le préjudice éprouvé par suite d'interruptions survenues dans les travaux, au cours de l'entreprise (8 août 1865, *Boistelle*).

Nous avons dit, dans nos précédentes éditions, que cette jurisprudence nous paraissait bien sévère et qu'à notre sens, la fin de non recevoir, applicable à toutes les réclamations qui s'attaquent au décompte lui-même, c'est-à-dire qui tendent à faire rectifier les chiffres portés dans ce décompte, ne devrait plus l'être à celles qui ont leur cause et leur objet en dehors de ce décompte, qui en sont indépendantes, et à l'égard desquelles, par conséquent, des réserves dans le décompte n'auraient pas de raison d'être.

Le Conseil d'État est revenu, dans ces dernières années, sur cette jurisprudence. Déjà, en 1868, il avait rejeté la fin de non recevoir opposée par l'administration à la demande de l'entrepreneur tendant à être indemnisé à raison de l'emploi par l'administration, en sus des matériaux acceptés par les ingénieurs et en dehors des prévisions du contrat, d'autres matériaux antérieurement refusés et laissés à sa charge, par le motif que cette partie de la demande de l'entrepreneur

n'avait pas pour objet de faire modifier le prix ou les quantités des matériaux acceptés et portés au décompte (7 mars 1868, Laval). Dans une affaire plus récente, le Conseil a admis expressément la demande des entrepreneurs tendant à obtenir une indemnité en raison de l'emploi que l'administration avait fait, au cours de la régie, de matériaux leur appartenant et qu'elle aurait trouvés sur leurs chantiers ou qu'elle aurait extraits de leurs carrières, par le motif que *cette réclamation n'était pas dirigée contre le décompte des dépenses effectuées par la régie, décompte dont les entrepreneurs ne critiquaient aucun article (17 mars 1876, Sarlin et Rabattu),* Voy. aussi les arrêts des 24 janvier 1872, *Clet*, et du 22 novembre 1872, *Dufour*. Comp. les arrêts plus récents des 16 juin 1876, *Rouzaud*; — 29 déc. 1876, *Dalby*; — 20 août 1878, *Michel*; — 16 juillet 1880, *Gautier*; — 16 juillet 1880, *Castaigns*.

La déchéance ne saurait, dans tous les cas, s'appliquer à une réclamation relative au prix de matériaux approvisionnés par l'entrepreneur et employés, sans son consentement, par l'administration, à des travaux *qui ne faisaient pas partie de l'entreprise adjugée (10 janvier 1856, Humbert-Droz).*

4. — Il ne suffit pas de protester d'une manière vague et générale; il faut spécifier, dans le délai voulu, les motifs sur lesquels on fonde ses réclamations. — C'est là un premier principe consacré par la jurisprudence journalière du Conseil d'Etat (voir notamment arrêt du 22 février 1866, *Astier*). Ainsi, par exemple, il ne suffirait pas de dire, au bas d'un décompte, qu'on ne l'accepte pas parce qu'il est inexact ou incomplet, que tel chef ne comprend pas tout ce qui est dû à l'entrepreneur, etc. Il ne suffirait pas non plus, de dire qu'on l'accepte *que sauf erreur ou omission (24 avril 1867, Toussaint)* ou que sous la réserve de réclamer l'application de l'article 32 (7 août 1874, *Leglos et Moret*), une

telle réserve ne sauvegardera point le droit de l'entrepreneur. — Il faut entrer dans le détail et, comme le dit l'article 41, *déduire et spécifier ses motifs*, de telle sorte que, sur chaque chef de réclamation, l'administration puisse voir clairement de quoi il s'agit et soit mise à même de procéder aux vérifications et constatations nécessaires. — Du reste, l'indication sommaire des motifs suffit pour éviter la déchéance : leur développement peut se faire ensuite dans un mémoire ultérieur pour la rédaction duquel l'entrepreneur n'est plus assujéti à aucun délai.

Il suffit également de déclarer se référer aux réclamations détaillées formulées par lettre au cours des travaux (4 août 1876, *département d'Oran*; — 6 août 1881, *Des-soliers*). Mais les réclamations qui ont pu être faites ainsi au cours des travaux, doivent être renouvelées dans le délai fixé par notre article. — Jugé en ce sens que la lettre par laquelle l'entrepreneur a signalé au préfet les difficultés exceptionnelles qu'il prétendait rencontrer dans l'extraction des dragages ne le dispensait pas de protester, lors de la présentation du métré définitif, s'il entendait soutenir que les dragages classés audit métré ne rentraient pas dans ceux prévus au devis (29 décembre 1876, *Dupond*). V. aussi 11 juin 1875, *Nercam*; — 16 juin 1876, *Rouzaud*; — 16 avril 1880, *Gautier* et les arrêts cités p. 151.

5. — Lorsque l'entrepreneur s'est borné à soutenir, dans ses réserves, que les clauses et conditions générales des marchés de travaux publics n'étaient pas applicables à son entreprise, il n'est pas recevable à discuter ultérieurement les chiffres portés au décompte (25 avril 1873, *Roux*).

De même les réserves faites sur un point ne suffiraient pas pour permettre de réclamer sur les autres points, après l'expiration du délai fixé par l'art. 41 (21 fév. 1867, *Gouvenot*; — 28 juill. 1869, *Lassus*; — 4 fév. 1881, *Lévêque*).

6. — Les réserves doivent être faites *par écrit*. — Des observations *verbales* faites par l'entrepreneur devant les ingénieurs, lors même qu'elles seraient constatées plus tard par ceux-ci, au moment de la signature du décompte, ne peuvent le mettre à l'abri de la déchéance (10 janvier 1856, *Chanudet*; — 8 août 1865, *Boistelle*).

Les réserves écrites sont ordinairement consignées par l'entrepreneur sur le décompte même et à la suite. Rien n'empêche cependant qu'il les fasse par lettre adressée à l'ingénieur; il aura soin seulement, en pareil cas, de retirer un accusé de réception, afin de pouvoir établir au besoin qu'il a rempli la formalité dans le délai voulu.

7. — Pour que l'administration soit fondée à invoquer la déchéance, elle doit justifier qu'elle s'est elle-même conformée au paragraphe 2 de l'article 41, c'est-à-dire qu'elle a donné à l'entrepreneur une connaissance suffisante des pièces qu'il est appelé à contredire. Si, par suite d'une communication incomplète, l'entrepreneur n'avait pas été mis à même de vérifier sérieusement les décomptes, il aurait le droit de repousser l'application de la déchéance (30 juin 1842, *Beslay*). Dans cette espèce, l'ingénieur avait omis de communiquer à l'entrepreneur d'un canal les profils en travers et les métrages des terrassements de l'un des biefs, ce qui ne mettait pas cet entrepreneur à même de vérifier les cubes énoncés au tableau de répartition des déblais et des remblais.

8. — Le délai de vingt jours court du jour de la *présentation des pièces*, dit l'article 41. Il ne saurait courir, par conséquent, du simple avertissement de venir en prendre communication. — Un tel avertissement, dans lequel aucune indication n'est donnée sur les dispositions du décompte, ne peut tenir lieu de la pré-

sensation même de ce décompte (26 déc. 1879, *Papet*). C'est du reste ce qui avait été jugé, en matière de travaux communaux, dans une espèce où le cahier des charges portait que les entrepreneurs devraient présenter leurs réclamations contre le décompte dans les dix jours qui suivraient la remise de ce décompte (21 juin 1866, *Champy*).

Il faut remarquer, d'ailleurs, que le nouvel article 41 ne parle plus seulement d'une *communication*, comme l'ancien article 32 : il dispose que le décompte doit être *présenté, sans déplacement*, à l'acceptation de l'entrepreneur, et qu'il est *dressé procès-verbal de cette présentation* et des circonstances qui l'ont accompagnée, quelle que soit la résolution prise par l'entrepreneur. (L'ancien art. 32 ne prescrivait le procès-verbal qu'en cas de refus d'acceptation.) — C'est donc dans la formalité de la présentation seulement qu'est le point de départ du délai.

En cas d'absence de l'entrepreneur, la notification du décompte au domicile élu suffit pour faire courir le délai (13 février 1868, *Avril et Isouard*). V. cependant 13 janvier 1859, *Roussel*.

9. — L'acceptation sans réserve par un entrepreneur du décompte de son entreprise ne peut faire obstacle à ce qu'il réclame ultérieurement le paiement de travaux qui n'étaient pas compris dans ce décompte, *parce qu'ils avaient été exécutés en dehors des prévisions du marché* (5 janvier 1850, *Sandino*; — 24 février 1853, *Cressonnier*; — 4 avril 1873, *Escarraguel*).

10. — Il faut observer encore que la déchéance n'est pas applicable aux réclamations pour erreurs matérielles, faux ou doubles emplois, dans les décomptes ou autres pièces comptables. L'équité et le droit commun (art. 541, C. proc. civ.) veulent qu'on puisse toujours réclamer contre de semblables erreurs : c'est là un

principe qui ne reçoit nulle part d'exception, et qui a été consacré plusieurs fois par la jurisprudence du Conseil (17 janvier 1838, *Jacob* ; — 26 juillet 1851, *Emery* ; — 27 juin 1865, *Ville de Poitiers* ; — 21 février 1867, *Gouvenot* ; — 11 décembre 1871, *Barbouteau*).

Mais on ne peut considérer comme erreurs matérielles, faisant faux ou double emploi, la fausse application d'un prix de transport dans le décompte, ni des erreurs de métrage. — Jugé, en conséquence, que l'administration ne pouvait revenir, pour de telles erreurs, sur un décompte accepté et suivi de paiement (31 octobre 1833, *Cayla* ; — 27 juin 1865, *Ville de Poitiers* ; — Voyez aussi les arrêts du 18 mars 1869 *Chassanoux*, 26 juin 1869, *Lemière* ; 21 juin 1878, *département du Rhône*.)

11. — Il est clair que si l'entrepreneur a reçu sans réserves le montant de son décompte, il s'est rendu non recevable à contester les comptes en vertu desquels le paiement est fait (31 octobre 1821, *Rigolet* ; — 28 avril 1824, *Lapotterie* ; — 18 janvier 1839, *Hémery* ; — 16 novembre 1854, *Théaux* ; — 16 mars 1870, *Sognot*).

— De même, si, après avoir demandé des intérêts, il touche le capital et en donne quittance sans aucune réserve, il se rend non recevable à réclamer judiciairement ces intérêts (23 juillet 1857, *Bouchet* ; — 24 janvier 1872, *Clet*).

— L'acceptation donnée sans réserve est indivisible et porte sur toutes les constatations de la pièce acceptée : l'entrepreneur ne pourrait prétendre, par exemple, qu'elle ne s'applique qu'aux *quantités* et non à la nature des travaux et des matériaux employés (13 juin 1860, *Berneau*).

Mais un entrepreneur peut, sans compromettre son droit de réclamation, toucher le mandat qui ne lui alloue que partie de ce qu'il croit lui être dû, s'il fait à ce sujet les réserves nécessaires entre les mains du pré-

est chargé d'ordonnancer les fonds (13 mars 1867, *Chaigneau*).

De même, un entrepreneur ne peut être déclaré non recevable à faire valoir les réclamations qu'il a présentées en temps utile contre le décompte de son entreprise par le seul fait qu'il a accepté un mandat de paiement portant la mention pour solde ; alors qu'il a déclaré au caissier qu'il ne donnerait quittance que sous toutes réserves, et que, sur le refus du caissier d'accepter ces réserves, il s'est abstenu de toucher le montant du mandat (11 juillet 1873, *Augros et Dumont*).

Le seul fait d'avoir acquitté sans réserves le montant d'une condamnation prononcée par le Conseil de préfecture, ne saurait être considéré comme un acte d'exécution volontaire (7 mai 1875, *Fabrique de Pludual*). Voy. aussi 21 juin 1878, *département du Rhône*.

12. — Il est bien entendu que la déchéance ne s'applique qu'aux réclamations à porter devant l'administration. — Lorsque, devant celle-ci, la réclamation a été formulée dans le délai prescrit, il n'y a plus ensuite aucun délai fatal pour saisir le conseil de préfecture. — La contraire avait cependant été jugé par un conseil de préfecture ; mais le Conseil d'Etat a annulé cette singulière décision (23 février 1854, *Aubry de Marau-mont*).

13. — De même, lorsque l'entrepreneur a saisi le conseil de préfecture de ses réclamations faites en temps utile contre des états de situation provisoire, si le décompte définitif lui est présenté avant que le conseil ait statué, il n'a pas besoin de renouveler lesdites réclamations au bas de ce décompte dans le délai fixé par l'article 41 (4 mai 1854, *Bertrand*). Dans cette affaire, l'entrepreneur, lorsque le décompte définitif lui avait été présenté, n'avait pas cru devoir y renouveler les réserves qu'il avait précédemment faites contre les états

provisoires, réserves dont il avait saisi le conseil de préfecture. Il s'était borné à dire, *quinze jours* après la présentation du décompte, qu'il s'en référerait aux réclamations antérieures qu'il avait adressées à la juridiction compétente. Le conseil de préfecture avait appliqué la déchéance; mais sa décision a été réformée par ce motif que, dans les circonstances données, le silence gardé par le sieur Bertrand ne pouvait être considéré comme l'abandon des réclamations antérieures qu'il avait formées et qui n'avaient pas encore été jugées. — Décisions analogues, les 4 août 1866 (*Beynel*); — 20 juillet 1867, (*Pascal*); — 14 novembre 1873, (*Agustinetty*).

Il en serait autrement si les réclamations adressées à l'administration avaient été rejetées par une décision du ministre des travaux publics notifiée à l'entrepreneur avant la présentation du décompte (13 février 1868, *Avril et Isouard*), ou si elles avaient été suivies de l'allocation d'une indemnité gracieuse touchée sans réserves par l'entrepreneur (1^{er} avril 1868, *Lefèvre*; — 16 juillet 1880, *Castaigns*), ou si la réclamation portée devant le conseil de préfecture avait seulement pour objet d'obtenir la présentation du décompte soumis ultérieurement à son acceptation (5 mai 1875, *Jigouzo*).

14. — L'acceptation une fois donnée par l'entrepreneur est *définitive* à son égard; mais l'administration supérieure a toujours le droit de faire subir aux décomptes, même ainsi acceptés, des modifications ou retranchements, car les ingénieurs, d'après le décret du 7 fructidor an XII, article 13, n'arrêtent les comptes que *provisoirement* et sauf son approbation (12 janvier 1853, *Courrière*; 31 mai 1855, *Loustalot*; — 18 août 1857, *Buquoy*). L'entrepreneur peut seulement contester, dans le délai de vingt jours, les modifications ainsi apportées au décompte qu'il avait accepté (16 février 1860, *Trône*; 7 avril 1865, *Barthe*).

Cette jurisprudence a été justement critiquée comme

créant une regrettable inégalité entre les deux parties. — Lorsque l'entrepreneur accepte un décompte, c'est sous la condition implicite mais nécessaire que l'administration l'acceptera également. Du moment où cette condition ne se réalise pas, il doit retrouver sa liberté.

Il semble que l'administration devrait ne pas profiter du droit qu'on lui reconnaît en pareil cas, et s'imposer l'obligation, ou de ne pas faire de réductions au décompte une fois qu'il est accepté par l'entrepreneur, ou de rendre à celui-ci le droit de discussion vis-à-vis d'elle. Il faut, du reste, appliquer ici la restriction que nous avons indiquée sous l'article 22, en ce qui touche le droit de l'administration de modifier *les éléments* du décompte. Voy. aussi les arrêts du 27 juin 1865, *Ville de Poitiers* et 22 novembre 1878, *Lartigue*.

15. — De même l'administration ne peut plus se prévaloir de l'article 41 lorsqu'elle a renoncé implicitement à opposer la déchéance qu'il édicte en participant à l'expertise ordonnée par le conseil de préfecture (13 mai 1881, *commune d'Espezel*).

16. — Nous avons cité sous l'article 13, l'arrêt du 30 juin 1842 (*Beslay*), d'après lequel la signature d'un simple commis de l'entrepreneur sur des pièces comptables, ne peut engager celui-ci, lorsqu'il déclare n'avoir donné au commis aucun pouvoir. Mais lorsque deux entrepreneurs ont soumissionné conjointement l'exécution des travaux, l'acceptation du décompte par l'un des entrepreneurs, lie également son associé ou les représentants de celui-ci (3 janvier 1881, *Datty*).

Le droit de discuter les décomptes est personnel à l'entrepreneur; ses créanciers ne peuvent intervenir en son nom dans le règlement. V. le commentaire de l'art. 9.

17. — Nous ne pouvons terminer sur cet article sans exprimer le regret d'avoir vu reparaître dans le nouveau cahier une clause rigoureuse dont il était permis

d'espérer la suppression. — Sur une question aussi capitale que le règlement des comptes, l'action en réclamation de l'entrepreneur se trouve limitée par une prescription de quelques jours ; et cette prescription, c'est l'autre partie qui la lui impose pour dégager d'autant plus promptement sa responsabilité ! c'est là véritablement une stipulation exorbitante. — Que le silence, l'absence de réserves de l'entrepreneur le placent, s'il veut réclamer plus tard, dans une situation plus difficile ; que la liquidation ne puisse être retardée par sa négligence ; — rien de plus juste. — Mais pourquoi faire résulter de ce silence la perte *irrévocable* de droits qui, en définitive, s'ils sont légitimes, le seront tout autant après les vingt jours qu'auparavant ?

L'entrepreneur ne devrait rencontrer d'autre forclusion que celle résultant des lois générales de déchéance au profit de l'Etat.

Le cahier des charges du ministère d'Etat a été plus équitable. Il prescrit bien aussi un délai pour la production des réclamations ; mais ce délai passé, l'entrepreneur ne court pas d'autre risque que de voir passer outre à la liquidation et au paiement de la créance constatée. Jusqu'à cette phase finale, il est encore recevable à réclamer. — Le cahier des clauses et conditions générales des marchés du service du génie, s'il n'accorde à l'entrepreneur qu'un délai de dix jours pour formuler ses observations sur les attachements, lui donne, du moins, un délai de six mois à partir de l'arrêté du règlement définitif des travaux de l'exercice, pour présenter ses réclamations sur ce règlement.

18. — Indépendamment de la déchéance spéciale établie par l'article 41, les entrepreneurs sont soumis, comme les autres créanciers de l'Etat, à la déchéance quinquennale, établie par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831, pour le montant des sommes dues à raison de l'entreprise et dont le paiement ne serait pas

réclamé dans le délai de cinq ans (24 juillet 1853, *Jaquot* ; 26 juillet 1855, *Haget*).

Mais cette déchéance n'est pas applicable aux capitaux déposés à titre de cautionnement (4 mai 1854, *Largey*), que l'Etat peut, du reste, verser à la caisse des dépôts et consignations un an après le terme fixé par le retrait du cautionnement. (Loi du 9 juillet 1836, art. 16.)

Il suffit, d'ailleurs, pour éviter la déchéance que la demande de paiement ait été adressée au ministre des Travaux publics, avant l'expiration du délai des cinq ans qui suit la réception définitive des travaux (9 juin 1876, *Quéref*).

ARTICLE 42,

L'entrepreneur ne peut, sous aucun prétexte, revenir sur les prix du marché qui ont été consentis par lui.

1. — Lorsque l'article 42 dit que les prix une fois acceptés par l'entrepreneur le lient définitivement et qu'il n'y peut plus demander de modifications, il ne fait que rappeler ce principe du droit commun que « les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites » (art. 1134, Code civil).

Mais il n'est pas moins évident que l'entrepreneur ne doit être lié, quant aux prix acceptés, que dans l'étendue des prévisions communes des parties, et que si les conditions d'exécution en vue desquelles avaient été établis ces prix sont notablement changées, ils ne doivent plus être appliqués, car « on doit rechercher dans les conventions quelle a été la commune intention des parties plutôt que s'arrêter au sens littéral des termes » (art. 1156 du même Code).

La difficulté, dans les contestations que soulève l'application de la règle de l'article 42, est de savoir lequel

de ces deux principes également incontestables doit prévaloir. Il arrive souvent, sans doute, que des entrepreneurs qui s'étaient engagés trop légèrement essayent, sous des prétextes plus ou moins spécieux, de revenir sur les prix par eux consentis, alors qu'ils n'ont à imputer qu'à leur propre imprudence les mécomptes dont ils sont victimes.

Mais il arrive aussi que l'administration oppose mal à propos et sans fondement la fin de non-recevoir formulée dans l'ancien article 11 et le nouvel article 42, alors que le contrat se trouve réellement modifié dans son essence. — Nous en avons vu des exemples remarquables sous l'article 29.

2. — L'administration des ponts et chaussées, lorsqu'elle met des travaux en adjudication, établit les *prix* de chaque nature d'ouvrage dans une pièce qu'on appelle *bordereau des prix*.

Nous avons déjà dit (art. 6) que cette pièce importante est divisée en deux parties bien distinctes : — La première, qui est le *bordereau* proprement dit, est celle qui doit servir de base à l'adjudication : les *prix* y sont énumérés sans aucun détail, et une observation imprimée sur la première page, avertit le lecteur que ces *prix* « sont ceux sur lesquels [porte le rabais de l'adjudication et qui doivent servir au règlement des comptes de l'entreprise. »

La deuxième partie, sous le simple titre de *renseignements*, comprend le détail des divers éléments du prix d'unité pour chaque nature d'ouvrage. — En général, il devra y avoir concordance entre les deux parties ; mais si, par exception, il en était autrement, un second avis, placé en tête de cette deuxième partie, avertit clairement les entrepreneurs que *les prix du bordereau sont seuls applicables*.

Ainsi, l'entrepreneur ne peut se prévaloir des diverses énonciations contenues dans ces *renseignements*, ni

chercher dans ces énonciations des preuves d'erreur ou d'omission dans la composition des prix portés en bloc dans la première partie. — L'administration n'entend nullement garantir la vérité ni l'exactitude des calculs au moyen desquels les ingénieurs sont arrivés à l'établissement des prix *annoncés* au *bordereau* : c'est aux entrepreneurs, avant de faire leur soumission, à se rendre par eux-mêmes compte de la manière dont ces prix peuvent avoir été établis, et à voir s'ils y trouvent une rémunération suffisante pour l'unité d'ouvrages auxquels ils s'appliquent. — C'est là un point établi par une jurisprudence constante.

Par exemple, l'entrepreneur ne peut être admis à réclamer contre la composition du prix fixé pour des matériaux à extraire d'une certaine carrière, sous prétexte que, dans cette composition, les ingénieurs auraient supposé la carrière éloignée de 22 kilomètres seulement du siège des travaux, alors qu'en réalité la distance était de 29 kilomètres (4 juin 1852, *Chovelon*).

Il ne peut réclamer davantage contre le prix du mètre courant de chaussée d'empierrement, sous prétexte qu'on aurait *omis* d'y comprendre l'emmétrage des moellons (23 déc. 1852, *Micé*; — 3 janv. 1881, *Datty*). — Ou contre le prix de la maçonnerie parce qu'on aurait fait une évaluation insuffisante de la quantité de mortier à employer (11 déc. 1854, *Démonet*; — 12 août 1879, *Guillot*; — 13 avril 1881, *Vernaud*).

— Ou encore parce qu'on aurait *omis*, soit le dixième de bénéfice, soit le déchet de la pierre (2 juin 1835, *Hayet*; — 22 juin 1843, *Laperrière*; — 9 février 1845, *Delarue*).

Il n'est pas recevable à se plaindre de ce qu'on aurait omis de porter au bordereau un prix pour la composition du mortier hydraulique (7 janvier 1869, *Flasselière*); — ou une somme représentant les indemnités qui devaient être payées par l'entrepreneur à raison des emprunts pour remblais (20 février 1874, *Colas*); — ou

de ce que les droits d'octroi y figureraient pour un chiffre inexact (2 mai 1873, *Monjalon*); — ou de ce que le prix du ciselage aurait été omis dans la composition du prix des moëllons piqués (13 février 1874, *Crète*).

Il ne peut réclamer non plus, dans une entreprise de curage et déroctage d'un port, un prix particulier pour l'extraction de certaines roches de nature granitique, alors que le prix fixé l'a été uniformément pour le mètre cube d'extraction de toutes les roches du port, sans distinction (29 mars 1851, *Caron*); — ni pour des roches granitiques et porphyriques, alors que le devis fixe un prix unique pour l'extraction des roches en masses compactes (14 juin 1855, *Dixmier*).

Jugé, encore, dans une espèce où le prix d'extraction des roches avait été fixé dans la supposition que le rocher à extraire resterait découvert par le flot pendant un certain nombre d'heures, chaque jour, et où il était démontré par l'entrepreneur que ce calcul s'était trouvé inexact et qu'il n'avait pu travailler que pendant un temps beaucoup moindre, que la réclamation était non recevable en présence de l'article 11 (25 février 1841, *Lesquer*); — que l'entrepreneur ne pouvait être admis à faire modifier le prix de transport d'un mètre cube de déblai à un relais de 30^m, sous prétexte que le transport ayant été fait sur des terrains en pente, la distance ne devait pas être calculée par relais *horizontal* de 30^m, mais par relais en rampe de 20^m, considéré comme l'équivalent du premier et payé le même prix (7 mai 1857, *Aubert*), ni à faire modifier le prix des matériaux, sous prétexte que la distance des carrières était plus longue en réalité que celle indiquée au sous-détail (11 août 1869, *Var*). Voyez aussi 4 juillet 1872, *Tissier*, et 5 décembre 1873, *Roques*.

— L'entrepreneur n'est même pas admis à réclamer pour faire redresser des *erreurs matérielles* dans l'addition des chiffres concourant à former le prix d'unité

(20 février 1835, *Ringard*; — 26 janvier 1867, *Agnus*; — 20 juin 1867, *Godbarge*).

— Et, du reste, l'administration n'a pas plus que l'entrepreneur le droit de se prévaloir des sous-détails ou renseignements sur la composition des prix. Ainsi jugé dans une espèce où un prix fixe de 70 francs étant alloué pour la *retaille d'un mille de pavés*, les ingénieurs voulaient distinguer entre les pavés retaillés qui avaient été employés sur place et ceux qui avaient été transportés à 5,900 ^m, *sous prétexte que le prix de 70 francs comprenait dans sa composition un transport à 5,900 ^m*, et ne payer les premiers qu'un prix beaucoup moindre (16 novembre 1854, *Appay*).

En définitive, l'invariabilité des prix fixés au bordereau sera justement opposée à l'entrepreneur toutes les fois qu'il ne pourra pas justifier que les conditions en vue desquelles ils ont été fixés auraient changé.

En vain alléguera-t-il l'insuffisance de ces prix ou leur mauvaise composition. C'était à lui à faire ses réflexions et ses calculs avant de se rendre adjudicataire.

3. — Mais l'entrepreneur est fondé à réclamer quand il n'a été porté au bordereau aucun prix pour l'ouvrage qu'il a exécuté; lorsqu'il est établi, par exemple, que le prix porté au bordereau pour la maçonnerie des voûtes a été calculé d'après les voûtes construites précédemment, où l'on avait employé la pierre de Laroque et de Bourg en doublerons, tandis que, d'après le devis, les voûtes devaient être construites avec des pierres de Bourg de 60 centimètres de queue (4 juillet 1872, *Monet*).

De même la disposition du cahier des charges d'après laquelle l'entrepreneur sera tenu d'apporter des terres de remblais sur les points qui lui seront désignés, de les niveler et dresser suivant les pentes qui seront indiquées n'a pas pour conséquence d'obliger l'entrepreneur à exécuter ce travail gratuitement. Si le bordereau ne

contient aucun prix relativement à l'exécution de ces remblais, il doit être procédé à la fixation d'un prix comme pour les autres travaux non prévus à la série des prix. (4 janvier 1878, *Hunebelle*).

4. — Mais, nous l'avons déjà dit, il peut arriver (par exemple par suite de l'insuffisance des études du projet) que les prix fixés au bordereau l'aient été pour un certain état de choses *qui ne se rencontre pas dans l'exécution* ; que par conséquent ces prix ne répondent plus à la nature d'ouvrage à laquelle les rédacteurs du bordereau avaient entendu les appliquer et sur laquelle l'entrepreneur avait dû compter.

Fallait-il, en pareil cas, continuer à appliquer la règle de l'invariabilité des prix ? Cela n'eût été ni équitable ni juridique. « Aussi toutes les fois que le conseil d'Etat a « cru reconnaître dans les circonstances de la cause que « les faits qui se rencontraient dans l'exécution étaient « très-sensiblement différents de ceux qui avaient été « prévus par l'Etat et l'entrepreneur au moment de la « conclusion du marché, il a trouvé juste de ne pas appliquer le prix prévu par le marché et de fixer un prix « nouveau, conformément à l'art. 22 (ancien) des clauses « et conditions générales. » Paroles de M. le commissaire du Gouvernement dans l'affaire *Nercam* (16 décembre 1864).

C'est sous l'influence de ces idées, conformes aux principes en matière de convention, qu'ont été rendus les arrêts dont nous avons rendu compte, sous l'art. 29 (23 janv. 1862, *Oliva* ; — 16 décem. 1864, *Nercam* ; — 2 juin 1866, *Fabre* ; — 2 février 1873, *Debord* ; — 6 mars 1874, *de Puymory et Masson*). Voy. les arrêts plus récents cités p. 401.

Il a été jugé de même que, lorsque les prix du bordereau ont été établis dans la prévision que les pierres de taille seraient extraites au moyen d'une grande mine, l'entrepreneur est fondé à demander de nouveaux prix

s'il est établi que pour obéir aux ordres de service des ingénieurs, qui leur enjoignaient d'exécuter les travaux dans un bref délai, il a dû extraire les blocs de granit par des procédés autres que la grande mine (28 février 1873, et 20 mars 1874, *Mady*).

De même, les prix fixés par le bordereau ne sont applicables qu'à la condition que le travail sera exécuté dans le délai prévu. Jugé en conséquence que la disposition au devis d'après laquelle l'entrepreneur ne peut élever aucune réclamation à raison des variations que la valeur des matériaux ou de la main-d'œuvre auraient pu éprouver pendant l'exécution des travaux, ne peut recevoir d'application qu'autant que les travaux ont été exécutés dans le délai prescrit au devis, (3 mars 1876, *Loiselo*). (Voy. le commentaire des articles 28, 33 et 34).

5. — Donc, pour nous résumer sur la portée de la règle posée dans l'art. 42, nous dirons que, malgré la forme absolue sous laquelle elle est présentée, elle comporte un sous-entendu nécessaire, à savoir : que les conditions d'exécution prévues par les parties au moment du contrat n'auront pas trop sensiblement changé. — S'il en est autrement, les prix originellement consentis ne font plus loi pour l'entrepreneur, et il a le droit d'en faire régler de nouveaux dans les termes de l'article 29. (Voy. le commentaire de cet article).

6. — Les prix du bordereau étant établis en tenant compte de l'ensemble des travaux, la résiliation de l'entreprise peut rendre nécessaire la fixation de nouveaux prix applicables à la partie des travaux exécutée au moment de la résiliation. Ainsi, lorsque le prix des déblais a été établi en supposant un rapport déterminé entre les quantités de terre légère et de terre forte qui devaient se trouver dans les déblais, sur 16,146 mètres de route à construire, et que sur la partie construite (10,456 mètres), la proportion de terre forte a été plus

considérable que celle prévue au devis, il y a lieu de modifier le prix fixé au devis, en remplaçant le rapport indiqué par le rapport correspondant à la portion de route construite (18 mars 1869, *Veyref*).

— De son côté, l'administration est-elle recevable, en pareil cas, à demander la réduction des prix portés au bordereau par le motif que l'entrepreneur n'a pas exécuté le travail dans les conditions prévues?

La négative a été décidée par le Conseil d'Etat dans l'espèce suivante :

L'administration soutenait que l'entrepreneur de la construction d'un canal, qui avait demandé et obtenu la résiliation de son marché, ne devait pas être payé, au prix du bordereau, des déblais exécutés avant la résiliation, par le motif qu'il avait seulement ébauché les fouilles sur toute l'étendue du canal, sans les pousser à fond, et qu'il avait ainsi évité les frais de jet et de transport prévus au sous-détail.

Le Conseil a écarté cette prétention, attendu qu'il résultait de l'instruction que le mode d'opérer suivi par l'entrepreneur avait été autorisé par les ingénieurs et qu'il était impossible d'en adopter un autre, en présence de l'envahissement par les eaux, des fouilles, qui atteignaient une certaine profondeur (4 juillet 1873, *Syndicat de la Dives*.)

Il en serait autrement si le travail prévu au devis n'avait pas été exécuté, notamment si, au cours de la construction d'un chemin, le profil indiqué par le devis avait été modifié et la pente des rampes augmentée. Dans ce cas, l'entrepreneur devrait supporter une diminution représentant la valeur des déblais non exécutés (5 décembre 1873, *Bétin*). Voy. l'arrêt du 21 juin 1878, *département du Rhône*.

7. — Lorsque des prix nouveaux ont été arrêtés entre les parties, à raison des difficultés imprévues rencontrées au cours des travaux, l'entrepreneur n'est pas recevable à revenir sur ces prix (même arrêt).

8. — Est-ce revenir sur les prix consentis que de réclamer des *droits d'octroi* sur les matériaux, lorsque ces droits n'ont pas été mis expressément au compte de l'entrepreneur par le cahier des charges ?

Il résulte de la jurisprudence du Conseil que c'est à l'appréciation des intentions du rédacteur du bordereau qu'il faut recourir pour résoudre cette question. — S'il est certain que le rédacteur du devis n'avait pas regardé les matériaux à employer comme devant être soumis aux droits d'octroi, il y a lieu de rembourser ces droits à l'entrepreneur (12 août 1854, *Jourdan*; — 27 novembre 1856, *Seioe*). « Considérant, dit le dernier de ces arrêts, qu'il résulte de l'instruction, et qu'il est reconnu « d'ailleurs par notre ministre des travaux publics, que « d'après le devis, les matériaux de l'entreprise ne devaient pas être soumis aux droits d'octroi; que le paiement de ces droits n'est pas entré comme élément « dans la composition des prix du sous-détail, et que, « dès lors, c'est à tort que le conseil de préfecture n'a « pas ordonné le remboursement à l'entrepreneur des « taxes d'octroi payées par lui à la ville d'Issoudun, sur « une partie des matériaux de l'entreprise. » — Il s'agissait, dans cette affaire, de travaux de chemins de fer; et dans l'affaire *Jourdan*, de travaux exécutés dans le lit d'une rivière. — Même décision le 10 janvier 1873 (*Jacquot et Cordillot*). Jugé par le même arrêt que l'entrepreneur ne peut prétendre aux intérêts des sommes qui lui sont remboursées à ce titre qu'à partir du jour de la demande.

— Réciproquement, pas de remboursement « lorsque « le prix des matériaux a été calculé d'après leur valeur « sur le lieu où ils devaient être employés et qu'il n'est « produit aucun document d'où il résulterait que l'administration ait eu l'intention de décharger l'entrepreneur des droits d'octroi pour lesdits matériaux » (7 juin 1865, *Driot*; 10 mai 1878, *Péquart*.)

De même, lorsqu'il ressort des circonstances, de la

nature des travaux et du lieu d'emploi des matériaux, que le droit d'octroi avait dû être prévu comme un élément du prix, l'entrepreneur n'est pas admis à réclamer. — Ainsi jugé dans une espèce où le détail estimatif avait fixé le prix des bois, des briques et de la chaux, *rendus sur le chantier*, et où ce chantier se trouvait à l'intérieur d'une ville (15 avril 1858, *Sarrat*).

L'établissement des nouvelles taxes d'octroi ou l'augmentation des taxes existantes survenu au cours des travaux ne permet pas non plus à l'entrepreneur de revenir sur les prix du marché (2 mai 1873, *Monjalon*; — 4 juill. 1879, *Assistance publique*).

ARTICLE 43.

Dans les cas de résiliation prévus par les articles 34 et 36, les outils et équipages existant sur les chantiers, et qui eussent été nécessaires pour l'achèvement des travaux, sont acquis par l'Etat si l'entrepreneur ou ses ayants droit en font la demande, et le prix en est réglé de gré à gré ou à dire d'experts.

Ne sont pas comprises dans cette mesure les bêtes de trait ou de somme qui auraient été employées dans les travaux.

La reprise du matériel est facultative pour l'administration, dans les cas prévus par les articles 9, 30, 33, 35 et 37.

Dans tous les cas de résiliation, l'entrepreneur est tenu d'évacuer les chantiers, magasins et emplacements utiles à l'entreprise, dans le délai qui est fixé par l'administration.

Les matériaux approvisionnés par ordre et déposés sur les chantiers, s'ils remplissent les con-

ditions du devis, sont acquis par l'Etat au prix de l'adjudication.

Les matériaux qui ne seraient pas déposés sur les chantiers ne sont pas portés au décompte (1).

1. — D'après le nouveau cahier, la reprise du matériel est *obligatoire* pour l'État (si l'entrepreneur ou ses ayants droit en font la demande) : 1° en cas de cessation absolue des travaux ou d'ajournement de plus d'une année ; 2° en cas de décès de l'entrepreneur.

— Cette reprise n'est que *facultative* lorsqu'il y a eu résiliation : 1° par suite du sous-traité passé sans autorisation ; 2° par suite d'augmentation de plus d'un sixième dans la masse des travaux ; 3° par suite d'augmentation notable des prix ; 4° par suite d'une mise en régie ; 5° par suite de faillite de l'entrepreneur.

2. — C'est évidemment une pure question de fait que de savoir quels sont les outils et équipages *nécessaires* à la continuation des travaux. En cas de discussion sur ce point, la juridiction contentieuse prononcerait (17 décembre 1880, *Mayoux*), au besoin avec expertise.

Ainsi l'État n'est pas obligé de reprendre des outils et instruments qui ont rempli entièrement l'office auquel ils étaient destinés (30 janv. 1868, *Masson*).

— La clause par laquelle il a été stipulé que l'entrepreneur ne pourrait pas exiger la reprise des objets auxquels l'administration ne reconnaîtrait pas le caractère d'utilité pour la continuation des travaux ne fait pas obstacle à ce que, dans le cas où l'entrepreneur contesterait les appréciations de l'administration, cette contestation soit portée devant le conseil de préfecture (9 mai 1873 et 24 mai 1878, *Mayoux*).

(1) *Ancien art. 40.*

— L'acquisition par l'Etat du matériel de l'entrepreneur ne peut d'ailleurs devenir pour celui-ci l'occasion d'un bénéfice. Jugé, en conséquence, que le prix d'une machine qui n'avait réellement coûté que 120,000 fr., mais qui avait été estimée par les experts 149,000 fr., devait rester fixé à 120,000 fr. (22 juin 1854, *Abram*).

3. — L'Etat n'est tenu qu'au paiement d'une allocation proportionnelle à la valeur des objets existant en magasin à l'époque de la résiliation et qui sont mis à la disposition de l'administration. Le conseil de préfecture ne saurait, sans le consentement de celle-ci, substituer à la reprise du matériel le paiement d'une indemnité représentant la dépréciation subie par le matériel (7 janvier 1877, *Ladouceur*).

En sens inverse, il ne saurait imposer à l'administration, à titre d'indemnité, la reprise du matériel en dehors des cas prévus par l'art. 43, notamment en cas de mise en régie irrégulière ou de défaut d'inventaire (4 avril 1879, *Bousquet*).

4. — Dans le cas de reprise obligatoire, le matériel de l'entreprise est, à partir de la résiliation, aux risques et périls de l'administration. — Si donc une partie de ce matériel avait été détruite, postérieurement à la résiliation, par un événement de force majeure, il devrait être tenu compte à l'entrepreneur de la valeur de cette partie (19 juillet 1855, *Decuers*; — 30 décembre 1871, *Daurmer*).

L'administration doit tenir compte à l'entrepreneur des frais de garde et d'entretien du matériel, depuis le jour où il a réclamé la reprise de ce matériel par l'Etat (24 juillet 1874 et 23 avril 1875, *Mayoux*; — 21 mai 1875, *Dessoliers*; — 17 décembre 1880, *Mayoux*).

5. — On remarquera cette disposition de notre article que, « dans tous les cas de résiliation, l'entrepreneur

« est tenu d'évacuer les chantiers, magasins, etc. » — Elle tranche une question qui s'était élevée à propos de l'ancien article 8 du cahier de 1833 portant qu'en cas d'adjudication en continuation d'ouvrages l'entrepreneur entrant serait tenu de reprendre le matériel de l'entrepreneur sortant, si celui-ci déclarait vouloir le céder. On s'était demandé si cette disposition était applicable aux cas de résiliation, et un arrêt du 6 décembre 1866 (*Nercam*) avait jugé la négative. (Voy. aussi 3 janvier 1874, *Murco*). Aujourd'hui, et en présence du texte de l'article 43, la question ne peut plus s'élever. L'ancien article 8 a, du reste, disparu de la nouvelle rédaction.

Relativement au délai dans lequel les chantiers doivent être évacués, voy. l'arrêt du 21 juin 1878, *département du Rhône*.

6. — Les matériaux approvisionnés qui ne sont pas déposés sur les travaux restent au compte de l'entrepreneur. (12 janvier 1876, *Guernet*). Cependant, si l'entrepreneur avait été mis dans l'impossibilité de connaître au juste l'emplacement des travaux, et par conséquent d'y déposer ses matériaux, il aurait le droit de faire reprendre par l'administration tous les matériaux approvisionnés par ordre (2 mars 1839, *Piedbache*). — Dans cette espèce assez singulière, les travaux n'avaient pas été commencés, par suite des hésitations de l'administration, qui avait fini par en prononcer l'ajournement indéfini. L'emplacement projeté des travaux était un petit marais limité par des obstacles naturels et par des propriétés closes : une partie devait être convertie en canal ; l'autre partie devait servir de chantier de dépôt : mais l'administration n'avait jamais décidé laquelle des deux parties serait convertie en canal. L'entrepreneur était donc resté lui-même dans une indécision forcée sur le lieu du dépôt des matériaux approvisionnés.

L'administration doit également reprendre les maté-

riaux approvisionnés conformément aux prescriptions du devis, alors même qu'ils n'étaient pas déposés sur les chantiers à la date de la mise en régie, si le retard n'était pas imputable à l'entrepreneur (5 décembre 1873, *Belin*).

7. — Il va de soi que les matériaux ne sont repris par l'Etat qu'après réception par les ingénieurs; l'entrepreneur qui ne met pas les ingénieurs en demeure de procéder à cette réception ne peut s'en prendre qu'à lui-même si, par suite des détériorations qu'ont éprouvées ces matériaux pendant les retards apportés à la réception, ils sont rebutés en définitive (2 juin 1837, *Hayet*; — 19 juillet 1855, *Decuers*).

— Les matériaux sont d'ailleurs acquis et évalués dans leur état au moment de la résiliation, sans que l'entrepreneur puisse faire admettre les quantités et qualités qui auraient été portées dans des états de situation antérieurs; lui seul est responsable de la conservation des matériaux qu'il a approvisionnés (12 fév. 1841, *Best*; — 3 janv. 1873, *Murco*). V. 12 janv. 1877, *Guernet*.

— Mais si, lors de la résiliation, il n'a pas été régulièrement constaté que les matériaux approvisionnés fussent de mauvaise qualité, l'administration n'est pas fondée à soutenir qu'elle a pu les rebuter comme ne remplissant pas les conditions du devis, et il y a lieu d'indemniser l'entrepreneur à raison de ce rebut (17 août 1867, *Bartissol*; — 4 juillet 1873, *Syndicat de la Dives*).

8. — Les intérêts des sommes dues par l'administration pour matériaux repris en compte courent à partir de la demande, conformément à l'article 1153 du Code civil, nonobstant la disposition de l'article 49 ci-après (21 juin 1878, *département du Rhône*; — 20 décembre 1878, *Battle*).

9. — L'administration doit également tenir compte à l'entrepreneur des dépenses d'installation qui doivent

profiter au nouvel adjudicataire, par exemple, des frais d'établissement de puits, de chemins de service, etc., dans la mesure de l'avantage que ce dernier doit en retirer (même arrêt).

TITRE IV.

PAIEMENTS.

ARTICLE 44.

Les paiements d'à-compte s'effectuent tous les mois en raison de la situation des travaux exécutés, sauf retenue d'un dixième pour la garantie et d'un centième pour la caisse de secours des ouvriers.

Il est en outre délivré des à-compte sur le prix des matériaux approvisionnés jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes de leur valeur.

Le tout sous la réserve énoncée à l'article 49 ci-après (1).

L'administration s'impose ici une règle dont elle s'était affranchie dans l'ancien cahier. D'après l'ancien article 34, en effet, les paiements d'à-compte devaient s'effectuer en *raison de l'avancement des travaux*, c'est-à-dire suivant la volonté des ingénieurs. — Aujourd'hui, il est stipulé que ces paiements auront lieu *tous les mois* : c'est la juste compensation de l'obligation imposée à

(1) *Anciens art. 15 et 34.*

l'entrepreneur dans l'article 15, de payer les ouvriers régulièrement *tous les mois* également.

Il est vrai que l'article 49 ci-après dispose à que les « paiements ne pouvant avoir lieu qu'au fur et à mesure des fonds disponibles, il ne sera pas alloué d'indemnité pour retard de paiement », et que cette réserve, sur laquelle nous dirons notre avis plus loin, ôte toute sanction à l'obligation de payer à époques fixes. — Néanmoins, c'est quelque chose qu'une règle qui, en définitive, il faut l'espérer, sera appliquée dans la plupart des cas ; et l'article 44 est un nouveau pas fait hors de l'arbitraire.

ARTICLE 45.

Si la retenue du dixième est jugée devoir excéder la proportion nécessaire pour la garantie de l'entreprise, il peut être stipulé au devis ou décidé en cours d'exécution qu'elle cessera de s'accroître lorsqu'elle aura atteint un maximum déterminé (1).

Aux termes de la circulaire ministérielle du 1^{er} août 1877, l'entrepreneur qui demande la réduction de la retenue de garantie doit fournir aux ingénieurs un certificat délivré par le trésorier général chargé d'acquitter les mandats, et constatant que le montant de ladite retenue n'est frappé d'aucune opposition et qu'il ne lui a été signifié non plus aucun acte de cession ou de transport.

ARTICLE 46.

Immédiatement après l'achèvement des travaux,

(1) *Ancien art. 37.*

il est procédé à une réception provisoire par l'ingénieur ordinaire, en présence de l'entrepreneur, ou lui dûment appelé par écrit. En cas d'absence de l'entrepreneur, il en est fait mention au procès-verbal (1).

ARTICLE 47.

Il est procédé de la même manière à la réception définitive, après l'expiration du délai de garantie.

A défaut de stipulation expresse dans le devis, ce délai est de six mois, à dater de la réception provisoire, pour les travaux d'entretien, les terrassements et les chaussées d'empierrement, et d'un an pour les ouvrages d'art.

Pendant la durée de ce délai, l'entrepreneur demeure responsable de ses ouvrages et est tenu de les entretenir (2).

ARTICLE 48.

Le dernier dixième n'est payé à l'entrepreneur qu'après la réception définitive, et lorsqu'il a justifié de l'accomplissement des obligations énoncées dans l'article 49 (3).

(1) *Ancien art. 35.*

(2) *Ancien art. 38.*

(3) *Anciens art. 9.*

1. — Les réceptions d'ouvrages constituent une formalité importante. Le règlement de 1849, sur la comptabilité des travaux publics, indique avec détails comment il doit être procédé (art. 28). Il faut de toute nécessité que l'entrepreneur y soit appelé, et l'une des expéditions du procès-verbal de l'opération lui est remise.

2. — Pour que la réception provisoire fasse courir le délai de garantie, il faut que le procès-verbal n'ait pas signalé de malfaçons ou prescrit de complément d'ouvrages. — Autrement, le délai ne court pas, et l'entrepreneur ne peut être libéré de la garantie que par une réception définitive et formelle, à quelque intervalle de temps qu'il présente à nouveau ses ouvrages comme achevés (26 février 1840, *Dieulant*; — 9 juin 1849, *Mourgues*).

3 — Il semble, d'après la nouvelle rédaction de l'article 47, que la réception définitive devra toujours être expresse, et qu'il devra en être dressé procès-verbal, comme pour la réception provisoire : c'est ce qui résulte aussi, du reste, de l'article 28 du règlement de comptabilité de 1849. Voyez toutefois l'arrêt du 14 novembre 1873) *Curière et Bonafé*, et celui du 20 mars 1873, *Escarraquel*). V. aussi 14 janvier 1881, *commune d'Espargues*; — 19 juin 1874, *Caillet*.

4. — Du reste, les droits de l'entrepreneur sont sauvegardés par la mise en demeure adressée à l'administration de procéder à la réception provisoire ou définitive de ses travaux, s'il est constant que les travaux étaient en état d'être reçus à la date de cette mise en demeure (3 février 1859, *Batisse et Ronat*; — 27 juin 1871, *Langlade*; — 24 avril 1874, *Bernasse*; — 16 juin 1875, *Bay*.)

La réception définitive résulte même de la seule expiration du délai de garantie, à partir de la demande de réception provisoire, lorsqu'il n'a pas été fait droit à cette demande sans qu'il soit nécessaire de présenter une demande de réception définitive (13 mars 1874, *Mon-*

jalou). V. aussi 14 nov. 1873, *Curière*; — 7 mai 1875, *Commune de Geron*; — 8 mars 1878, *Bernasse*; — 4 avril 1879, *Bouchet*; — 30 avril 1880, *Vernaud*.

5. — Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur demeure responsable de ses ouvrages et est tenu de leur entretien.

Le délai reste suspendu tant qu'il ne justifie pas avoir réparé toutes les défectuosités qui auraient été signalées (26 février 1840, *Seroy*).

Et si l'entrepreneur avait laissé expirer le délai de garantie sans réclamer la réception définitive, il demeurerait responsable des malfaçons et dégradations constatées même après l'expiration de ce délai (3 février 1859, *Batisse et Bonat*).

Mais on ne pourrait laisser le délai de garantie suspendu et prolonger la responsabilité de l'entrepreneur dans le cas où il s'agirait, les travaux une fois terminés, de réparer des accidents ou dégradations *indépendants de leur bonne confection* (31 août 1837, *Saigne*).

— L'entrepreneur qui a fait les diligences nécessaires pour obtenir la réception définitive ne saurait être rendu responsable des défectuosités dont on n'établit pas l'existence antérieure à l'expiration du délai de garantie (8 mars 1878, *Bernasse*).

De même si l'administration a pris possession des travaux sans qu'il eût été procédé à aucune espèce de réception des ouvrages et avant même que les entrepreneurs les eussent achevés, elle n'est pas fondée à demander la réparation des dégradations qui auraient été la conséquence de cette occupation prématurée (16 mars 1877, *Ville d'Arcachon*). V. 7 janv. 1876, *hospices de Bordeaux*.

6. — L'entrepreneur ne répond, bien entendu, ni des *vices des plans et projets*, car il n'est pas l'auteur de ces plans, et il est obligé même de s'y conformer très-rigoureusement, ainsi que nous l'avons vu sous l'article 10 (5 février 1857, *Gruel*; — 8 mai 1874, *fabrique de Romans*;

— 12 mars 1875, *Adam*; — 21 décembre 1877, *Chambrouty*); ni de la mauvaise qualité des pierres dont l'emploi est prescrit par le devis (30 octobre 1834, *Desgranchamps*).

La responsabilité de l'entrepreneur de travaux publics ne peut porter que sur la manière dont les ouvrages sont exécutés, sur l'exactitude plus ou moins parfaite avec laquelle il aura suivi les ordres qui lui ont été donnés quant à la provenance, la qualité, les dimensions des matériaux, leur mode d'emploi, etc.

Lorsque l'entrepreneur a modifié *sans autorisation*, les travaux prévus au devis, l'administration est fondée à lui refuser la réception définitive jusqu'à ce qu'il ait rétabli à ses frais les parties non conformes au devis (8 février 1855, *Lesauve*).

7. — Lorsque les travaux ont été reçus sans protestation ni réserve et qu'à la suite de cette réception l'entrepreneur a reçu le paiement intégral des sommes qui lui restaient dues, l'administration ne pourrait avoir d'action contre lui qu'autant qu'il s'agirait de l'application de la garantie décennale dont nous allons parler (24 novembre 1876, *Bojard*).

8. — On sait que le droit commun (art. 1792 et 2270, C. civ.) soumet les architectes et entrepreneurs à la responsabilité pendant *dix ans*, des gros ouvrages qu'ils ont exécutés.

On pourrait soutenir que le cahier des clauses et conditions générales, en établissant un *délai de garantie* beaucoup plus court, a entendu déroger sur ce point à la règle commune.

Nous avons cité, dans nos précédentes éditions, un avis conforme du conseil général des ponts et chaussées en date du 1^{er} décembre 1851, et nous avons dit nous-même qu'une dérogation au droit commun nous aurait paru ici parfaitement justifiée par la nature des travaux des

ponts et chaussées et la manière dont ils sont dirigés et surveillés.

Toutefois, le Conseil d'Etat a décidé que « les délais « spéciaux de garantie ne sont établis qu'au point de « vue du paiement des travaux, et ne peuvent avoir pour « effet, en l'absence d'une clause dérogatoire qui ne se « rencontre pas dans l'espèce, d'affranchir l'entrepre- « neur de la garantie du droit commun. » (Arrêt du 21 juillet 1853, *Bouillant*; et depuis la jurisprudence s'est établie en ce sens. V. 4 mai 1870, *Massin*; — 15 juin 1870, *Commune de Saint-Bazile*; — 8 mai 1874, *fabrique de Romans*. etc.

Mais cette règle doit se concilier avec les devoirs particuliers des entrepreneurs de travaux publics dont nous avons parlé ci-dessus, n° 6 (3 décembre 1880, *Giraud*).

Les parties peuvent même stipuler que la durée du délai de garantie sera étendue au delà de dix ans (3 janv. 1884, *Ville de La Fère*).

9. — L'article 48 dispose que les entrepreneurs ne peuvent recevoir le montant de la retenue de garantie qu'après avoir justifié par des quittances en forme du paiement des indemnités à leur charge. Jugé, en conséquence, que les intérêts de la retenue de garantie ne pouvaient pas remonter à une époque antérieure à celle où avait été fournie cette justification (26 juillet 1855. *Rouvière*; — 26 fév. 1860, *Trône*; — 10 juillet 1874, *Lann*).

ARTICLE 49.

Les paiements ne pouvant être faits qu'au fur et à mesure des fonds disponibles, il ne sera jamais alloué d'indemnités, sous aucune dénomination, pour retard de paiement pendant l'exécution des travaux.

Toutefois, si l'entrepreneur ne peut être entiè-

rement soldé dans les trois mois qui suivent la réception définitive régulièrement constatée, il a droit, à partir de l'expiration de ce délai de trois mois, à des intérêts calculés d'après le taux légal pour la somme qui lui reste due (1).

1. — Nous avons vu, sous l'article 44, que l'administration s'astreignait désormais à faire les paiements d'à-compte *tous les mois*, mais qu'elle y mettait une réserve. Cette réserve, qui ôte à la nouvelle règle toute espèce de sanction, c'est la reproduction du paragraphe 2 de l'ancien article 34, c'est-à-dire l'affranchissement de toute indemnité pour cause de retard dans les paiements, « ces paiements ne pouvant être faits qu'au fur et à mesure des fonds disponibles. » (20 décembre 1872, *Vidal*).

Nous renouvelons ici le regret que nous exprimions dans notre précédente édition de ne pas voir l'administration se soumettre franchement au droit commun en matière de paiement. Il n'y a rien qui désorganise davantage une entreprise que des retards dans les paiements. Lorsque des travaux sont mis en adjudication, les voies et moyens ont dû être prévus ; s'ils ne l'ont pas été, ou s'il y a eu inexactitude, l'Etat devrait en supporter les conséquences, comme tout débiteur en retard.

2. — Il a été jugé que, lorsque les travaux sont restés interrompus par suite d'un défaut de crédits et sans que l'interruption présentât les caractères d'une cessation absolue, ou d'un ajournement indéfini (il faudrait dire aujourd'hui d'un ajournement *de plus d'un an*), il n'y avait pas lieu d'allouer d'indemnité à l'entrepreneur (19 juillet 1855, *Bardinious*; — 28 janvier 1858, *Thiebault* ;

(1) Ancien art. 34.

— 16 mars 1870, *Sogno*; — 29 décembre 1876, *Chevalier*.

— De même que, lorsque, par suite de l'insuffisance des crédits alloués pour une année, l'administration décide qu'il ne sera exécuté, dans le cours de cette année, qu'une partie seulement des travaux indiqués, l'entrepreneur n'est pas fondé à réclamer une indemnité ou la résiliation de son marché (13 décembre 1855, *Viguiet*, et arrêt précité *Chevalier*).

— Un ancien arrêt a même décidé que le défaut de paiement ne saurait autoriser l'entrepreneur à suspendre ses travaux (10 mars 1849, *Daussier*), et la même doctrine a été adoptée par la commission chargée de remplacer le Conseil d'Etat (19 juillet 1872, *Sarlin*).

3. — Mais le Conseil est revenu, dans ses dernières décisions, sur cette jurisprudence rigoureuse. Ainsi, dans une affaire analogue à l'affaire *Viguiet*, il a rejeté la demande de l'entrepreneur par le motif qu'il n'alléguait pas que la somme des travaux exécutés pendant l'année ait été inférieure à celle qu'il avait reçu l'ordre d'exécuter, et en raison de laquelle il avait dû organiser ses chantiers (1^{er} avril 1868, *Guernet*).

De même, dans une affaire où l'entrepreneur s'appuyait, pour faire prononcer la nullité de la régie, sur l'insuffisance des à-comptes qui lui avaient été versés, le conseil n'a pas opposé à sa demande la fin de non-recevoir admise par l'arrêt *Daussier*, mais il l'a rejetée au fond, par le motif que l'entrepreneur, « qui avait reçu
« des à-comptes réguliers, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, et qui n'avait pas protesté contre
« les situations mensuelles et annuelles de l'entreprise,
« n'était pas fondé à soutenir que c'est par suite des retards apportés par l'administration au paiement des
« à-comptes qui lui étaient dus qu'il avait été empêché
« de poursuivre l'exécution des travaux » (16 janvier 1874, *Gauthier*. Voy. aussi 12 janvier 1877, *Guernet*.) Il paraît résulter de cette jurisprudence que le Conseil

d'Etat n'obligerait pas un entrepreneur à continuer ses travaux alors que l'administration n'aurait aucun égard à l'article 44, et le mettrait dans la nécessité de faire des avances de fonds considérables.

— Enfin, la jurisprudence la plus récente décide qu'il est dû une indemnité à l'entrepreneur à raison des retards apportés à l'achèvement des travaux, ou de l'ajournement de ces travaux pendant un laps de temps, dépassant considérablement les délais qui avaient pu être prévus au moment de l'adjudication, alors même que ces retards ou cet ajournement ont été causés par l'absence de crédits (2 mai 1872, *Monjalon*. V. aussi les arrêts cités sous les articles 10 et 34 et l'arrêt du 29 décembre 1876, *Chepallier*).

— Mais l'entrepreneur n'est pas fondé, en dehors de la cessation absolue des travaux ou de leur ajournement pour plus d'une année, à se prévaloir du défaut de paiement des à-comptes, pour demander la résiliation de son entreprise (4 avril 1873, *Sichère*).

4. — Nous avons indiqué sous l'article 34 les modifications apportées au cahier des clauses et conditions générales par la circulaire du 14 avril 1877, pour le cas de suspension des travaux ou de résiliation de l'entreprise par suite de l'insuffisance des crédits.

Il nous suffira de renvoyer au texte de la circulaire à l'appendice, et à ce que nous en avons dit sous l'article 34, en faisant observer que ces modifications ne s'appliquent qu'aux entreprises dont le devis reproduit les nouvelles clauses établies par la circulaire ministérielle.

5. — En ce qui touche le droit aux intérêts, d'après la nouvelle rédaction comme d'après l'ancienne, il ne peut pas s'ouvrir au profit de l'entrepreneur avant la réception définitive régulièrement constatée, ou opérée de plein droit, comme nous l'avons dit sous l'article 48. Tant qu'il ne justifie pas de cette réception définitive,

l'entrepreneur n'est pas même recevable à réclamer le solde en capital de son entreprise (22 déc. 1853, *Lelong* ; 4 août 1876, *fabrique de Coussa*). Voy. cependant l'arrêt du 26 septembre 1871 (*Colas*) qui alloue à l'entrepreneur, avec l'assentiment de M. le ministre des travaux publics, une indemnité de 11,000 fr., *eu égard aux retards exceptionnels qu'il a subis dans le règlement de son compte* ; à plus forte raison, l'entrepreneur ne peut-il faire courir les intérêts au moyen d'une demande en justice, conformément à l'article 1153 du Code civil (12 février 1875, *Beretta*). Voyez toutefois sur ce dernier point la commentaire de l'article 43.

6. — Mais voici où est, dans le nouveau cahier, l'innovation favorable : — D'après l'ancien art. 34, si, après réception définitive et expiration du délai de garantie, l'entrepreneur n'était pas entièrement soldé, il pouvait seulement *prétendre* à des intérêts, c'est-à-dire qu'il était obligé d'en faire la *demande*, et qu'ils ne couraient qu'à partir de cette demande, conformément à l'article 1153, C. civ. ; — A la vérité, le Conseil d'Etat s'était, dans ces derniers temps, montré facile sur le caractère de cette demande, et avait admis qu'il suffisait, pour faire courir les intérêts, d'une demande *au préfet* (27 mai 1864, *Mialane*). — Mais beaucoup d'entrepreneurs ignoraient même qu'il fallût faire une demande spéciale pour les intérêts, et ils perdaient leur droit à cet égard. — D'après la nouvelle rédaction, les intérêts courent *de plein droit* (c'est-à-dire sans demande) au profit de l'entrepreneur, trois mois après la réception définitive, si dans ce délai il n'a pas été soldé. Nous regardons cette disposition comme plus satisfaisante que l'ancienne. — Sans doute, les entrepreneurs vigilants et soigneux, pouvaient, sous l'ancien cahier, former, aussitôt après la réception définitive et devant qui de droit, une réclamation avec demande d'intérêts ; mais nous croyons que c'était là l'exception, et la nouvelle formule qui sau-

vegarde, même à leur insu, les droits de l'entrepreneur nous paraît préférable (26 décembre 1879, *Papet*).

7. — La transaction par laquelle un entrepreneur a déclaré retirer les réclamations qu'il avait présentées sur le décompte de ses travaux, à la condition que le décompte serait augmenté d'une somme déterminée, ne fait pas obstacle à ce que cet entrepreneur réclame, en vertu de l'article 39, les intérêts de toutes les sommes qui lui sont dues, y compris celles qui lui ont été allouées par la transaction (30 novembre 1877, *Maille et Rodière*).

8. — Le conseil de préfecture excède ses pouvoirs lorsque, en déterminant les sommes dues à l'entrepreneur, il autorise l'État à surseoir au paiement desdites sommes jusqu'au règlement des autres litiges pendant entre les parties (30 décembre 1871, *Daumer*).

9. — Les intérêts ne sont dus que jusqu'à la délivrance du mandat. L'entrepreneur qui prétendrait que la somme portée au mandat est insuffisante peut toujours en toucher le montant sans compromettre ses droits, en faisant ses réserves entre les mains du préfet, ordonnateur de la dépense (13 mars 1867, *Chaigneau*).

10. — Il a été jugé que les intérêts du cautionnement ne sont dus qu'au taux déterminé par le règlement de la caisse des dépôts et consignations (20 juill. 1867, *Pascal*). Cette solution ne nous paraîtrait pas justifiée dans le cas où l'administration retiendrait le cautionnement au delà du délai de garantie. En pareil cas, l'article 1153 du Code civil deviendrait nécessairement applicable (4 avril 1879, *Bouchet*),

11. — L'entrepreneur, créancier d'une année et plus d'intérêts, a droit aux intérêts de ces intérêts à partir du jour où il les a judiciairement demandés, conformément à l'art. 1154 du C. civ. (19 fév. 1868, *Beau*; — 13 mars 1874, *Monjalon*), etc.

TITRE V.**CONTESTATIONS.****ARTICLE 50.**

Si, dans le cours de l'entreprise, des difficultés s'élèvent entre l'ingénieur ordinaire et l'entrepreneur, il en est référé à l'ingénieur en chef.

Dans les cas prévus par l'article 22, par le deuxième paragraphe de l'article 23 et par le deuxième paragraphe de l'article 27, si l'entrepreneur conteste les faits, l'ingénieur ordinaire dresse procès-verbal des circonstances de la contestation et le notifie à l'entrepreneur, qui doit présenter ses observations dans un délai de vingt-quatre heures ; ce procès-verbal est transmis par l'ingénieur ordinaire à l'ingénieur en chef, pour qu'il y soit donné telle suite que de droit.

ARTICLE 51.

En cas de contestation avec les ingénieurs, l'entrepreneur doit adresser au préfet, pour être transmis avec l'avis des ingénieurs à l'administration, un mémoire où il indique les motifs et le montant de ses réclamations.

Si, dans le délai de trois mois à partir de la remise du mémoire au préfet, l'administration n'a pas fait connaître sa réponse, l'entrepreneur peut, comme dans le cas où ses réclamations ne seraient point admises, saisir desdites réclamations la juridiction contentieuse (1).

1. — L'Etat, comme *maître de l'ouvrage*, est personifié par M. le ministre des travaux publics ; — Mais le ministre est obligé de se faire représenter lui-même, d'abord par le préfet, puis par l'ingénieur en chef, enfin par l'ingénieur ordinaire, lequel est chargé de la direction des travaux et est en contact immédiat avec l'entrepreneur. Lorsqu'une contestation s'élève, le ministre ayant intérêt à en être informé, pour y mettre fin si c'est possible, il y a nécessité de remonter les degrés hiérarchiques jusqu'à lui pour avoir une solution : ces longueurs sont une conséquence inévitable de la situation particulière du maître de l'ouvrage dans les marchés des ponts et chaussées.

Il est naturel que l'administration supérieure veuille ne se laisser engager dans un procès qu'à bon escient. Tout ce qu'il faut à l'entrepreneur, c'est qu'elle ne s'attribue pas le droit de trancher elle-même la contestation, comme elle paraissait le faire dans l'ancien cahier (... *il sera statué ensuite par l'administration ce qu'il appartiendra*, anciens art. 12 et 13).

Or, l'art. 51 réserve formellement le dernier mot à la *juridiction contentieuse*.

Il est donc bien entendu que les recours à l'ingénieur en chef, au préfet et à l'administration supérieure, dont parlent les articles 50 et 51, ne sont que des mesures

(1) *Anciens art. 12, 13 et 30.*

d'instruction destinées à éclairer le ministre et à prévenir les procès.

— Il a été jugé par application de ce principe que l'acte par lequel l'entrepreneur a déclaré, avant l'exécution des travaux, renoncer formellement à réclamer d'autres prix que ceux qui seraient fixés par le ministre des travaux publics ne saurait être de nature à faire rejeter comme non recevable une réclamation fondée sur les difficultés imprévues qu'avait révélées l'exécution des travaux, difficultés qui ne pouvaient pas être connues au moment où l'acte a été signé (5 mars 1875, *Giacobi*).

2. — L'entrepreneur est, du reste, garanti contre les abus pouvant résulter des lenteurs administratives par la disposition de l'art. 51, qui porte que si, dans le délai de trois mois à partir de la remise du mémoire au préfet, l'administration n'a pas fait connaître sa réponse, il pourra saisir la juridiction contentieuse.

Pour être en mesure d'invoquer cette disposition et de justifier de la date de la remise de son mémoire, l'entrepreneur devra naturellement retirer un récépissé du dépôt qu'il en aura fait à la préfecture.

3. — Pour que, soit l'administration, soit le conseil de préfecture, puissent être parfaitement édifiés sur les faits dans tous les cas où ils ont besoin de l'être, il est prescrit aux ingénieurs, dans ces cas, de dresser procès-verbal des faits, et de le notifier à l'entrepreneur, qui doit, à son tour, présenter ses observations dans le délai de vingt-quatre heures.

D'après l'art. 50, le procès-verbal « des circonstances de la contestation » est spécialement nécessaire dans les cas suivants : — Rebuts de matériaux (art. 22) ; — Remplacement de matériaux ou reconstruction d'ouvrages que l'ingénieur aurait jugés n'être pas conformes au devis (art. 23, § 2) ; — Constatation des vices de construction

présumés par l'ingénieur (art. 27, § 2). Voy. aussi le commentaire de l'article 52.

4. — L'entrepreneur doit observer dans ses réclamations l'ordre qui lui est tracé par les articles 50 et 51. — C'est à l'ingénieur en chef d'abord qu'il doit en référer. La circulaire ministérielle exprime l'espoir qu'il suffira quelquefois de son intervention pour lever les difficultés.

Dans le cas contraire, c'est au préfet que l'entrepreneur doit s'adresser par un mémoire indiquant les motifs et le montant de ses réclamations. Le préfet transmet ce mémoire avec l'avis des ingénieurs et le sien à l'administration supérieure, qu'il a trois mois, à partir de la remise du mémoire, pour aviser.

Ces règles ne s'appliquent, d'ailleurs, qu'aux difficultés qui peuvent s'élever, *dans le cours de l'entreprise*, entre l'ingénieur ordinaire et l'entrepreneur, puis au cas de contestation subsistant avec les ingénieurs. Il en résulte que l'entrepreneur peut porter directement devant le conseil de préfecture les difficultés étrangères à l'exécution même des travaux, notamment la demande en résiliation de son marché pour cause d'ajournement des travaux pendant plus d'une année avant un commencement d'exécution (24 janvier 1872, *Coursant*) ou pour cause d'augmentation de plus du sixième au cours des travaux (3 décembre 1880, *Villabessey*).

ARTICLE 52.

Conformément aux dispositions de la loi du 28 pluviôse an viii, toute difficulté entre l'administration et l'entrepreneur, concernant le sens ou l'exécution des clauses du marché, est portée devant le conseil de préfecture, qui statue sauf recours au Conseil d'État (Ancien art. 42).

1. — L'art. 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII est ainsi conçu :

« Le conseil de préfecture prononcera..... sur les
« difficultés qui pourraient s'élever entre les entrepre-
« neurs de travaux publics et l'administration con-
« cernant le sens ou l'exécution des clauses de leurs
« marchés ;

« Sur les réclamations des particuliers qui se plain-
« dront de torts et de dommages procédant du fait per-
« sonnel des entrepreneurs et non du fait de l'adminis-
« tration ;

« Sur les demandes et contestations concernant les
« indemnités dues aux particuliers à raison des terrains
« pris ou fouillés pour la confection des chemins, canaux
« et autres ouvrages publics. »

Les conseils de préfecture sont, pour les matières du contentieux administratif qui leur sont dévolues, les juges du premier ressort. Leurs décisions ont toute la force et l'autorité des jugements rendus par les tribunaux ordinaires ; mais, sous le rapport des formes de procéder, les justiciables y ont longtemps désiré les garanties dont on jouit devant ces derniers. On se plaignait avec grande raison que, devant une juridiction où peuvent se débattre des intérêts si importants, il n'y eût ni publicité, ni défense orale ; que l'instruction des affaires y fût secrète et laissée à la discrétion des préfetures ; qu'aucune disposition législative ne fixât même, pour les juges, les conditions d'aptitude et d'indépendance qui doivent se rencontrer dans toute justice réglée.

Ces lacunes regrettables ont été comblées dans ces derniers temps par une série de dispositions qui réalisent, dans l'organisation de notre justice administrative, un progrès immense. Un premier décret, en date du 30 décembre 1862, a ouvert la voie en disposant qu'à l'avenir les audiences des conseils de préfecture statuant sur les affaires contentieuses seraient publiques, et que les

parties pourraient y présenter leurs observations, soit en personne, soit par mandataire; — qu'il y aurait un commissaire du Gouvernement donnant ses conclusions, et un secrétaire greffier. Le pas le plus important était fait.

Mais le décret du 30 décembre était venu surprendre des habitudes, des préjugés invétérés. Plusieurs conseils de préfecture en éludèrent la portée en ne mettant pas les parties à même de se faire entendre; d'autres continuèrent, pendant assez longtemps après le décret, à statuer sur les matières contentieuses en audiences non publiques et sans entendre le commissaire du Gouvernement. D'un autre côté, le décret du 30 décembre 1862 n'ayant pas pourvu aux détails de la procédure, les préfets firent, chacun pour son département, des règlements particuliers dont la diversité fit ressortir la nécessité d'un règlement général et uniforme pour toute la France.

Une loi du 21 juin 1865 régla d'abord la composition et le mode de recrutement des conseils de préfecture : cette loi pose de nouveau, en tant que de besoin, le double principe de la publicité et de la défense orale;

Puis un décret du 12 juillet suivant a statué sur le mode de procéder.

Par cet ensemble de dispositions, les conseils de préfecture se trouvent replacés au même niveau que les tribunaux ordinaires.

2. — Nous renvoyons, pour les détails, à l'Appendice, où sont rapportés les lois et décrets dont nous venons de rendre compte.

Les entrepreneurs retiendront seulement ceci : que pour jouir de l'une des garanties les plus importantes du nouveau régime, la défense orale, il faut faire connaître à l'avance son intention d'en profiter. Alors le conseil de préfecture ne peut passer outre sans encourir l'an-

nulation de sa décision pour excès de pouvoir et violation du droit de défense (5 mai 1864, *Groumetty* ; — 14 janvier 1865, *Buisson* ; — 4 mars 1865, *Boijard*).

Que si, au contraire, la partie n'avait pas, dans sa requête introductive d'instance ou postérieurement, annoncé l'intention de présenter elle-même ou par mandataire des observations orales, il n'y aurait plus pour le conseil de préfecture obligation légale de l'entendre.

3. — En ce [qui touche les points de procédure qui n'auraient pas été spécialement prévus, on devra s'inspirer, pour la solution, des principes du droit commun et de l'esprit de la nouvelle organisation. Ainsi, par exemple, nous avons vu élever par un préfet, au cours d'une expertise, la prétention de ne pas communiquer à une partie le rapport de l'expert adverse avant que le rapport du tiers expert fut déposé et l'instruction close. Cette prétention (qui, du reste a été abandonnée) était directement contraire aux intentions du législateur et aux règles de loyauté qui doivent présider à toute instruction en matière de communication de pièces.

— De même encore, lorsqu'il y a contestation sur un décompte, un conseil de préfecture qui se bornerait à admettre en bloc les prétentions de l'administration sans faire vérifier celles de l'entrepreneur, malgré la demande de ce dernier, porterait atteinte au droit de défense et commettrait une sorte de déni de justice (1^{er} août 1867, *Perthuis* ; — 13 août 1867, *Boccacio*).

4. — A quelle autorité peut-il appartenir de prescrire les mesures conservatoires ou les vérifications et constatations d'urgence, dans les contestations du ressort de la juridiction administrative ? La voie du *référé* admise par le Code de procédure civile (articles 806 et suiv.) en matière ordinaire, existe-t-elle en matière administrative ?

Il résulte d'un arrêt du 22 janvier 1867 (*Pajot*) que,

dans les cas urgents, c'est au *préfet* que les parties doivent s'adresser, parce que ce fonctionnaire, en sa double qualité d'administrateur et de président du conseil de préfecture, possède une compétence à la fois administrative et juridictionnelle. Les articles 56 et 57 de la loi du 16 septembre 1807 lui donnent le pouvoir de prescrire toutes mesures conservatoires, expertises et constatations matérielles, en attendant la décision du conseil de préfecture. Voyez aussi l'arrêt du 18 novembre 1869, (*Mohamed*).

Les parties peuvent aussi saisir à bref délai le conseil de préfecture, qui a le droit, en statuant par voie de référé, d'ordonner d'urgence les constatations nécessaires, conformément à l'article 56 de la loi du 16 septembre 1807 (26 décembre 1873, *ville d'Alger*).

5. — Bien que les expertises auxquelles peuvent donner lieu les contestations entre l'administration et les entrepreneurs des travaux publics soient purement facultatives (à la différence de celles qui sont prescrites par la loi du 16 septembre 1807, au cas de difficulté avec les tiers auxquels l'exécution des travaux cause quelque dommage), il est à désirer que le conseil de préfecture recoure à cette voie d'instruction dès le début de l'instance, en réservant tous les droits et moyens des parties, toutes les fois que les réclamations dont il est saisi exigent une vérification de lieux, une constatation de faits ou des connaissances techniques. En procédant ainsi, il évite aux parties une perte de temps considérable, des discussions inutiles, et il se met en mesure de rendre une bonne et prompte justice. Voy. les arrêts du 30 avril 1875 (*Varangot*, et du 30 juin 1876, *Dallemagne*).

6. — A défaut de règles spéciales aux expertises administratives, le Conseil d'Etat exige l'application, sous peine de nullité, des dispositions substantielles prescrites par les articles 302 et suivants du Code de procédure ci

vile, notamment en ce qui touche le serment des experts, la convocation des parties, etc. En ce qui touche la nomination des experts, la jurisprudence s'est inspirée tout à la fois du système de la loi du 16 septembre 1807 et de celui du Code de procédure civile. Ainsi le Conseil d'Etat a décidé que les parties doivent être mises en demeure d'user de leur droit de désigner elles-mêmes leurs experts, ou de s'entendre sur le choix d'un expert unique (30 juillet 1875, *Ville de la Châtre* ; 21 janv. 1876, *Mercier*). A défaut d'entente, il a décidé qu'il ne doit pas nécessairement être procédé à l'expertise par trois experts, nommés conformément aux articles 302 et suivants (13 juin 1860, *ville d'Auxonne*. Voir 15 mars 1874, *Waaser*), qu'il peut n'être nommé que deux experts, et que, dans ce cas, chaque partie doit désigner le sien ; — qu'en cas de désaccord entre les experts, il n'est pas nécessaire de procéder à une tierce expertise, lorsque l'état de l'instruction permet de statuer immédiatement (18 avril 1861, *Minguet* ; 10 juin 1868, *commune de Champagne*), — enfin que l'ingénieur en chef du département n'est pas tiers expert de droit (6 décembre 1872, *Lamotte*). Dans une affaire relative au règlement d'un décompte, avec le service de la navigation, le Conseil a ordonné une expertise et prescrit qu'elle serait faite concurremment par trois experts, dont l'un serait désigné par l'entrepreneur, le second par l'administration et le troisième serait l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du département (8 mars 1872, *Mady*).

Voyez aussi, sur les formes à suivre pour la nomination des experts, la procédure devant les experts et le tiers expert, les visites des lieux par le conseil de préfecture, les conséquences de l'irrégularité de l'expertise, etc., les arrêts des 11 juillet 1879, *Foucaux* ; 30 juillet 1880, *Greyveldinger* ; 3 janvier 1881, *Escarraquel* ; 21 janv. 1881, *Chemin de fer d'Orléans* ; 11 mars 1881, *Ville de Paris* ; 13 avril 1881, *Boistelle* ; 4 janv. 1879, *Alméras*.

8. — Les intéressés se souviendront que l'instruction

écrite reste la base de la procédure devant la juridiction administrative. Ils devront donc s'attacher avec le plus grand soin à la rédaction de leurs mémoires et conclusions. Devant le conseil de préfecture pas plus que devant le Conseil d'Etat, ils ne seraient reçus à prendre oralement, à la barre, des conclusions qui n'auraient pas été soumises à l'appréciation du rapporteur et à la contradiction de la partie adverse.

Bien plus, le Conseil d'Etat considère comme des arrêtés *par défaut* les arrêtés qui n'ont été rendus que sur les observations orales des parties ou de l'une d'elles. (4 août 1876, *Ghigini*; 12 janvier 1877, *Guernet*; 16 février 1878, *Lutz*). — V. cependant, 21 janvier 1881, *Chemins de fer du Midi*; sur les retards apportés à l'instruction de l'affaire. V. 29 novembre 1878, *Letestu*.

9. — Les réclamations des entrepreneurs sont, ainsi que nous l'avons vu dans les deux articles précédents, soumises d'abord à l'administration elle-même, c'est-à-dire à M. le ministre des travaux publics. Nous répétons que cet examen préliminaire de l'affaire par le ministre ne constitue pas un acte de juridiction, mais un simple acte d'administration qui ne fait point obstacle à ce que l'entrepreneur saisisse le juge du premier degré compétent.

C'est donc à tort que l'entrepreneur, dont la réclamation aurait été rejetée par le ministre, s'adresserait immédiatement au Conseil d'Etat pour lui déférer la décision ministérielle. Le Conseil refuserait de statuer et renverrait l'affaire à subir le premier degré de juridiction devant le conseil de préfecture (6 juill. 1877, *Rousset*).

10. — Le Conseil d'Etat rejette également comme formés prématurément devant lui les recours contre les décisions de conseil de préfecture qui auraient été rendues *par défaut* à l'égard de la partie, c'est-à-dire sans que celle-ci ait fourni ses moyens de défense. En pareil cas, et suivant les principes du droit commun, c'est par voie d'*opposition* et devant le même conseil de

préfecture qu'il faut se pourvoir si l'on veut faire réformer la première décision. L'appel n'est recevable, en principe, que contre les décisions *contradictoires*. (V. notamment 3 décembre 1867 (*Administration des forêts*; — 10 janvier 1880, *Giraudier*).

11. — Enfin ce serait une clause radicalement nulle, comme contraire à l'ordre public des juridictions, que de stipuler dans un marché que le conseil de préfecture sera juge *en dernier ressort* des contestations (18 décembre 1839, *Lecour*; — 21 juillet 1853, *commune de Gesse*).

Sur l'étendue de la compétence du conseil de préfecture. V. § 18, page 193.

12. — Les formalités du recours au Conseil d'Etat sont réglées par le décret du 22 juillet 1806, auquel il faut joindre celui du 2 novembre 1864.

Le délai de ce recours est de trois mois à compter du jour où la décision a été notifiée. Il doit être formé par le ministère d'un avocat au Conseil d'Etat.

Bien que le Ministre soit seul compétent pour former le recours au nom de l'Etat, le délai du pourvoi court contre l'administration à partir de la notification faite au préfet qui représentait l'Etat dans l'instance engagée devant le conseil de préfecture (18 mai 1870, *Ministre des finances contre le Chemin de fer de l'Ouest*. Cet arrêt figure au Recueil sous la désignation inexacte de *Département de la Manche*), ou à partir de la notification faite par le préfet à la partie intéressée (12 février 1870, *de Bessay*; V. aussi 4 janvier 1878, *Ministre des travaux publics contre Monjalon*).

La notification à la requête des particuliers doit être faite par ministère d'huissier; la notification par voie administrative, c'est-à-dire par l'intermédiaire d'un agent du gouvernement, est admise au profit de l'Etat, des départements, des communes et des autres administrations locales. Mais le Conseil d'Etat exige, dans tous les cas, qu'il y ait eu une notification régulière (5 dé-

cembre 1873, *Martin et Bourdillon*) opérée à la requête de la partie intéressée (19 décembre 1873, *Chevaux* ; — 2 février 1877, *Leffevre Deumier*). Ainsi la notification faite en exécution des ordres du préfet ou du sous-préfet est insuffisante lorsque la décision intervenue a été rendue au profit d'une commune (arrêts précités). A plus forte raison, l'envoi à l'une des parties par le greffier du conseil de préfecture d'une expédition en forme de l'arrêté attaqué, ne pourrait-il avoir pour effet de faire courir les délais du pourvoi (9 janvier 1874, *Ministre des finances*).

Nous croyons qu'il serait peu utile pour nos lecteurs d'insister longuement sur les détails de la procédure devant le Conseil. Disons seulement que l'instruction et l'examen des affaires y présentent toutes les garanties désirables, et qu'il n'est rien de comparable, comme condition de bonne justice, devant aucune autre juridiction, à cette discussion préalable et approfondie à laquelle les affaires sont soumises dans le sein de la section du contentieux avant d'être portées à l'audience publique. C'est à cette audience, où viennent siéger, outre les membres de la section du contentieux, six autres conseillers d'Etat pris dans les autres sections, que le rapport de chaque affaire est lu, que les avocats des parties présentent, s'il y a lieu, leurs observations orales, et que le commissaire du gouvernement donne ses conclusions.

Les recours en matière de travaux publics sont toujours communiqués au ministre, qui provoque lui-même les observations des ingénieurs et du préfet. Ces différents avis constituent sans doute un élément important de l'instruction ; mais le Conseil y a tel égard que de raison, et l'expérience de tous les jours prouve qu'il conserve une parfaite indépendance.

On s'est souvent plaint des lenteurs, des retards abusifs résultant, pour l'instruction des affaires contentieuses, de la négligence des fonctionnaires par les

maines desquels elles passent. L'administration supérieure paraît avoir reconnu elle-même la justesse de ces plaintes, car, dans une instruction, en date du 27 juillet 1854, le ministre des travaux publics exprime le désir : « que tous les fonctionnaires de son département multiplient leurs efforts pour abréger les « délais de l'examen, et contribuent ainsi à la célérité « des solutions. »

Nous reproduisons à l'appendice cette circulaire, qui renferme sur l'expédition des affaires contentieuses et sur le rôle qui convient aux ingénieurs, dans la discussion des affaires de cette nature, des considérations pleines de sagesse. On aurait évité bien des procès, aussi fâcheux pour l'administration que pour les entrepreneurs, si tous les fonctionnaires avaient été également pénétrés de l'esprit d'équité et de modération qui a inspiré la circulaire ministérielle.

13. — Le Conseil d'Etat étant un second degré de juridiction, le recours devant lui ne peut porter que sur les chefs de réclamation qui ont été soumis au conseil de préfecture (27 mars 1874, *Picardeau*, etc.)

Conformément à l'article 431 du Code de procédure civile, le recours contre un arrêté préparatoire ne peut être formé qu'après l'arrêt définitif. Est purement préparatoire l'arrêté qui se borne à ordonner une expertise (20 juillet 1877, *Dignat*; — 6 mai 1881, *Vernaudeau*); — à ordonner la mise en cause de l'architecte (14 mars 1879, *Commune de Colombier*, etc.).

14. — Mentionnons, pour terminer, une innovation du décret du 2 novembre 1864 : d'après son article 2 l'administration, dans les contestations relatives à l'exécution des travaux publics, est condamnée aux dépens, lorsqu'elle succombe. Cette application à l'Etat, qui semble si naturelle, d'un principe élémentaire du droit commun (art. 130 et 131 du Code de procédure civile) n'a pas prévalu sans efforts et sans discussions. Elle consacre définitivement, s'il en était besoin, cette idée

que, dans les contestations dont il s'agit, l'administration n'est qu'une simple *partie*.

15. — Les recours formés devant le Conseil d'Etat ne sont pas suspensifs.

Néanmoins les conseils de préfecture peuvent subordonner l'exécution de leurs décisions, en cas de recours, à la charge de donner caution ou de justifier d'une solvabilité suffisante. (L. 24 mars 1872, art. 24).

16. — Les tribunaux administratifs ne sont pas compétents pour connaître des difficultés auxquelles peut donner lieu l'exécution de leurs jugements. Ainsi c'est aux tribunaux judiciaires qu'il appartient de statuer sur les contestations auxquelles peut donner lieu l'inscription hypothécaire prise en vertu de condamnation prononcée par le Conseil d'Etat (7 août 1875, *Chérel*).

17. — En matière de travaux publics, la compétence du préfet et celle du conseil de préfecture sont déterminées par la situation des lieux où les travaux ont été exécutés. La règle de procédure : *actor sequitur forum rei* n'est pas applicable (26 juin 1874, *Vavin*; — 8 mars 1878, *Stchelin*).

18. — L'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII a été interprété de la manière la plus large par la jurisprudence. Le Conseil d'Etat et la Cour de cassation sont aujourd'hui d'accord pour reconnaître que « cette disposition est générale, qu'elle attribue compétence à la juridiction administrative à l'égard de toutes les contestations qui peuvent naître à l'occasion des marchés de travaux publics (Tribunal des conflits, 16 déc. 1876, *Ville de Lyon*; Conseil d'Etat, 26 décembre 1879, *Mongenot*, Cass.).

Le conseil de préfecture est compétent, notamment, pour connaître de l'action en garantie dirigée par l'entrepreneur contre le maire qui a ordonné l'exécution

de travaux irrégulièrement entrepris et contre l'architecte qui les a dirigés (14 mars 1870, *Gille*; 6 juin 1879, *Ozanne*; — 20 février 1880, *Lebreton*).

Il est également compétent pour connaître des difficultés de toutes sortes qui s'élèvent sur la validité, l'interprétation ou l'exécution des promesses de subventions ou des offres de concours relatives à l'exécution des travaux (7 mai 1867, *de Lamarre*; — 14 mars 1879, *Dupont*); alors même que l'offre aurait porté exclusivement sur la cession d'un immeuble (Tribunal des conflits; 27 mai 1876, *de Chargères*).

Enfin le caractère de travaux publics résulte de la destination des travaux et non de l'accomplissement plus ou moins complet des formalités prescrites par les lois ou règlements (14 novembre 1879, *Bourgeois*; — 20 février 1880, *Ville de Cannes*).

APPENDICE.

1793 (4 mars). — DÉCRET qui donne hypothèque à la Nation sur les biens des entrepreneurs et fournisseurs (Extrait du).

.....
ART. 4. — Quoique les marchés soient passés par des actes sous signatures privées, la Nation néanmoins aura hypothèque sur les immeubles appartenant aux fournisseurs et à leurs cautions à compter du jour où les ministres auront accepté leurs marchés.

An II (26 pluviôse). — DÉCRET qui interdit aux créanciers particuliers, des entrepreneurs autres que les ouvriers ou fournisseurs, toutes saisies-arrêts sur les fonds revenant auxdits entrepreneurs.

ART. 1^{er}. — Les créanciers particuliers des entrepreneurs et adjudicataires des ouvrages faits ou à faire pour le compte de la Nation, ne peuvent, jusqu'à l'organisation définitive des travaux publics, faire aucune saisie-arrêt ni opposition sur les fonds déposés dans les caisses des receveurs de district, pour être délivrés auxdits entrepreneurs ou adjudicataires.

ART. 2. — Les saisies-arrêts et oppositions qui auraient été faites jusqu'à ce jour par les créanciers particuliers desdits entrepreneurs ou adjudicataires sont déclarées nulles et comme non avenues.

ART. 3. — Ne sont point comprises dans les dispositions des articles précédents les créances provenant du salaire des ouvriers employés par lesdits entrepreneurs, et les sommes dues pour fournitures de matériaux et autres objets servant à la construction des ouvrages.

ART. 4. — Néanmoins, les sommes qui resteront dues aux entrepreneurs ou adjudicataires, après la réception des ouvrages, pourront être saisies par les créanciers particuliers, lorsque les dettes mentionnées en l'article 3 auront été acquittées.

AN VIII (28 pluviôse). — *Loi sur l'organisation administrative du territoire de la République* (Extrait de la).

.....

TITRE II. — ART. 2. — Il y aura, dans chaque département, un préfet, un conseil de préfecture et un conseil général de département, ...

ART. 3. — Le préfet sera seul chargé de l'administration.

ART. 4. — Le conseil de préfecture prononcera :

Sur les demandes de particuliers tendant à obtenir la décharge ou la réduction de leur cote de contributions directes ;

Sur les difficultés qui pourraient s'élever entre les entrepreneurs de travaux publics et l'administration, concernant le sens ou l'exécution des clauses de leurs marchés ;

Sur les réclamations des particuliers qui se plaindront de torts et dommages procédant du fait personnel des entrepreneurs, et non du fait de l'administration ;

Sur les demandes et contestations concernant les indemnités dues aux particuliers à raison des terrains pris ou fouillés pour la confection des chemins, canaux ou autres ouvrages publics ;

Sur les difficultés qui pourront s'élever en matière de grande voirie ;

Sur les demandes qui seront présentées par les communes des villes, bourgs et villages pour être autorisées à plaider ;

Enfin, sur le contentieux des domaines nationaux.

ART. 5. — Lorsque le préfet assistera au conseil de préfecture, il présidera : en cas de partage, il aura voix prépondérante.

.....

AN XII (7 fructidor). — DÉCRET *contenant organisation du corps des ingénieurs des ponts et chaussées* (Extrait du).

.....

ART. 13. — Les ingénieurs en chef du département sont chargés du service des ponts et chaussées, canaux navigation et ports de commerce dans les départements, sous les ordres supérieurs du directeur général, sous les ordres immédiats des préfets et sous la surveillance des inspecteurs divisionnaires.

Ils rédigeront et feront rédiger par les ingénieurs ordinaires les projets des travaux, les devis des ouvrages, et les détails estimatifs; ils soumettront aux préfets les conditions des marchés ou entreprises; ils assisteront aux adjudications et donneront leur avis sur les conditions du cahier des charges et sur les adjudications qui seront faites; ils dirigeront et surveilleront l'exécution des travaux.

Les ingénieurs en chef vérifieront le compte de tous les travaux, *l'arrêteront provisoirement avec les entrepreneurs*, et leur délivreront les certificats nécessaires pour l'obtention des paiements à compte et définitifs qui leur seront faits, s'il y a lieu, sur les mandats des préfets; à l'effet de quoi ils s'assuront de l'avancement des travaux.

... Ils exécuteront ou feront exécuter, en outre, ceux des travaux pour lesquels ils auront été commis par des lois, arrêtés du Gouvernement, jugements des tribunaux.

Ils pourront aussi être chargés, sur la demande des préfets, et sous l'approbation du directeur général, d'exécuter ou faire exécuter des travaux étrangers aux ponts et chaussées, mais dépendant de l'administration publique, de celle des départements et des communes.

.....

ART. 14. — Les ingénieurs ordinaires seront chargés, sous les ordres de l'ingénieur en chef, de suivre et de faire exécuter les travaux des ponts et chaussées.

... Ils feront exécuter les travaux de toute espèce, conformément aux conditions souscrites par les entrepreneurs; ils surveilleront avec exactitude et dirigeront les constructions des travaux d'art; ils vérifieront les qualités, la qualité et l'emploi des matériaux; ils feront toute les vérifications et toisés nécessaires qui doivent précéder la réception des travaux; ils feront cette réception, régleront provisoirement les comptes des entrepreneurs; ils adresseront aux ingénieurs en chef les certificats nécessaires aux entrepreneurs, à l'effet d'obtenir du préfet les paiements d'à-compte ou définitifs.

... Ils doivent être sans cesse présents sur les ateliers des grands travaux d'art ; quant aux travaux ordinaires des routes et de la navigation, ils doivent, pendant la saison d'activité, les visiter le plus souvent possible, et ne rester dans leur domicile que le temps nécessaire pour mettre en ordre la comptabilité et s'occuper des projets, devis et autres affaires de bureau dont ils sont chargés.

.....

1807 (16 septembre). *Loi sur les dessèchements, dommages, etc.*
(Extrait de la).

.....

ART. 55. — Les terrains occupés pour prendre les matériaux nécessaires aux routes et aux constructions publiques pourront être payés aux propriétaires comme s'ils eussent été pris pour la route même.

Il n'y aura lieu à faire entrer dans l'estimation la valeur des matériaux à extraire que dans les cas où l'on s'emparerait d'une carrière déjà en exploitation ; alors lesdits matériaux seront évalués d'après leur prix courant, abstraction faite de l'existence et des besoins de la route pour laquelle ils seraient pris, ou des constructions auxquelles on les destine.

ART. 56. — Les experts pour l'évaluation des indemnités relatives à une occupation de terrain, dans les cas prévus au présent titre, seront nommés, pour les objets de travaux de grande voirie, l'un par le propriétaire, l'autre par le préfet ; et le tiers expert, s'il en est besoin, sera de droit l'ingénieur en chef du département. Lorsqu'il y aura des concessionnaires, un expert sera nommé par le propriétaire, un par le concessionnaire, et le tiers expert par le préfet. Quand aux travaux des villes, un expert sera nommé par le propriétaire, un par le maire de la ville, ou de l'arrondissement pour Paris, et le tiers expert par le préfet.

ART. 57. — Le contrôleur et le directeur des contributions donneront leur avis sur le procès-verbal d'expertise, qui sera soumis par le préfet à la délibération du conseil de préfecture. Le préfet pourra, dans tous les cas, faire faire une nouvelle expertise.

1848 (21 avril). — *LOI sur les mines et carrières* (Extrait de la).

.....

ART. 81. — L'exploitation des carrières à ciel ouvert a lieu sans permission, sous la simple surveillance de la police, et

avec l'observation des lois ou règlements généraux ou locaux.

ART. 82. — Quand l'exploitation a lieu par galeries souterraines, elle est soumise à la surveillance de l'administration, comme il est dit au titre V de la présente loi.

1827 (21 mai). — *Loi, dite Code forestier* (Extrait de la)
en ce qui touche les extractions de matériaux.

.....
ART. 145. — Il n'est point dérogé au droit conféré à l'administration des ponts et chaussées d'indiquer les lieux où doivent être faites les extractions de matériaux pour les travaux publics; néanmoins, les entrepreneurs seront tenus envers l'Etat, les communes et établissements publics, comme envers les particuliers, de payer toutes les indemnités de droit, et d'observer toutes les formes prescrites par les lois et règlements en cette matière.

1827 (1^{re} août). — *ORDONNANCE pour l'exécution du Code forestier* (Extrait de l').

.....
ART. 170. — Lorsque les extractions de matériaux auront pour objet des travaux publics, les ingénieurs des ponts et chaussées, avant de dresser le cahier des charges des travaux, désigneront à l'agent forestier supérieur de l'arrondissement les lieux où ces extractions devront être faites.

Les agents forestiers, de concert avec les ingénieurs ou conducteurs des ponts et chaussées, procéderont à la reconnaissance des lieux, détermineront les limites du terrain où l'extraction pourra être effectuée, le nombre, l'espèce et la dimension des arbres dont elle pourra nécessiter l'abatage, et désigneront les chemins à suivre pour le transport des matériaux. En cas de contestation sur ces divers objets, il sera statué par le préfet.

ART. 171. — Les diverses clauses et conditions qui devront, en conséquence des dispositions de l'article précédent, être imposées à l'entrepreneur, tant pour le mode d'extraction que pour le rétablissement des lieux en bon état, seront rédigées par les agents forestiers, et remises par eux au préfet, qui les fera insérer au cahier des charges des travaux.

1829 (10 mai). — ORDONNANCE sur le mode d'adjudication des travaux des ponts et chaussées (Extrait de l').

.....

TITRE III. — *Formes à suivre dans l'adjudication des travaux,*

ART. 9. — Les adjudications relatives aux travaux dépendant de l'administration des ponts et chaussées auront lieu à l'avenir sur un seul concours et par voie de soumissions cachetées. Le délai du concours sera au moins d'un mois. Toutefois, il pourra être réduit dans les cas d'urgence, et avec l'autorisation du directeur général des ponts et chaussées.

ART. 10. — Nul ne sera admis à concourir s'il n'a les qualités requises pour entreprendre les travaux et en garantir le succès; à cet effet, chaque concurrent sera tenu de fournir un certificat constatant sa capacité, et de présenter un acte régulier, ou au moins une promesse valable de cautionnement. Ce certificat et cet acte ou promesse seront joints à la soumission, mais celle-ci sera placée sous un second cachet. Il ne sera pas exigé de certificat de capacité pour la fourniture des matériaux destinés à l'entretien des routes, ni pour les travaux de terrassement dont l'estimation ne s'élèvera pas à plus de 15,000 francs.

ART. 11. — Les paquets seront reçus cachetés par le préfet, le conseil de préfecture assemblé, en présence de l'ingénieur en chef. Ils seront immédiatement rangés sur le bureau, et recevront un numéro dans l'ordre de leur présentation.

ART. 12. — A l'instant fixé pour l'ouverture des paquets, le premier cachet sera rompu publiquement; il sera dressé un état des pièces contenues dans ce premier cachet. L'état dressé, les concurrents se retireront de la salle de l'adjudication, et le préfet, après avoir consulté les membres du conseil de préfecture et l'ingénieur en chef, arrêtera la liste des concurrents agréés.

ART. 13. — Immédiatement après, la séance redeviendra publique; le préfet annoncera sa décision. Les soumissions seront alors ouvertes publiquement, et le soumissionnaire qui aura fait l'offre d'exécuter les travaux aux conditions les plus avantageuses sera déclaré adjudicataire.

ART. 14. — Néanmoins, si les prix de la soumission excédaient ceux du projet approuvé, le préfet surseoirait à l'adjudication : il en rendrait compte au directeur général des ponts

et chaussées, qui lui transmettrait des instructions conformes aux circonstances.

ART. 15. — Lorsqu'un certificat de capacité n'aura pas été admis, la soumission qui l'accompagnera ne sera pas ouverte.

ART. 16. — Toute soumission qui ne sera pas exactement conforme au modèle adopté sera réputée nulle et non avenue.

ART. 17. — Il sera dressé pour chaque adjudication un procès-verbal de toutes les opérations ci-dessus indiquées. Une copie de ce procès-verbal sera transmise immédiatement, avec les pièces qui devront l'accompagner, au directeur général des ponts et chaussées, dont l'approbation sera nécessaire pour rendre l'adjudication valable et définitive. — Toutefois, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, les adjudications relatives aux travaux d'entretien et de réparations ordinaires deviendront valables et décisives par la seule approbation du préfet.

ART. 18. — Nonobstant les dispositions qui précèdent, et lorsque la dépense des travaux n'excèdera pas 5,000 francs, le préfet pourra, dans les cas urgents, recevoir des soumissions isolées et sans concours.

ART. 19. — Dans certaines circonstances et lorsqu'il ne s'agira que de travaux d'entretien ou de réparations ordinaires, ou de travaux neufs dont la dépense n'excèdera pas 15,000 francs le préfet pourra déléguer au sous-préfet la faculté de passer l'adjudication au chef-lieu de la sous-préfecture. Le sous-préfet suivra les formes et les dispositions ci-dessus indiquées; il sera assisté du maire du chef-lieu de la sous-préfecture, de deux membres du conseil d'arrondissement et d'un ingénieur ordinaire.

ART. 20. — Le montant du cautionnement n'excèdera pas le trentième de l'estimation des travaux, déduction faite de toutes les sommes portées à valoir pour cas imprévus, indemnités de terrain, ouvrages en régie. Ce cautionnement sera mobilier ou immobilier, à la volonté des soumissionnaires. Les valeurs mobilières ne pourront être que des effets publics ayant cours sur la place.

CAHIER

DES CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Du 25 août 1829.

ART. 1^{er} — Nul ne sera admis à concourir aux adjudications s'il n'a les qualités requises pour entreprendre les travaux et en garantir le succès. A cet effet, chaque concurrent sera tenu de fournir un certificat constatant sa capacité, et de présenter un acte régulier, ou au moins une promesse valable de cautionnement. Il ne sera pas exigé de certificat de capacité pour les fournitures de matériaux destinés à l'entretien des routes, ni pour des travaux de terrassement dont l'estimation ne s'élèvera pas à plus de 15,000 fr. (Art. 9 de l'ordonnance du 10 mai 1829).

Le certificat devra avoir été délivré dans les trois ans qui précéderont l'adjudication. Il contiendra l'indication des travaux exécutés ou suivis par l'entrepreneur, ainsi que la justification de l'accomplissement des engagements qu'il aurait contractés.

ART. 2. — Le montant du cautionnement n'excédera pas le trentième de l'estimation des travaux exécutés, déduction faite de toutes les sommes portées à valoir pour cas imprévus, indemnités de terrains et ouvrages en régie.

Ce cautionnement sera mobilier ou immobilier, à la volonté des soumissionnaires. Les valeurs mobilières ne pourront être que des effets publics ayant cours sur la place. (Art. 20 de la même ordonnance).

ART. 3. — Si, en homologuant l'adjudication, l'administration ordonne quelques changements au projet ou au devis, l'entrepreneur devra s'y conformer, et il lui sera fait état de la valeur de ces changements, soit en plus, soit en moins, au prorata des prix de l'adjudication, sans qu'il puisse, en cas de réduction, réclamer aucune indemnité, à raison des prétendus bénéfices qu'il aurait pu faire sur les fournitures de la main-d'œuvre.

Néanmoins, lorsque ces changements dénatureront fortement le projet, en opérant sur le prix total une différence de plus

d'un sixième en plus ou en moins, l'entrepreneur sera libre de retirer sa soumission.

Il ne pourra prétendre à aucune indemnité dans le cas où l'adjudication ne serait pas approuvée.

ART. 4. — Pour que les travaux ne soient pas abandonnés à des spéculateurs inconnus ou inhabiles, *l'entrepreneur ne pourra céder tout ou partie de son entreprise* ; si l'on venait à découvrir que cette clause a été éludée, l'adjudication pourrait être résiliée, et dans ce cas, il serait procédé à une nouvelle adjudication à la folle enchère de l'entrepreneur.

ART. 5. — Pendant la durée entière de l'entreprise, l'adjudicataire ne pourra s'éloigner du lieu des travaux que pour affaires relatives à son marché, et qu'après en avoir obtenu l'autorisation. Dans ce cas, il choisira et fera agréer un représentant capable de le remplacer, et auquel il aura donné pouvoir d'agir pour lui et de faire des paiements aux ouvriers, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue pour raison de l'absence de l'entrepreneur.

ART. 6. — A l'époque fixée par l'adjudication, l'entrepreneur mettra la main à l'œuvre ; il entretiendra constamment un nombre suffisant d'ouvriers ; il exécutera tous les ouvrages, en se conformant strictement aux plans, profils, tracés, instructions et ordres de service qui lui seront donnés par les ingénieurs ou leurs préposés.

Il lui sera préalablement délivré, par le préfet, des expéditions en bonne forme du procès-verbal d'adjudication, du devis et du détail estimatif.

ART. 7. — Il se conformera, pendant le cours du travail, aux changements qui lui seront ordonnés *par écrit*, et sous la responsabilité de l'ingénieur, pour des motifs de convenance, d'utilité ou d'économie, et il lui en sera fait compte suivant les dispositions de l'article 3 ; mais il ne pourra de lui-même, et sous aucun prétexte, apporter le plus léger changement au projet ou au devis.

ART. 8. — Dans le cas d'adjudication en continuation d'ouvrages, si l'entrepreneur sortant juge à propos de garder sur son compte les matériaux par lui approvisionnés en vertu d'ordres des ingénieurs et non soldés par l'administration, ainsi que ses propres outils et équipages, il sera tenu d'évacuer, dans le délai qui aura été fixé par le devis, tous les chantiers, magasins et emplacements publics. Si, au contraire, il a déclaré vouloir céder tout ou partie des objets ci-dessus indiqués, l'entrepreneur entrant sera tenu d'accepter les matériaux au prix de la nouvelle adjudication, et sur un état

dressé contradictoirement entre les deux entrepreneurs, et en supposant toutefois qu'on ait reconnu à ces matériaux les qualités requises.

Les outils et équipages seront payés de gré à gré ou à dire d'experts.

ART. 9. — Lorsque le devis n'indiquera pas de carrières ou de sablières appartenant à l'Etat, l'entrepreneur en ouvrira à ses frais dans les lieux indiqués par le devis ; il sera tenu de prévenir les propriétaires avant de commencer les extractions, et de les dédommager de gré à gré ou à dire d'experts, conformément aux lois et règlements sur la matière ; il devra représenter, toutes les fois qu'il en sera requis, le traité qu'il aura fait avec eux.

Il payera, sans recours contre l'administration, tous les dommages que pourront occasionner la prise, le transport ou le dépôt des matériaux.

Il en sera de même des dommages pour établissements de chantiers, chemins de service, et autres indemnités temporaires qui font partie des charges et faux frais de l'entreprise.

L'entrepreneur ne sera entièrement soldé et ne pourra recevoir le montant de la retenue pour garantie, dont il est parlé dans l'art. 35, qu'après avoir justifié, par des quittances en forme, qu'il a payé les indemnités et dommages mis à sa charge.

Dans le cas où le devis prescrirait d'extraire les matériaux dans les bois soumis au régime forestier, l'entrepreneur devra se conformer, sans recours en indemnité contre l'administration des ponts et chaussées, aux obligations résultant pour lui de l'art. 145 du Code forestier, ainsi que des art. 172, 173 et 175 de l'ordonnance royale du 1^{er} août 1827, concernant l'exécution de ce Code.

Si, pendant la durée de l'entreprise, il était reconnu indispensable de prescrire à l'entrepreneur d'extraire des matériaux dans des lieux autres que ceux qui auraient été prévus au devis, les ingénieurs établiront de nouveaux prix d'extraction et de transport d'après les éléments de l'adjudication. Ces changements, après avoir été soumis à l'approbation du préfet, seront signifiés à l'entrepreneur, qui, en cas de refus, devra déduire ses motifs dans le délai de dix jours, et il sera statué ensuite par l'administration ce qu'il appartiendra. Dans ce même cas de refus, l'administration aura le droit de considérer l'extraction et le transport des matériaux comme ne faisant pas partie de l'entreprise.

Si l'entrepreneur parvenait à découvrir de nouvelles carrières

res plus rapprochées que celles qui auraient été indiquées au devis, et offrant des matériaux d'une qualité au moins égale, il recevra l'autorisation de les exploiter, et il ne subira sur les prix de l'adjudication aucune déduction pour cause de diminution de frais d'extraction, de transport et de taille des matériaux.

L'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, livrer au commerce les matériaux qu'il aura fait extraire dans une carrière qui ne lui appartiendrait pas, attendu que le droit d'exploitation ne lui a été conféré qu'en sa qualité d'entrepreneur des travaux publics et pour un objet déterminé.

ART. 10. — L'entrepreneur sera tenu, indépendamment des indemnités mentionnées à l'article précédent, de fournir à ses frais les magasins, équipages, voitures, ustensiles et outils de toute espèce, sauf les exceptions qui seront stipulées au devis.

Seront également à sa charge les frais de tracé d'ouvrages, les cordeaux, piquets et jalons, et généralement tout ce qui constitue les faux frais et menues dépenses dont un entrepreneur n'est pas admis à compter.

ART. 11. — Au moyen des prix consentis et approuvés, l'entrepreneur fera l'achat, la fourniture, le transport à pied d'œuvre, la façon, la pose et l'emploi de tous les matériaux.

Il soldera les salaires et peines d'ouvriers, les commis et autres agents dont il pourra avoir besoin pour assurer la bonne et solide exécution des ouvrages.

Il ne pourra, sous aucun prétexte d'erreur ou d'omission dans la composition des prix de sous-détail, revenir sur les prix par lui consentis, attendu qu'il a dû s'en rendre préalablement un compte exact, et qu'il est censé avoir refait et vérifié tous les calculs d'appréciation.

Mais il pourra réclamer, s'il y a lieu, contre les erreurs de mètres ou de dimensions d'ouvrages.

ART. 12. — Les matériaux proviendront des lieux indiqués au devis; ils seront de la meilleure qualité, parfaitement travaillés et mis en œuvre conformément aux règles de l'art. On ne pourra les employer qu'après qu'ils auront été visités par l'ingénieur. En cas de surprise, de mauvaise qualité ou de malfaçon, ils seront rebutés et remplacés aux frais de l'entrepreneur. Toutefois, si l'entrepreneur conteste les faits, l'ingénieur dressera immédiatement procès-verbal des circonstances de cette contestation; l'entrepreneur pourra consigner à la suite du procès-verbal, qui devra lui être communiqué, les observations qu'il se croira en droit de présenter. Il sera statué ensuite par l'administration ce qu'il appartiendra.

ART. 13. — Lorsque les ingénieurs présumeront qu'il existe dans les ouvrages des vices d'exécution, ils ordonneront, soit en cours d'exécution, soit avant la réception finale, la démolition et la reconstruction des ouvrages présumés viciés.

Les dépenses résultant de cette vérification seront à la charge de l'adjudicataire, lorsque les vices de construction auront été constatés et reconnus.

En cas de contestation de l'entrepreneur sur les vices d'exécution, il sera procédé comme il a été dit ci-dessus, art. 12.

ART. 14. — En général, tous les matériaux auront les dimensions prescrites par le devis.

Si l'entrepreneur leur donne des dimensions plus fortes, il ne pourra réclamer aucune augmentation de prix ; les métrages et les pesées seront basés sur les dimensions ou devis, et néanmoins les pièces qui seraient jugées nuisibles ou difformes seraient enlevées et remplacées aux frais de l'entrepreneur.

Dans le cas de dimensions plus faibles, les prix seront réduits en proportion, et néanmoins les pièces dont l'emploi serait reconnu contraire au goût et à la solidité seraient également enlevées et remplacées aux frais de l'entrepreneur.

Dans tous les cas, l'entrepreneur ne pourra employer aucune pièce ni aucune matière qui ne serait pas des dimensions ou du poids prescrit par le devis, sans l'autorisation écrite de l'ingénieur.

ART. 15. — Il pourra être accordé des à-compte sur les prix des matériaux, approvisionnés jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes de leur valeur. On ne regardera comme approvisionnés que les matériaux déposés sur l'atelier, et, dès ce moment, l'entrepreneur ne pourra les détourner pour un autre service sans une autorisation par écrit.

ART. 16. — Si, aux termes du devis, l'entrepreneur est tenu de démolir d'anciens ouvrages, les matériaux seront déplacés avec attention, pour pouvoir être réparés et remis en place, s'il y a lieu, avec les mêmes précautions que les matériaux neufs. Dans le cas où les démolitions n'auraient pas été prévues, il en sera tenu compte à l'entrepreneur dans les formes prescrites ci-après (art. 22).

ART. 17. — Toutes les fois que, par des motifs d'économie ou de célérité, on croira devoir employer des matières neuves ou de démolition appartenant à l'Etat, l'entrepreneur ne sera payé que des frais de main-d'œuvre et d'emploi, sans pouvoir répéter de dommages pour manque de gain sur les fournitures supprimées.

ART. 18. — L'entrepreneur aura soin de ne choisir pour commis, maîtres et chefs d'atelier, que des gens probes et intelligents, capables de l'aider et même de le remplacer au besoin dans la conduite et le métrage des travaux.

Il choisira également les ouvriers les plus habiles et les plus expérimentés, et néanmoins il demeurera responsable en son propre et privé nom, comme en celui de sa caution, des fraudes ou malfaçons que ses agents pourront commettre sur les fournitures, la qualité et l'emploi des matériaux, sous les peines indiquées en l'article 12.

ART. 19. — L'ingénieur aura le droit d'exiger le changement ou le renvoi des agents et ouvriers de l'entrepreneur, pour cause d'insubordination, d'incapacité ou de défaut de probité.

ART. 20. — Le nombre des ouvriers, de quelque espèce qu'ils soient, sera toujours proportionné à la quantité d'ouvrages à faire ; et, pour mettre l'ingénieur à même d'assurer l'accomplissement de cette condition et de reconnaître les individus, il lui en sera remis périodiquement, et aux époques qu'il aura fixées, une liste nominative.

ART. 21. — Lorsqu'un ouvrage languira faute de matériaux, ouvriers, etc., de manière à faire craindre qu'il ne soit pas achevé aux époques prescrites, ou que les fonds crédités ne puissent pas être consommés dans l'année, le préfet, dans un arrêté qu'il notifiera à l'entrepreneur, ordonnera l'établissement d'une régie aux frais dudit entrepreneur, si, à une époque fixée, il n'a pas satisfait aux dispositions qui lui seront prescrites.

A l'expiration du délai, si l'entrepreneur n'a pas satisfait à ces dispositions, la régie sera organisée immédiatement et sans autre formalité. Il en sera aussitôt rendu compte au directeur général, qui, selon les circonstances de l'affaire, pourra ordonner la continuation de la régie aux frais de l'entrepreneur ou prononcer la résiliation du marché et ordonner une nouvelle adjudication sur folle enchère.

Dans ces divers cas, les excédants de prix et de dépenses seront prélevés sur les sommes qui pourront être dues à l'entrepreneur sans préjudice des droits à exercer contre lui et sa caution, en cas d'insuffisance.

Si la régie ou l'adjudication sur la folle enchère amenait au contraire une diminution dans les prix et les frais des ouvrages, l'entrepreneur ou sa caution ne pourra réclamer aucune part de ce bénéfice, qui resterait acquis à l'administration.

ART. 22. — Lorsqu'il sera jugé nécessaire d'exécuter des parties d'ouvrages non prévues par le devis, les prix en seront

réglés d'après ceux de l'adjudication, par assimilation aux ouvrages les plus analogues. Dans le cas d'une impossibilité absolue d'assimilation, les prix seront réglés sur une estimation contradictoire en prenant pour terme de comparaison les prix courants du pays.

Lorsque ces travaux devront être de quelque importance, il en sera fait un avant-métré, que l'entrepreneur acceptera, tant pour les prix proposés que pour l'indication des ouvrages, par une soumission particulière qui sera présentée à l'approbation de l'administration.

ART. 23. — S'il y a lieu de faire des épaissements qui n'auraient pas été mis par le devis à la charge de l'entrepreneur, les dépenses y relatives seront constatées par attachement et sur des contrôles tenus sous la surveillance de l'ingénieur. Elles seront acquittées régulièrement par l'entrepreneur, à la fin de chaque semaine, aux conditions portées en l'article suivant.

ART. 24. — Tous les paiements pour épaissements, ouvrages par attachement, indemnités et autres articles imputés sur la somme à valoir, seront remboursés à l'entrepreneur avec un quarantième en sus pour le dédommager de ses avances de fonds. A cet effet, il sera tenu de payer à vue, en présence d'un employé désigné par l'ingénieur, les rôles ou états qui seront dressés par le compte des travaux, et de les faire quit tancer par les parties prenantes, avant de pouvoir en demander le remboursement.

Deux quarantièmes lui seront en outre alloués pour ceux desdits articles qui nécessiteront de sa part des outils, soins, frais de conduite des travaux, fournitures et entretien de machines.

ART. 25. — Sont exceptés des dispositions ci-dessus les paiements qu'on pourrait être obligé de faire par l'intermédiaire de l'entrepreneur, mais qui n'exigeraient réellement de sa part aucune avance de fonds, et pour lesquels, conséquemment, il ne sera alloué aucune rétribution.

ART. 26. — Il ne sera alloué à l'entrepreneur aucune indemnité à raison des pertes, avaries ou dommages occasionnés par négligence, imprévoyance, défaut de moyens ou fausses manœuvres. Ne sont pas compris toutefois dans la disposition précédente les cas de force majeure qui, dans le délai de dix jours au plus après l'événement, auraient été signalés par l'entrepreneur : dans ces cas, néanmoins, il ne pourra être rien alloué qu'avec l'approbation de l'administration. Passé le délai de dix jours, l'entrepreneur ne sera plus admis à réclamer.

ART. 27. — L'entrepreneur, soit par lui-même, soit par ses commis, visitera les travaux aussi souvent que pourra le ré-

clamer le bien du service. Il justifiera de ses visites et accompagnera les ingénieurs dans leurs tournées, toutes les fois qu'il en sera requis,

ART. 28. — Il surveillera, dans l'étendue de son entreprise, les propriétaires riverains et les cultivateurs qui se permettraient de labourer et de planter trop près des routes, canaux et autres propriétés publiques, ou qui détérioreraient les bornes, talus, fossés et plantations. Il avertira sur-le-champ les ingénieurs des contraventions qu'il apercevrait à cet égard, comme aussi de celles qui consisteraient en des dépôts de bois et de fumiers, ou autres encombrements quelconques, ainsi que des anticipations qui seraient faites sur le domaine de la voie publique.

ART. 29. — L'ingénieur en chef fera tous les règlements nécessaires pour le bon ordre des travaux ou pour l'exécution des clauses du devis. Ces règlements seront visés par le préfet, lorsqu'il aura été reconnu par ce magistrat qu'ils n'imposent pas de nouvelles charges à l'entrepreneur, pour lequel, dès lors, ils seront obligatoires.

ART. 30. — S'il survient quelque difficulté entre l'ingénieur ordinaire et l'entrepreneur, au sujet de l'application des prix ou des métrages, il en sera référé à l'ingénieur en chef, qui appliquera les règles admises dans le service des ponts et chaussées. Dans aucun cas, l'entrepreneur ne pourra invoquer en sa faveur les us et coutumes auxquels il est formellement dérogé par le présent article.

ART. 31. — Toutes les dimensions d'ouvrages, tous les prix, salaires et dépenses, seront calculés d'après le système légal des poids et mesures.

ART. 32. — Les métrages généraux et partiels, les états d'attachement, les états de dépenses, les états de situation et les procès-verbaux de réception, devront être communiqués à l'entrepreneur et acceptés par lui. En cas de refus, il déduira par écrit ses motifs dans les dix jours qui suivront la présentation desdites pièces, et, dans ce cas seulement, il sera dressé procès-verbal de l'acte de présentation et des circonstances qui l'auront accompagné. Un plus long délai mettrait souvent dans l'impossibilité de rechercher et constater les causes d'erreurs qui auraient pu donner lieu à quelques réclamations. En conséquence, il est expressément stipulé que l'entrepreneur ne sera jamais admis à élever des réclamations au sujet des pièces ci-dessus indiquées après le délai de dix jours, et que passé ce délai, lesdites pièces seront censées acceptées par lui, quand bien même il ne les aurait pas signées. Le procès-ver-

bal de présentation devra toujours être joint à l'appui des pièces qui n'auront pas été acceptées:

ART. 33. — Indépendamment de la communication des pièces énoncées dans l'article précédent, l'entrepreneur sera autorisé à s'en procurer des expéditions, qu'il pourra faire transcrire, par ses propres commis, dans les bureaux de l'ingénieur en chef ou dans ceux de la préfecture.

ART. 34. — Les paiements d'a-compte pour ouvrages faits s'effectueront, en raison de l'avancement des travaux, en vertu des mandats du préfet expédiés sur les certificats de l'ingénieur en chef, d'après les états fournis par l'ingénieur ordinaire, jusqu'à concurrence des neuf dixièmes de la dépense, et déduction faite des a-compte qui auront pu être délivrés sur les approvisionnements avant leur emploi.

Les paiements ne pouvant être faits qu'au fur et à mesure des ordonnances et des fonds disponibles, il ne sera jamais alloué d'indemnité, sous aucune dénomination, pour retard de paiement pendant l'exécution des travaux.

Toutefois, si, les travaux étant définitivement reçus, l'entrepreneur ne pouvait pas être entièrement soldé à l'expiration du délai de garantie, il pourra prétendre à des intérêts pour cause de retard de paiement de la somme qui lui restera due à dater de cette époque.

ART. 35. — Le dernier dixième ne sera payé à l'entrepreneur qu'après l'expiration du délai fixé pour la garantie des ouvrages, sauf les justifications préalables exigées par le quatrième paragraphe de l'article 9.

Immédiatement après l'achèvement des travaux, il sera procédé à la réception provisoire, et la réception définitive n'aura lieu qu'après l'expiration du délai de garantie. Pendant ce délai, l'entrepreneur demeurera responsable de ses ouvrages et sera tenu de les entretenir.

Ce délai de garantie sera de trois mois après la réception pour les travaux d'entretien, de six mois pour les terrassements et les chaussées d'empierrement, d'un ou de deux ans pour les ouvrages d'art, selon les stipulations du devis.

ART. 36. — Dans le cas où l'administration ordonnerait la cessation absolue ou l'ajournement indéfini des travaux adjugés, l'entrepreneur pourra requérir qu'il soit procédé de suite à la réception provisoire des ouvrages exécutés, et à la réception définitive après l'expiration du délai de garantie. Après la réception définitive, il sera, ainsi que sa caution, déchargé de toute garantie pour raison de son entreprise.

ART. 37. — Si le dixième des dépenses est jugé devoir excé-

der la proportion nécessaire pour la garantie de l'entreprise, il pourra être stipulé au devis que la retenue cessera de croître lorsqu'elle aura atteint un *maximum* déterminé.

ART. 38. Toutes les réceptions d'ouvrages seront faites par l'ingénieur en présence de l'entrepreneur, ou lui dûment appelé par écrit; en cas d'absence, il en sera fait mention au procès-verbal.

ART. 39. — Si, pendant le cours de l'entreprise, les prix subissaient une augmentation notable, le marché pourra être résilié sur la demande qui en sera faite par l'entrepreneur; en cas de diminution notable, la résiliation du marché pourra être également prononcée, à moins que l'entrepreneur n'accepte les modifications qui lui seraient prescrites par l'administration.

Et dans le cas où, pendant le cours de l'entreprise, et sans changer les charges et les prix, il serait ordonné par l'administration d'augmenter ou de diminuer la masse des travaux, l'entrepreneur sera tenu d'exécuter les nouveaux ordres, sans réclamation, à moins qu'il n'ait été autorisé à faire des approvisionnements de matériaux qui demeureraient sans emploi, et pourvu que les changements en plus ou moins n'excèdent pas le sixième du montant de l'entreprise; auquel cas, il pourra demander la résiliation de son marché.

ART. 40. — Dans le cas prévu par l'article 36, et dans celui où, conformément à l'article 39, et par suite d'une diminution notable dans le prix des ouvrages, l'administration aura prononcé la résiliation du marché, les outils et ustensiles indispensables à l'entreprise que l'entrepreneur ne voudra par garder pour son compte seront acquis par l'Etat, sur l'estimation qui en sera réglée de gré à gré, ou à dire d'experts, d'après la valeur première desdits outils et ustensiles, et déduction faite de leur degré d'usure; le tout au taux du commerce, et sans augmentation de dixième ou de tout autre plus-value, sous prétexte de bénéfice présumé,

Les matériaux approvisionnés par ordre et déposés sur les ravaux, s'ils sont de bonne qualité, seront également acquis par l'Etat au prix de l'adjudication.

Les matériaux qui ne seraient pas déposés sur les travaux resteront au compte de l'entrepreneur; mais, tant pour cet objet que pour toutes autres réclamations, il pourra lui être alloué une indemnité qui sera fixée par l'administration, et qui, dans aucun cas, ne devra excéder le cinquantième du montant des dépenses restant à faire en vertu de l'adjudication.

ART. 41 — L'entrepreneur paiera comptant les frais relatifs

à son adjudication, sur un état arrêté par le préfet. Ces frais ne pourront être autres que ceux d'affiches et de publications, ceux de timbre et d'expédition du devis, du détail estimatif, et du procès-verbal d'adjudication; enfin, le droit d'enregistrement, fixé à 1 franc par la loi du 7 germinal an VIII, l'arrêté du 15 brumaire an XII, et le décret du 25 germinal an XIII.

ART. 42. — Conformément aux dispositions du second paragraphe de l'article 4 de la loi du 17 février 1800 (28 pluviôse an VIII), toutes les difficultés qui pourraient s'élever entre les entrepreneurs de travaux publics et l'administration, concernant le sens ou l'exécution des clauses de leur marché, seront portées devant le conseil de préfecture, qui statuera, sauf recours au Conseil d'Etat,

1836 (21 mai). — *Loi sur les chemins vicinaux.*

.....
ART. 14. — Toutes les fois qu'un chemin vicinal, entretenu à l'état de viabilité par une commune, sera habituellement ou temporairement dégradé par des exploitations de mines, de carrières, de forêts ou de toute entreprise industrielle appartenant à des particuliers, à des établissements publics, à la Couronne ou à l'Etat, il pourra y avoir lieu à imposer aux entrepreneurs ou propriétaires, suivant que l'exploitation ou les transports auront eu lieu pour les uns ou pour les autres, des *subventions spéciales*, dont la quotité sera proportionnée à la dégradation extraordinaire qui devra être attribuée aux exploitations.

Ces subventions pourront, au choix des subventionnaires, être acquittées en argent ou en prestations en nature, et seront exclusivement affectées à ceux des chemins qui y auront donné lieu.

Elles seront réglées annuellement, sur la demande des communes, par les conseils de préfecture, après des expertises contradictoires, et recouvrées comme en matière de contributions directes.....

1836 (4 décembre). — *ORDONNANCE du Roi sur les marchés passés au nom de l'Etat.*

ART. 1^{er}. — Tous les marchés au nom de l'Etat seront faits avec concurrence et publicité, sauf les exceptions mentionnées en l'article suivant.

ART. 2. — Il pourra être traité de gré à gré : 1° pour les fournitures, transports et travaux dont la dépense totale n'excédera pas 10,000 fr., ou, s'il s'agit d'un marché passé pour plusieurs années, dont la dépense annuelle n'excédera pas 3,000 fr.; 2° pour toute espèce de fournitures, de transports ou de travaux, lorsque les circonstances exigeront que les opérations du gouvernement soient tenues secrètes : ces marchés devront être préalablement autorisés par Nous, sur un rapport spécial; 3° pour les objets dont la fabrication est exclusivement attribuée à des porteurs de brevets d'invention ou d'importation.....; 4° pour les fournitures, transports ou travaux qui n'auraient été l'objet d'aucune offre aux adjudications ou à l'égard desquels il n'aurait été proposé que des prix inacceptables : toutefois, lorsque l'administration aura cru devoir faire arrêter et faire connaître un *maximum* de prix, elle ne devra pas dépasser ce *maximum*; 5° pour les fournitures, transports et travaux qui, dans le cas d'urgence évidente amenés par des circonstances imprévues, ne pourront pas subir les délais des adjudications.

ART. 3. — Les adjudications publiques relatives à des fournitures, à des travaux, à des exploitations ou fabrications qui ne pourraient être sans inconvénient livrées à une concurrence illimitée, pourront être soumises à des restrictions qui n'admettront à concourir que des personnes préalablement reconnues capables par l'administration et produisant les titres justificatifs exigés par les cahiers des charges.

ART. 5. — Les cahiers des charges détermineront la nature et l'importance des garanties que les fournisseurs ou entrepreneurs auront à produire, soit pour être admis aux adjudications, soit pour répondre de l'exécution de leurs engagements. — Ils détermineront aussi l'action que l'administration exercera sur ces garanties, au cas d'inexécution de ces engagements.

ART. 6. — L'avis des adjudications à passer sera publié, sauf les cas d'urgence, un mois à l'avance, par la voie des affiches et par tous les moyens ordinaires de publicité. — Cet avis fera connaître : 1° le lieu où l'on pourra prendre connaissance du cahier des charges; 2° les autorités chargées de procéder à l'adjudication; 3° le lieu, le jour et l'heure fixés pour l'adjudication.

ART. 7. — Les soumissions devront toujours être remises cachetées en séance publique. — Lorsqu'un *maximum* de prix ou un *minimum* de rabais aura été arrêté d'avance par le mi-

nistre ou le fonctionnaire qu'il aura délégué, ce *maximum* ou ce *minimum* devra être déposé cacheté sur le bureau à l'ouverture de la séance.

ART. 8. — Dans le cas où plusieurs soumissionnaires auraient offert le même prix, et où ce prix serait le plus bas de ceux portés dans les soumissions, il sera procédé, séance tenante, à une réadjudication, soit sur de nouvelles soumissions, soit à l'extinction des feux, entre ces soumissionnaires seulement.

ART. 9. — Les résultats de chaque adjudication seront constatés par un procès-verbal relatant toutes les circonstances de l'opération.

ART. 10. — Il pourra être fixé par le cahier des charges un délai pour recevoir des offres de rabais sur le prix de l'adjudication. — Si, pendant ce délai, qui ne devra pas dépasser trente jours, il est fait une ou plusieurs offres de rabais de au moins 10 pour 100 chacune, il sera procédé à une réadjudication entre le premier adjudicataire et l'auteur ou les auteurs des offres de rabais, pourvu que ces derniers aient, préalablement à leurs offres, satisfait aux conditions imposées par le cahier des charges pour pouvoir se présenter aux adjudications.

ART. 11. — Les adjudications et réadjudications seront toujours subordonnées à l'approbation du ministre compétent, et ne seront valables et définitives qu'après cette approbation, sauf les exceptions spécialement autorisées et rappelées dans le cahier des charges.

.....

1848 (15 déc.). — ARRÊTÉ ministériel sur les secours à accorder aux ouvriers, en cas d'accidents.

ART. 1^{er}. — Des ambulances seront établies sur la proposition des ingénieurs ou architectes, et avec l'autorisation du ministre, sur les ateliers de travaux publics qui, par leur importance, leur situation et la nature des travaux, rendront cette mesure nécessaire.

ART. 2. — Le service de ces ambulances sera fait par des médecins ou chirurgiens pris autant que possible dans la localité la plus voisine.

ART. 3. — Les ouvriers atteints de blessures ou de maladies occasionnées par les travaux, après avoir reçu sur place

les premiers secours de l'art, seront soignés gratuitement à l'hôpital ou à domicile.

ART. 4. — Pendant la durée de l'interruption obligée du travail, qui devra être constatée par un certificat du médecin, ils recevront la moitié du salaire qu'ils auraient pu gagner s'ils avaient continué à travailler.

ART. 5. — Lorsque, par suite de blessures, ils seront devenus impropres au travail de leur profession, on leur allouera la moitié de leur salaire pendant une année à partir du jour de l'accident.

ART. 6. — Lorsqu'un ouvrier marié ou ayant des charges de famille, aura été tué sur les travaux ou aura succombé à la suite, soit de blessures, soit d'une maladie occasionnée par les travaux, sa veuve ou sa famille aura droit à une indemnité de 300 fr.

ART. 7. — Les secours mentionnés aux deux articles précédents pourront être augmentés par des décisions spéciales du ministre des travaux publics, selon la position et les besoins des victimes ou de leur famille.

ART. 8. — Les ouvriers qui seront blessés étant dans un état d'ivresse ne pourront recevoir que des secours médicaux.

ART. 9. — Pour assurer le service médical et le paiement des secours, il sera opéré à l'avenir une retenue de 2 p. 100 sur le prix de la main-d'œuvre des travaux adjudgés.

En cas d'insuffisance du produit de cette retenue, il y sera pourvu par une allocation dont le montant, réglé par le ministre des travaux publics, sera prélevé sur les fonds des travaux.

Si ce produit excède, au contraire, les besoins constatés jusqu'à la fin de l'entreprise, l'excédant sera restitué à l'entrepreneur.

Lorsque les travaux seront exécutés par voie de régie au compte de l'administration, les dépenses du service médical et les secours seront à la charge de l'Etat.

ART. 11. — Lorsqu'un accident aura occasionné la mort d'un ouvrier, un procès-verbal en sera immédiatement dressé par les agents de l'administration. Ce procès-verbal fera connaître la cause et les circonstances de l'accident.

ART. 12. — Chaque année les ingénieurs et architectes adresseront à l'administration un relevé des accidents de toute nature qui seront arrivés dans les travaux. Ce relevé devra

faire connaître les causes auxquelles les accidents pourront être attribués.

NOTA. Les articles 4 et 9 de cet arrêté ont été modifiés par une circulaire ministérielle, en date du 22 octobre 1851, laquelle dispose : 1° que l'allocation de 1/2 du salaire faisant l'objet de l'art. 4 ne sera accordée aux ouvriers soignés à l'hôpital que dans les cas seulement où ils seront mariés ou auront des charges de famille; 2° que la retenue de 2 p. 100 sur le prix de la main-d'œuvre des travaux adjugés, stipulée en l'art. 9, sera désormais remplacée par une retenue de 1 p. 100 sur le montant de l'ensemble des travaux adjugés.

1849 (28 sept.). — RÈGLEMENT sur la comptabilité des travaux publics (Extrait du).

ART. 7. — Les mandats de paiement concernant les dépenses du service des ponts et chaussées seront délivrés à l'avenir par les ingénieurs en chef. A cet effet, les préfets sous-délègueront aux ingénieurs en chef des ordonnances de délégation mises à leur disposition par le ministre des travaux publics.

La répartition des ordonnances par service d'un ingénieur en chef aura lieu conformément aux indications contenues dans les avis d'ordonnances adressés au préfet par le ministre des travaux publics.

Les préfets demeurent titulaires des crédits de délégation sous-délégués aux ingénieurs en chef des ponts et chaussées, et continuent à en rendre compte dans les bordereaux mensuels qu'ils doivent adresser au ministre des travaux publics, en exécution des articles 256 et 257 de l'ordonnance du 31 mai 1838.

ART. 8. — Les préfets sont autorisés à approuver, dans la limite des crédits ouverts, les propositions des ingénieurs en chef des ponts et chaussées relatives aux dépenses dont la nomenclature suit :

1° Acquisition de terrains, d'immeubles, etc, dont le prix ne dépasse pas 5,000 fr.;

2° Indemnités mobilières ne s'élevant pas au delà de 1,000 fr.;

3° Indemnités pour dommages n'excédant pas 1,000 fr.;

4° Frais accessoires aux acquisitions d'immeubles; aux indemnités mobilières et aux dommages ci-dessus désignés (1);

(1) D'après le décret du 25 mars 1852, les préfets peuvent

5° Secours aux ouvriers réformés, blessés, etc., dans les limites déterminées par les instructions.

Il est rendu compte des approbations accordées par les préfets pour les dépenses détaillées ci-dessus, au moyen d'états trimestriels établis par les ingénieurs et adressés au ministre des travaux publics.

TITRE II. — *Service des ponts et chaussées.*

Comptabilité du conducteur.

ART. 9. — Tout conducteur attaché à l'exécution des travaux tient un *journal ou carnet d'attachements* (modèle n° 1), sur lequel il inscrit tous les faits de dépense, à mesure qu'ils se produisent, par ordre chronologique, sans lacune, sans classification, quels que soient les ateliers confiés à sa surveillance auxquels ces faits se rapportent.

Ce journal contient, sur la page de gauche, le libellé des opérations et leurs résultats, soit en quantités seulement, soit à la fois en quantités et en deniers, suivant les divers cas.

En regard de chaque fait, il reçoit, sur la page de droite, les croquis et l'indication des pièces dont les détails ne peuvent pas être inscrits sur le carnet; enfin les renseignements propres à justifier les quantités et sommes portées sur la page de gauche.

Les piqueurs et surveillants, placés sous les ordres du conducteur, sont pourvus de carnets semblables pour les ouvrages confiés à leur surveillance.

Les résultats consignés sur les carnets des piqueurs et surveillants sont rapportés par le conducteur sur son propre journal.

ART. 10. — Les carnets sont délivrés par l'ingénieur en chef à l'ingénieur ordinaire, qui en numérote les feuillets et les paraphe par premier et dernier, avant de les remettre aux conducteurs.

Chaque agent est responsable, vis-à-vis de l'administration, de toutes les indications qu'il consigne sur son carnet et des omissions commises dans les écritures. — Il ne doit se dessaisir de ce carnet que sur l'ordre de ses chefs. — Quand il cesse ses fonctions, il l'arrête et le remet à l'ingénieur.

aujourd'hui approuver les acquisitions de terrains jusqu'au chiffre de 25,000 fr. et les dépenses relatives aux indemnités mobilières ou de dommages, quel qu'en soit le chiffre.

Les carnets remplis sont visés *ne varietur* par l'ingénieur, qui les dépose dans les archives de son bureau.

Les carnets successivement remis, dans une même année, à chaque conducteur, reçoivent une série de numéros.

ART. 11. — Tout est écrit à l'encre sur les carnets.

Chaque attachement porte un numéro, qui est précédé de la date à laquelle il se rapporte.

Les attachements qui, par leur nature, doivent être contradictoires, reçoivent sur le carnet la signature de la partie intéressée. En cas de refus de celle-ci, le conducteur prévient aussitôt l'ingénieur.

Les dépenses qui figurent sur les carnets ne sont portées en compte qu'autant qu'elles sont ensuite admises par les ingénieurs. — L'inscription sur le carnet ne constitue pas titre pour les entrepreneurs.

Le carnet est fréquemment visé par l'ingénieur.

ART. 12. — Pour les travaux exécutés en régie, au moyen d'avances remises à un agent du service régisseur comptable, il est fait usage d'un carnet spécial (modèle n. 1 *bis*), désigné sous le nom de *livret de caisse*.

Ce livret contient, sur la page de gauche, l'indication des numéros et des dates des mandats délivrés au nom du régisseur comptable, l'inscription en toutes lettres, et de la main du payeur, des paiements faits au régisseur, et la même indication en chiffres.

La page de droite indique, par ordre chronologique, les paiements successivement effectués par le régisseur. — On y trouve les dates de ces paiements, la nature des dépenses, le montant des sommes payées, et celui des pièces justificatives produites au payeur.

L'ingénieur constatera sur le carnet les résultats des vérifications qu'il doit faire des écritures, des pièces et de la caisse du régisseur.

ART. 13. — Les journées d'ouvriers sont constatées par des feuilles d'attachements (modèle n° 2), tenues dans chaque atelier par le piqueur ou le surveillant.

Ces feuilles, arrêtées à la fin du mois, ou plus fréquemment s'il est nécessaire, sont remises au conducteur, qui en inscrit immédiatement les résultats sur son carnet.

A la fin du mois, toutes les feuilles de journées sont envoyées à l'ingénieur.

ART. 14. — Les réceptions définitives des matériaux sont faites par l'ingénieur ordinaire, accompagné du conducteur et en présence de l'entrepreneur.

Elles sont constatées par des procès-verbaux de réception (modèle n° 3) dressés en triple expédition ; — l'une des expéditions est remise à l'entrepreneur, la seconde est conservée par l'ingénieur, et la troisième est envoyée à l'ingénieur en chef.

Les quantités de matériaux reçues font immédiatement l'objet d'un article au journal du conducteur.

ART. 15. — Lorsque des travaux de repiquage sont exécutés pour l'entretien des chaussées pavées, les résultats en sont constatés par des feuilles spéciales (modèle n° 4).

Le piqueur ou surveillant inscrit, chaque soir, sur son carnet, les résultats des feuilles de la journée.

Il remet ces feuilles au conducteur, qui, après les avoir vérifiées, en constate sommairement le résultat sur un journal, et les envoie, à la fin du mois, à l'ingénieur.

ART. 16. — Les faits de dépense, inscrits chronologiquement par le conducteur sur son journal ou carnet d'attachements, sont rapportés par article de ce carnet sur un *sommier* (modèle n° 5), où un compte particulier est ouvert à chacun des crédits dont ce conducteur est chargé de surveiller l'emploi.

ART. 17. — Au moyen des éléments extraits du journal ou carnet d'attachements et rapportés à chacun des comptes ouverts au *sommier*, le conducteur établit, à la fin de chaque mois, les états ci-après désignés qu'il envoie à l'ingénieur ordinaire, et qui servent de base à la comptabilité que ce fonctionnaire doit tenir pour l'ensemble de son service, et aux propositions de paiement qu'il doit adresser à l'ingénieur en chef.

ART. 18. — Les travaux en régie, exécutés par des tâcherons, sont détaillés sur des états conformes au modèle n° 6.

ART. 19. — Le décompte des cantonniers, éclusiers, gardes et autres agents, est établi sur un état (modèle n° 7).

ART. 20. — Les situations mensuelles des travaux d'entretien, dites de *première catégorie*, sont présentées par route, pont, rivière, etc., conformément aux modèles 8 et 8 bis.

Les situations mensuelles des travaux neufs et de grosses réparations, dites de *seconde catégorie* (modèle n° 9), sont produites par article et par entreprise.

ART. 21. — Les ouvrages exécutés sont portés sur les situations mensuelles (modèles 8, 8 bis et 9) en quantités sommaires. — Pour justifier ces quantités, le conducteur doit joindre, lorsqu'il y a lieu, à chacune de ces situations, un métré détaillé dans la forme du modèle A 8 et 9.

ART. 22. — Les états et situations adressés, chaque mois, par le conducteur à l'ingénieur ordinaire, sont accompagnés d'un bordereau conforme au n° 10.

Ces pièces doivent parvenir à l'ingénieur ordinaire, le 5 de chaque mois au plus tard.

COMPTABILITÉ DE L'INGÉNIEUR ORDINAIRE.

ART. 23. — L'ingénieur ordinaire centralise, vérifie et coordonne tous les résultats constatés et produits par les conducteurs placés sous ses ordres.

Il les établit dans sa comptabilité, conformément aux articles qui suivent.

ART. 28. — L'ingénieur ordinaire constate la réception provisoire des travaux d'une entreprise par un procès-verbal (modèle n° 15) dressé en triple expédition; l'une des expéditions est envoyée à l'ingénieur en chef, une autre remise à l'entrepreneur, et la troisième conservée dans le bureau de l'ingénieur ordinaire.

A l'expiration du délai de garantie, l'ingénieur ordinaire se transporte de nouveau sur les lieux pour examiner les travaux, et s'il reconnaît qu'ils satisfont aux conditions du devis et sont en bon état d'entretien, il déclare qu'il y a lieu d'en accorder la réception définitive.

Il dresse procès-verbal de cette opération dans la forme du modèle n° 15 bis.

Ce procès-verbal est suivi d'un décompte des ouvrages exécutés, certifié conforme par l'ingénieur ordinaire et présenté à l'acceptation de l'entrepreneur.

Le procès-verbal de réception définitive est adressé à l'ingénieur en chef, pour être vérifié et approuvé par lui, s'il y a lieu.

ART. 29. — Lorsqu'il y a lieu de faire un paiement à un entrepreneur, l'ingénieur ordinaire rédige un *certificat pour paiement*, indiquant la nature et le montant des dépenses (modèle n° 16).

Cette pièce doit être accompagnée d'un décompte en quantités et en deniers des ouvrages exécutés et des dépenses faites par l'entrepreneur pour justifier la proposition du paiement. Ce paiement contient une situation comparative des fonds ordonnancés mis à la disposition de l'ingénieur ordinaire sur le chapitre du budget qui doit supporter le paiement proposé, et des certificats pour paiement précédemment délivrés.

Le certificat pour paiement et le décompte sont envoyés à

l'ingénieur en chef; le certificat de paiement est seul produit au payeur à l'appui du mandat.

.....

ART. 34. — A la fin de l'année, l'ingénieur ordinaire dresse les décomptes de toutes les entreprises de son service; il les envoie à l'ingénieur en chef, après les avoir notifiés, dans la forme ordinaire, aux entrepreneurs.

COMPTABILITÉ DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

ART. 35. — L'ingénieur en chef centralise, dans sa comptabilité, tous les faits de dépense, tant de ceux qui résultent des états fournis par les ingénieurs ordinaires que ceux dont il rend personnellement compte.

Il dresse et remet au préfet, pour être transmis au ministre des travaux publics, des états récapitulatifs qui présentent la situation des différentes parties de son service.

ART. 36. — Le livre de comptabilité de l'ingénieur en chef (modèle n° 21) se compose des comptes ci-après :

Crédits : 1° Un compte des crédits ouverts par chapitre du budget;

2° Un compte de la distribution de ces crédits par service d'ingénieurs;

3° Un compte de sous-répartition des crédits par article de dépenses;

Dépenses : 4° Une situation, à la fin de chaque mois, des dépenses faites par route, pont, rivière, etc.;

5° Une situation, à la fin de chaque mois des dépenses et des mandats par chapitre du budget et par service d'ingénieur;

Ordonnances de fonds : 6° Un compte général des fonds ordonnancés, présentant, d'une part, les ordonnances de délégation affectées au service général, et, d'autre part, la distribution par service d'ingénieur, des fonds ordonnancés;

Mandats délivrés : 7° Un journal d'inscription des mandats délivrés;

8° Un état récapitulatif, par service d'ingénieur, des mandats délivrés.

ART. 37. — L'ingénieur en chef tient un registre où des comptes sont ouverts à tous les articles de la sous-répartition (modèle n° 22).

Chaque compte reçoit toutes les indications qui concernent la comptabilité de l'entreprise ou de la dépense autorisée, et en présente constamment la situation comparative avec les autorisations données, les crédits ouverts et les mandats délivrés.

Les dépenses du personnel donnent lieu à des comptes spéciaux par chapitre du budget, et dont la forme est indiquée par le modèle n° 22 bis.

- ART. 38. — L'ingénieur en chef établit, à la fin de chaque mois, une situation sommaire des crédits et des dépenses (modèle n° 23).

Cette situation rappelle, par article et par chapitre du budget, les crédits alloués.

Elle fait connaître, aussi par article et par chapitre du budget, les dépenses faites jusqu'à la fin du mois.

Elle est terminée par un résumé présentant, par chapitre du budget, les crédits alloués, les dépenses faites, les ordonnances délivrées et mandats émis.

Elle indique, par aperçu, les dépenses à faire pendant les deux mois qui suivent celui pour lequel l'état est dressé.

Cette situation mensuelle, arrêtée par l'ingénieur en chef, est adressée le 15 de chaque mois, au plus tard, à la préfecture, qui la transmet immédiatement au ministère.

Les situations sommaires des crédits et des dépenses sont adressées au ministère pour chacun des douze mois qui composent la période de dépense de l'exercice. — La situation du mois de décembre doit comprendre toutes les dépenses à imputer sur l'exercice.

- ART. 39. — Pendant la partie de la seconde année de l'exercice, qui est réservée à la liquidation définitive et au paiement des dépenses, l'ingénieur en chef doit établir, à fin de chaque mois, un état continuatif (modèle n° 24).

Cet état rappelle, par chapitre, les crédits alloués les dépenses faites au 31 décembre précédent, et indique les ordonnances délivrées ainsi que les mandats émis.

Il est arrêté par l'ingénieur en chef et envoyé au préfet, qui le transmet au ministre des travaux publics.

- ART. 40. — Chaque jour où l'ingénieur en chef délivre des mandats sur le payeur, il adresse à ce comptable un bordereau (modèle n° 25), et il y joint les pièces justificatives.

Les expéditions d'actes administratifs à fournir comme pièces justificatives seront certifiées conformes par l'ingénieur en chef.

Les mandats ne doivent être remis aux parties prenantes qu'après l'envoi au payeur du bordereau ci-dessus mentionné.

- ART. 41. — L'ingénieur en chef doit, comme sous-délégué des ordonnances mises à la disposition du préfet, rendre compte à ce dernier de l'emploi des ordonnances sous-délégées.

En conséquence, il établit, à la fin de chaque mois, un bordereau détaillé (modèles n° 20) des mandats qu'il a délivrés pendant le mois sur chaque chapitre du budget. Il termine ce bordereau par le rappel sommaire des mandats délivrés pendant les mois antérieurs, de manière à présenter en définitive la situation totale des mandats délivrés depuis le commencement de l'exercice.

Le bordereau ci-dessus mentionné est adressé au préfet par l'ingénieur en chef.

ART. 42. — Aux situations sommaires des mois de mars, juin, septembre et décembre, l'ingénieur en chef joint un état (modèle n° 28) des dépenses du personnel de son service assujéti aux retenues pour la caisse des retraites.

Cet état présente, par chapitre et individuellement, les appointements, frais fixes, frais de voyage et dépenses éventuelles depuis le commencement de l'année, concernant les ingénieurs, les conducteurs embrigadés et les officiers et maîtres de ports.

On ne doit porter sur cet état que la net des appointements, attendu que les retenues à verser à la caisse des retraites sont ordonnancées directement par les soins de l'administration centrale, au nom du caissier de la caisse des dépôts et consignations.

ART. 43. — L'ingénieur en chef doit également joindre à la situation des mois de mars, juin, septembre et décembre, un état (modèle n° 28 bis) des dépenses concernant le personnel des conducteurs auxiliaires, piqueurs, surveillants et autres agents secondaires, lesquels ne sont pas assujettis aux retenues pour la caisse des retraites.

Cet état présente individuellement les appointements, frais de déplacement et autres dépenses du personnel, depuis le commencement de l'année jusqu'à la fin du trimestre.

ART. 44. — L'ingénieur en chef dresse, au 31 décembre, un état récapitulatif de toutes les dépenses dont il doit personnellement rendre compte.

Cet état, rédigé conformément au modèle n° 9, est joint à la situation définitive qui fait l'objet de l'article 45 ci-après.

ART. 45. — L'ingénieur en chef résume les résultats des situations définitives des crédits et des dépenses établis par les ingénieurs ordinaires (modèle n° 20), et ceux de la situation (modèle n° 29) qu'il a dressés lui-même, dans une situation générale définitive (modèle n° 30), au 31 décembre.

Cette situation qui s'applique à l'ensemble du service se compose de trois parties distinctes :

Un premier tableau présente, par chapitre, les crédits qui ont été successivement alloués par le ministre.

Un second tableau rappelle les crédits alloués par article du budget et par subdivision d'article. — Il présente en regard les dépenses faites pendant l'année, par article du budget et par subdivision d'article.

Un troisième tableau récapitule par chapitre les crédits ouverts et les dépenses faites.

Cette situation définitive est soumise au visa du préfet, et transmise par lui au ministre des travaux publics.

L'ingénieur en chef doit produire une situation définitive spéciale pour chacune des deux catégories du service ordinaire et pour les travaux extraordinaires.

ART. 46. — Pour clore la comptabilité de l'exercice, l'ingénieur en chef établit, à l'époque de la clôture des paiements (le 31 octobre), un état final résumant par chapitre les ordonnances de délégations applicables au service, les dépenses constatées par les situations définitives, les mandats délivrés, les paiements effectués et les sommes restant à payer pour solder les dépenses.

Cet état (modèle n° 31), certifié par le payeur pour ce qui concerne les paiements effectués, est soumis au visa du préfet qui le transmet au ministre.

Les résultats de tous les faits qui concernent la première et la seconde catégorie du service ordinaire sont résumés dans le même état; un état spécial doit être dressé pour les travaux extraordinaires.

ART. 47. — Au commencement de chaque année, l'ingénieur en chef dresse un tableau sommaire (modèle n° 32) des mandats qu'il a délivrés, pendant l'année précédente, pour les entreprises dont l'exécution a embrassé ou embrassera plusieurs années.

On doit porter, pour ordre, sur ce tableau, les entreprises non liquidées qui n'ont donné lieu, pendant le courant de l'année, à la délivrance d'aucun mandat.

Toutes les fois qu'une entreprise aura été résiliée ou abandonnée, ou qu'elle aura été continuée par voie de régie au compte de l'entrepreneur, le résultat de la liquidation définitive de l'entreprise dont le décompte est remis au payeur, en exécution de l'article 101 du règlement du 16 septembre 1843 devra être indiqué dans la colonne d'observations de ce tableau.

Ce tableau annuel devra être remis au payeur, en double expédition, avant le 1^{er} mars.

ART. 48. — Les projets de budget qui doivent être présen-

tés chaque année à l'administration centrale, avant l'ouverture de l'exercice, seront à l'avenir établis dans la forme du modèle A.

Les projets de sous-répartition des crédits seront dressés conformément au modèle B.

.....

1852 (25 mars). — DÉCRET *sur la décentralisation administrative* (Extrait du).

.....

ART. 4. — Les préfets statueront également, sans l'autorisation du ministre des travaux publics, mais sur l'avis ou la proposition des ingénieurs en chef, et conformément aux règlements ou instructions ministériels, sur tous les objets mentionnés dans le tableau D ci-annexé.

TABLEAU D.

... 10^e Approbation, dans la limite des crédits ouverts, des dépenses dont la nomenclature suit :

a. Acquisitions de terrains, d'immeubles, etc., dont le prix ne dépasse pas 25,000 francs; — *b.* Indemnités mobilières; — *c.* Indemnités pour dommages; — *d.* Frais accessoires aux acquisitions d'immeubles, aux indemnités mobilières et aux dommages ci-dessus désignés; — *e.* Loyers des magasins, terrains, etc.; — *f.* Secours aux ouvriers réformés, blessés, etc., dans les limites déterminées par les instructions.

11^e Approbation de la répartition rectifiée des fonds d'entretien et des décomptes définitifs des entreprises, quand il n'y a pas d'augmentation sur les dépenses autorisées.

12^e Autorisation de la mainlevée des hypothèques prises sur les biens des adjudicataires ou de leurs cautions, et du remboursement des cautionnements après la réception définitive des travaux.

1852 (28 juillet). — CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE *sur la tenue des bureaux des ingénieurs des ponts et chaussées* (Extrait de la).

.....

ART. 9. — L'ingénieur ordinaire fait tenir un registre des ordres de service aux entrepreneurs (modèle n° 15.)

Les ordres donnés aux divers entrepreneurs, avant et pendant l'exécution des travaux, y sont inscrits par ordre chronologique, sans lacune et sans classification, et portés immédiatement à la connaissance de l'entrepreneur, qui appose sa signature en forme de reçu dans la colonne réservée à cet effet. En cas de refus ou d'éloignement de l'entrepreneur, l'ordre lui est notifié au domicile qu'il a élu par un agent de l'administration, et mention est faite sur le registre du nom de l'agent et de la date de la notification.

Il est formé, à la fin du registre, un répertoire dans lequel un article est réservé à chaque entreprise.

ART. 10. — Sur les chantiers assez importants pour qu'un bureau y soit affecté et qu'un conducteur y soit placé à demeure, il pourra être ouvert un registre spécial d'ordres de service semblable au registre général.

ART. 11. — Les ordres sont inscrits sur le registre par les soins de l'ingénieur ordinaire, soit que l'ingénieur en chef, dans sa correspondance, ait pris l'initiative de ces ordres, soit qu'ils émanent de l'ingénieur ordinaire lui-même. Dans le premier cas, il fait mention de la date de la lettre écrite par l'ingénieur en chef.

L'ingénieur en chef, dans ses tournées, lorsqu'il le juge nécessaire, inscrit lui-même ses ordres sur le registre.

En cas d'urgence constatée, le conducteur détaché sur un atelier isolé où il existe un registre spécial, pourra donner des ordres de service à l'entrepreneur, et les inscrira sur le registre; mais il en rendra compte immédiatement à l'ingénieur.

Dans tous les cas, l'ingénieur ou le conducteur appose sa signature au bas de l'ordre qu'il a donné.

1854 (27 juillet). — CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE *relative à l'instruction des affaires contentieuses.*

Monsieur le Préfet, l'administration a été chargée du soin de procéder à l'instruction des affaires contentieuses devant les tribunaux administratifs. C'est un devoir pour elle de presser cette instruction par tous les moyens dont elle peut disposer. Les intérêts auxquels il s'agit de donner satisfaction sont, d'ailleurs, nombreux et dignes de la plus grande sollicitude; tantôt c'est un propriétaire dont le droit d'user est restreint par les règlements de grande voirie, ou qui, pour des motifs d'utilité publique a vu son champ endommagé par l'extraction, le transport et le dépôt de matériaux destinés à l'exécution des travaux de l'Etat; tantôt c'est un entrepreneur

qui a engagé dans une opération un capital plus ou moins considérable, et qui a besoin d'être fixé sur la légitimité de ses réclamations, pour poursuivre ou entamer d'autres entreprises.

On s'est plaint pendant longtemps que l'instruction des affaires contentieuses marchait avec lenteur ; il est reconnu aujourd'hui qu'il se fait plus d'activité, mais on a encore à regretter des ajournements fâcheux qu'il serait possible d'éviter par un redoublement de zèle. Mon désir, monsieur le Préfet, est que tous les fonctionnaires du département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, multiplient leurs efforts pour abréger les délais de l'examen, et contribuent ainsi à la célérité des solutions. La justice ne doit pas se faire attendre ; elle doit être active et prompte. Tout retard dans la décision d'une affaire est une espèce de déni de justice dont l'administration doit, de toutes ses forces, éloigner la responsabilité. Je demande donc à MM. les ingénieurs la plus grande vigilance pour l'expédition des affaires contentieuses ; je les invite à ne garder les dossiers entre leurs mains que pendant le temps strictement nécessaire pour éclairer les faits et préparer leurs conclusions. J'ajouterai, monsieur le Préfet, que dans la discussion des affaires de cette nature, MM. les ingénieurs doivent se considérer moins comme les défenseurs d'une cause que comme des *rapporteurs* appelés à donner un avis impartial sur lequel le juge puisse, en toute sécurité, baser sa décision. En se plaçant à ce point de vue, MM. les ingénieurs répondront aux intentions de l'administration, dont le premier intérêt, et aussi le premier devoir, est de faire prévaloir en toute circonstance la justice, de quelque côté qu'elle se trouve.

Vous voudrez bien, monsieur le Préfet, dès qu'une instruction sera complète, presser le conseil de préfecture de prendre sa décision.

Lorsque le conseil aura prononcé, il importe que sa décision devienne promptement définitive soit par l'adhésion réciproque des parties, soit en faisant courir le délai de l'appel à l'expiration duquel le débat se trouve irrévocablement clos.

Pour atteindre ce but, il conviendra, monsieur le Préfet, de se conformer aux prescriptions suivantes :

Tout arrêté du conseil de préfecture rendu sur des matières contentieuses ressortissant au service des travaux publics devra, dans la huitaine, être notifié à la partie. Si le dispositif s'écarte des conclusions présentées par les ingénieurs, il sera communiqué, dans le même délai, à l'ingénieur en chef, lequel devra, dans les dix jours, renvoyer le dossier à la préfecture, en donnant un avis motivé sur la question de savoir s'il y a lieu de former un pourvoi.

Après avoir pris connaissance de l'affaire, mais au plus tard dans les dix jours qui suivront ce renvoi, vous voudrez bien, monsieur le Préfet, me transmettre les pièces avec vos observations. En m'adressant ces pièces, vous aurez soin d'indiquer la date de la notification faite par vous à la partie, et s'il y a lieu, la date de la signification que la partie elle-même aurait pu vous faire, afin que l'administration connaisse d'une manière précise le point de départ du délai de l'appel.

Il importe essentiellement, vous le comprendrez, monsieur le Préfet, que les termes indiqués ci-dessus ne soient pas dépassés, pour qu'il reste à l'administration supérieure le temps d'examiner l'affaire et de préparer au besoin le pourvoi devant le Conseil d'Etat.

En ce qui touche les requêtes contentieuses portées devant le Conseil d'Etat, et sur lesquelles l'administration est consultée, nous devons nous efforcer également d'éviter tout retard. Veuillez dans ce but, monsieur le Préfet, lorsque je vous donnerai communication d'une requête contentieuse, la transmettre immédiatement à M. l'ingénieur en chef, qui, dans un délai d'un mois au plus à compter de cette transmission, devra vous la renvoyer avec son rapport. Vous voudrez bien, dans la quinzaine qui suivra ce renvoi, m'adresser le dossier avec votre avis.

Ces délais paraîtront suffisants si l'on considère que déjà MM. les ingénieurs auront à discuter une première fois l'objet du pourvoi dans l'instruction qui aura précédé la décision du conseil de préfecture. Très-rarement, les recours au Conseil d'Etat nécessitent de nouvelles constatations de nature à entraîner de longs délais. D'ailleurs, dans ces cas exceptionnels, une dérogation aux règles que je viens de tracer se trouverait parfaitement justifiée par les opérations dont on aurait à produire les résultats.

MM. les ingénieurs, qui ont montré jusqu'à présent le plus grand empressement à suivre la direction qui leur a été donnée par l'administration centrale, comprendront, j'en suis sûr, l'importance du nouvel appel que je fais à leur concours. Ils trouveront toujours l'administration disposée à leur tenir compte du zèle qu'ils auront apporté dans l'accomplissement de cette partie de leurs devoirs; ils doivent aussi s'attendre à la trouver sévère toutes les fois que des négligences de leur part lui seront signalées.

Je vous prie, monsieur le Préfet, de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse ampliation à M. l'ingénieur en chef.

1858 (10 juillet). — CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE *relative à un nouveau modèle de soumission.*

Monsieur le Préfet, des difficultés qui se sont élevées dans plusieurs départements, au sujet du règlement de compte des travaux exécutés pour le service des ponts et chaussées, ont démontré la nécessité :

1° De faire porter désormais le rabais souscrit dans les soumissions des entrepreneurs *sur l'analyse des prix* plutôt que sur les prix du *détail estimatif*, comme on l'a généralement fait jusqu'à présent;

2° De modifier en conséquence la rédaction de l'analyse des prix ;

3° D'adopter, en outre, un modèle pour les soumissions des entrepreneurs, en exécution de l'article 16 de l'ordonnance du 10 mai 1829.

Après avoir examiné la question en conseil général des ponts et chaussées, j'ai reconnu, avec le conseil, qu'il y a lieu de substituer les deux formules ci-jointes à l'analyse des prix et au modèle de soumission aujourd'hui en usage dans le service des ponts et chaussées.

La formule suivie jusqu'à ce jour pour l'analyse des prix renferme déjà une colonne pour les prix d'application distingués des prix élémentaires; mais, du moment où cette pièce acquiert une importance nouvelle, il convient de lui donner une forme de nature à prévenir toute erreur et tout malentendu. On l'a, à cet effet, scindée en deux parties entièrement distinctes.

La première et la plus importante, désignée sous la dénomination de *bordereau des prix*, servira de base aux *adjudications*. Les prix seront énumérés sans aucun détail, sans le mélange d'aucun chiffre étranger qui puisse former confusion. Une observation imprimée sur la première page avertit le lecteur de la portée de ces chiffres et appelle l'attention des intéressés.

La seconde partie, sous le simple titre de *renseignements*, comprend les sous-détails et les calculs au moyen desquels les ingénieurs sont arrivés à l'établissement des prix. Il est bien évident qu'en général il doit y avoir concordance entre les deux parties; mais si, par exception, ce fait ne se réalise pas, la formule adoptée avertit clairement les entrepreneurs que les prix du *bordereau* sont seuls applicables.

On trouve à la dernière page des explications sur la manière de remplir cette formule. Elles devront toujours être conservées afin de donner aux entrepreneurs les moyens de procéder à une vérification.

1861 (13 et 29 avril). — DÉCRET *qui modifie celui du 25 mars 1852 sur la décentralisation administrative.*

.....
ART. 2. — Les préfets statueront sans l'autorisation du ministre des travaux publics, mais sur l'avis ou les propositions des ingénieurs en chef sur :

1° L'approbation des adjudications autorisées par le ministre pour travaux imputables sur les fonds du Trésor ou des départements, dans tous les cas où les soumissions ne renfermeront aucune clause extra-conditionnelle et où il n'aurait été présenté aucune réclamation ou protestation.

2° L'approbation des prix supplémentaires pour les parties d'ouvrages non prévues au devis, dans le cas où il ne doit résulter de l'exécution de ces ouvrages aucune augmentation dans la dépense.

1862 (30 décembre). — DÉCRET *instituant la publicité des audiences des conseils de préfecture en matière contentieuse.*

ART. 1^{er}. — A l'avenir, les audiences des conseils de préfecture statuant sur les affaires contentieuses seront publiques.

ART. 2. — Après le rapport qui sera fait sur chaque affaire par un des conseillers, les parties pourront présenter leurs observations, soit en personne, soit par mandataire.

La décision motivée sera prononcée en audience, après délibéré hors la présence des parties.

ART. 3. — Le secrétaire général de la préfecture remplira les fonctions de commissaire du Gouvernement. — Il donnera ses conclusions dans les affaires contentieuses.....

.....
ART. 5. — Il y aura, auprès de chaque conseil de préfecture, un secrétaire greffier nommé par le préfet et choisi parmi les employés de la préfecture.

1864 (2 novembre). — DÉCRET *sur quelques points de procédure devant le Conseil d'Etat et les Ministres.*

.....
ART. 2. — Les art. 130 et 131 du Code de procédure civile sont applicables dans les contestations où l'administration agit

comme représentant le domaine de l'Etat et dans celles qui sont relatives, soit aux marchés de fourniture, soit à l'exécution des travaux publics, aux cas prévus par l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII.

ART. 3. — Les ordonnances de soit communiqué rendues sur les pourvois au Conseil d'Etat doivent être notifiées dans le délai de deux mois sous peine de déchéance.

ART. 5. — Les ministres font délivrer aux parties intéressées qui le demandent un récépissé constatant la date de la réception et de l'enregistrement, au ministère, de leur réclamation.

ART. 6. — Les ministres statuent par des décisions spéciales sur les affaires qui peuvent être l'objet d'un recours par la voie contentieuse.

Ces décisions sont notifiées administrativement aux parties intéressées.

ART. 7. — Lorsque les ministres statuent sur des recours contre les décisions d'autorités qui leur sont subordonnées, leur décision doit intervenir dans le délai de quatre mois à dater de la réception de la réclamation au ministère. Si les pièces sont produites ultérieurement par le réclamant, le délai ne court qu'à dater de la réception de ces pièces.

Après l'expiration de ce délai, s'il n'est intervenu aucune décision, les parties peuvent considérer leur réclamation comme rejetée et se pourvoir devant le Conseil d'Etat.

ART. 8. — Lorsque les ministres sont appelés à produire des défenses ou à présenter des observations sur des pourvois introduits devant le Conseil d'Etat, la section du contentieux fixe, eu égard aux circonstances de l'affaire, les délais dans lesquels les réponses et observations doivent être produites.

ART. 9. — Nos ministres, chacun en ce qui les concerne, sont chargés de l'exécution du présent décret.

1865 (21 juin). — *Loi relative aux conseils de préfecture*
(Extrait de la).

ART. 5. — Il y a dans chaque préfecture, un secrétaire général titulaire.

Il remplit les fonctions de commissaire du gouvernement. Il donne ses conclusions dans les affaires contentieuses.

ART. 6. — En cas d'insuffisance du nombre des membres nécessaire pour délibérer, il y est pourvu conformément à l'arrêté du 19 fructidor an IX et au décret du 16 juin 1808.

ART. 7. — Il y a, auprès de chaque conseil, un secrétaire-greffier nommé par le préfet et choisi parmi les employés de la préfecture.

ART. 8. — Les séances des conseils de préfecture statuant sur les affaires contentieuses sont publiques.

ART. 9. — Après le rapport qui est fait sur chaque affaire par un des conseillers, les parties peuvent présenter leurs observations, soit en personne, soit par mandataire.

La décision motivée est prononcée en audience, après délibéré hors la présence des parties.

1865 (42 juillet). — DÉCRET sur le mode de procéder devant les conseils de préfecture.

ART. 1^{er}. — Les requêtes et mémoires introductifs d'instance et en général toutes les pièces concernant les affaires sur lesquelles le conseil de préfecture est appelé à statuer par la voie contentieuse, doivent être déposés au greffe du conseil.

Ces pièces sont inscrites, à leur arrivée, sur le registre d'ordre qui doit être tenu par le secrétaire-greffier ; elles sont, en outre, marquées d'un timbre qui indique la date de l'arrivée.

ART. 2. — Immédiatement après l'enregistrement des requêtes et mémoires introductifs d'instance, le préfet ou le conseiller qui le remplace désigne un rapporteur auquel le dossier de l'affaire est transmis dans les vingt-quatre heures.

ART. 3. — Le rapporteur est chargé, sous l'autorité du conseil de préfecture, de diriger l'instruction de l'affaire : il propose les mesures et les actes d'instruction.

Avant tout, il doit vérifier si les pièces dont la production est nécessaire pour le jugement de l'affaire sont jointes au dossier.

ART. 4. — Sur la proposition du rapporteur, le conseil de préfecture règle les communications à faire aux parties intéressées, soit des requêtes et mémoires introductifs d'instance, soit des réponses à ces requêtes et mémoires.

Il fixe, eu égard aux circonstances de l'affaire, le délai qui est accordé aux parties pour prendre communication des pièces et fournir leurs défenses ou réponses.

ART. 5. — Les décisions prises par le conseil pour l'instruction des affaires dans les cas prévus par l'article précédent sont notifiées aux parties dans la forme administrative.

Il est donné récépissé de cette notification. — A défaut de récépissé, il est dressé procès-verbal de la notification par l'agent qui l'a faite.

Le récépissé ou le procès-verbal est transmis immédiatement au greffe.

ART. 6. — Lorsque les parties sont appelées à fournir des défenses sur les requêtes ou mémoires introductifs d'instance, comme il est dit en l'art. 4 ci-dessus, elles doivent être invitées en même temps à faire connaître si elles entendent user du droit de présenter des observations orales à la séance publique où l'affaire sera portée pour être jugée.

ART. 7. — La communication aux parties se fait au greffe, sans déplacement des pièces.

.....

ART. 9. — Lorsque l'affaire est en état de recevoir une décision, le rapporteur prépare le rapport et le projet de décision.

ART. 10. — Le dossier, avec le rapport et le projet de décision, est remis au secrétaire-greffier, qui le transmet immédiatement au commissaire du Gouvernement.

ART. 11. — Le rôle de chaque séance publique est arrêté par le préfet ou par le conseiller qui le remplace, sur la proposition du commissaire du Gouvernement.

ART. 12. — Toute partie qui a fait connaître l'intention de présenter des observations orales doit être avertie par lettre non affranchie, à son domicile ou à celui de son mandataire ou défenseur lorsqu'elle en a désigné un, du jour où l'affaire sera appelée en séance publique.

Cet avertissement sera donné quatre jours au moins avant la séance.

ART. 13. — Les arrêtés pris par les conseils de préfecture dans les affaires contentieuses mentionnent qu'il a été statué en séance publique.

Ils contiennent les noms et conclusions des parties, le vu des pièces principales et les dispositions législatives dont ils font l'application.

Mention y est faite que le commissaire du Gouvernement a été entendu.

Ils sont motivés.

Les noms des membres qui ont concouru à la décision y sont mentionnés.

La minute est signée par le président, le rapporteur et le secrétaire-greffier.

ART. 14. — La minute des décisions des conseils de préfecture est conservée au greffe pour chaque affaire avec la correspondance et les pièces relatives à l'instruction.

Les pièces qui appartiennent aux parties leur sont remises sur récépissé, à moins que le conseil de préfecture n'ait ordonné que quelques-unes de ces pièces resteraient annexées à sa décision.

ART. 15. — L'expédition des décisions est délivrée aux parties intéressées par le secrétaire général.

Le préfet fait transmettre aux administrations publiques expédition des décisions dont l'exécution rentre dans leurs attributions.

ART. 16. — Les décisions des conseils de préfecture doivent être transcrites, par ordre de date, sur un registre dont la tenue et la garde sont confiées au secrétaire-greffier.

ART. 17. — Lorsque la section du contentieux du Conseil d'Etat pense qu'il est nécessaire, pour l'instruction d'une affaire dont l'examen lui est soumis, de se faire représenter des pièces qui sont déposées au greffe d'un conseil de préfecture, le président de la section fait la demande de ces pièces au préfet.

Le secrétaire de la section adresse au secrétaire-greffier un récépissé des pièces communiquées : il sera fait renvoi du récépissé lorsque les pièces auront été rétablies au greffe du conseil de préfecture.

CIRCULAIRE de M. le Ministre des travaux publics sur le cahier des clauses et conditions générales de 1856.

Monsieur le Préfet, depuis plusieurs années, l'administration des travaux publics a mis à l'étude la révision des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux des ponts et chaussées. Ces clauses, qui remontent à l'année 1833, et qui n'étaient en quelque sorte que la reproduction, améliorée dans certaines parties, des clauses arrêtées en 1811, ont excité à diverses reprises les réclamations les plus vives de la part des entrepreneurs; ils se sont plaints énergiquement qu'elles ne leur laissent pas, dans l'exécution des travaux dont ils se rendent adjudicataires, la liberté d'action à laquelle ils ont droit; qu'ils soient placés dans une dépendance absolue des ingénieurs et autres délégués de

l'administration; qu'ils sont par là même dans l'impuissance de défendre leurs droits, souvent méconnus, et que de là résultent trop fréquemment pour eux la ruine ou au moins des pertes considérables.

Ces plaintes sont évidemment exagérées; mais il est juste de reconnaître que les clauses de 1833, comme celles de 1811, portent visiblement l'empreinte de cette pensée, qu'à raison de la nature et du but des travaux dont ils se rendent adjudicataires, les entrepreneurs ne sont en quelque sorte que des agents d'un certain ordre de l'administration, obligés d'accepter ses décisions, lors même qu'elles blessent leurs intérêts et semblent en désaccord avec le véritable sens des clauses du contrat. Sans doute, en réalité, les choses ne se passent pas ainsi: les entrepreneurs, à toute époque, ont pu réclamer auprès de la juridiction contentieuse le redressement des décisions dont ils croyaient avoir à se plaindre, et ils l'ont obtenu toutes les fois que leurs plaintes étaient fondées; mais toujours est-il que du peu de précision, de l'obscurité même ou des lacunes de certains articles des clauses et conditions générales, il est résulté des contestations regrettables et qu'il eût été de l'intérêt de l'administration elle-même d'éviter.

Il faut reconnaître, en outre, que les clauses et conditions générales laissent beaucoup à désirer, quant à la méthode et au classement des articles qui les composent; on y voit rapprochées l'une de l'autre des dispositions qui n'ont aucune connexion entre elles, tandis que les dispositions ayant trait au même sujet se trouvent classées très-loin l'une de l'autre, et il n'est pas besoin d'insister sur les inconvénients d'une semblable confusion, au point de vue même d'une saine interprétation des clauses des contrats.

Il y avait donc un véritable intérêt, sous tous les rapports, à réviser les clauses et conditions générales de 1833.

Dès l'année 1849, une commission spéciale avait été chargée de préparer une nouvelle formule. Le Conseil général des ponts et chaussées, puis le Conseil d'Etat, avaient été appelés à en délibérer. Enfin, tout récemment, le Conseil général des ponts et chaussées en a fait un nouvel et dernier examen; j'y ai donné moi-même la plus sérieuse attention et je viens vous adresser avec la présente, Monsieur le Préfet, le cahier des nouvelles clauses et conditions générales, revêtues de mon approbation, et qui devront désormais être rendues obligatoires dans toutes les entreprises de travaux dépendant de l'administration des ponts et chaussées.

Ces nouvelles clauses et conditions générales se divisent en cinq titres correspondant aux diverses phases des entreprises, savoir: les adjudications, l'exécution des travaux, le règle-

ment des dépenses, les paiements, et enfin les contestations.

Le titre premier détermine les conditions auxquelles les entrepreneurs doivent satisfaire pour être admis d'une manière générale à soumissionner les entreprises des travaux des ponts et chaussées. La convention de gré à gré est l'exception. L'adjudication est la règle, et par là même le titre premier s'occupe plus spécialement des adjudications ; mais il va de soi que les conditions exigées dans ce dernier cas doivent être réalisées dans le cas de marché direct : il n'y a de différence que dans la forme et l'ordre des justifications à produire.

Les conditions énoncées au titre premier diffèrent peu d'ailleurs de celles qui avaient été fixées en 1833 ; je dois seulement faire remarquer que, dans la nouvelle formule, les certificats de capacité doivent être présentés par les soumissionnaires au visa de l'ingénieur en chef, huit jours au moins avant l'adjudication. Cet ingénieur ne peut, bien entendu, refuser le visa qui lui est demandé ; mais la connaissance qu'il acquiert ainsi, avant l'adjudication, des noms des entrepreneurs lui permet de prendre en temps utile, sur chacun d'eux, les renseignements à l'aide desquels il pourra lui-même éclairer le bureau chargé de prononcer sur l'admission des concurrents.

Je ferai remarquer encore, à l'égard du cautionnement, que le nouveau cahier a été mis en harmonie avec le règlement général du 3 décembre 1836 sur les marchés passés au nom de l'Etat. Le cahier des charges de chaque entreprise déterminera la nature et le montant du cautionnement ; mais lorsqu'il sera muet sur ces deux points, le cautionnement sera, comme aujourd'hui, du trentième de l'estimation des travaux, et il sera fait en numéraire ou en inscriptions de rentes sur l'Etat.

Le cautionnement doit, en principe, rester entre les mains de l'administration jusqu'à la réception définitive des travaux ; mais il est stipulé, néanmoins, que, dans certains cas et dans le cours même de l'entreprise, le Ministre pourra autoriser la restitution de tout ou partie du cautionnement. Cette mesure, toute bienveillante pour les entrepreneurs, devra être appliquée toutes les fois qu'il n'en pourra résulter aucun inconvénient pour les intérêts de l'Etat.

Vous remarquerez aussi, Monsieur le Préfet, que les nouvelles clauses stipulent expressément quels sont les frais d'adjudication qui doivent être supportés par l'entrepreneur ; il importe que ces frais soient réduits au strict nécessaire, et je ne puis qu'appeler sur ce point toute votre attention.

Le titre II, relatif à l'exécution des travaux, a dû appeler,

d'une manière spéciale, l'attention de l'administration. Cette exécution est, en effet, le but de l'entreprise, et ce but serait manqué si les mesures nécessaires n'étaient prises soit pour que les travaux fussent poussés avec l'activité convenable, soit pour qu'ils fussent exécutés dans les meilleures conditions, soit, enfin, pour que les chantiers fussent dirigés avec intelligence et méthode, et pour que toute cause de désordre en fût écartée.

Sur tous ces points fondamentaux, les stipulations de l'ancien cahier des clauses et conditions générales ont été, à très-peu de choses près, maintenues quant au fond, mais elles ont été rédigées avec plus de précision et de netteté, et classées dans un ordre plus méthodique; quelques dispositions nouvelles ont toutefois été ajoutées, qui ont notablement amélioré la situation actuelle, et que je dois, Monsieur le Préfet, vous signaler d'une manière spéciale.

L'ancienne formule interdisait d'une manière absolue à l'entrepreneur de céder tout ou partie de son entreprise. La nouvelle ne maintient l'interdiction qu'autant que les sous-traités n'aient pas été approuvés par l'administration.

L'ancien cahier des charges se bornait à rappeler que toutes les dépenses de l'entreprise étaient à la charge de l'entrepreneur, y compris les salaires d'ouvriers; mais il ne stipulait rien sur les époques auxquelles ces salaires seraient obligatoirement acquittés: de là sont quelquefois résultées les conséquences les plus graves: on a vu, dans certaines circonstances surtout, les ouvriers des entrepreneurs attendre pendant plusieurs mois le paiement de leurs salaires, et l'on comprend de suite quelles difficultés peuvent naître de retards de cette nature. Je pourrais en citer plusieurs exemples; pour y pourvoir, il est dit dans le nouveau cahier des charges que l'entrepreneur devra payer les ouvriers tous les mois ou à des époques plus rapprochées si l'administration le juge nécessaire, et que, en cas de retard régulièrement constaté, l'administration se réserve la faculté de faire payer d'office les salaires arriérés sur les sommes dues à l'entrepreneur, sans préjudice, bien entendu, des droits réservés par la loi du 26 pluviôse an II aux fournisseurs qui auraient fait des oppositions régulières.

L'ancienne formule portait que, dans aucun cas, l'entrepreneur ne pourrait livrer au commerce les matériaux extraits dans les carrières qu'il aurait exploitées en vertu du droit à lui conféré par l'administration. On a justement fait remarquer que cette interdiction absolue était excessive, que souvent l'entrepreneur ne pouvait employer tous les matériaux qu'il a extraits, soit parce que ces matériaux n'ont pas les

qualités requises, soit parce que, pour se procurer les pièces qui lui sont nécessaires, il est obligé d'en extraire d'autres qui lui sont inutiles; qu'il était équitable dès lors de lui laisser la faculté de les vendre, mais en y mettant pour condition qu'il y serait autorisé par le propriétaire; que par là tous les abus possibles seraient évités: c'est dans ce sens qu'est rédigé l'article correspondant du nouveau cahier des charges.

Il n'était stipulé dans l'ancien texte, au profit de l'administration, aucune réserve soit sur les matériaux existants, soit sur les objets d'art et autres trouvés dans les fouilles ou démolitions faites dans les terrains appartenant à l'État, et cette lacune avait donné lieu à des difficultés. La nouvelle formule y a pourvu en réservant formellement le droit de l'administration, sauf paiement des indemnités qui pourraient être dues.

L'un des reproches les plus sérieux qui fussent articulés contre l'ancien cahier des charges portait sur la clause relative au règlement des prix des ouvrages non prévus au devis; cette clause, après avoir posé les bases d'après lesquelles ce règlement aurait lieu, semblait donner à l'administration seule le droit d'y pourvoir, sans que l'entrepreneur eut en quelque sorte le droit de contester la décision; dans le nouveau cahier des charges, les bases anciennes sont conservées, mais le droit de l'entrepreneur est placé en regard de celui des représentants de l'administration, et s'il n'accepte pas le règlement approuvé par le Ministre, la décision définitive est renvoyée au conseil de préfecture; l'affaire devient immédiatement contentieuse, et il n'est pas besoin d'insister pour faire comprendre combien la situation de l'entrepreneur est améliorée, puisqu'il saura dans un court délai à quoi s'en tenir sur le prix des nouveaux ouvrages qu'il doit exécuter, tandis que précédemment il restait dans une incertitude funeste à ses intérêts, quelquefois jusqu'à la liquidation complète de son entreprise.

Une modification non moins importante a été apportée au profit de l'entrepreneur dans le nouveau cahier des charges, pour le cas où l'administration prescrirait dans les devis des changements d'où résulteraient, soit des augmentations, soit des diminutions dans la masse des travaux.

Dans l'état actuel, lorsque soit les augmentations, soit les diminutions n'excèdent pas le sixième du montant total de l'estimation, l'entrepreneur n'a aucune réclamation à élever; au-delà du sixième en plus ou en moins, dans l'un comme dans l'autre cas, il ne lui est ouvert qu'un droit, le droit à la résiliation de son entreprise. Dans le nouveau cahier des charges, on lui accorde en outre, pour le cas de diminution de

plus du sixième, le droit à une indemnité qui, en cas de contestation, est réglée par le conseil de préfecture.

On comprend, en effet, qu'il n'y a pas identité dans les deux cas : lorsqu'il s'agit d'une augmentation dans la masse des travaux, l'entrepreneur n'a rien à demander de plus que la résiliation : les conditions de son contrat ne sont pas sensiblement modifiées, et il ne souffre pas par là même de dommage dont il y ait lieu de l'indemniser ; mais quand il s'agit d'une diminution notable dans la masse des travaux, la situation est tout autre ; l'entrepreneur a dû organiser ses moyens d'action préparer ses outils, ses matériaux, le nombre de ses ouvriers en rapport avec le montant de l'estimation ; tout à coup on vient réduire ce montant du tiers, de la moitié ou de plus encore ; voilà pour lui des dépenses improductives : il est juste de l'en dédommager.

C'est d'après les mêmes considérations qu'il a paru équitable aussi de tenir compte à l'entrepreneur de tous changements qui modifieraient de plus d'un tiers, en plus ou en moins, l'importance des diverses natures d'ouvrages ; il peut se faire, en effet, que l'on n'augmente que les ouvrages qui lui donnent des pertes ou au moins un bénéfice presque nul, tandis que l'on diminuerait ceux qui devaient lui être profitables. Dans ce cas, au-delà d'un certain taux d'augmentation ou de diminution, une indemnité peut être légitimement due, et le nouveau cahier des charges, art. 32, en pose le principe.

Des avantages analogues sont accordés à l'entrepreneur pour le cas où les prix subissent une augmentation notable correspondant à un accroissement d'un sixième dans la dépense totale des ouvrages, et pour celui de cessation absolue ou d'ajournement des travaux pour plus d'une année.

Dans le premier cas, l'entrepreneur peut demander la résiliation de son marché ; l'administration, au contraire, perd le droit correspondant, qui lui était conféré par l'ancien cahier des charges, de résilier le contrat lorsque les prix viennent à diminuer d'une manière notable. Cette faculté ne trouvait à s'exercer que dans des circonstances infiniment rares, et elle aurait le plus souvent donné lieu à des difficultés insolubles : il était donc opportun d'y renoncer.

Quant au cas de cessation absolue ou d'ajournement indéfini des travaux, l'ancienne formule ne donnait à l'entrepreneur que le droit de requérir la réception provisoire des travaux exécutés, puis leur réception définitive après l'expiration du délai de garantie : la nouvelle formule prononce la résiliation immédiate de l'entreprise pour le cas de cessation absolue des travaux, et pour le cas d'ajournement de plus d'une année, la résiliation peut être demandée par l'entrepre-

neur ; mais, en outre, dans l'un comme dans l'autre cas, une indemnité peut lui être allouée s'il y a lieu.

En cas de retard dans l'exécution des travaux, le préfet pouvait, d'après l'ancien cahier des charges, prescrire par un seul arrêté l'établissement d'une régie aux frais de l'entrepreneur, si celui-ci, dans un délai déterminé, n'avait pas satisfait aux dispositions qui lui étaient prescrites. Aujourd'hui, il ne suffira plus d'un seul arrêté pour prononcer la mise en régie de l'entreprise. Le préfet devra, par un premier arrêté, mettre l'entrepreneur en demeure d'avoir, dans un certain délai qui ne pourra être de moins de dix jours, sauf les cas d'urgence, satisfait soit aux conditions du devis, soit aux ordres de service donnés par les ingénieurs. Ce n'est qu'à l'expiration de ce délai que le préfet, s'il y a lieu, ordonne par un second arrêté l'établissement de la régie, et il est, dans ce cas, immédiatement procédé à l'inventaire descriptif du matériel de l'entreprise.

L'entrepreneur est, d'ailleurs, autorisé à suivre toutes les opérations de la régie, et il peut en être relevé s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

Ce sont là autant de stipulations justes, sans doute, mais favorables, en définitive, aux entrepreneurs et qui les garantissent contre l'application de mesures de rigueur qui ne seraient pas absolument nécessaires; elles ne peuvent donc être accueillies par eux qu'avec reconnaissance; mais par cela même qu'elles sont très-bienveillantes, elles imposent à l'administration le devoir d'user avec fermeté du droit que le cahier des charges lui confère, toutes les fois qu'elle se trouvera en présence d'un entrepreneur peu soucieux d'exécuter les conditions de son contrat.

Enfin, d'après les deux articles 36 et 37, le contrat est résilié de plein droit en cas de décès et en cas de faillite de l'entrepreneur, sauf toutefois à l'administration à accepter, s'il y a lieu, les offres qui lui seraient faites, soit par les héritiers, soit par les créanciers, pour la continuation de l'entreprise. Ces deux articles se justifient d'eux-mêmes, je n'ai pas besoin de m'y arrêter.

Les titres III et IV, intitulés, le premier, *règlement des dépenses*, le second, *paiement*, bien que contenant des clauses différentes de celles de 1833, n'innovent point, en réalité sur la situation actuelle; ils ne font que reproduire les dispositions rendues obligatoires dans le service des travaux publics par le règlement de comptabilité publié en 1849. Ces dispositions sont aujourd'hui entrées dans le droit commun des entreprises; elles sont parfaitement connues de tous, appliquées sans

aucune difficulté, et je n'ai pas, dès lors, à en expliquer ici le but et la portée : je ferai seulement remarquer, à l'article 41, relatif aux décomptes, un paragraphe contenant une disposition nouvelle d'après laquelle les décomptes de fin d'année sont divisés en deux parties comprenant, la première, les ouvrages dont le métré a pu être arrêté définitivement, la seconde, ceux dont la situation n'a pu être établie que d'une manière provisoire ; cette disposition peut prévenir un certain nombre de contestations, et je désire que MM. les ingénieurs l'exécutent toujours aussi complètement que possible.

Enfin, le titre V, qui indique la marche à suivre en cas de contestations, trace avec un soin minutieux les formalités quel soit les ingénieurs, soit l'entrepreneur, doivent remplir lorsque des difficultés s'élèvent entre eux dans le cours de l'entreprise.

Quelquefois, il suffira de l'intervention de l'ingénieur en chef pour lever ces difficultés, quelquefois il sera aussi nécessaire de recourir à l'autorité de l'administration supérieure, et, dans ce cas, l'entrepreneur doit adresser au préfet un mémoire où il indique les motifs et l'importance de ses réclamations. L'administration doit faire connaître sa réponse dans un délai de trois mois, et si, dans ce délai, elle ne répond pas, ou si elle repousse la requête, l'entrepreneur peut saisir la juridiction contentieuse.

Pour que, soit l'administration, soit le Conseil de préfecture puissent, d'ailleurs, être parfaitement édifiés sur les faits dans tous les cas où ils ont besoin de l'être, il est prescrit aux ingénieurs, dans ces cas, de dresser procès-verbal des faits et de le notifier à l'entrepreneur, qui doit, à son tour, présenter ses observations dans un délai de vingt-quatre heures. Tout est donc prévu aujourd'hui pour que bonne justice soit rendue à qui de droit, et il n'est pas douteux que, sous ce rapport comme sous tous les autres, le nouveau cahier des clauses et conditions générales ne présente, comparé à l'ancien, une véritable amélioration.

En résumé, monsieur le Préfet, ce nouveau cahier devra désormais servir de base à tous les marchés de travaux des ponts et chaussées que vous aurez à passer à l'avenir ; je vous prie de lui donner immédiatement la plus grande publicité. Vous aurez, d'ailleurs à le faire imprimer ultérieurement pour le service de votre département au fur et à mesure des besoins, et de manière à en annexer toujours un exemplaire à la copie du procès-verbal d'adjudication que vous remettrez aux entrepreneurs.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente, dont j'adresse ampliation à MM. les ingénieurs

Recevez, monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le ministre de l'agriculture, du commerce,
et des travaux publics,

Signé : ARMAND BÉHIC.

1868 (8 février). — DÉCRET *sur les formalités à remplir vis-à-vis des propriétaires de terrains occupés pour l'exécution de travaux publics.*

ART. 1^{er}. — Lorsqu'il y a lieu d'occuper temporairement un terrain, soit pour y extraire des terres ou des matériaux, soit pour tout autre objet relatif à l'exécution des travaux publics, cette occupation est autorisée par un arrêté du préfet indiquant le nom de la commune où le terrain est situé, les numéros que les parcelles dont il se compose portent sur le plan cadastral et le nom du propriétaire.

Cet arrêté vise le devis qui désigne le terrain à occuper, ou le rapport par lequel l'ingénieur en chef chargé de la direction des travaux propose l'occupation.

Un exemplaire du présent règlement est annexé à l'arrêté.

ART. 2. — Le préfet envoie ampliation de son arrêté à l'ingénieur en chef et au maire de la commune. L'ingénieur en chef en remet une copie certifiée à l'entrepreneur. Le maire notifie l'arrêté au propriétaire du terrain ou à son représentant.

ART. 3. — En cas d'arrangement à l'amiable entre le propriétaire et l'entrepreneur, ce dernier est tenu de présenter aux ingénieurs, toutes les fois qu'il en est requis, le consentement écrit du propriétaire ou le traité qu'il a fait avec lui.

ART. 4. — A défaut de convention amiable, l'entrepreneur préalablement à toute occupation du terrain désigné, fait au propriétaire, ou s'il ne demeure pas dans la commune, à son fermier, locataire ou gérant, une notification par lettre chargée indiquant le jour où il compte se rendre sur les lieux ou s'y faire représenter. Il l'invite à désigner un expert pour procéder, contradictoirement avec celui qu'il aura lui-même choisi, à la constatation de l'état des lieux.

En même temps, l'entrepreneur informe par écrit le maire de la commune de la notification faite par lui au propriétaire.

Entre cette notification et la visite des lieux, il doit y avoir un intervalle de dix jours au moins.

ART. 5. — Au jour fixé, les deux experts procèdent ensemble à leurs opérations contradictoires; ils s'attachent à constater l'état des lieux de manière qu'en rapprochant plus tard cette constatation de celle qui sera faite après l'exécution des travaux, on ait les éléments nécessaires pour évaluer la dépréciation du terrain et faire l'estimation des dommages. Ils font eux-mêmes cette estimation si l'emprunteur et le propriétaire y consentent. Ils dressent leur procès-verbal en triple expédition dont l'une est remise au propriétaire, une autre à l'entrepreneur, et la troisième au maire de la commune.

ART. 6. — Si, dans le délai fixé par le dernier paragraphe de l'article 4, le propriétaire refuse ou néglige de nommer son expert, le maire en désigne un d'office pour opérer contradictoirement avec l'expert de l'entrepreneur.

ART. 7. — Immédiatement après les constatations prescrites par les articles précédents, l'entrepreneur peut occuper le terrain et y commencer les travaux autorisés par l'arrêté du préfet, tous les droits du propriétaire étant réservés en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Toutefois, s'il existe sur le terrain des arbres fruitiers ou de haute futaie qu'il soit nécessaire d'abattre, l'entrepreneur est tenu de les laisser subsister jusqu'à ce que l'estimation en ait été faite dans les formes voulues par la loi.

En cas d'opposition de la part du propriétaire, l'occupation a lieu avec l'assistance du maire ou de son délégué.

ART. 8. — Après l'achèvement des travaux, et s'ils doivent durer plusieurs années, à la fin de chaque campagne, il est fait une nouvelle constatation de l'état des lieux.

A défaut d'accord entre l'entrepreneur et le propriétaire pour l'évaluation partielle ou totale de l'indemnité, il est procédé conformément à l'article 56 de la loi du 16 septembre 1807.

ART. 9. — Lorsque les travaux sont exécutés directement par l'administration sans l'intermédiaire d'un entrepreneur, il est procédé comme il a été dit ci-dessus; mais alors la notification prescrite par l'article 4 est faite par les soins de l'ingénieur, et l'expert chargé de constater l'état des lieux contradictoirement avec celui du propriétaire est nommé par le préfet.

1877 (14 avril). — CIRCULAIRE de M. le Ministre des travaux publics à Messieurs les Préfets, sur certaines modifications à apporter aux clauses et conditions générales de 1866.

Monsieur le Préfet, l'article 34 des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux des ponts et chaussées par l'arrêté ministériel du 16 novembre 1866 a donné lieu à diverses appréciations qui m'ont paru de nature à créer une jurisprudence dangereuse pour les intérêts de l'Etat. La question présente un caractère tout particulier d'opportunité, en ce moment où le département des travaux publics est appelé à préparer d'importantes adjudications pour la construction des chemins de fer et l'amélioration de nos voies navigables.

J'ai, en conséquence, invité le conseil général des ponts et chaussées à examiner ce qu'il y aurait à faire à ce sujet, et je viens, monsieur le Préfet, vous entretenir du résultat de cet examen.

Le cahier des clauses et conditions générales du 25 août 1833 renfermait les dispositions suivantes :

« Art. 36. — Dans le cas où l'administration ordonnerait la « cessation absolue ou l'ajournement indéfini des travaux adjudu-
« gés, l'entrepreneur pourra requérir qu'il soit procédé de suite
« à la réception provisoire des travaux exécutés et à leur
« réception définitive, après l'expiration du délai de garantie.
« Après la réception définitive, il sera, ainsi que sa caution,
« déchargé de toute garantie pour raison de son entreprise. »

« Art. 40. — Dans le cas prévu par l'article 36... les outils
« et ustensiles indispensables à l'entreprise, que l'entrepreneur
« ne voudra pas garder pour son compte, seront acquis par
« l'Etat.

« Les matériaux approvisionnés par ordre et déposés sur
« les travaux, s'ils sont de bonne qualité, seront également
« acquis par l'Etat au prix de l'adjudication.

« Les matériaux qui ne seraient pas sur les travaux resteront
« au compte de l'entrepreneur; mais, tant pour cet objet
« que pour toutes autres réclamations, il pourra lui être alloué
« une indemnité qui sera fixée par l'administration et qui, dans
« aucun cas, ne devra excéder le cinquième du montant des
« dépenses restant à faire en vertu de l'adjudication. »

Lorsqu'il a paru nécessaire de réviser l'arrêté ministériel de 1833, on a fait observer que les expressions de l'article 36 : ajournement indéfini, manquaient de précision et que la proportion du cinquième énoncée à l'article 40 s'éloignait beaucoup de la règle du droit commun, telle qu'elle est posée par l'article 1794 du Code civil, ainsi conçu :

« Le maître peut résilier le marché à forfait, quoique l'ouvrage soit déjà commencé, en dédommageant l'entrepreneur de toutes ses dépenses, de tous ses travaux et de tout ce qu'il aurait pu gagner dans son entreprise. »

L'administration a, en conséquence, dans l'arrêté du 16 novembre 1866, substitué aux articles susmentionnés les dispositions suivantes :

« Art. 34. — Lorsque l'administration ordonne la cessation absolue des travaux, l'entreprise est immédiatement résiliée.

« Lorsqu'elle prescrit leur ajournement pour plus d'une année, soit avant, soit après un commencement d'exécution, l'entrepreneur a le droit de demander la résiliation de son marché, sans préjudice de l'indemnité qui, dans ce cas comme dans l'autre, peut lui être allouée, s'il y a lieu.

« Si les travaux ont reçu un commencement d'exécution, etc... »

« Art. 48. — Dans le cas de résiliation, prévu par l'article 34, les outils et équipages existant sur les chantiers et qui eussent été nécessaires pour l'achèvement des travaux sont acquis par l'Etat, si l'entrepreneur en fait la demande, et le prix est réglé de gré à gré ou à dire d'experts. »

En comparant les deux textes, on voit que celui de 1866 diffère du premier, en ce sens qu'il précise la durée de l'ajournement qui peut donner lieu à résiliation et qu'il s'abstient de toute limitation, en ce qui touche le chiffre de l'indemnité pouvant être accordée à l'entrepreneur, pour le dédommager des avantages dont il serait privé par le fait de cette résiliation.

Cependant, ces nouvelles dispositions n'ont pas fait disparaître toute difficulté, et si elles peuvent être considérées comme plus équitables en faveur des entrepreneurs, elles paraissent avoir, dans une certaine mesure, compromis les intérêts de l'Etat.

Il est arrivé, en effet, que la résiliation a été prononcée, soit parce que l'ajournement était prescrit pendant plus d'une année, soit parce que le Conseil de préfecture avait jugé que les crédits ouverts n'étaient pas en rapport avec les dépenses d'installation de l'entrepreneur ; l'administration s'est trouvée alors en présence du principe établi par l'article 1794 du Code civil, c'est-à-dire dans l'obligation de dédommager l'entrepreneur de toutes ses dépenses, de tous ses travaux et de tout ce qu'il aurait pu gagner dans son entreprise.

On comprend que, lorsqu'il s'agit de travaux de routes, le matériel employé à ces travaux est trop peu important, eu égard à la somme de dépense, pour qu'il y ait lieu, de ce côté, de redouter de grands embarras. Mais il n'en est pas de même

pour d'autres catégories d'entreprises, telles, par exemple, que celles qui ont pour objet l'établissement de chemins de fer, la construction de ponts ou autres ouvrages d'art, l'exécution de travaux à la mer, etc. Dans ce dernier cas, une dépense relativement considérable s'impose pour le matériel seul.

La question des crédits, lorsqu'il s'agit d'une entreprise importante, n'est pas moins délicate. Tout entrepreneur sérieux, en se présentant à une adjudication, doit chercher à se rendre compte du temps qui sera employé à l'exécution complète des travaux qu'il soumissionne. Le temps est, en effet, l'un des éléments essentiels de la dépense; cependant, la durée d'exécution n'est généralement pas limitée dans les projets de travaux publics qui servent de base aux adjudications, et si on l'indique quelquefois, ce n'est qu'à titre de simple renseignement et sans engager à aucun degré l'administration, qui ne peut elle-même, en effet, disposer à l'avance de crédits non votés.

Cette liberté absolue que l'administration est obligée de se réserver, a souvent pour conséquence d'imposer aux entrepreneurs des charges imprévues, et par cela même peu équitables, si, au lieu d'ajourner indéfiniment les travaux ou de les suspendre pendant plus d'une année, seuls cas prévus par l'article 34, elle ne peut accorder pendant plusieurs années successives que des crédits hors de proportion avec les dépenses d'installation et avec l'importance de l'entreprise. Aussi, bien que le cahier des clauses et conditions générales soit muet à cet égard, il arrive que, dans des cas semblables, l'administration prononce souvent d'elle-même la résiliation de l'entreprise ou que les tribunaux administratifs, par des décisions plus conformes à l'équité qu'au droit rigoureux, assimilent le ralentissement des travaux à cette suspension ou à cet ajournement prévu par l'article 34. C'est ainsi que les Conseils de préfecture, peu familiers avec l'art des constructions, et s'appuyant sur les règles du droit commun, sont amenés à appliquer, souvent au grand détriment du Trésor, l'article 1794 du Code civil, dont le principe est rigoureusement juste, mais dont l'application présente tant de difficultés et d'incertitude.

Les considérations qui précèdent portent à regretter deux choses : la première, que le cahier des clauses et conditions générales n'ait pas prévu le cas d'un ralentissement anormal dans la marche des travaux; la seconde que, supprimant l'indication de tout maximum, dans le chiffre de l'indemnité, il puisse compromettre les intérêts du Trésor, au delà de ce que peut réclamer l'équité. Cependant, ces deux lacunes n'ont d'inconvénient ou de danger sérieux, comme nous l'avons dit, que pour les entreprises importantes dont la durée embrasse

plusieurs années ou qui en raison de leur nature, nécessitent l'emploi d'un outillage spécial et dispendieux ; le Conseil général des ponts et chaussées n'a pas pensé qu'il fut utile de modifier les dispositions de l'arrêté de 1866, mais il a estimé que, pour les cas signalés ci-dessus, il convenait d'introduire à l'avenir, dans les devis des projets, des clauses spéciales destinées à compléter les clauses et conditions générales.

Ces clauses spéciales seraient de deux natures : les unes auraient pour objet de rassurer l'entrepreneur contre les pertes que pourraient lui faire éprouver l'insuffisance des crédits et de supprimer toute contestation, même lorsque les travaux subiraient un ralentissement imprévu ; les autres, de déterminer d'une manière équitable le maximum de l'indemnité pour le cas où la résiliation serait prononcée à la suite d'un ajournement complet des travaux ou d'un retard anormal que l'administration se trouverait obligée de leur faire subir.

Dans un pareil ordre d'idées, le cahier des charges pourrait indiquer entre deux limites assez rapprochées la durée probable des travaux.

Au delà de la limite extrême et pour chaque exercice en dehors de cette limite, on stipulerait le paiement d'une somme fixe qui s'ajouterait au prix des travaux, et serait déterminée à l'avance : pour la fixation de cette somme, on tiendrait compte de la partie des frais généraux indépendante de l'activité imprimée aux travaux, des dépenses d'entretien du matériel inactif, et de l'intérêt tant du capital que ce matériel représente que du fonds de roulement nécessaire à l'entreprise.

Pour le cas où cette limite extrême serait dépassée d'un nombre d'années également déterminé et à l'expiration de chacun des exercices suivants, l'administration et l'entrepreneur, chacun de son côté, auraient la faculté de provoquer la résiliation sous réserve du paiement d'une indemnité ; il appartiendrait aux ingénieurs, dans chaque cas particulier, après en avoir développé les motifs dans le rapport à l'appui, de fixer le quantum proportionnel de cette indemnité, sans toutefois que ladite proportion puisse dépasser celle du dixième des dépenses restant à faire.

Pour mieux préciser ces conclusions, le conseil a indiqué, en prenant des chiffres arbitraires, la rédaction qui lui a semblé pouvoir être donnée à ces clauses particulières pour des entreprises importantes et d'une nature spéciale.

Dans le cas, par exemple, de l'adjudication d'une jetée évaluée à 1,200,000 francs, le devis renfermerait les stipulations suivantes :

1° L'entrepreneur prendra les mesures nécessaires pour que

les travaux puissent être exécutés dans un délai de *(trois)* années;

2° Si cette durée, à raison de l'insuffisance des crédits, est portée à *(quatre)* années, il ne pourra élever, de ce fait, aucune réclamation;

3° Passé ce délai et pour chacune des années ultérieures, l'entrepreneur aura droit, en dehors du prix des travaux, à l'allocation d'une somme fixe de diminuée au rabais de l'adjudication;

4° A l'expiration de la *(sixième)* année, l'administration, sur la demande de l'adjudicataire, prononcera la résiliation de l'entreprise; elle pourra également la prononcer de sa propre initiative.

Dans l'un et l'autre cas, il sera alloué à l'entrepreneur une indemnité égale au... du montant des dépenses restant à faire en vertu de l'adjudication, après le retranchement d'un sixième réservé ci-dessous.

5° Les dispositions de l'article qui précède sont applicables au cas de la cessation absolue des travaux ou de leur ajournement pour plus d'une année.

Elles n'auront d'ailleurs nullement pour effet de déroger au droit, qui appartient à l'Administration, de déduire d'un sixième la masse des ouvrages, en vertu de l'article 81 des clauses et conditions générales.

J'adopte de tous points, Monsieur le Préfet, les conclusions du Conseil général des ponts et chaussées. Je ne mets pas en doute que la voie dans laquelle entre l'Administration, en même temps qu'elle prévient des contestations regrettables, n'attire aux adjudications de nos grands travaux publics des entrepreneurs sérieux qui s'en tenaient éloignés en raison de l'incertitude de la durée de l'exécution de l'entreprise à soumissionner.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire dont j'adresse une ampliation à MM. les Ingénieurs.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Ministre des Travaux publics,

ALBERT CHRISTOPHLE.

ARRÊTÉ de M. le Ministre des Travaux publics sur les adjudications restreintes du service des bâtiments civils et des palais nationaux.

Le Ministre des Travaux publics,

Vu le paragraphe 2 de l'article 39 du règlement de compta-

bilité du 18 décembre 1867 contenant les dispositions suivantes :

« Les adjudications publiques relatives à des fournitures, à des travaux, à des exploitations ou fabrications qui ne peuvent être livrées sans inconvénient à une concurrence illimitée, sont soumises à des restrictions qui n'admettent à concourir que des personnes reconnues capables par l'administration et produisant des garanties exigées par les cahiers des charges. »

Considérant qu'il est de l'intérêt commun et des entrepreneurs que le choix des concurrents à admettre aux adjudications restreintes définies ci-dessus, soit entouré de toutes les garanties désirables ;

Arrête :

ART. 1^{er}. — Il est institué une commission chargée d'examiner l'honorabilité, la solvabilité et la capacité des entrepreneurs qui se présenteront pour prendre part aux adjudications restreintes, du service des bâtiments civils et des palais nationaux.

ART. 2. — Cette commission est composée :

Du secrétaire général du ministère des travaux publics, *président* ;

Du directeur des bâtiments civils et des palais nationaux, *vice-président* ;

D'un délégué du tribunal de commerce ;

D'un délégué de la Banque de France ;

D'un délégué de la préfecture de police ;

D'un délégué de la préfecture de la Seine ;

D'un inspecteur général des ponts et chaussées ou d'un ingénieur en chef ;

D'un inspecteur général ou d'un architecte des bâtiments civils et des palais nationaux.

Les deux contrôleurs principaux attachés à la direction des bâtiments civils et palais nationaux rempliront les fonctions de secrétaires de cette commission, avec voix consultative.

ART. 3. — Cette commission dressera, dans la deuxième quinzaine des mois de mars, juin, septembre et décembre la liste des entrepreneurs admis à prendre part aux adjudications pendant le trimestre suivant :

Les entrepreneurs qui désireront être admis seront tenus d'en faire la demande dans la première quinzaine des mois ci-dessus indiqués, en joignant à leur demande les certificats exigés par l'article 3 du cahier des charges générales.

Les entrepreneurs seront informés de la décision intervenue

sur leur demande ; ceux dont le concours n'aura pas été accepté, pourront retirer immédiatement leurs certificats.

ART. 4. — Les dispositions du cahier des charges générales qui pourraient être contraires au présent arrêté, seront considérées comme de nul effet.

Versailles, le 9 avril 1878.

C. DE FREYCINET,

PATENTE DES ENTREPRENEURS

DE TRAVAUX PUBLICS.

I. — D'après le tableau C annexé à la loi du 1 juin 1858, les entrepreneurs de travaux publics étaient assujettis à un double droit de patente : 1° un droit proportionnel de 15 c. sur la maison d'habitation seulement ; — 2° un droit fixe variable de 5 fr., plus 1 fr. par 1,000 du montant annuel des entreprises, *jusqu'au maximum de 1,000 fr.*

Ce maximum a été supprimé par la loi du 29 mars 1872 ; de sorte que les entrepreneurs sont soumis aujourd'hui à deux droits proportionnels : droit de 15 c. sur la maison d'habitation ; droit de 5 fr., plus 1 fr. par 1,000 fr. sur le montant annuel de l'entreprise.

II. — Le droit proportionnel à la valeur de la maison d'habitation n'est dû qu'une fois chaque année ; le droit correspondant au montant des travaux est dû dans chaque commune où l'entrepreneur exécute des travaux, proportionnellement au chiffre des travaux exécutés dans la commune.

La loi de 1872 a encore aggravé sur ce point la loi du 4 juin 1858, qui n'assujettissait qu'à un demi-droit fixe les entreprises secondaires, le droit fixe entier n'étant exigible que sur l'entreprise principale. Aujourd'hui, la loi considère toutes les entreprises comme isolées et demande à chacune d'elles le droit correspondant au montant des travaux exécutés.

III. — En cas de société entre plusieurs entrepreneurs, l'associé principal paie seul le droit proportionnel sur la maison d'habitation et le droit entier sur le montant des travaux ; les autres associés ne sont pas soumis au droit sur la maison d'habitation et ne paient que la moitié du droit sur le montant des travaux. (Loi du 25 avril 1844.)

IV. — Pour la stricte exécution de la loi, dans le cas où une entreprise doit durer plusieurs années, il faudrait déter-

miner la quotité de droit fixe en partageant par égales parties le prix des travaux, eu égard au nombre d'années assigné pour leur exécution. Mais, sur la réclamation des entrepreneurs contre ce mode de procéder, le Ministre des finances a décidé que le droit serait, pendant les premières années, calculé par approximation, sauf, lorsque les faits seraient bien établis, à tenir compte, soit au Trésor public, soit aux entrepreneurs, des impositions qui auraient pu être faites en moins ou en plus. Ce mode de procéder a été consacré par la jurisprudence du Conseil d'État. (Arrêt du 16 mars 1870.)

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

DIRECTION DU CABINET ET DU PERSONNEL.

Circulaire n° 40. — Versailles, le 30 septembre 1878.

Adjudications publiques. Dépôt des soumissions.

Monsieur le Préfet, les règles édictées par les ordonnances des 10 mai 1829 et 4 décembre 1836, pour les adjudications publiques, ont été inspirées par la préoccupation d'assurer la sincérité absolue du concours et surtout de mettre l'Administration à l'abri de tout soupçon de faveur ou de partialité. La pratique en a, en général, confirmé la sagesse; mais, en ce qui concerne le dépôt des soumissions, elle a révélé un inconvénient sur lequel mon attention a été appelée.

D'après l'ordonnance de 1829, les paquets contenant les soumissions et les certificats de capacité sont reçus cachetés par le Préfet, le conseil de préfecture assemblé, en présence de l'Ingénieur en chef. Ils sont immédiatement rangés sur le bureau et reçoivent un numéro dans l'ordre de leur présentation. L'ordonnance de 1836 dit à son tour, que les *soumissions doivent toujours être remises cachetées en séance publique*, et le règlement général sur la comptabilité publique du 31 mars 1862 reproduit textuellement cette disposition.

Tout se passe ainsi au grand jour, en présence des intéressés; mais on fait remarquer qu'il peut arriver et qu'il arrive, en effet, qu'ainsi rassemblés à la préfecture, à la même heure, les concurrents en profitent pour s'entendre aux dépens de l'État. Ils présentent leurs dispositions réciproques, et quelquefois se coalisent pour écarter la concurrence. Quelques entrepreneurs fréquentent même les adjudications sans aucun désir d'y prendre part, et uniquement avec l'intention de se faire acheter leur abstention.

L'article 4 du Code pénal punit, il est vrai, d'un emprisonnement de 15 jours à 3 mois, et d'une amende de 100 à 5,000 fr. ceux qui auraient troublé la liberté des enchères ou soumissions, et ceux qui, par dires ou promesses auraient écarté les entrepreneurs. L'ordonnance du 4 décembre 1836 contient de son côté une clause de surenchère analogue à celle des ventes judiciaires d'immeubles, qui permet à l'Administration de recevoir, pendant un délai d'au plus 30 jours, des offres et rabais sur le prix d'adjudication; d'autre part, enfin, l'adjudication n devient définitive, dans la plupart des cas, qu'après l'approbation ministérielle. Mais ces diverses précautions restent le plus souvent impuissantes, et l'on peut craindre que le règlement adopté pour le dépôt des soumissions ne facilite l'entente entre les entrepreneurs...

J'ai décidé, en conséquence, M. le Préfet, qu'il y aura lieu, à l'avenir, d'insérer, dans les affiches annonçant l'adjudication, à la suite de l'article relatant les conditions du dépôt des paquets, telles que les prescrivent les ordonnances de 1829 et 1836, la disposition suivante :

« Les concurrents pourront toutefois faire parvenir leurs soumissions, avec les pièces exigées par l'article 10 de l'ordonnance du 10 mai 1829, par lettre chargée au Préfet avant le jour de l'adjudication. Cette lettre chargée devra porter extérieurement une mention indiquant la nature du contenu et avertissant qu'elle ne doit pas être ouverte avant l'adjudication. Les lettres chargées, ainsi parvenues au Préfet, seront déposées par lui sur le bureau, après la remise des paquets des autres concurrents en séance publique. »

Dans les départements où il est d'usage de recueillir les paquets dans une boîte, il conviendra de stipuler, en outre, dans les affiches, d'une part, que « l'emploi de ce moyen demeure facultatif et ne fait pas obstacle à ce que les entrepreneurs qui n'en auraient pas profité soient admis à remettre leurs soumissions entre les mains du Préfet, en séance publique et jusqu'au dernier moment, » et, d'autre part, que « dans ce cas, la boîte, déposée sur le bureau au commencement de la séance, ne devra être ouverte qu'après la remise des soumissions en séance publique. »

J'adresse ampliation de la présente à MM. les Ingénieurs en chef.

Recevez, etc.

Le Ministre des Travaux publics,
C. DE FREYCINET.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

CAHIER
DES CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES
DES MARCHÉS DU SERVICE DU GÉNIE.

**Dispositions générales relatives à l'exécution
des marchés arrêtées par le ministre de la
guerre, le 28 novembre 1876,**

CHAPITRE PREMIER.

PASSATION ET DURÉE DES MARCHÉS. — CAUTIONNEMENTS.

ARTICLE 1^{er}. — Tous les marchés relatifs à l'exécution des travaux dépendant du service du génie, qu'ils soient passés sous le forme d'adjudications, ou qu'ils résultent de conventions faites de gré à gré, sont soumis, en tout ce qui leur est applicable, et sauf les dérogations insérées dans les cahiers des charges spéciales à chaque entreprise, aux dispositions suivantes :

2. — Les adjudications ont lieu publiquement, sur soumissions cachetées, au lieu, au jour et à l'heure qui sont indiqués par des affiches.

Nul n'est admis à y concourir :

1^o S'il ne produit un acte de naissance, ou tout autre

acte authentique, constatant qu'il est Français; ou si, étant étranger, mais légalement domicilié en France, il n'est pourvu d'une autorisation spéciale délivrée par le Ministre de la guerre;

2° S'il ne justifie de sa moralité par un certificat du maire de la commune où il est domicilié;

3° S'il ne présente une caution personnelle pourvue d'un semblable certificat, et produisant, de plus, un acte sur papier timbré, par lequel elle s'engage solidairement avec le soumissionnaire. (Le modèle de cet acte est ci-joint sous le n° 1). Les nom, domicile et qualité de la caution doivent être indiqués au chef du génie en même temps que lui est demandée l'autorisation de concourir dont il sera question ci-après;

4° S'il ne justifie, au moyen d'un certificat émanant du tribunal de commerce auquel ressort la commune dans laquelle il est domicilié, qu'il n'a jamais été déclaré en faillite, ou qu'il a, du moins, obtenu sa réhabilitation. Cette même justification est exigée de la caution;

5° Si, dans le cas où un dépôt de garantie est exigé par le cahier des charges spéciales, il ne justifie, par un récépissé de versement, que ce dépôt a été effectué par lui, conformément aux instructions en vigueur sur les cautionnements;

6° Enfin, s'il n'a obtenu du chef du génie une autorisation de concourir. En vue d'obtenir cette autorisation, les candidats doivent présenter au chef du génie, cinq jours au moins avant l'adjudication, un certificat de capacité délivré par un homme de l'art, dans les trois années qui auront précédé l'adjudication, et constatant de quelle manière le soumissionnaire a rempli ses engagements, soit envers l'administration, soit envers les tiers, soit envers les ouvriers, dans les travaux qu'il a exécutés, surveillés ou suivis. Ce certificat n'est point exigible dans le cas d'une fourniture.

Les femmes, les septuagénaires, les interdits, les ma-

jeurs pourvus d'un conseil judiciaire, ainsi que les mineurs, ne sont point autorisés à concourir aux adjudications; non plus qu'à servir de caution.

3. — Chaque candidat doit préparer, pour le jour de l'adjudication, deux plis, cachetés et numérotés, portant son nom sur l'enveloppe:

Le pli n° 1 contient les différentes pièces mentionnées à l'article qui précède.

Le pli n° 2 renferme seulement la soumission, laquelle doit être faite sur papier timbré, à peine d'encourir l'amende prononcée par la loi.

Dans cette soumission, qui doit être conforme au modèle ci-annexé sous le n° 2, le candidat, après avoir déclaré connaître parfaitement le présent cahier des clauses et conditions générales, le cahier des charges spéciales à l'entreprise, ainsi que les prix portés au bordereau, stipule un rabais ou une surenchère unique sur l'ensemble de ces prix, et non sur chacun d'eux en particulier, non plus que sur plusieurs d'entre eux réunis.

Ce rabais ou cette surenchère s'exprime par unités ou demi-unités pour cent; d'abord en toutes lettres, puis en chiffres, entre parenthèses.

Si une fraction autre qu'une demi-unité se trouvait dans une soumission, on la ramènerait à l'unité ou à la demi-unité par l'addition, dans le cas de la surenchère, et par la soustraction, en cas de rabais, d'une quantité moindre qu'une demi-unité.

4. — La séance d'adjudication est présidée par le maire, assisté du chef du génie et d'un fonctionnaire de l'intendance militaire.

A l'ouverture de la séance sont déposés sur le bureau :

Le cahier des clauses et conditions générales des marchés du service du génie;

Le cahier des charges spéciales de l'entreprise ;

Le bordereau des prix ;

L'instruction spéciale sur les cautionnements à fournir par les entrepreneurs des travaux du service du génie ;

La liste des candidats autorisés à concourir par le chef du génie, en exécution du paragraphe 6 de l'article 2 ;

Enfin, lorsqu'il y a lieu, dans un pli cacheté, une expédition ou une copie certifiée conforme de la décision ministérielle qui fixe la limite que, dans l'intérêt du Trésor, les offres des soumissionnaires ne doivent pas dépasser pour être acceptables.

A l'appel de son nom sur la liste mentionnée ci-dessus, chaque candidat remet immédiatement au maire les deux plis cachetés indiqués à l'article précédent, et déclare, de vive voix, avoir pris une parfaite connaissance du cahier des clauses et conditions générales, du bordereau des prix et des autres conditions du marché.

Les pièces contenues sous chacun des plis numérotés 1 font d'abord l'objet d'une vérification de la part des fonctionnaires qui tiennent la séance.

Est exclu du concours tout candidat qui, avant le commencement du dépouillement, n'a pas déposé les deux plis exigés, ou dont les pièces renfermées sous le pli numéroté 1 ne sont pas jugées régulières ; dans ce dernier cas, toutes les pièces qui concernent ce candidat lui sont rendues immédiatement, y compris le pli numéroté 2, non décacheté.

Les soumissions des candidats qui ont été maintenues sont ensuite ouvertes et lues à haute voix ; celles qui ne contiennent pas les indications du modèle mentionné à l'article 3, ou dans lesquelles se trouvent, soit des offres partielles, soit des conditions contraires, en totalité ou en partie, au cahier des clauses et conditions générales ou à celui des charges spéciales, sont considérées comme nulles et non avenues, et leurs signa

taires sont rayés du nombre des concurrents. S'il n'a pas été fixé de limite aux rabais ou aux surenchères, celui des concurrents qui a fait l'offre la plus avantageuse est déclaré adjudicataire; si une limite existe, l'adjudication n'est prononcée qu'autant que l'offre y satisfait.

Quand plusieurs concurrents se trouvent dans le cas d'avoir fait, à la fois, l'offre la plus avantageuse, il est procédé, séance tenante, entre ces concurrents, à une nouvelle adjudication, par voie de soumissions cachetées.

Si ces concurrents se refusent à faire de nouvelles offres, ou si ces nouvelles offres ne diffèrent pas encore entre elles, le sort en décide.

Si le Ministre a fixé une limite de rabais ou de surenchère, le candidat qui a fait l'offre la plus avantageuse dans les limites fixées est déclaré adjudicataire. Si aucune des offres ne rentre dans ces limites, lesquelles doivent rester ignorées des soumissionnaires, il peut être procédé, séance tenante, à une nouvelle adjudication entre les concurrents, par voie de soumissions cachetées.

Toute difficulté survenant pendant l'adjudication est examinée immédiatement, et vidée, à la majorité des voix, par les fonctionnaires qui tiennent la séance.

Enfin, l'adjudicataire et sa caution sont dans l'obligation de signer, séance tenante, la minute du procès-verbal d'adjudication, l'exemplaire du cahier des clauses et conditions générales, le cahier des charges spéciales et le bordereau des prix déposés sur le bureau, pièces que signent aussi les fonctionnaires ci-dessus désignés. Toutefois, la commission reste juge des empêchements qui pourraient se produire à cet égard, et fixe les délais dans lesquels ces formalités devront être remplies.

5. — L'adjudication n'est valable et définitive qu'après avoir reçu l'approbation du Ministre de la guerre, laquelle demeure expressément réservée.

L'adjudicataire ne peut prétendre à aucune indemnité dans le cas où l'adjudication n'est pas approuvée.

6. — Tous les frais d'adjudication sont à la charge de l'entrepreneur, et le montant doit en être acquitté, entre les mains de chaque ayant droit, dans les huit jours qui suivent la notification de la décision ministérielle qui approuve le marché.

Il en est de même des frais d'impression du cahier des charges spéciales et du bordereau des prix, ainsi que des extraits de ces pièces nécessaires au service pendant la durée du marché ; outre une expédition du procès-verbal d'adjudication, il est seulement remis, sans frais, à l'entrepreneur, un certain nombre d'exemplaires du cahier des clauses et conditions générales et exemplaires de l'instruction sur les cautionnements, suivant ce qui est fixé, à cet égard, par le cahier des charges spéciales.

Dans les vingt jours qui suivent la notification de l'approbation ministérielle, l'entrepreneur est tenu de faire viser pour valoir timbre, et de faire enregistrer à ses frais, la minute du procès-verbal d'adjudication, ainsi que le cahier des charges spéciales et le bordereau des prix.

Sont également à ses frais le timbre et l'enregistrement des additions qui viendraient à être faites au bordereau des prix pendant la durée du marché, ainsi que les exemplaires, expéditions ou extraits, timbre et enregistrement du cahier des clauses et conditions générales dont il ferait usage à l'appui d'une demande quelconque, faite en justice, ou devant toute autre autorité constituée.

Les droits à percevoir en vertu des deux paragraphes qui précèdent sont déterminés par les tarifs en vigueur au moment de l'enregistrement.

7. — Lorsqu'un cautionnement matériel est exigé par

le cahier des charges, l'entrepreneur et sa caution sont soumis, en ce qui le concerne, aux dispositions des instructions spéciales sur la matière.

Pendant la durée de l'entreprise, le ministre peut, sur un rapport du chef du génie appuyé par le directeur, autoriser la restitution d'une partie de ce cautionnement dans le cas où, par suite d'une diminution dans l'importance des travaux ou de leur état d'avancement, cette restitution serait jugée sans inconvénient.

Le cautionnement, tel qu'il se trouve constitué au moment du règlement général et définitif des travaux, reste affecté, pendant un an, à la garantie des engagements contractés par l'entrepreneur, tant envers l'Administration qu'envers les ouvriers, sous-traitants ou fournisseurs, dans l'ordre des privilèges reconnus par la loi.

8. — Les adjudications portent, soit sur l'ensemble des travaux à exécuter aux fortifications et aux bâtiments militaires compris dans la circonscription déterminée par le cahier des charges spéciales, soit sur un ouvrage nettement déterminé, tel qu'un fort ou tout autre établissement militaire, caserne, hôpital, manutention, etc.

Dans le premier cas, le marché part du commencement de l'année indiquée dans le cahier des charges et embrasse généralement les travaux de six exercices, avec faculté réciproque de résiliation à l'expiration du premier ternaire.

Dans le second cas, à moins d'exception nettement formulée dans le cahier des charges spéciales, le marché n'expire qu'après la liquidation des comptes relatifs aux ouvrages qu'il concerne, et sa durée, quelle qu'elle soit, ne comporte pas la faculté de résiliation à l'expiration d'un ternaire.

La durée d'un exercice, en ce qui concerne l'exécution des travaux, peut se prolonger jusqu'au 31 janvier de l'année suivante.

9. — Lorsque, pour une cause quelconque, une nouvelle adjudication n'a point été passée à l'époque fixée pour l'expiration du marché, ou si, à cette époque, le Ministre n'a point encore approuvé le marché qui doit suivre, l'entrepreneur sortant est tenu, sur l'ordre du chef du génie, de continuer tout ou partie de son service jusqu'au 1^{er} avril suivant, au plus tard. Les travaux faits par lui dans ces conditions lui sont payés d'après le marché qui expire, à moins qu'il n'obtienne la nouvelle entreprise, auquel cas leur paiement a lieu aux prix et aux conditions du marché qui lui est le plus avantageux.

10. — Le cahier des charges spéciales fixe la somme au delà de laquelle, pour des constructions neuves comprises dans la circonscription à laquelle il s'applique, l'Administration se réserve expressément le droit de passer un marché particulier.

Dans ce cas, comme dans celui de l'adjudication d'un ouvrage déterminé, le marché expire généralement aussitôt après la liquidation des comptes relatifs aux ouvrages qu'il concerne. Sa durée peut aussi être calculée de manière à ce qu'il prenne fin avec le marché général.

Dans l'un et l'autre cas, elle ne comporte pas de division en ternaires.

11. — Le cahier des charges spéciales fait connaître :

1^o Le montant du dépôt de garantie et du cautionnement, dans le cas où il est exigé ; dans le cas contraire, mention est faite de cette dispense ;

2^o Le montant des fonds que l'entrepreneur et sa caution doivent mettre au service de l'entreprise, à titre de fonds de roulement, indépendamment des dépenses d'installation prévues par les articles 25 et 26, et des avances ou retenues stipulées à l'article 64 ;

3^o La limite supérieure des paiements à effectuer sur feuilles de dépense, pendant chaque exercice ;

4° Le montant approximatif des frais d'adjudication et d'impression prévus par les deux premiers paragraphes de l'article 6 ci-dessus.

12. — Ce même cahier des charges fait également connaître le montant des diverses natures d'ouvrages exécutés, pendant les trois dernières années qui ont précédé l'adjudication, en ce qui concerne les travaux d'amélioration ou d'entretien.

Cette indication n'ouvre, d'ailleurs, à l'entrepreneur, aucun droit à indemnité, pour le cas où les fonds alloués chaque année à ce titre, pendant son marché, seraient supérieurs ou inférieurs à la moyenne des sommes ainsi obtenues.

Sauf autorisation exceptionnelle du Ministre, les candidats ne peuvent prétendre à la communication d'aucun autre document, notamment en ce qui concerne les sous-détails qui ont servi à l'établissement des prix du bordereau, l'évaluation des travaux à faire, ou les plans et croquis y relatifs.

CHAPITRE II.

DISPOSITIONS CONCERNANT LE PERSONNEL DE L'ENTREPRISE.

13. — Il n'est reconnu qu'un seul et unique entrepreneur pour tous les ouvrages et pour toutes les fournitures dont les prix sont portés au bordereau du marché.

L'entrepreneur ne peut transmettre à qui que ce soit la gestion et l'exécution des travaux, sauf, toutefois, dans des cas de maladie ou de force majeure dûment constatés.

Dans ces cas, le suppléant ne peut entrer en fonctions qu'autant qu'il est agréé par le directeur, sur la proposition du chef du génie, et qu'il justifie des pouvoirs qui

lui sont donnés par l'entrepreneur. Le suppléant est alors soumis aux mêmes obligations personnelles que l'entrepreneur : ce dernier et sa caution restent, néanmoins, responsables de la bonne exécution des ouvrages.

L'entrepreneur peut, d'ailleurs, avec l'agrément du chef du génie, déléguer un ou plusieurs de ses commis pour la prise des attachements, des métrés et des pesées, ainsi que pour la signature des inscriptions sur les carnets et les registres. Cette délégation ne peut être donnée que par un acte authentique.

Enfin, l'entrepreneur ne peut sous-traiter, pour aucune espèce de travaux dépendant de son marché, qu'avec le consentement écrit du chef du génie ; dans tous les cas, il demeure personnellement responsable, ainsi que sa caution, tant envers l'Administration qu'envers les ouvriers et les tiers.

Si un sous-traité est passé sans autorisation, l'Administration peut, suivant les cas, soit prononcer la résiliation pure et simple, conformément à l'article 65, 2° soit procéder à la passation d'un marché aux risques et périls de l'entrepreneur. Les effets de ce marché sont régis par l'article 55, paragraphes 2 et 3.

Dans le cas où une société a obtenu l'adjudication des travaux, elle ne peut être représentée, vis-à-vis le service du génie, que par un délégué unique, muni, à cet effet, des pouvoirs nécessaires, et soumis à toutes les obligations ci-dessus. Ce délégué doit être, au préalable, agréé par le chef du génie ; il doit être remplacé sur la réquisition du directeur.

14. — Pendant toute la durée du marché, l'entrepreneur est tenu de faire sa résidence habituelle dans la place ou à proximité des travaux que le marché concerne ; il est réputé y avoir élu domicile pour tout ce qui a trait à son entreprise.

Il ne peut s'absenter, même pour les affaires de son

service, sans l'agrément du chef du génie, et, toutes les fois qu'il en reçoit l'ordre de cet officier, il doit se présenter au bureau du génie, ou se rendre sur les ateliers.

Si le même marché concerne plusieurs localités, l'entrepreneur doit résider dans celle que lui désigne le cahier des charges spéciales, et avoir, en outre, sur les points où cela est jugé nécessaire par le chef du génie, un principal commis ou suppléant, soumis, à cet effet, aux dispositions des 3^e et 4^e paragraphes de l'article précédent.

15. — En cas de décès de l'entrepreneur, le marché est résilié, de plein droit, trois mois après, à moins que le ministre ne consente, sur la demande des héritiers, à le laisser continuer par eux, ou, en leur nom, par un fondé de pouvoirs.

A défaut d'héritiers, ou par suite de leur renonciation, la caution peut également obtenir la continuation de l'entreprise.

Toutefois, l'Etat reste libre de faire procéder à une nouvelle adjudication avant l'expiration du délai ci-dessus fixé.

16. — En cas de faillite de l'entrepreneur, le marché est également résilié, de plein droit, trois mois après la déclaration de la faillite, sauf au ministre à accepter, s'il le juge convenable, les offres qui pourraient être faites, par la caution ou par les créanciers, pour la continuation de l'entreprise.

Dans ce cas, comme dans celui prévu à l'article précédent, la caution est tenue, sur l'ordre du chef du génie, de continuer les travaux pendant trois mois, au plus, après le décès ou la déclaration de la faillite.

17. — Lorsque, suivant les cas prévus aux articles 15, 16, 51 et 65 ci-après, la caution, les héritiers ou les

créanciers de l'entrepreneur sont obligés ou autorisés à continuer les travaux, ils sont tenus, sur l'ordre du chef du génie, de fournir un principal commis, agréé par cet officier dans les conditions spécifiées à l'article 13. Autrement, le chef du génie en désigne un d'office, au compte de l'entreprise.

18. — L'entrepreneur est tenu d'avoir un nombre suffisant de commis, de bons appareilleurs, de maîtres ouvriers et de piqueurs intelligents, qui soient en état de l'aider dans l'organisation des ateliers, ainsi que dans la conduite des travaux ; il doit avoir également des ouvriers et des moyens de transport en assez grand nombre pour pouvoir procéder activement, et sans interruption, à l'exécution des ouvrages.

19. — Tous les quinze jours, au moins, l'entrepreneur doit payer intégralement ce qui est dû aux ouvriers ; il ne peut, nonobstant tout usage contraire, exercer des retenues sur les salaires dont il est convenu avec eux, si ce n'est en cas d'opposition, ou pour se rembourser des avances qu'il leur aurait faites.

Les paiements sont individuels, et se font les dimanches et les jours de fêtes pendant la matinée, ou les jours de travail aux heures de repos.

Le chef du génie s'assure de la plus ou moins grande régularité avec laquelle s'effectuent ces paiements. En cas de retard de plus d'une quinzaine, il invite, par la voie de l'ordre, l'entrepreneur à se libérer. Huit jours après, si les réclamations persistent, le directeur peut, sur le rapport du chef du génie, autoriser celui-ci à faire payer d'office tout ou partie des salaires arriérés, sur les sommes dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits réservés par la loi aux fournisseurs qui auraient fait des oppositions régulières.

20. — Les soldats et les prisonniers de guerre, ainsi

que les condamnés militaires, peuvent être employés, par ordre, à l'exécution des travaux :

Au compte de l'Etat, par motif d'économie ou d'urgence d'exécution, notamment, quand il y a insuffisance d'ouvriers civils dans la localité ;

Au compte de l'entrepreneur, lorsque, faute par celui-ci d'avoir réuni le nombre des travailleurs nécessaires, le chef du génie lui impose des ouvriers militaires, afin que les travaux puissent être terminés en temps utile.

Les ouvriers militaires employés par ordre donnent lieu à des dispositions spéciales qui font l'objet des articles 30 et 59 ci-après. Leur emploi n'ouvre, en tout cas, à l'entrepreneur, aucun droit à indemnité.

21. — Lorsque des travaux indispensables exigent la plus grande célérité, et que les ouvriers de l'entrepreneur, joints aux travailleurs que la garnison peut fournir, sont insuffisants, les autorités civiles, sur la réquisition du chef du génie ou du directeur, doivent, conformément à la loi du 10 juillet 1791, article 24 du titre VI, employer tous les moyens légalement praticables qui sont en leur pouvoir pour procurer le supplément d'ouvriers nécessaires ; ces autorités fixent en même temps le salaire de ces ouvriers, dont le paiement peut alors donner lieu à l'établissement d'une régie, si l'entrepreneur en fait la demande.

Si l'entrepreneur ne réclame pas la régie, il n'a pas droit à la résiliation de son marché, quel que soit le surenchérissement de la main-d'œuvre, et il supporte, seul et sans recours, la différence de prix entre les journées tarifées au bordereau et celles payées aux ouvriers requis.

22. — Les commis, maîtres-ouvriers, piqueurs et ouvriers de toute espèce sont soumis, sur les ateliers, à la police des agents militaires ; dans les cas graves motivant l'arrestation d'aucun d'eux, ils sont remis entre les

maines de l'autorité judiciaire, conformément aux dispositions des articles 22 et 23 du titre VI de la loi du 10 juillet 1791.

Le chef du génie peut, dans tous les cas, ordonner le renvoi immédiat de ceux qui ne sont pas de bonne conduite sur les ateliers, qui manquent d'assiduité au travail, qui sont peu propres à l'ouvrage auquel ils sont employés, ou qui donnent lieu à des plaintes.

Aucun ouvrier, les manœuvres exceptés, ne peut être renvoyé des ateliers sans le consentement du chef du génie.

23. — Dans le cas où l'entrepreneur, ses agents ou ses ouvriers ont des difficultés les uns à l'égard des autres, au sujet de salaires ou de travaux relatifs au marché, ils sont tenus, avant d'avoir recours aux tribunaux d'en référer au chef du génie, qui les concilie, s'il le peut.

24. — L'entrepreneur reste seul responsable vis-à-vis des ouvriers ou des familles, des accidents survenus pendant l'exécution des travaux.

Le directeur du génie peut, d'ailleurs, sur la proposition du chef du génie, solliciter du Ministre, en faveur d'ouvriers ou d'employés blessés sur les travaux, un secours en rapport avec le temps pendant lequel ils se sont trouvés dans l'impossibilité de travailler.

Il peut également demander des secours en faveur des familles nécessiteuses d'ouvriers tués sur les travaux ou morts des suites de blessures qu'ils y auraient reçues.

Les ouvriers civils peuvent être traités dans les hôpitaux militaires; l'entrepreneur est tenu d'acquitter le montant des journées de traitement, d'après les décomptes établis par le service de l'intendance. En cas de non-paiement dans les huit jours qui suivent la notification administrative de ce décompte, le montant en sera re-

tenu sur le premier à-compte à délivrer à l'entrepreneur.

CHAPITRE III.

DISPOSITIONS CONCERNANT LE MATÉRIEL ET LES APPROVISIONNEMENTS DE L'ENTREPRISE.

25. — L'entrepreneur est tenu d'établir ou de fournir à ses frais les magasins, hangars, équipages, voitures ou autres moyens de transport, machines, ustensiles, instruments et outils de toute espèce nécessaires à la bonne et prompt exécution des travaux, au tracé et au profillement des ouvrages, à leur métré, et à la réception des fournitures.

Sont également à sa charge l'établissement des chantiers et chemins de service, ainsi que les indemnités y relatives, les frais de tracé des ouvrages, les frais d'éclairage des chantiers, les subventions spéciales pour dégradations aux chemins vicinaux et autres, et, généralement, toutes les menues dépenses, tous les faux frais relatifs à l'entreprise, tous les moyens et tous les débours, même non prévus au cahier des charges ou bordereau, reconnus nécessaires par le chef du génie, au cours du marché, pour l'exécution normale des travaux objets du contrat. Les frais d'acquisition du matériel et d'installation des chantiers ne peuvent être prélevés sur le fonds de roulement; ils n'entrent pas non plus dans le compte des avances ou retenues stipulées à l'article 64.

La reprise du matériel, à l'expiration du marché, n'est obligatoire ni pour l'Etat, ni pour l'entrepreneur entrant, excepté dans le cas spécifié à l'article 68 ci-après, et dans celui où le cahier des charges spéciales du nouveau marché fait mention de cette obligation et indique la valeur du matériel auquel elle s'applique. Ce matériel ne

peut, d'ailleurs, être diminué, au cours de l'entreprise, qu'avec l'agrément du chef du génie.

26. — Est pareillement aux frais de l'entrepreneur l'ouverture des carrières nécessaires aux besoins de l'entreprise, que les lieux d'extraction soient, ou non, fixés par le cahier des charges spéciales.

Avant de commencer les extractions, l'entrepreneur est tenu de prévenir les propriétaires, suivant les formes déterminées par les règlements.

Il paye, sans recours contre l'administration, et en se conformant aux lois et règlements sur la matière, tous les dommages qu'ont pu occasionner la prise ou l'extraction, le transport et le dépôt des matériaux.

Il supporte également, sans recours, les indemnités pour détérioration de propriétés, pour chômage d'usines, pour rétablissement de communications interceptées, enfin pour tout dommage quelconque résultant des travaux.

Dans le cas où le cahier des charges spéciales prescrit d'extraire des matériaux dans des bois soumis au régime forestier, l'entrepreneur doit se conformer, en outre, aux prescriptions de l'article 145 du Code forestier, ainsi que des articles 172, 173 et 175 de l'ordonnance du 1^{er} août 1827, concernant l'exécution de ce Code.

Enfin, l'entrepreneur doit justifier, toutes fois qu'il en est requis par le chef du génie, de l'accomplissement des obligations énumérées dans le présent article, ainsi que du paiement des indemnités pour établissement de chantiers et chemins de service.

27. — Aussitôt que l'entrepreneur a reçu du chef du génie l'ordre d'exécuter un ouvrage déterminé, il doit faire tous les approvisionnements nécessaires pour que les travaux se continuent sans interruption, et soient terminés dans le délai qui lui aura été fixé.

Les matériaux approvisionnés doivent être toujours

de la qualité prescrite par le cahier des charges ou par les ordres, et de premier choix dans l'espèce, à moins que le marché ne spécifie, à cet égard, des conditions particulières.

Lorsque le bordereau, le cahier des charges ou les ordres citent explicitement le lieu de provenance, la fabrique ou la marque des objets à fournir, l'entrepreneur ne peut en substituer d'autres, même sous prétexte de qualité supérieure, sans que le chef du génie ait autorisé par écrit, cette substitution.

Dans le cas où l'entrepreneur a ainsi obtenu l'autorisation de substituer une ou plusieurs carrières à celles indiquées par le cahier des charges ou par le bordereau, il ne subit, sur les prix de l'adjudication, aucune réduction pour cause de diminution des frais d'extraction, de transport et de taille.

Il n'est d'ailleurs déposé sur les ateliers que des matériaux à employer dans les travaux de l'entreprise; ces matériaux ne peuvent être mis en œuvre qu'après avoir été vérifiés et acceptés provisoirement par les officiers du génie. Une fois ainsi acceptés, ils ne peuvent plus être enlevés qu'avec le consentement du chef du génie. Nonobstant cette acceptation provisoire, et jusqu'à l'expiration du délai de garantie, ils peuvent, en cas de surprise, de mauvaise qualité, d'avaries provenant du fait de l'entrepreneur, ou de malfaçon, être rebutés par les officiers du génie, et ils sont alors remplacés par l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit enlever des chantiers, dans un délai déterminé par le chef du génie, les matériaux refusés; faute de quoi, cet officier peut faire transporter ces matériaux partout où il le juge convenable; les faire, au besoin, déposer sur un terrain pris à cet effet en location, et même les faire jeter dans les remblais, le tout aux frais de l'entrepreneur, et sans que ce dernier puisse élever aucune réclamation.

C'est à l'entrepreneur seul qu'incombent toutes les

mesures à prendre et toutes les dépenses à faire pour la conservation des matériaux par lui approvisionnés pour les besoins de son entreprise, et susceptibles de se détériorer, par une cause quelconque, avant leur mise en œuvre.

La reprise de tout ou partie de ces matériaux, à l'expiration du marché, n'est obligatoire, ni pour l'Etat, ni pour l'entrepreneur entrant, excepté dans le cas prévu à l'article 68 ci-après, et dans celui où le cahier des charges spéciales du nouveau marché fait mention de cette obligation, et indique la quantité de matériaux auxquels elle s'applique, ainsi que leur valeur.

L'entrepreneur ne peut d'ailleurs livrer au commerce, sans l'autorisation du propriétaire, les matériaux provenant de carrières exploitées par lui en vertu du droit qui aura pu lui être conféré par l'administration.

28. — On entend par matériaux approvisionnés par ordre ceux qui font l'objet d'un ordre écrit spécial indiquant qu'ils sont faits pour le compte de l'Etat, et fixant leurs quantités et leur nature.

Une fois vérifiés et reçus par les officiers du génie, ils sont déposés dans les lieux indiqués par le chef du génie.

Ceux d'entre eux qui n'ont pu trouver leur emploi pendant la durée du marché sont repris, au prix de l'ancien bordereau, ou de gré à gré si ce bordereau ne les mentionne pas, par l'entrepreneur entrant, suivant ce qui est indiqué par le cahier des charges du nouveau marché, à moins qu'ils ne soient au-dessus des besoins présumés de la nouvelle entreprise. Dans ce cas, le département de la guerre fait l'acquisition de tout ce qui dépasse ces besoins.

L'entrepreneur sortant peut, toutefois, les conserver pour son usage, avec le consentement du chef du génie, et sous la restriction portée au dernier paragraphe de l'article précédent. Il doit, dans ce cas, les faire enlever immédiatement.

29. — L'entrepreneur est tenu, quand il en reçoit l'ordre, d'employer dans les travaux, de préférence à ceux qu'il a en approvisionnement, les matériaux appartenant à l'Etat, que ces matériaux soient neufs, ou qu'ils proviennent de démolitions ou de fouilles. Il n'a droit, pour cette substitution, et quelle qu'en soit l'importance, à aucune indemnité ; il n'est payé que des frais de main-d'œuvre et d'emploi, d'après les conditions du marché.

L'entrepreneur est responsable de ces matériaux dès qu'ils lui ont été livrés, et il doit remplacer, à ses frais, ceux qui ont été détériorés par sa faute ou par celle de ses agents.

Les prix portés au bordereau pour les ouvrages exécutés en matériaux à l'Etat supposent ces matériaux rendus à pied d'œuvre.

Sont réputés à pied d'œuvre les matériaux qui ne se trouvent pas à plus de deux relais de 30 mètres du pied de la construction.

30. — L'entrepreneur est tenu, quand il en est requis par le chef du génie, de fournir aux ouvriers militaires employés par ordre, et d'entretenir en bon état, les outils, machines, engins et agrès de toute espèce qui leur sont nécessaires ; il lui est alloué, à cet effet, un prix de location que fixe le bordereau.

31. — L'Etat ne prête de locaux ou de terrains pour les besoins de l'entreprise qu'à titre tout à fait exceptionnel, et quand le cahier des charges spéciales précise les locaux et les terrains à prêter.

Dans ce cas, le prêt a toujours lieu à charge d'évacuation, sans indemnité, à la première réquisition du chef du génie. L'entrepreneur supporte toutes les réparations quelles qu'elles soient.

L'entrepreneur répond de l'incendie des bâtiments qui lui sont prêtés, à moins qu'il ne prouve que l'incendie est arrivé par cas fortuit ou force majeure, ou par vice

de construction, ou que le feu a été communiqué par une maison voisine.

Un état descriptif des lieux est dressé par un adjoint du génie, vérifié et signé par l'entrepreneur, et visé par le chef du génie; aucun changement ne peut y être apporté sans la permission, par écrit de cet officier; si l'entrepreneur en a fait, il est tenu, au premier avis, de faire rétablir les lieux dans leur état primitif.

A l'expiration du marché, l'entrepreneur doit évacuer les locaux et terrains de l'Etat dont il dispose, y faire exécuter les réparations de toute nature reconnues nécessaires, et remettre tout au service du génie; faute par lui d'avoir complètement satisfait à ces dispositions, il est procédé d'office à leur exécution, sur l'ordre du chef du génie, et par les moyens que cet officier indique.

32. — En cas d'urgence, il peut être prêté à l'entrepreneur, sur son récépissé, des outils appartenant à l'Etat. Dans ce cas, l'entretien de ces outils est à la charge de l'entrepreneur, auquel il est fait, en outre, sur la dépense des travaux calculée aux prix du bordereau, une déduction établie d'après un prix d'estimation pour location, arrêté de concert entre lui et le chef du génie, et approuvé par le directeur.

33. — Lorsque l'exécution des travaux oblige à traverser des terrains militaires amodiés ou à occuper temporairement ces terrains par des dépôts de matériaux ou des ateliers, l'Etat prend à sa charge les indemnités à payer aux fermiers pour les dommages qui leur sont causés. Dans ce cas, le chef du génie précise la position et l'étendue des passages et des emplacements dont l'entrepreneur peut faire usage : si ce dernier dépasse les limites indiquées, les dommages qui en résultent sont mis à son compte.

34. — L'entrepreneur est tenu d'établir, sans avoir

droit à une indemnité, des clôtures provisoires sur la voie publique, aux abords des chantiers, lorsque cette mesure est jugée nécessaire par l'autorité civile, comme aussi de prendre, à ses frais, toutes les dispositions que prescrivent les règlements de police et de voirie.

CHAPITRE IV.

EXÉCUTION ET GARANTIE DES OUVRAGES.

35. — Les ordres et les instructions donnés à l'entrepreneur, pour tout ce qui concerne le service de l'entreprise et l'exécution des travaux, sont inscrits sur un registre établi à cet effet, coté et parafé par le directeur du génie, et déposé au bureau du génie de la place.

Les ordres sont donnés par le chef du génie, ou, à son défaut, par l'officier chef d'atelier. Ils précisent les dimensions et la provenance des matériaux à employer, visent les articles de la deuxième partie du cahier des clauses et conditions générales applicables à l'exécution des travaux qu'ils concernent et indiquent les numéros du bordereau qui seront appliqués au paiement de l'ouvrage.

Chaque nouvel ordre est aussitôt présenté, et au besoin, notifié administrativement à l'entrepreneur, qui est tenu de le dater et de le signer. Dans le cas où les indications qu'il contient donneraient lieu à des observations de l'entrepreneur, celui-ci devra les formuler dans un délai de cinq jours ; faute de quoi, il sera réputé les avoir consenties avec toutes leurs conséquences.

Le délai de cinq jours court à partir de la présentation ou de la notification administrative prévue par le paragraphe précédent. Le visa du chef du génie doit précéder cette notification, dans le cas où l'ordre contesté émane de l'officier chef d'atelier.

36. — Aucun ouvrage ne doit être exécuté sans que les cotes de niveau, les mesures de dimensions et les autres indications nécessaires aux métrés, surtout celles que l'exécution des travaux doit faire disparaître, aient été relevées par l'officier chef d'atelier, en présence de l'entrepreneur, rapportées, avec leur date, sur le registre d'attachements ouvert à cet effet, et signées par cet officier et l'entrepreneur. Ce registre est coté et parafé par le directeur du génie, et déposé au bureau du génie de la place.

Dans le cas où l'entrepreneur aurait fait exécuter, sans prévenir en temps opportun l'officier du génie, un travail dont les cotes ou les dimensions ne pourraient plus être vérifiées, cet officier peut faire faire des fouilles ou faire démolir telles parties de l'ouvrage qu'il jugera nécessaires, en vue de s'assurer que les cotes ou dimensions sont bien celles qui auraient été prescrites ; le tout au frais de l'entrepreneur, et sans qu'il soit fondé à réclamer, de ce fait, aucune indemnité.

L'entrepreneur est invité, par la voie de l'ordre, à signer le registre d'attachements. Lorsqu'il s'y refuse, ou ne le signe qu'avec réserves, un délai de dix jours lui est accordé, à dater de cet ordre, pour formuler, par écrit, ses observations. Passé ce délai, les attachements sont censés acceptés par l'entrepreneur et avoir été signés par lui sans réserves.

37. — L'entrepreneur est tenu, pendant la durée de son marché, de faire exécuter, aux conditions dudit marché, et dans toute l'étendue de la circonscription indiquée au cahier des charges spéciales, tous les travaux qui lui sont ordonnés par le service du génie, quels que soient les fonds sur lesquels ces travaux doivent être payés.

Dans tous les cas, il est dans l'obligation de se conformer aux ordres et instructions des officiers du génie pour la marche à suivre dans l'exécution des travaux,

pour l'importance des moyens à employer en hommes, en machines et en matériaux, ainsi que pour l'emplacement des dépôts d'approvisionnements.

Il ne peut, sans le consentement du chef du génie, arrêter ni modifier la distribution, sur les ateliers, des commis, maîtres-ouvriers et piqueurs.

Il doit faire exécuter les travaux avec tout le soin possible, suivant les règles de l'art, sans jamais donner les maçonneries à faire à la tâche, et en se conformant à toutes les indications du cahier des clauses et conditions générales, ainsi qu'aux conditions particulières de son marché.

Il est tenu, dans l'exécution des ouvrages, de suivre exactement les plans, profils, élévations, dimensions, cotes, pentes et alignements qui lui sont donnés par les officiers du génie.

Enfin, il doit rendre les ouvrages faits et parfaits aux époques qui lui sont fixées par le registre d'ordres.

L'entrepreneur doit également se conformer aux changements qui peuvent lui être prescrits, par les officiers du génie, au cours de l'exécution des travaux ; mais ces changements doivent lui être prescrits *par écrit*, et l'entrepreneur doit faire toutes réserves pour le cas où ces changements seraient de nature à lui ouvrir un droit à l'indemnité mentionnée au troisième paragraphe de l'article 69 ci-après.

L'entrepreneur est dans l'obligation de faire démolir immédiatement, à ses frais, les ouvrages ou les parties d'ouvrages qui sont mal construits, ou dans lesquels on a fait emploi de mauvais matériaux.

Doivent être également démolis et rebutés les ouvrages qui, quoique bien construits, sont de dimensions différentes de celles qui avaient été ordonnées, ainsi que ceux qui ont été exécutés en y faisant entrer des matériaux autres que ceux qui avaient été désignés, à moins, toutefois, que le chef du génie ne reconnaisse que la faute commise est sans inconvénient ; dans ce

dernier cas, les ouvrages dont les dimensions sont plus fortes que celles qui avaient été prescrites, et ceux dont la qualité est supérieure à ce que portaient les commandes, ne sont inscrits et payés que suivant les dimensions ou les qualités ordonnées, tandis qu'on n'inscrit et qu'on ne paye, au contraire, qu'en raison de leurs qualités et de leurs dimensions effectives, les ouvrages dont les dimensions ou les qualités sont inférieures à celles qui avaient été fixées.

Enfin, lorsque le chef du génie présume qu'il existe, dans un ouvrage ou une partie d'ouvrage, des vices d'exécution ou des matériaux défectueux qu'on ne peut découvrir à simple vue, il peut, soit pendant la durée même des travaux, soit ultérieurement, jusqu'à l'expiration du délai de garantie, ordonner la démolition et la reconstruction de cet ouvrage ou partie d'ouvrage. Les dépenses résultant de cette opération sont au compte de l'entrepreneur, toutes les fois que la démolition ordonnée fait découvrir des vices de construction ou des matériaux défectueux ; elles sont au compte de l'Etat, dans le cas contraire.

Les réclamations auxquelles pourraient donner lieu, de la part de l'entrepreneur, l'application des dispositions qui précèdent, sont réglées conformément aux prescriptions de l'article 70 ci-après.

38. — L'entrepreneur doit faire exécuter les travaux de démolition avec soin, et de façon à assurer la conservation des matériaux qui en proviennent ; il est tenu de remplacer à ses frais ceux de ces matériaux qui sont brisés ou détériorés par la faute de ses ouvriers ou de ses agents.

39. — Le département de la guerre se réserve la propriété des matériaux qui se trouvent dans les fouilles et démolitions faites dans les terrains appartenant à

l'Etat, sauf à indemniser l'entrepreneur de ses soins particuliers.

Il se réserve également les objets d'art et de toute nature qui pourraient s'y rencontrer, sauf indemnité à qui de droit.

40. — Les ouvrages dont les prix ne figurent pas au bordereau sont payés à l'entrepreneur, ainsi qu'il sera dit ci-après, à l'estimation, à l'économie ou à forfait.

Toutefois, l'Etat se réserve la faculté de traiter de gré à gré, pour ces ouvrages, avec d'autres que l'entrepreneur, celui-ci ayant droit seulement à la préférence, à égalité d'offres. Ces ouvrages peuvent également faire l'objet d'une adjudication spéciale, auquel cas l'entrepreneur est soumis, comme les autres candidats, aux règles établies pour ces opérations.

41. — Les prix à l'estimation se règlent à l'avance, entre le chef du génie et l'entrepreneur, par unité d'objet, de mesure ou de poids.

Ils sont obligatoires, pour l'entrepreneur, toutes les fois qu'ils peuvent se calculer à l'aide de prix élémentaires portés au bordereau.

A défaut de ces éléments, ils sont établis au moyen d'une analyse basée sur des résultats d'expériences, et sur les prix courants de la localité. Ils sont calculés de manière à pouvoir subir, comme ceux du bordereau, le rabais ou la surenchère résultant de l'adjudication ; ils ne sont, d'ailleurs, valables qu'après avoir été approuvés par le directeur du génie.

Quand ils sont convenus pour toute la durée du marché, ils sont inscrits à la suite du bordereau, avec un numéro d'ordre ; en outre, s'ils ont été l'objet de quelques conditions particulières, ces conditions sont ajoutées au cahier des charges spéciales. Chacune de ces additions doit être visée pour valoir timbre et enregistrée, aux frais de l'entrepreneur.

En cas d'urgence, le chef du génie peut obliger l'entrepreneur à exécuter un ouvrage déterminé au prix d'estimation. Si ce prix n'a pu être fixé à l'amiable comme il vient d'être dit, le travail est néanmoins commencé à l'époque indiquée, et payé d'après un prix fixé provisoirement par le directeur du génie; le prix définitif est déterminé, le plus tôt possible, d'après les règles de la jurisprudence administrative.

42. — Les ouvrages à l'économie ou à la journée sont ceux qui, n'ayant pas de prix au bordereau, ou ne pouvant s'en déduire, s'exécutent au moyen d'ouvriers dont les journées sont payées à l'entrepreneur aux prix du marché ou à prix convenu.

43. — Les ouvrages à forfait ne diffèrent de ceux à l'estimation qu'en ce que les prix non prévus au bordereau sont arrêtés en bloc. Ce mode de paiement n'est, d'ailleurs, admissible que lorsqu'il est impossible d'établir un détail d'analyse, et que, de plus, le chef du génie ne juge pas qu'il soit dans l'intérêt de l'État d'avoir recours à l'exécution du travail à la journée.

Les prix à forfait doivent être établis de manière à être passibles du rabais ou de la surenchère résultant de l'adjudication; et, comme ceux à l'estimation, ils ne sont valables qu'après avoir reçu l'approbation du directeur.

En tout état de cause, l'Etat se réserve expressément la faculté de passer des marchés avec d'autres que l'entrepreneur :

1^o Pour les objets dont la fabrication est exclusivement attribuée à des porteurs de brevet d'invention, de perfectionnement ou d'importation ;

2^o Pour ceux qui n'auraient qu'un possesseur unique;

3^o Pour les ouvrages et les objets d'art et de précision dont l'exécution ne peut être confiée qu'à des ouvriers spéciaux ou à des artistes éprouvés.

4° Enfin pour les matières qui, à raison de leur nature particulière et de la spécialité de l'emploi auquel elles sont destinées, sont achetées et choisies aux lieux de production, ou livrées, sans intermédiaires, par les producteurs eux-mêmes.

Aucun travail n'a lieu, sur les ateliers, les dimanches et jours fériés, à moins que, pour cause d'urgence ou pour toute autre circonstance exceptionnelle, le chef du génie ne le prescrive ou ne l'autorise.

46. — Toutes les fois que, par suite de la lenteur apportée dans l'exécution des travaux, les ouvrages n'ont pas été, avant l'arrivée de la mauvaise saison, terminés ou amenés au degré d'avancement prescrit, les mesures de précaution à prendre pour les mettre à l'abri des rigueurs de l'hiver tombent à la charge de l'entrepreneur, qui demeure, en outre, responsable des dommages résultant de la non-exécution des ordres du chef du génie.

L'entrepreneur est également responsable de toutes les avaries, pertes et dégradations qui seraient causées, soit par sa négligence ou le retard mis à exécuter les travaux, soit par la non-observation des prescriptions du chef du génie.

Au contraire, quand les ordres de cet officier ont été ponctuellement suivis, les mesures de précaution à prendre sont au compte de l'Etat, ainsi que les travaux qui seraient à faire pour réparer les dégradations que ces précautions seraient impuissantes à prévenir, sauf, toutefois, le cas où il y aurait vice d'exécution ou emploi de matériaux défectueux.

47. — Après l'achèvement de chaque ouvrage exécuté aux prix du marché, l'entrepreneur est tenu de faire enlever, à ses frais, les échafaudages, les ponts et les rampes de service, et, généralement, tout ce qui a servi à l'exécution des travaux.

Il doit pareillement, à son compte, faire enlever les décombres et les transporter aux endroits qui lui sont désignées, boucher les trous d'échafaudages, combler les rigoles, les puisards, les fosses à chaux, etc., et faire partout place nette.

S'il s'agit de démolitions ou d'ouvrages exécutés à l'économie, ou au compte de l'État, l'enlèvement des décombres et celui des échafaudages qui ont été spécialement établis pour ces démolitions ou ces ouvrages incombent au département de la guerre.

48. — Dans la confection des ouvrages d'ameublement ou de serrurerie, des outils, des ustensiles et autres objets analogues, l'entrepreneur est tenu de suivre exactement les modèles qui lui sont fournis par l'État, et sont déposés dans les magasins du génie. Toute pièce non conforme à ces modèles peut être rejetée.

L'entrepreneur est tenu, en outre, de faire marquer à ses frais, avec un fer chaud, des lettres GM, et, au besoin, du millésime de l'année de leur confection, tous ceux des meubles, outils, ustensiles et autres objets qu'il livre, pour lesquels le chef du génie juge que cette mesure peut être utile.

Les marques sont fournies par l'État et déposées au bureau du génie ; elles ne sont jamais appliquées avant la réception des objets.

49. — L'entrepreneur garantit pendant dix ans, suivant les règles du droit commun, les gros ouvrages qu'il fait exécuter ; il garantit les autres pendant un an, à partir du jour de l'approbation, par le Ministre, des comptes de l'exercice.

Toutefois, les dégradations ou les avaries dues, soit à la nature du sol, soit aux vices des plans et projets, soit à la qualité défectueuse des matériaux prescrits, ne sont pas au compte de l'entrepreneur, à moins qu'il ne

soit prouvé qu'il s'est écarté, d'une façon préjudiciable, des ordres qu'il avait reçus.

CHAPITRE V.

DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES TRAVAUX EN RETARD DU FAIT DE L'ENTREPRENEUR.

Lorsque les ordres du chef du génie relativement à un travail déterminé n'ont point été exécutés dans le délai prescrit, cet officier met l'entrepreneur en demeure d'y pourvoir, et lui assigne, à cet effet, un nouveau délai de cinq jours au plus, passé lequel le directeur peut autoriser l'exécution du travail en souffrance, soit par des ouvriers militaires ou civils, employés à la journée au compte de l'entrepreneur, et payés d'après un tarif fixé par cet officier, soit par tout autre moyen.

Les frais d'embauchage de ces ouvriers sont également au compte de l'entreprise.

Les matériaux nécessaires à l'exécution de ce travail peuvent aussi être, s'il y a lieu, achetés au compte de l'entrepreneur.

Les dépenses sont réglées comme il est dit au troisième paragraphe de l'article 55 ci-après.

51. — Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas, d'une manière générale, aux ordres de services donnés par les officiers du génie, lorsque les travaux ne sont pas entrepris à l'époque fixée, qu'ils languissent ou qu'ils sont suspendus, et qu'on peut craindre que leur exécution ne soit pas terminée à l'époque prescrite, le directeur, sur le rapport du chef du génie, met l'entrepreneur et sa caution en demeure de se conformer aux prescriptions de cet officier dans un délai déterminé, qui ne doit pas être inférieur à dix jours.

Si, passé ce délai, les dispositions prescrites n'ont pas été exécutées, le directeur ordonne l'établissement d'une régie aux frais de l'entrepreneur, soit pour la totalité, soit pour une partie seulement des travaux.

Il est aussitôt rendu compte de cette mesure au Ministre, qui peut, selon les circonstances, soit prescrire la continuation de la régie, soit exiger la continuation du marché par la caution, soit résilier purement et simplement ce marché, soit, enfin, ordonner la passation d'un nouveau marché aux risques et périls de l'entreprise.

52. — En vue d'assurer, en temps opportun, l'exécution des mesures prévues par les deux articles qui précèdent, il est institué dans chaque place un gérant éventuel, accrédité auprès du trésorier-payeur général, conformément aux règlements sur la matière.

Ce gérant est chargé, s'il y a lieu, d'acquitter le paiement des salaires dus aux ouvriers, dans le cas prévu à l'article 19.

53. — Dès que la mise en régie ou la passation d'un marché à leurs risques et périls a été signifiée à l'entrepreneur et à sa caution, il leur est interdit d'intervenir dans l'exécution des travaux qui en sont l'objet.

L'entrepreneur évincé est tenu de remettre, sur l'ordre du chef du génie, les locaux et les terrains qui lui ont été prêtés. Faute par lui de le faire, il devient responsable des conséquences, et il est procédé d'office, à ses frais, à la reprise des lieux, nonobstant toute opposition.

Un procès-verbal détaillé constatant l'état d'avancement des travaux, ainsi que la situation des ateliers, la nature, la quantité et la qualité du matériel et des matériaux approvisionnés, est immédiatement dressé par le sous-intendant militaire, en présence du maire, du chef du génie et du gérant ou du nouvel entrepreneur.

Sommation d'assister à l'opération est faite à l'entrepreneur évincé et à sa caution, qui peuvent, d'ailleurs, l'un et l'autre, consigner leurs observations au procès-verbal.

Un procès-verbal analogue est établi dans le cas où la caution est purement et simplement substituée à l'entrepreneur.

54. — Quand la régie embrasse la totalité des travaux ordonnés, elle a généralement pour durée celle de l'exercice en cours. Toutefois, le Ministre peut en décider la continuation au delà de l'exercice ; il peut aussi prononcer, à un moment quelconque, la résiliation pure et simple du marché, ou ordonner la passation d'un nouveau marché aux risques et périls de l'entreprise.

Quant la régie est partielle, elle n'a que la durée nécessaire pour faire face aux besoins des services en souffrance.

Pendant la durée de la régie, l'entrepreneur est autorisé à en suivre les opérations, sans qu'il puisse, toutefois, entraver l'exécution des ordres donnés par les officiers ou le gérant. Il peut, d'ailleurs, en être relevé, s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

Quand un marché est passé aux risques et périls de l'entreprise, il a la durée qui restait à courir à celle-ci. Lors même que cette durée serait supérieure à trois années, le nouvel adjudicataire n'a pas la faculté de résilier à l'expiration du ternaie.

55. — Les travaux mis en régie sont exécutés, suivant les circonstances, d'après des marchés particuliers passés à bref délai, ou au moyen d'achats directs et d'ouvriers travaillant à la journée, sans que l'entrepreneur évincé ni sa caution puissent intervenir, autrement que dans la limite prévue à l'article précédent.

Dans le cas où le Ministre a décidé qu'un marché se-

rait passé à leurs risques et périls, ils ne peuvent davantage intervenir, ni élever aucune réclamation contre les conditions ou le mode de passation de ce marché.

Dans l'un et l'autre cas, il peut être fait usage, sur l'ordre du directeur, de tout ou partie du matériel et des approvisionnements de l'entreprise, y compris les chevaux. La valeur du matériel et des approvisionnements ainsi retenus est indiquée dans le procès-verbal prévu par l'article 52; elle est calculée d'après les éléments fournis par le bordereau, ou, à défaut, elle est estimée de gré à gré ou à dire d'experts. Lorsqu'il n'est rien spécifié à cet égard, cette mesure ne s'applique qu'aux matériaux approvisionnés par ordre, pour le compte de l'Etat, lorsqu'ils ont été d'ailleurs acceptés par un officier du génie.

Lorsque le compte des travaux exécutés en régie ou en vertu d'un marché passé aux risques et périls de l'entreprise accuse une dépense plus forte que celle qui serait résultée de l'application des prix du bordereau et des conditions du marché primitif, l'excédant de dépense tombe tout entier à la charge de l'entrepreneur évincé et de sa caution, et le remboursement en est poursuivi par toutes les voies de droit; si, au contraire, la dépense est moindre, la différence profite à l'Etat,

56. — L'entrepreneur est passible des peines d'emprisonnement et d'amende prononcées par les articles 430 et suivants du Code pénal (1), si, par mauvais vouloir,

(1) D'après cet article 430: « Tout entrepreneur ou tout agent de l'entrepreneur qui, sans y avoir été contraint par une force majeure, fait manquer le service des travaux militaires, peut être condamné à la peine de la réclusion et au paiement d'une amende qui ne peut être au-dessous de 500 francs, le tout sans préjudice de peines plus fortes, en cas d'intelligences avec l'ennemi.

il fait manquer les travaux ou les fournitures dont il est chargé ; si, par négligence, il occasionne des retards préjudiciables à leur exécution et à leur livraison, ou s'il se rend coupable de fraude, soit sur la nature, sur la qualité ou sur la quantité des travaux faits ou des objets fournis, soit sur la main-d'œuvre.

Il en est de même pour la caution, les héritiers ou les créanciers de l'entrepreneur, lorsqu'ils sont substitués à celui-ci dans l'exécution des travaux.

CHAPITRE VI.

MESURAGE, COMPTABILITÉ ET PAVEMENT.

57. — Tous les ouvrages prévus au bordereau sont payés à l'entrepreneur, à la mesure, au poids ou à la pièce, aux prix qui y sont portés pour chaque unité, sous les seules exceptions qui peuvent résulter du cahier des charges spéciales, et, notamment, de l'emploi, par ordre, d'ouvriers militaires sur les travaux, suivant ce qui est dit à l'article 59 ci-après.

L'entrepreneur n'est jamais admis à réclamer, sous aucun prétexte, contre les prix du marché qui ont été par lui consentis ; ces prix constituent un forfait sur lequel il ne peut revenir, quelles que soient les difficultés, prévues ou non prévues, rencontrées par lui

« Dans le cas de simple négligence ayant amené le retard des travaux, et dans celui où il y a eu fraude sur la nature, la qualité ou la quantité des choses fournies, des ouvrages faits ou de la main-d'œuvre employée, les coupables peuvent être punis d'un emprisonnement de six mois à cinq ans, et d'une amende de 100 francs au moins, sans préjudice d'ailleurs pour l'Etat des démolitions ordonnées.

« Les poursuites ne pourront avoir lieu par les autorités judiciaires que sur la dénonciation du Ministre de la guerre. »

dans l'exécution des travaux, alors, d'ailleurs, que ce n'est point par la seule volonté de l'Administration que les conditions d'exécution se trouvent modifiées au cours de l'entreprise.

Les officiers font les mesurages ainsi que les pesées. L'entrepreneur est tenu d'y assister à l'heure qui lui a été indiquée, faute de quoi, il peut être passé outre ; et si les mesures ou les pesées qui ont été prises ne sont plus susceptibles de vérification, les inscriptions faites sont obligatoires pour l'entrepreneur.

Aucun objet, payable au poids, ne peut être mis en place qu'après avoir été pesé ; dans le cas où cette formalité n'a pas été remplie, l'entrepreneur est tenu de déplacer l'objet à ses frais, ou de s'en rapporter à l'appréciation de poids faite par le chef du génie.

Les mesurages sont faits en embrassant des parties d'ouvrages aussi grandes que possible ; ceux qui n'ont pour objet que de régler le paiement des ouvriers regardent uniquement l'entrepreneur.

L'entrepreneur ne peut, dans aucun cas, pour les mètres, mesurages ou pesées, invoquer en sa faveur les us et coutumes du pays.

58. — Dans le cas de travaux ou de fournitures non prévus au bordereau des prix, et à faire par d'autres que par l'entrepreneur, ce dernier est tenu, sur l'ordre du chef du génie, de faire les démarches nécessaires pour procurer les ouvriers ou les fournisseurs dont on a besoin, et, ultérieurement, d'acquitter, à l'époque qui lui sera fixée, le montant de ces travaux et de ces fournitures, sur la production de feuilles de dépense ou de paiement visées, à cet effet, par le chef du génie.

L'État se charge toujours de se procurer et de payer directement les ouvriers et les fournisseurs, quand le total de la dépense doit excéder 1,000 francs.

Dans les autres cas, lorsque l'entrepreneur intervient, il est dans l'obligation, avant d'effectuer le paiement

des feuilles de dépense, de s'assurer, sous sa responsabilité :

1° Que l'arrêté de la dépense est mis en toutes lettres ;

2° Que l'acquit est donné par la personne même désignée sur la feuille, par ses héritiers ou ayants cause, ou par son fondé de pouvoirs ; dans ces deux derniers cas, la feuille de paiement doit être accompagnée des pièces notariées qui constatent les droits des héritiers ou ayants cause, ou d'une expédition de la procuration consentie par le titulaire.

En cas de doute ou de difficultés, l'entrepreneur doit surseoir au paiement, et prendre les instructions du chef du génie.

Les feuilles de dépense ne sont portées en compte, à l'entrepreneur, qu'après qu'elles ont reçu l'acquit des parties prenantes, et que lui-même a signé le certificat apposé à la fin de chaque feuille, attestant que les paiements ont été effectués par lui.

Le paiement des feuilles de dépense constitue une charge de l'entreprise, et ne donne lieu à l'allocation d'aucune indemnité ; mais le montant des paiements de l'espèce n'est pas soumis à la retenue de garantie déterminée ci-après, et est remboursé intégralement à l'entrepreneur, dans le plus bref délai possible.

Le montant total des dépenses sur feuilles de paiement à faire, pendant le cours de chaque exercice, et par chaque adjudicataire, ne pourra, dans aucun cas, dépasser la somme fixée, à cet effet, au cahier des charges spéciales, sauf le consentement écrit de l'entrepreneur.

59. — Les sommes dues aux soldats et aux prisonniers de guerre, ainsi qu'aux condamnés militaires, employés par ordre sur les travaux, sont payées aux conseils d'administration des corps auxquels ils appartiennent, ou au chef de détachement.

Lorsque ces paiements ne donnent pas lieu à des mandats du directeur, l'entrepreneur est tenu de les effectuer, sur la production d'états d'emargement dressés par les officiers du génie, visés par le chef du génie, et signés par la partie prenante.

Si les ouvriers militaires travaillant par ordre sont au compte de l'État, le montant de la feuille d'emargement acquittée par l'entrepreneur est porté au compte de ce dernier. Il lui est tenu compte, d'ailleurs, aux prix du bordereau ou à l'estimation, des fournitures de matériaux ou autres objets qu'il reçoit l'ordre de faire aux ouvriers militaires.

Si ces ouvriers sont employés, par ordre, au compte de l'entrepreneur, dans des travaux qui doivent être payés à ce dernier à la journée, le montant de la feuille d'emargement est porté en compte à l'entrepreneur, sans addition d'aucun bénéfice ni indemnité.

Enfin, si des ouvriers militaires travaillant, par ordre, au compte de l'entrepreneur, sont employés à des ouvrages qui doivent être payés au mètre à ce dernier, on porte en compte à l'entrepreneur, outre le montant de la feuille d'emargement, sans l'addition d'aucune indemnité, la dépense de l'ouvrage résultant de l'application des prix du bordereau, comme si cet ouvrage avait été fait par des ouvriers civils ; mais on déduit de la somme ainsi calculée autant de fois les $\frac{3}{5}$ du prix d'une journée d'ouvrier civil qu'il a été employé de journées d'ouvriers militaires.

60. — Les inscriptions destinées à établir les sommes dues à l'entrepreneur sont faites sur des carnets relevés sur un registre de comptabilité, et reproduites dans des comptes d'exercice.

Les dimensions, les surfaces et les produits résultant d'application de prix, de surenchères, de rabais, sont inscrits avec deux décimales ; les volumes et les poids avec trois. La dernière décimale à conserver est aug

mentée d'une unité quand la première de celles qu'on néglige est égale ou supérieure à cinq.

Les erreurs commises dans les inscriptions sont toujours corrigées ostensiblement, et approuvées au-dessus de la signature ou en marge ; elles ne doivent jamais être grattées ni surchargées.

61. — Tous les éléments de dépenses, tels que journées, mesurage, pesées, avec les numéros du bordereau qui leur correspondent et avec ceux des articles et des sections que les ouvrages concernent, sont, ainsi que les dépenses acquittées sur feuilles de paiement, portés, par ordre de dates, et sans lacunes, sur des carnets cotés et paraphés par le chef du génie ou le directeur, et tenus par les officiers chargés des ateliers ou leurs adjoints ; ces carnets sont arrêtés aux époques fixées par les instructions, et signés par l'entrepreneur, après chaque arrêté.

Si l'entrepreneur refuse de signer les carnets, ou ne les signe qu'avec réserves, il est fait application des dispositions de l'article 36 ci-dessus, en ce qui concerne le délai qui lui est accordé pour formuler ses observations.

62. — Les inscriptions faites sur les carnets sont, après chaque arrêté, relevées par article et par section d'ouvrage, par les soins du chef du génie, sur un registre coté et paraphé par le directeur, et conservé au bureau du génie de la place. On y porte d'abord les travaux exécutés au prix du bordereau ou à l'estimation, en leur faisant l'application de ces prix, et on inscrit ensuite les dépenses acquittées sur feuilles de paiement.

Ce registre est arrêté par article et par section, et signé par l'entrepreneur après chaque arrêté, ainsi qu'à la récapitulation finale, aux époques fixées par les instructions.

L'entrepreneur peut toujours faire prendre copie du registre de comptabilité déposé au bureau du génie.

63. — Les comptes d'exercice se composent de règlements définitifs des travaux, de comptes sommaires, de bordereaux des prix, du procès-verbal d'adjudication et du cahier des charges spéciales, ou d'extraits de ces trois dernières pièces.

Les règlements reproduisent, par article et par section d'ouvrage, les inscriptions consignées sur le registre de comptabilité, mais en supprimant les éléments de détails, et en groupant, pour chaque article et pour chaque section séparément, les quantités de même nature et de même prix, ainsi que les dépenses acquittées sur feuilles de paiement ; ils sont arrêtés et signés par article, ainsi qu'à la récapitulation finale.

Les comptes sommaires sont le résumé succinct des règlements généraux et définitifs ; ils reproduisent sommairement la dépense de chaque article et de chaque section, et ils donnent le relevé détaillé des mandats d'à-compte délivrés à l'entrepreneur dans le courant de l'exercice, ainsi que l'indication des sommes qui lui restent dues pour parfait paiement. L'arrêté qui constate ce résultat est signé par l'entrepreneur et par le chef du génie.

Les règlements définitifs et comptes sommaires sont dressés par les soins du chef du génie ; il est établi :

1° Deux copies, sur papier libre, du règlement définitif établi en tous détails, suivant la forme en usage dans le service du génie ;

2° Une copie, sur papier timbré, du même règlement abrégé, mentionnant sans autres détails, par articles et sections, les pages du registre de comptabilité, les numéros et le texte des articles du bordereau des prix, les quantités, les prix et les sommes résultant de leur application ;

3° Trois copies du compte sommaire, sur papier libre ;

4° Une expédition, sur timbre, du procès-verbal d'adjudication.

Cette dernière pièce, ainsi que les expéditions timbrées du cahier des charges spéciales et du bordereau des prix, ne sont produites que pour le premier des exercices auxquels l'entreprise se rapporte, au moment du paiement pour solde.

Les frais de timbre restent seuls au compte de l'entrepreneur.

Les comptes d'exercice ne sont définitifs qu'après leur approbation par le ministre de la guerre.

64. — L'entrepreneur est payé des sommes qui lui sont dues au moyen d'à-compte, dans le courant de l'année, et d'un solde final, après la liquidation, par le ministre, des comptes de l'exercice.

Aucune époque n'est fixée pour la délivrance de ces à-compte; par suite, l'entrepreneur ne peut, faute d'en recevoir, ni réclamer une indemnité, ni demander la résiliation de son marché, ni suspendre, de lui-même, les travaux dont il a obtenu l'adjudication.

Il est tenu, au contraire, de se mettre, au besoin, en avance, dans le courant de l'année, d'une somme au moins égale au fonds de roulement déterminé par l'article 11. Cette avance est, bien entendu, complètement indépendante de celle des frais nécessités par l'acquisition du matériel et l'installation des chantiers, tel qu'ils sont définis par l'article 25 ci-dessus. Elle est également indépendante de la retenue ci-après.

Les à-compte ne peuvent, en tous cas, jamais excéder les cinq sixièmes de la dépense effective, quand il s'agit de travaux faits sur les fonds du service ordinaire, et les onze douzièmes, dans le cas de travaux exécutés sur les crédits du service extraordinaire. Toutefois, le remboursement des dépenses acquittées sur feuilles de paiement n'est point soumis à cette retenue.

Les approvisionnements faits par l'entrepreneur, pour

l'exécution des travaux, ne comptent pas dans l'évaluation de la dépense effective, même quand ils sont rendus sur les ateliers, à moins que l'entrepreneur ne les ait faits par ordre, pour le compte de l'Etat, et qu'ils n'aient été, en outre, acceptés par un officier du génie.

Les paiements sont faits à l'entrepreneur au moyen de mandats, timbrés à ses frais, que lui délivre le directeur, et dont il donne récépissé au chef du génie, sur le registre de comptabilité. Ces mandats ne sont payables que jusqu'au 30 juin de la seconde année de l'exercice à la caisse du payeur, et jusqu'au 20 du même mois pour les autres caisses; ceux qui n'ont pas été acquittés à cette époque sont annulés. Le ministre peut, d'ailleurs, ordonnancer directement les dépenses que ces mandats ont pour objet, pourvu que la demande lui en soit faite à temps.

Indépendamment des pièces dont le règlement du 3 avril 1869 prescrit l'établissement aux directeurs, pour être jointes au premier mandat d'à-compte, doivent être joints à ce mandat, à la diligence de l'entrepreneur, un extrait certifié du procès-verbal d'adjudication mentionnant l'approbation et l'enregistrement, un extrait du cahier des charges faisant connaître le montant du cautionnement et les conditions de paiement, et un certificat de réalisation de ce cautionnement ou de la dispense qui en a été donnée.

Le paiement pour solde n'a lieu qu'après l'approbation par le ministre, des comptes de l'exercice, et, s'il y a lieu, la justification par l'entrepreneur de l'accomplissement des obligations mises à sa charge, envers les tiers, par l'article 26.

Les ordonnances ministérielles de paiement peuvent être émises jusqu'au 31 juillet de la seconde année de l'exercice; elles doivent être présentées au Trésor, au plus tard le 31 août, à la caisse du payeur, et le 20 du même mois aux autres caisses. Passé ce délai, les som-

mes qui n'ont pas été payées ne peuvent plus l'être que par rappel sur les exercices clos.

Dans le cas de saisies-arrêts ou oppositions sur les sommes mandatées ou ordonnancées, ces sommes sont versées par le payeur à la Caisse des dépôts et consignations, et ce versement libère le département de la guerre vis-à-vis de l'entrepreneur.

CHAPITRE VII.

CAS DE RÉSILIATION DU MARCHÉ. — INDEMNITÉS. RÉCLAMATIONS.

65. — Dans le cas prévu au deuxième paragraphe de l'article 8, les marchés peuvent être résiliés à l'expiration du premier ternaire, soit par l'entrepreneur, soit par le ministre, à la seule condition de prévenir par écrit, six mois à l'avance, c'est-à-dire avant le 1^{er} juillet de la troisième année.

Le ministre a le droit de résilier tous marchés :

1^o Lorsque l'entrepreneur n'a pas fourni son cautionnement à l'expiration du délai fixé, ou que, en cas de mort de sa caution, il n'en a pas fait agréer une autre dans le délai de trois mois ; le tout, conformément à ce qui est dit à cet égard dans l'instruction sur les cautionnements à fournir par les entrepreneurs du service du génie ;

2^o Quand l'entrepreneur ne satisfait pas aux obligations personnelles que lui imposent les articles 13 et 14 du présent cahier des clauses et conditions générales ; notamment, en cas de sous-traité passé sans autorisation ;

3^o En cas de travaux en retard, conformément aux articles 51 et 54 ;

4^o La résiliation résulte, de plein droit, de la mort de l'entrepreneur, ou de sa mise en faillite, sauf les cas exceptionnels prévus aux articles 15 et 16 ci-dessus.

Ces différents cas de résiliation n'ouvrent à l'entrepreneur aucun droit d'indemnité : dans les cas 1°, 2° et 4°, il est tenu, au contraire ainsi que ses héritiers ou sa caution, sur la réquisition du chef du génie inscrite au registre d'ordres, d'assurer le service aux clauses et conditions de l'entreprise, au delà du jour où la résiliation est prononcée, pour un temps qui ne peut excéder trois mois.

66. — La résiliation est accordée immédiatement à l'entrepreneur qui la demande :

1° Dans le cas d'ajournement des travaux pour plus d'une année, soit avant, soit après commencement d'exécution. Ce délai d'un an ne peut, toutefois, commencer à courir que de la réalisation du cautionnement en valeurs exigées par l'instruction spéciale ;

2° Dans le cas de cessation absolue des travaux ;

3° Lorsque la place, menacée d'hostilités, est déclarée en état de guerre ;

4° Enfin, la résiliation est la conséquence du seul fait de la déclaration de l'état de siège dû à la présence de l'ennemi.

Dans les cas de résiliation spécifiés aux deux premiers paragraphes du présent article, l'entrepreneur peut recevoir, à titre de dédommagement, une indemnité qui est fixée par le ministre. En cas de contestation, le conseil de préfecture et, s'il y a lieu, le Conseil d'Etat sont appelés à statuer. Dans aucun cas, cette indemnité ne peut être basée sur des éventualités de bénéfices que l'entrepreneur aurait pu réaliser.

En dehors des cas de cessation absolue ou d'ajournement de plus d'une année donnant ouverture à résiliation, il ne sera accordé à l'entrepreneur aucune indemnité pour retard avant le commencement des travaux, ni pour suspension ou ralentissement en cours d'exécution.

L'entrepreneur n'a droit à aucune indemnité dans les

cas de résiliation résultant de la déclaration de l'état de guerre ou de l'état de siège.

67. — La déclaration de résiliation est constatée, pour l'entrepreneur, par la lettre qu'il adresse, à cet effet, au ministre, et qu'il remet au chef du génie, lequel en donne immédiatement récépissé; pour le département de la guerre, elle est constatée par la transcription, sur le registre d'ordres, de la décision ministérielle qui la prononce.

68. — Dans le cas de résiliation provenant de la déclaration de la place en état de guerre ou en état de siège, l'entrepreneur sortant est tenu, si le directeur en donne l'ordre, d'abandonner à l'Etat la totalité ou la partie qui lui sera désignée de son matériel et de ses approvisionnements. Cette cession a lieu aux prix du bordereau; à défaut, il est traité de gré à gré ou à dire d'experts.

Si rien n'est prescrit, les matériaux approvisionnés par ordre, et acceptés, restent seuls au compte de l'Etat.

Dans les cas de résiliation autres que ceux spécifiés ci-dessus, la reprise du matériel et des approvisionnements de l'entrepreneur sortant s'effectue dans les conditions indiquées aux articles 25, 27 et 28 ci-dessus.

69. — Les droits nouveaux, ou suppléments de droits, de douanes, d'octroi et autres établis pendant la durée du marché sur les matériaux employés dans l'exécution des travaux ordonnés, sont portés en compte à l'entrepreneur, sur la production des quittances qui lui auront été délivrées par les agents préposés à la perception de ces droits.

Dans le cas de suppression ou de diminution de ces mêmes droits, les prix du bordereau concernant les matériaux ou autres objets soumis à ces droits, ainsi que

ceux des ouvrages dans lesquels entrent ces matériaux ou objets, seront réduits, soit au moyen d'une convention amiable approuvée par le ministre, soit d'après des expertises contradictoires approuvées de la même manière.

Si, pendant la construction d'un ouvrage, des changements ordonnés par écrit, autres, toutefois, que ceux pouvant résulter de l'emploi, prévu par l'article 29, de matériaux appartenant à l'Etat, étaient de nature à porter préjudice aux intérêts de l'entrepreneur, celui-ci recevrait une indemnité dans laquelle on tiendrait compte, aux prix du marché, des sommes dues pour les travaux faits, et de celles qui résulteraient des changements prescrits; elle ne pourrait, dans aucun cas, être basée sur les éventualités de bénéfice que l'entrepreneur aurait pu réaliser, si ces changements n'avaient pas eu lieu.

Il n'est dû à l'entrepreneur aucune indemnité, ni pour le droit de patente auquel il est assujéti par la loi, ni pour les constructions, les changements ou les suppressions d'ouvrages, de canaux, de routes, de chemins, etc., qui surviendraient pendant la durée du marché, et qui nuiraient à ses transports, à la facilité du débarquement de ses matériaux ou à la marche des usines, ni, enfin, pour aucun cas autre que ceux spécifiés ci-dessus.

70. — En cas de difficultés concernant soit l'exécution des travaux, soit l'application des prix du bordereau, soit l'observation des clauses et des conditions du marché, si l'entrepreneur n'accepte pas la solution donnée par le chef du génie, il en réfère au directeur.

La décision de ce dernier est immédiatement exécutoire, par provision; mais l'entrepreneur est libre alors d'en appeler au ministre de la guerre. Dans ce dernier cas, si la décision du directeur a pour effet de faire disparaître le point matériel de la difficulté, la situation de l'état des choses ou des lieux doit être préalablement constatée par un procès-verbal dressé par le sous-inten-

dant militaire, de concert avec le maire et le chef du génie, l'entrepreneur présent ou dûment appelé.

Enfin, ce n'est que dans le cas où sa réclamation n'est pas admise par le ministre que l'entrepreneur peut déférer le litige, par la voie contentieuse, à la juridiction administrative. Il en est de même dans le cas où le ministre n'aurait point répondu, dans un délai de trois mois, à la réclamation à lui adressée.

Toutes réclamations relatives à des travaux ou à des dépenses de l'entreprise, autres que celles périmées dans les délais fixés par les articles 36 et 61 ci-dessus, sont frappées de déchéance si elles n'ont point été présentées dans les six mois qui suivent la date de l'arrêté, par le chef du génie, du règlement définitif des travaux de l'exercice. Ces réclamations n'ont, d'ailleurs, de caractère officiel que quand elles sont écrites et signées.

Sont, en outre, prescrites et définitivement éteintes au profit de l'Etat, sans préjudice des autres déchéances consenties par le marché, toutes les créances produites par l'entrepreneur, qui, n'ayant pas été acquittées avant la clôture de l'exercice auquel elles appartiennent, n'ont pas, à défaut de justification suffisante, été liquidées, ordonnancées et payées dans un délai de cinq années, à partir de l'ouverture de l'exercice, pour les créanciers domiciliés en Europe, et de six années, pour les créanciers résidant hors du territoire européen. Toutefois, cette disposition n'est point applicable aux créances dont l'ordonnancement et le paiement n'ont pu être effectués dans les délais déterminés, par le fait de l'administration. ou par suite de pourvois formés devant le Conseil d'Etat.

Quant aux réclamations des fournisseurs, des sous-traitants autorisés et des autres préposés ou agents de l'entrepreneur, en paiement de dépenses pour travaux, fournitures ou livraisons qu'ils ont faits pour le service de l'entreprise, le chef du génie n'intervient que comme arbitre, et le directeur ou le ministre de la guerre que

pour viser les pièces que les réclamants croient devoir présenter à l'effet de donner par là une date certaine à leurs réclamations, et de s'assurer, pour le paiement de leurs créances par l'entrepreneur, le privilège mentionné dans l'instruction sur les cautionnements.

Ce privilège ne peut, d'ailleurs, s'exercer, en ce qui concerne le cautionnement proprement dit, que dans la forme indiquée dans l'instruction précitée, et à l'égard des sommes que le département de la guerre peut devoir à l'entrepreneur, que par la production, devant les tribunaux, des pièces visées, et par opposition, signifiée et reçue au bureau des oppositions à Paris pour les paiements qui s'effectuent à la caisse centrale, et aux caisses des payeurs pour les paiements à opérer dans les départements. Les oppositions faites à toute autre personne, notamment au ministre de la guerre et aux agents militaires, sont considérées comme nulles et non avenues.

Versailles, le 25 novembre 1876.

APPROUVÉ :

Le ministre de la guerre,

Signé : G^d A. BERTHAUT.

MODÈLE N° 1.

ENGAGEMENT DE LA CAUTION.

Je soussigné (nom, prénoms et qualités), affirme avoir pris une parfaite connaissance de tous les prix du bordereau, du cahier des clauses et conditions générales et du cahier des charges spéciales du marché.....
; et je déclare me rendre caution du sieur N. (nom et prénoms) pour le cas où il serait reconnu adjudicataire; et je m'engage, à cet effet, conjointement et solidairement avec lui, à l'entière et ponctuelle exécution de toutes les clauses et de toutes les conditions dudit marché.

En foi de quoi j'ai apposé ma signature sur le présent engagement.

A

, le

18

N.

NOTA. Si la caution n'écrit pas l'engagement, elle doit l'approuver elle-même au-dessus de sa signature. L'engagement doit être écrit sur papier timbré, à peine d'encourir l'amende prononcée par la loi.

MODÈLE N° 2.

SOUMISSION.

Je soussigné (nom, prénoms et qualités), déclare avoir pris une parfaite connaissance de tous les prix du bordereau, du cahier des clauses et conditions générales et du cahier des charges spéciales du marché..... ; et je m'engage à faire exécuter loyalement ces ouvrages, en me conformant, de tous points, aux clauses et conditions dudit marché, le tout moyennant un rabais (ou une surenchère) sur l'ensemble des prix du bordereau de... pour cent (p. 0/0). (Spécifier l'offre d'abord en toutes lettres, puis en chiffres, en n'employant que la demi-unité pour fraction.) (1)

En foi de quoi j'ai apposé ma signature sur la présente soumission.

A , le 18

N.

NOTA. La soumission doit être faite sur papier timbré, à peine d'encourir l'amende prononcée par la loi.

Elle ne doit stipuler aucune condition de nature à modifier ou à annuler les clauses du cahier des clauses et conditions générales du cahier des charges spéciales, à peine de nullité.

(1) Exemple : Trois et demi pour cent (3 1/2 p. 0/0).

INDEX.**CHAPITRE PREMIER.****PASSATION ET DURÉE DES MARCHÉS. — CAUTIONNEMENTS.**

	N ^{os} des articles.
Des divers marchés.....	1
Conditions exigées des candidats aux adjudications.....	2
Plis cachetés et soumissions à produire.....	3
Séance d'adjudication.....	4
Décision du ministre sur l'adjudication.....	5
Frais d'adjudication, de timbre et d'enregistrement.....	6
Cautionnement.....	7
Durée du marché.....	8, 9 et 10
Renseignements à fournir à l'entrepreneur.....	11 et 12

CHAPITRE II.**DISPOSITIONS CONCERNANT LE PERSONNEL
DE L'ENTREPRISE.**

Entrepreneur unique.....	13
Résidence de l'entrepreneur.....	14
Cas de décès de l'entrepreneur.....	15
Cas de faillite de l'entrepreneur.....	16
Devoirs personnels de la caution, des héritiers ou créanciers substitués à l'entrepreneur.....	17
Agents et moyens de l'entreprise.....	18
Paiement des ouvriers.....	19
Ouvriers militaires employés à l'exécution des travaux.....	20
Réquisition d'ouvriers.....	21
Police des travaux.....	22
Difficultés entre l'entrepreneur, ses agents et ses ouvriers.....	23
Ouvriers blessés sur les travaux.....	24

CHAPITRE III**DISPOSITIONS CONCERNANT LE MATÉRIEL
ET LES APPROVISIONNEMENTS
DE L'ENTREPRISE.**

Matériel et installations de l'entreprise.....	25
Extraction des matériaux.....	26

Approvisionnements.....	27
Matériaux approvisionnés par ordre, pour le compte de l'Etat.....	28
Emploi de matériaux à l'Etat.....	29
Outils à fournir aux ouvriers militaires employés par ordre.....	30
Prêt de locaux ou de terrains à l'entrepreneur...	31
Prêt d'outils à l'entrepreneur.....	32
Indemnité aux locataires des terrains militaires..	33
Mesures de police et de voirie.....	34

CHAPITRE IV.

EXÉCUTION ET GARANTIE DES TRAVAUX.

Ordres à l'entrepreneur.....	35
Attachements à prendre.....	36
Règles à suivre dans l'exécution des travaux....	37
Travaux de démolition.....	38
Objets trouvés dans les fouilles.....	39
Ouvrages non compris au bordereau.....	40
Ouvrages à l'estimation.....	41
Ouvrages à l'économie ou à la journée.....	42
Ouvrages à forfait.....	43
Faculté réservée à l'Etat de passer des marchés spéciaux	44
Interdiction de faire travailler les dimanches et les jours fériés.....	45
Domages résultant du fait de l'entreprise.....	46
Enlèvement des échafaudages, ponts de service, décombres, etc.....	47
Objets d'ameublement, de serrurerie et autres....	48
Garantie des ouvrages.....	49

CHAPITRE V

DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES TRAVAUX EN RETARD DU FAIT DE L'ENTREPRENEUR.

Retard dans le cas d'un travail déterminé.....	50
Impuissance, mauvaise volonté ou négligence persistante de l'entrepreneur.....	51
Gérant éventuel.....	52
Mise en régie ou passation d'un marché aux risques et périls de l'entreprise	53
Durée de la régie ou du marché passé aux risques	

et périls de l'entrepreneur.....	54
Effets de la régie ou du marché passé aux risques et périls de l'entrepreneur.....	55
Peines dont l'entrepreneur et sa caution sont pas- sibles en cas de mauvais vouloir ou de négli- gence	56

CHAPITRE VI.

MESURAGE, COMPTABILITÉ ET PAYEMENTS.

Mesurages et pesées.....	57
Dépenses acquittées sur feuilles de paiement.....	58
Travaux faits par des militaires employés par ordre.....	59
Inscription des dépenses.....	60
Carnets	61
Registre de comptabilité.....	62
Comptes d'exercice.....	63
Paiement des sommes dues à l'entrepreneur.....	64

CHAPITRE VI.

CAS DE RÉSILIATION DU MARCHÉ. — INDEMNITÉS. — RÉCLAMATIONS.

Résiliation des marchés.....	{ 65, 66, 67 et 68.
Indemnités	
Réclamations	70

MODÈLES.

- N° 1. Engagement de la caution.....
N° 2. Soumission.....



TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES.

ABANDON DES CHANTIERS (art. 12). — Conséquences qu'il peut avoir.

ACCIDENTS (art. 18). — L'entrepreneur est responsable des accidents qui arrivent sur ses chantiers, 62. — Cas dans lesquels la responsabilité de l'Etat est engagée, *ibid.* — Compétence, 88 et 184.

ADJUDICATION (art. 1 et 2). — Publicité et concurrence, 17 et Appendice. — Restriction au principe de la concurrence, 18. — Spécialement en ce qui concerne le service des bâtiments civils des palais nationaux, 20. — Formes à suivre pour les adjudications, 18. — Ces formes sont de rigueur, 19. — Confection de la liste des concurrents agréés, 19. — Qualités requises pour être admissible sur cette liste, 25. — L'administration a un pouvoir discrétionnaire pour arrêter la liste des concurrents, 19. — Mais elle *doit* adjuger à celui des concurrents qui a offert le plus fort rabais, *ibid.* — Procès-verbal d'adjudication, *ibid.* — — Recours contentieux, 20. — L'adjudication ne devient définitive qu'après l'approbation du préfet ou du ministre, 32. — Cas dans lequel l'approbation du préfet suffit, *ibid.* — Droit de l'entrepreneur à l'exécution des ouvrages compris dans son adjudication, 32.

AJOURNEMENT DES TRAVAUX (art. 34). — Donne lieu à résiliation lorsqu'il dépasse une année, 118. — Avec indemnité dans les termes du droit commun, 116; et reprise du matériel, 121. — L'administration est dispensée des conséquences de la résiliation, si l'ajournement a été rendu nécessaire par des circonstances de force majeure, 119. — La suspension des travaux, antérieure à la déclaration de cessation absolue ou d'ajournement, peut donner lieu à une indemnité spéciale et distincte, 44, 86 et 119. — Qui est due même si la résiliation n'a pas été demandée, 120. — Eléments

de l'indemnité de résiliation, *ibid.* — Evaluation de l'indemnité due pour la suspension des travaux, 121. — Modifications apportées à cet égard au cahier des clauses et conditions générales par la circulaire du 14 avril 1877, *ibid.* et Appendice.

ASSOCIÉS DE L'ENTREPRENEUR (art. 9). — Les associés, qui ne sont pas en nom dans le procès-verbal d'adjudication, n'ont pas qualité pour agir vis-à-vis de l'administration, 42 et 132.

ATTACHEMENTS (art. 39). — Les carnets d'attachements constatent la nature et la quantité des matériaux employés, 140. — Il peut aussi y être fait l'application des prix, *ibid.* — Délai pour les réserves, 139. — L'inscription sur le carnet d'attachements ne constitue pas titre pour l'entrepreneur, 217. — Mais elle crée une présomption en sa faveur, 80, 151 et 152.

AUGMENTATION DES PRIX (art. 33). — Ce qu'elle doit être pour pouvoir donner lieu à résiliation, 113. — Ne donne aucun droit à indemnité, *ibid.*; à moins qu'elle ne provienne du fait de l'administration, *ibid.*; — doit être signalée en cours d'exécution, 114. — Il doit en être tenu compte à l'entrepreneur à partir du jour de sa demande en résiliation, 115. — Cas où l'augmentation des prix est causée par un fait de force majeure, 114. — Cas où l'augmentation ne se produit qu'après l'abandon des travaux, 115. — Où elle n'existe plus au moment de la demande de résiliation, *ibid.*

AUGMENTATION DANS LA MASSE DES TRAVAUX (art. 30). — Donne lieu à résiliation si elle dépasse un sixième, mais sans indemnité, 106. — A quel moment prend naissance le droit à la résiliation, 108. — L'entrepreneur doit l'exercer pendant l'exécution des travaux, *ibid.* — Il ne peut exiger la reprise de son matériel, 107. — V. *Changement*.

ATELIERS (art. 18). — Rentrent dans les faux frais, 60.

AVANT-MÉTRÉ (art. 6). — Cas dans lesquels il est appelé à jouer un rôle important, 35.

BATARDEAUX. — Litiges auxquels ils ont donné lieu, 59.

BORDEREAU DES PRIX (art. 6 et 42). — Ce que c'est, 34. — Fait loi quant à la fixation des prix, *ibid.* — Le rabais porte sur les prix du bordereau, *ibid.* — Circulaire du 10 juillet 1858 à l'Appendice.

BUREAU (frais de). — Rentrent dans les faux frais, 60.

CARRIÈRES (art. 19). — Les extractions dans les carrières demeurent soumises aux règlements spéciaux, 64 et 67. — Les propriétaires ont droit à la valeur des matériaux extraits, lorsque la carrière est en exploitation : que faut-il entendre par là, 72. — Des changements de carrière en cours d'exécution (art. 29). — L'entrepreneur a droit à une indemnité si une substitution de carrière lui est imposée, 77. — A défaut d'ordre, il doit avoir soin, avant d'entreprendre une nouvelle exploitation, de faire constater l'insuffisance des carrières prévues, 101. — Condition nécessaire pour que l'entrepreneur puisse vendre des matériaux extraits, 78. — Conséquence du défaut d'autorisation, 79.

CAUTION (art. 4). La simple caution de l'entrepreneur reste étrangère aux opérations de l'entreprise, 31. V. *Créanciers*.

CAUTIONNEMENT (art. 4). — Sa nature et son objet, 28. — Hypothèque de l'Etat sur les immeubles donnés en cautionnement, 30. — Le cautionnement ne constitue pas un dédit, 28. — Droit de gage sur le cautionnement au profit de l'Etat, 29. — Restitution de tout ou partie du cautionnement, 28. — Cautionnement en espèces, en rente, 29. — Le cautionnement ne s'étend pas à la responsabilité après réception définitive des travaux, 29. — Le bureau a un pouvoir discrétionnaire pour apprécier la valeur du cautionnement, 25. — Le cautionnement n'est pas frappé par le privilège des ouvriers et fournisseurs, 30.

CERTIFICAT DE CAPACITÉ (art. 3). — Par qui il est délivré, 26. — Pas de recours en cas de refus, *ibid.* — Ce qu'il a pour but de constater, *ibid.* — Visa de l'ingénieur en chef, *ibid.* — Il est nécessaire pour l'admissibilité sur la liste des concurrents agréés ; mais sa valeur est appréciée discrétionnairement par les fonctionnaires qui procèdent à l'adjudication, 27. — Cas dans lesquels le certificat de capacité n'est pas exigé, 26. — Les candidats évincés ne peuvent pas attaquer l'adjudication pour défaut de production d'un certificat par l'adjudicataire, 27.

CERTIFICAT POUR PAIEMENT. — Est rédigé par l'ingénieur ordinaire, 219.

CÉSSATION ABSOLUE DES TRAVAUX (art. 34). — Donne lieu à

résiliation et à une indemnité dans les termes du droit commun, 116. — V. *Ajournement*.

CHANGEMENTS EN COURS D'EXÉCUTION (art. 10). — L'entrepreneur doit se conformer aux changements ordonnés dans le mode d'exécution des travaux prévus, 45. — Mais dans quelle mesure ? *ibid.* — Il n'est admis à se faire payer que s'il justifie d'ordres écrits, 46. — Peut-il être suppléé à l'ordre écrit par d'autres justifications établissant la nécessité des travaux litigieux ? 48.

CHANGEMENT MODIFIANT LA PROPORTION DES NATURES D'OUVRAGES (art. 32). — Donne lieu à indemnité en faveur de l'entrepreneur au delà d'une certaine mesure, 109. — On prend pour base les quantités portées au détail estimatif, *ibid.* Cas où le changement provient de la classification définitive des déblais, 110. — L'indemnité doit être demandée lors de la présentation du décompte définitif, 111. — Proportion à établir en cas de résiliation, *ibid.*

CHEMINS DE SERVICE (art. 18). — Rentrent dans les faux frais, 60. — Cas dans lequel ils donnent lieu à une indemnité au profit de l'entrepreneur, 62.

CINTRES (18). — En principe rentrent dans les faux frais, 66. — Exceptions, *ibid.* — Litige auquel ils ont donné lieu, 83.

CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES du 25 août 1833, 202.

CLAUSES ET CONDITIONS DES MARCHÉS DES TRAVAUX DU SERVICE DU GÉNIE, 253.

CLAUSES EXTRA-CONDITIONNELLES. — Leur importance au point de vue de la compétence pour l'approbation des adjudications, 230.

CLAUSES SPÉCIALES (34). — Destinées aux grandes entreprises, 121. — Modifications importantes au cahier de 1866, et notamment à l'article 34, 122 et à l'Appendice.

COMMIS (art. 13). — Les commis et employés de l'entrepreneur ne doivent pas être présumés ses mandataires dans les opérations qui peuvent compromettre ses droits, 53.

COMPOSITION DES PRIX (art. 42). — N'est qu'un simple renseignement dont les parties ne peuvent se prévaloir l'une contre l'autre, 155.

CONCESSION. — Définition, 24.

CONCURRENTS A L'ADJUDICATION (art. 1^{er}). — Quand les concurrents évincés peuvent-ils attaquer l'adjudication ? 20.

CONDUCTEUR (art. 10). — Il tient le journal ou carnet d'attachement, 217. — L'ordre écrit du conducteur peut-il suppléer celui de l'ingénieur ? 48.

CONSEIL DE PRÉFECTURE (art. 52). — Les conseils de préfecture connaissent, en première instance, des difficultés entre l'entrepreneur et l'administration, concernant le sens ou l'exécution du marché, 23, 88, 183 et suiv. Ils connaissent également des réclamations des particuliers qui se plaignent de dommages résultant de l'exécution des travaux publics, *ibid.* 88. — La clause leur attribuant le pouvoir de juge, *en dernier ressort*, est nulle, 190. — Le conseil de préfecture compétent est celui de la situation du lieu où les travaux ont été exécutés, 188. — Procédure devant les conseils de préfecture, 185 et suiv. — Arrêtés par défaut, 189. — L'examen des réclamations par le ministre ne fait pas obstacle à ce que le Conseil de préfecture soit saisi, 189. — Le Conseil de préfecture ne connaît pas de l'exécution de ses décisions, 193. — Décrets nouveaux et loi sur les Conseils de préfecture, Appendice.

CONSEIL D'ÉTAT (art. 52). — Le pourvoi devant le Conseil d'Etat n'est recevable que contre les décisions contradictoires, 190. — En principe il n'est pas suspensif, 193. — Délai du recours, 190. — La notification au préfet fait courir le délai contre l'Administration, 190. — On ne peut soumettre au Conseil d'Etat que les chefs soumis au Conseil de préfecture, 192. — Procédure, 190, 191.

CRÉANCIERS (art. 15 et 35). — Les créanciers de l'entrepreneur ne peuvent faire aucune saisie-arrêt sur les fonds dus par l'Etat audit entrepreneur, jusqu'après la réception des travaux, 55. — Ils sont sans qualité pour réclamer, à sa place, communication des comptes de la régie, 120, ou pour suivre le règlement du décompte, 42.

CRUE D'UN FLEUVE (art. 28). — Est un cas de force majeure, 89 et 90. — Point de départ du délai en cas de plusieurs crues successives, 92.

CURAGE (art. 10). — L'entrepreneur ne doit pas, sans ordre écrit, dépasser les limites des profils, dans les travaux de curage d'un canal, 47.

DÉBLAIS (art. 29 et 42). — Déblais non prévus, 95 et suiv. 159. — Modifications dans le cube des déblais, 110. — En cas de résiliation de l'entreprise, il peut y avoir lieu de fixer un prix nouveau pour les déblais exécutés, 160.

DÉCÈS DE L'ENTREPRENEUR (art. 36). — Est un cas naturel de résiliation, 132. — Lorsque deux entrepreneurs ont soumissionné conjointement, le décès de l'un d'eux n'entraîne pas la résiliation, *ibid.*

DÉCHET DE LA PIERRE (art. 42). — Est compris implicitement dans le prix du mètre cube de maçonnerie, 156.

DÉCOMPTES (art. 41). — Distinction entre les décomptes provisoires et les décomptes définitifs, 143. — Objet des décomptes mensuels, 140. — Délai pour refuser les décomptes, 142. — Point de départ de ce délai, 147. — Comment doivent être déduits les motifs de refus, 145. — Les réserves doivent être faites par écrit, 147. — Les réserves faites sur un point ne permettent pas à l'entrepreneur de réclamer sur les autres points, après l'expiration du délai, 146. — Cas dans lesquels on peut se dispenser de faire des réserves, 150. — La déchéance s'applique à toutes les réclamations sur les quantités et les prix portés au décompte, 144. — Mais non à celles qui ont leur objet en dehors du décompte, *ibid.* — Ni aux réclamations pour erreurs matérielles, 148. — Que faut-il entendre par là? *ibid.* — Les décomptes, même acceptés par l'entrepreneur, peuvent être modifiés par l'administration supérieure, 151. — L'entrepreneur, qui reçoit le montant du décompte, se rend non recevable à le contester, 149. — La déchéance ne s'applique qu'aux réclamations à porter devant l'administration, 150.

DÉFENSE ORALE (art. 52). — Nécessité pour l'entrepreneur de faire connaître à l'avance, au conseil de préfecture, son intention d'en profiter, 186.

DÉPENS (art. 52). — En matière de travaux publics, l'Etat, s'il succombe, doit être condamné aux dépens, 192

DÉROCTAGE D'UN PORT (art. 42). — L'entrepreneur ne peut revenir sur le prix d'extraction consenti par lui, 157.

DÉTAIL ESTIMATIF (art. 6). — Ce que c'est, 35. Cas dans lesquels il joue un rôle important, *ibid.*

DEVIS (art. 6). — Est la base du contrat, 34. — Erreurs matérielles dans la copie du devis, 36.

DIMANCHES ET JOURS FÉRIÉS (art. 11). Interdiction du travail, 50. — Cas dans lesquels il peut être dérogé à ce principe, *ibid.*

DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX. (art. 31). — Donne lieu à résiliation avec indemnité, 103. — L'administration ne peut invoquer l'article 31 pour ordonner la suspension absolue des travaux, 107.

DOMICILE ÉLU (art. 8). — Qu'arrive-t-il si l'entrepreneur néglige de faire élection de domicile, 39.

DOMMAGES CAUSÉS AUX PERSONNES (Art. 18). — Voyez *Accidents*.

DOMMAGES CAUSÉS AUX TIERS (art. 19). — L'entrepreneur doit réparer les dommages qui sont la conséquence de l'exécution des travaux, 62. — Mais c'est l'administration qui répond de ceux résultant du plan des travaux, *ibid.* — Dans quels cas les tiers peuvent exercer un recours contre l'administration pour les actes de l'entrepreneur qui leur ont causé un dommage? 75. — V: *Subventions spéciales*. — *Extraction de matériaux*. — *Occupation de terrain*.

DOMMAGES SUBIS PAR L'ENTREPRENEUR (art. 28). — 1° Par suite de sa propre négligence, 85. — 2° Par le fait de l'administration, 32, 33, 44, 45, 46, 51, 54, 59, 62, 85, 86, 103, 107, 109, 113, 128 et 176. — 3° Par suite de cas fortuits de force majeure. Voyez : *Force majeure*.

DOUBLE EMPLOIS (art. 41). — On peut, même en l'absence de réserves, réclamer contre de telles erreurs dans les décomptes, 148.

DRAGAGES (art. 28 et 29). — Cas de force majeure, 89. — Travail imprévu, 97.

ECHAFAUDS (art. 18). — Font partie des faux frais, 60.

ECLAIRAGE DES CHANTIERS (art. 18). — Fait partie des faux frais, 60.

EMPLOYÉS DE L'ENTREPRENEUR. — Dans quelle mesure ils le représentent, 53. — Recours de l'entrepreneur contre la décision de l'ingénieur exigeant le renvoi d'un employé, *ibid.*

FIDÉLITÉ (art. 28). — Est un cas de force majeure, 89.

ÉPUISEMENTS (art. 17). — Droits et obligations de l'entrepreneur en ce qui les concerne, 59 et 87.

ERREURS MATÉRIELLES (art. 41 et 42). — L'entrepreneur est

recevable à réclamer contre les erreurs, faux et doubles emplois dans les décomptes, 148. — Mais non contre les erreurs matérielles dans la formation du prix d'unité, 157.

ETATS DE SITUATIONS. — Ce sont les décomptes provisoires, 150. — V. *Décomptes*.

EVACUATION DES CHANTIERS (art. 43). — Délai d'évacuation en cas de résiliation, 166.

EXPERTISE (art. 19). — En matière de dommages, 70. — Expertise en cas de cession des outils et équipages de l'entrepreneur (art. 43), 164. — *Quid* si l'estimation est supérieure au prix d'achat? 165. — Les frais de l'expertise sont à la charge de l'Etat lorsqu'il a offert un prix insuffisant, *ibid.* — Expertises facultatives pour le juge, 187. — Les formes substantielles sont obligatoires, 188. — Cas dans lequel une tierce expertise est nécessaire, *ibid.*

EXPLOITATION EN GRANDE MINE. — Si elle est prévue au devis, l'administration ne peut, sans indemnité, l'interdire à l'entrepreneur, 87.

EXPROPRIATION. — L'indemnité préalable n'est due qu'en matière d'expropriation, 74.

EXTRACTION DE MATÉRIAUX (art. 19). — Servitude légale établie au profit des entrepreneurs de travaux publics; son étendue, 64 et suiv. — Formalités à remplir vis-à-vis du propriétaire, 67. — Extraction dans des carrières déjà exploitées, 69. — Le droit de fouille et extraction appartient-il aux simples fournisseurs de matériaux? 75. — Il n'est pas dû d'indemnité préalable, 74. — Recours des propriétaires contre l'administration, 75. — Droit de l'entrepreneur à une indemnité si une substitution de carrière lui est imposée, 77. — L'entrepreneur peut-il vendre des matériaux extraits? 78. — Zone interdite à l'exploitation, 75. — Est-ce avec le propriétaire ou le fermier que l'indemnité peut se régler? 74. — Intérêts de l'indemnité, frais d'expertise, 74.

FAILLITE DE L'ENTREPRENEUR (art. 37). — Cas naturel de résiliation, 133. — L'administration accepte, s'il y a lieu, les offres des créanciers pour la continuation de l'entreprise, *ibid.*

FAUX FRAIS (art. 18). — Que faut-il entendre par là? 59.

FEU DU CIEL (art. 28). — Est un cas de force majeure? 89.

FOISONNEMENT. — Pour qu'il puisse en être tenu compte il faut que le devis n'ait rien dit de contraire, 137.

FOLLE ENCHÈRE (art. 9, 36). — Cas dans lesquels il y a lieu à réadjudication à la folle enchère de l'entrepreneur, 40, 130. — Elle ne peut être prononcée sans mise en régie préalable, 130. — Comment se recouvrent les excédants de dépense résultant de la folle enchère, *ibid.*

FONDATEURS (art. 29). — Cas dans lequel elles constituent un travail non prévu, 98.

FONDS DE ROULEMENT (art. 34). — Il doit être tenu compte en cas d'ajournement des travaux, 121.

FORCE MAJEURE (art. 28). — Ce qu'on entend par cas de force majeure, 89. — Ces cas doivent être *signalés* dans le délai de dix jours, mais n'ont pas besoin d'être *constatés* dans ce délai, 92. — Le délai de dix jours est fatal, *ibid.* — Exemples de cas de force majeure, 89. — Il y a force majeure lorsque, le dommage étant causé par le fait de l'homme, il n'y a pas de recours possible contre les auteurs, 91.

FORÊTS. — Règles spéciales à l'extraction des matériaux dans les forêts, 199. — Par qui sont rédigées les clauses du cahier des charges qui y ont trait, *ibid.*

FORFAIT. — En quoi il consiste, 24. — V. *Déblais*.

FOUILLES (Art. 29). Si elles sont imprévues, il importe de les faire constater en cours d'exécution, 101.

FOURNISSEURS. — Ils profitent du droit de fouille et d'extraction, 75. — V. *Ouvriers*.

FRAIS DU MARCHÉ (art. 7). — Par qui ils sont dus, 37. — Différence entre les marchés de l'Etat et ceux des départements et communes au point de vue du droit d'enregistrement, 38. — Supplément de droit, 39. — Remboursement des frais, *ibid.* — Marché verbal, *ibid.*

FRAIS GÉNÉRAUX (art. 34). — Il doit en être tenu compte en cas d'ajournement des travaux, 121.

FRAUDES (art. 13). — L'entrepreneur est responsable des fraudes commises par ses agents et ouvriers, 52.

GARANTIE DÉCENNALE. — N'a trait qu'aux gros ouvrages, 173. — Le cautionnement ne s'étend pas à cette garantie, 29.

GARANTIE SPÉCIALE (art. 47, 48). Sa durée, 170. — Conditions pour que la réception provisoire la fasse courir, 171. —

Obligations de l'entrepreneur pendant le délai de garantie, 172. — Prolongement dudit délai, *ibid.*

GRÈVE (art. 28). — Est un cas de force majeure, 90.

HYPOTHÈQUE GÉNÉRALE. — Existe sur tous les biens immeubles de l'adjudicataire.

HYPOTHÈQUE SPÉCIALE (art. 4). V. *Cautionnement*.

INDEMNITÉS. — V. *Dommages*. — *Force majeure*. — *Ajournement des travaux*. — *Changements*. — *Ouvrages imprévus*. — *Régie*. — *Résiliation*, etc.

INGÉNIEURS (art. 10 et 41). — Ont seuls, en principe, le droit de donner les ordres, 48. — Ne peuvent arrêter les comptes que provisoirement, 151. — Tournées des ingénieurs, 52. — Recours à l'ingénieur en chef, 197. — Rôle de l'ingénieur ordinaire, 180. — Cas dans lesquels l'ingénieur ordinaire doit dresser des procès-verbaux, 182.

INTÉRÊTS (art. 49). — Le droit aux intérêts ne s'ouvre qu'après la réception définitive, 176. — Ils courent, sans demande, trois mois après cette réception, 178. — *Quid* en ce qui concerne la retenue de garantie? 179. — Les intérêts des sommes dues par l'administration pour matériaux repris en compte courent du jour de la demande en justice, 167.

INTÉRÊTS DES INTÉRÊTS (art. 49). — Peuvent être demandés lorsque les intérêts sont dus depuis une année, 179.

INSTRUCTION ÉCRITE. — Est la base de la procédure devant la juridiction administrative, 189.

INVASION (art. 28). — Est un cas de force majeure, 91.

INVENTAIRE (art. 35). — Du matériel en cas de mise en régie, 123. — Est-ce une formalité essentielle? 127. — Responsabilité de l'administration, 128.

LIVRET DE CAISSE. — Ce que c'est, 217.

MAÇONNERIES. — Litiges auxquels elles ont donné lieu, 82, 98, 110, 156 et 158.

MANDATS. — Par qui ils sont préparés, 219; délivrés, 221.

MARCHÉS DE GRÉ A GRÉ. — Dans quels cas ils sont autorisés 213. — Quand deviennent-ils définitifs? 33.

MARCHÉ DE TRAVAUX PUBLICS. — Quels sont ses caractères légaux, 21. — Ce qui le distingue des marchés de fourniture, 22. — Ses différentes sortes, 24.

MATÉRIAUX (art. 22 à 26 et 43). — Leur qualité, 79. — Acceptation provisoire, 80. — Jusqu'à quel moment ils peuvent être rebutés, 79. — Procédure à suivre en cas de rebut, 180. — Déplacement des matériaux, 83. — Propriété des matériaux trouvés dans les fouilles, 84. — Emploi de matériaux appartenant à l'Etat, 84. — Litige relatif au transport des matériaux, 101. — Les matériaux sont repris, en cas de résiliation, mais seulement lorsqu'ils sont approvisionnés par ordre, déposés sur les chantiers, 166, et après réception, 167.

MATÉRIEL DE L'ENTREPRISE (art. 43). — Dans quels cas la reprise en est obligatoire pour l'Etat, 164; dans quels cas facultative, *ibid.* — Condition pour que les outils et instruments soient repris, *ibid.* — Frais d'expertise, 165; de garde et d'entretien, 167. — Intérêts des sommes dues pour reprise du matériel, 167. — Dans les cas de reprise obligatoire, le matériel passe aux risques et périls de l'administration à partir de la résiliation, 165.

MENUES DÉPENSES (art. 18). — V. *Faux frais*.

MINES SÈCHES. — Ce procédé peut-il être prohibé? 51.

MINISTRES. — Les recours au Conseil d'Etat leur sont toujours communiqués, 191. — Conseil de préfecture, 181.

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS (art. 51). — Il représente l'Etat, *Quid* en cas de contestation entre l'entrepreneur et les ingénieurs? 181. — La décision du ministre ne fait pas obstacle à ce que la partie saisisse le conseil de préfecture, *ibid.* — Cas dans lequel l'entrepreneur peut porter directement sa demande devant le conseil de préfecture, 183.

MINE EN DEMEURE (35). — Mesure préalable à la mise en régie, 123, 127.

NOTIFICATIONS. — A la requête des parties, 190; — de l'administration, *ibid.*

OBJETS D'ART (art. 25). — Trouvés dans les fouilles, 84.

OCCUPATION DE TERRAINS (art. 18). — Mêmes formalités que pour les *extractions de matériaux*: Voyez ces mots.

OCTROIS [DROITS D'] (art. 42). — Les droits d'octroi, qui n'avaient pas été prévus dans la composition des prix, doivent-ils être supportés par l'entrepreneur? 162. — *Quid* s'ils figurent au bordereau pour un chiffre inexact? 156.

ORDONNANCE DE SOIT COMMUNIQUÉ. — Doit être notifiée dans délai de deux mois, 230 anc.

ORDRES DE SERVICE (art. 109). — Registre, 50. — Signature de l'entrepreneur, *ibid.* — Notification à l'entrepreneur, *ibid.* — Si l'entrepreneur ne se conforme pas aux ordres de service, il encourt la *mise en demeure*, voyez ce mot. — Un ordre de service est nécessaire pour pouvoir réclamer le prix des changements au devis, 47. — *Quid* si l'ingénieur reconnaît plus tard l'existence des ordres verbaux, 47. — En principe l'ordre écrit est insuffisant en matière de travaux communaux, 49. — *Quid* si le travail était nécessaire ; si la commune en a profité, *ibid.*

OUVRAGES IMPRÉVUS (art. 29). — Quand des travaux peuvent-ils être considérés comme imprévus ? 94. — Exemples pris dans la jurisprudence, *ibid.* et suiv. — Cas dans lesquels les travaux imprévus doivent être constatés en cours d'exécution, 101. — Ils ne comportent pas le rabais de l'adjudication, 102.

OUVRIERS DE L'ENTREPRENEUR (art. 15). — Ils doivent être payés tous les mois, sinon l'administration les fait payer d'office, 55. — Liste nominative remise aux ingénieurs, 54. — Ceux-ci ont le droit d'exiger leur renvoi, 52. — Retenue pour secours aux ouvriers blessés (art. 16). — Caisse d'assurance en cas de décès, d'accidents, 58. Voyez en outre *Privilège des ouvriers et fournisseurs de l'entrepreneur*.

PAIEMENTS (art. 44 et 49). — L'administration paie des acomptes tous les mois, mais au fur et à mesure des fonds disponibles seulement, 174. — Conséquence du retard dans les paiements, 175 et suiv. — Cas où des intérêts sont alloués, 176. — Le paiement du solde de l'entreprise, accepté sans réserves, ne permet plus à l'entrepreneur d'élever aucune réclamation, 108.

PAVÉS (art. 23 et 42). — Litiges auxquels ils peuvent donner lieu, 82, 158.

PÉRIMÉS (art. 32). — Modification dans l'importance de cette nature d'ouvrage, 110.

PICRES DU MARCHÉ (art. 6). — Nomenclature, 34. — *Quid* s'il y a contradiction entre elles, 36. — Signature de l'entrepreneur, *ibid.*

PILES ET CULÈRES DE PONTS (art. 29). — Espèce dans laquelle

un prix spécial a été attribué à l'entrepreneur pour ouvrage imprévu, 97.

PIQUETAGE. — Peut avoir un intérêt juridique par suite de certaines dispositions du cahier des charges, 96, 118.

PIQUEURS ET SURVEILLANTS. — Sont sous les ordres du conducteur, 217.

PLANS, DESSINS ET PROFILS (art. 6). — Leur remise à l'entrepreneur avec la mention : bon pour exécution, 36. — Il doit s'y conformer strictement, 43.

PONTS DE SERVICE (art. 18). — Rentrent dans les faux frais, 69. — Litige auquel ils ont donné lieu, 86.

PRESTATIONS EN NATURE. — Donnent lieu à un règlement entre l'administration et l'entrepreneur, 57.

PRIVILÈGE DES OUVRIERS ET FOURNISSEURS DE L'ENTREPRENEUR (art. 15). — Sur les fonds dus par l'Etat à l'entrepreneur, 55. — Mais ce privilège n'atteint pas le cautionnement, 56. — Conditions du privilège, *ibid.* — Le privilège n'existe pas pour les travaux départementaux et communaux, *ibid.* — Cession par l'entrepreneur des sommes qui lui sont dues, *ibid.*

PRIX (art. 42). — L'entrepreneur ne peut contester les prix du bordereau, 154; non plus que l'administration, 158. — Il n'est même pas admis à faire redresser des erreurs matérielles, 157. — Prix non prévus au bordereau pour travaux prévus au devis, 158. — Liquidation des prix : voyez *Décompte*. — Prix des travaux imprévus : voyez *Ouvrages imprévus*. — Nouveau prix lorsque le mode d'exécution d'un travail est changé par ordre de l'administration, 165; voyez en outre *Changements en cours d'exécution*.

PROCÉDURE. — Devant le Conseil d'Etat et les Ministres, 230. — Devant le Conseil de Préfecture, 231.

PUBLICITÉ (art. 1 et 52). — En matière d'adjudication, 18. — Des audiences des Conseils de Préfecture, 184. — Du Conseil d'Etat, 191.

RABAIS. — Il porte sur les prix du bordereau, 34.

RALENTISSEMENT DES TRAVAUX. — Donne lieu à indemnité lorsqu'il provient du fait de l'administration, 119, 121.

RÉCÉPISSÉ. — Des pièces du marché, 34. — A titre de notification administrative, 233. — Au début de l'instance devant le ministre, 231.

RÉCEPTION DES TRAVAUX (art. 46 et 47). — Les réceptions doivent se faire contradictoirement avec l'entrepreneur, 170. — Les réceptions provisoires doivent être constatées par procès-verbal, 170. — *Quid* des réceptions définitives ? *ibid.* — Importance de la mise en demeure, 171. — Les intérêts de sommes dues ne courent qu'après la réception définitive, 175, 167.

RÉFÉRÉS. — Requête au Préfet, 186 ; ou introduction de l'instance à bref délai, 187.

RÉGIE [MISE EN] (art. 32). — Principe de la régie ; en quoi elle consiste, 124, 125. — Formes à suivre, 125. — Voies de recours, 126. — Conséquences d'une régie irrégulière, 127, 129, 131. — L'entrepreneur a le droit d'obtenir communication des pièces et un compte des opérations, 129. — Mais ce droit lui est personnel, *ibid.* — Comment sont payés les excédants de dépense résultant de la régie ? 124.

RÈGLEMENTS (art. 11). — Ils ont pour objet la police des chantiers, 50. — Ils peuvent donner lieu à indemnité au profit de l'entrepreneur, 51.

RELAIS. — Comment ils sont calculés, 157.

LEPERTOIRE. — Ce qu'on entend par là, 226.

REPRÉSENTANT. — N'est pas obligatoire pour l'entrepreneur, 53.

RÉSILIATION (art. 30, 31, 33, 34, 35, 36, 37, 43). — Ses conséquences varient suivant sa cause (voir chacun des articles indiqués). — Cas où il y a lieu à indemnité, 105, 117, 132. — Cas où il y a lieu à reprise du matériel, 164. — L'administration peut toujours résilier le marché, 106. — Des cas de résiliation non prévus par le cahier, 134. — Le droit pour l'entrepreneur de demander la résiliation doit être exercé pendant l'exécution, 108, 114. — Résiliation purement gracieuse, 135.

RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR. — 1° Vis-à-vis de l'administration : Voyez *garantie spéciale, garantie décennale* et *vices de construction* ; — 2° vis-à-vis des tiers : voyez *Accidents et Dommages causés aux tiers*.

RETENUE DE GARANTIE (art. 45, 48). — Son maximum peut être déterminé en cours d'exécution, 169. — Son paiement est subordonné à la justification de l'accomplissement des obligations énoncées en l'art. 19, 171.

SAISIE-ARRÊT. — Sur les fonds à délivrer par l'Etat aux entrepreneurs, 30, 195.

SÉCHERESSE (art. 28). — Peut constituer un cas de force majeure, 89.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL. — Ses fonctions, 231 et 233.

SOMMES A VALOIR. — A quelle nature de dépenses elles ont pour but de faire face, 201, 58.

SOMMIER. — Ce que c'est, 218.

SOUS-TRAITÉS (art. 9). — Ils sont permis avec le consentement de l'administration, 41. — Mais l'entrepreneur principal reste seul responsable tant envers elle qu'envers les ouvriers et les tiers, *ibid.* — La nullité du sous-traité n'est pas d'ordre public, 42. — Les sous-traitants peuvent-ils profiter du décret du 26 pluviôse an II ? 56.

SUBVENTIONS SPÉCIALES. — Leur mode de recouvrement, 212.

TEMPÊTES (art. 28). — Constituent des cas de force majeure, 89, 90.

TRAVAUX. — De première, de deuxième catégorie, 219. — De raccordement, jugés étrangers à l'entreprise, 16. — De nuit, d'hiver, peuvent donner lieu à une indemnité, 87.

TRÉSORIER-PAYEUR. — Versement des frais du marché, 37.

TROMBE ET OURAGAN (art. 28). — Constituent des cas de force majeure, 90.

US ET COUTUMES (art. 38). — L'entrepreneur ne peut jamais s'en prévaloir quant aux métrés et aux pesages, 138. — *Quid* en ce qui concerne l'interprétation des clauses du marché ? *ibid.*

VICES DE CONSTRUCTION (art. 22, 48). — L'entrepreneur en répond, 79. — *Quid* des vices, des plans et projets ? 172. — Malfaçons des ouvriers, 52. — Ouvrages présumés vicieux, 84.

VITESSE DES TRAVAUX. — Peut donner lieu à une indemnité si elle résulte des ordres donnés par les ingénieurs, 113.

VOIES DE FAIT. — Occupations irrégulières de terrains, 68. — Compétence des tribunaux judiciaires, *ibid.*